



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: avis juridiques

Part I: Juridical notices

Partie II: lois et règlements

Part II: Laws and Regulations

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 26 février 1972

Québec, Saturday, February 26, 1972

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.



5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday* noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

A & R Fabrikel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles Émond, représentant, 12235, Parent, Pointe-aux-Trembles, Jean Ménard, épicier, 260, de Provence, Longueuil, et Rachel Beaudet, ménagère, épouse de Antoine Ménard, 9060, Forbin-Janson, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires en tant que magasin à rayons, sous le nom de « A & R Fabrikel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716539

Akber Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Zoran Nikecevic, fournisseur, 6347, St-Hubert, Angelo Aucone, commis, 8580, Reims, tous deux de Montréal, et Imbriglio Benedetto, machiniste, 9110, Lutgarde, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de machineries, outils et appareils, activés par force mécanique ou non, en faire le commerce, sous le nom de « Akber Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 354, rue des Inspecteurs, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716073

Alouette Helicopters Inc.
Hélicoptères Alouette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, tous deux de Montréal, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

A & R Fabrikel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Émond, representative, 12235 Parent, Pointe-aux-Trembles, Jean Ménard, grocer, 260 de Provence, Longueuil, and Rachel Beaudet, housewife, wife of Antoine Ménard, 9060 Forbin-Janson, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as a department store, under the name of "A & R. Fabrikel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716539

Akber Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Zoran Nikecevic, supplier, 6347 St. Hubert, Angelo Aucone, clerk, 8580 Reims, both of Montreal, and Imbriglio Benedetto, machinist, 9110 Lutgarde, Sainte-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools and equipment, whether moved by mechanical power or not, under the name of "Akber Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 354 Inspector Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716073

Alouette Helicopters Inc.
Hélicoptères Alouette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, both of Montreal, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

Posséder des hélicoptères, des aéronefs et des machines volantes en général et en faire la location, le service et la vente, sous le nom de « Alouette Helicopters Inc. — Hélicoptères Alouette inc. », avec un capital total de \$140,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716432

A.M.M.A. Realty Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Louis Lefebvre, notaire, Lucia Telaro, Lyse St-Pierre, toutes deux célibataires, et Denise Giraudias, épouse d'Albert Costo, ces trois dernières secrétaires, tous quatre du 7576, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « A.M.M.A. Realty Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3447, rue Messier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715219

Les administrations Grimard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 336, Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e rue, tous deux secrétaires, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration et conseillers et aviseurs financiers, sous le nom de « Les administrations Grimard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716477

To own, lease, operate and deal in helicopters, aircraft and generally flying machines, under the name of "Alouette Helicopters Inc. — Hélicoptères Alouette inc.", with a total capital stock of \$140,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each and 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716432

A.M.M.A. Realty Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Lefebvre, notary, Lucia Telaro, Lyse St-Pierre, both spinsters, and Denise Giraudias, wife of Albert Costo, the latter three secretaries, all four of 7576 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "A.M.M.A. Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3447 Messier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715219

Les administrations Grimard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Denoncourt, 336 Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20th Street, both secretaries, and Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as business and financial consultants, under the name of "Les administrations Grimard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716477

**Agence Ray Bayard inc.
Ray Bayard Agency Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, André Paquette, comptable, 246, Bolton, Saint-Lambert, et Nicole Gendron, secrétaire, fille majeure, 8213, Henri-Julien, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous articles ou effets mécaniques, électriques, électroniques ou autres, qui aient un but récréatif et éducatif, sous le nom de « Agence Ray Bayard inc.—Ray Bayard Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 41, Crérar, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716262

Alimentation Caprice inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: André Brunet, avocat, 3565, Lagarde, Laval, Paulette Rompré, épouse de Patrice Jasmin, 9414, Papineau, Montréal, et Louise Trépanier, fille majeure, 20, Boivin, Châteauguay, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des cantines mobiles, restaurants, salles à manger, magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Alimentation Caprice inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 98, rue Benoit Lacasse, Lachenaie, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715671

Les appartements de la Rocaille inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre-Paul Gauthier, entrepreneur, Simone Murray, ménagère, épouse dudit Pierre-Paul Gauthier, et Romain Gauthier, contremaître, tous trois de 190, Smith, Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les appartements de la Rocaille inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé

**Agence Ray Bayard inc.
Ray Bayard Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St. Bruno-de-Montarville, André Paquette, accountant, 246 Bolton, St. Lambert, and Nicole Gendron, secretary, spinster, 8213 Henri-Julien, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all mechanical, electrical, electronic or other articles and products used for recreational or educational purposes, under the name of "Agence Ray Bayard inc.—Ray Bayard Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 41 Crérar, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716262

Alimentation Caprice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Brunet, advocate, 3565 Lagarde, Laval, Paulette Rompré, wife of Patrice Jasmin, 9414 Papineau, Montreal, and Louise Trépanier, spinster, 20 Boivin, Châteauguay, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate mobile canteens, restaurants, dining rooms, stores, shops and boutiques, under the name of "Alimentation Caprice inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 98 Benoit Lacasse Street, Lachenaie, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715671

Les appartements de la Rocaille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Paul Gauthier, contractor, Simone Murray, housewife, wife of the said Pierre-Paul Gauthier, and Romain Gauthier, foreman, all three of 190 Smith, Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les appartements de la Rocaille inc.", with a total capital stock of \$40,000,

en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 190, rue Smith, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716158

Les appartements Parc de la Montagne Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Brahm Gelfrand, avocat, 5140, Mayfair, Penny Coley, 10250, Bois de Boulogne, app. 104, et Margaret Tucker, 10250, Bois de Boulogne, app. 101A, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les appartements Parc de la Montagne Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1115, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715428

Associated Metal Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 3465, rue Redpath, Jacques-Lemaître Auger, 8462, rue Drolet, tous deux de Montréal, et Alexander S. Konigsberg, 2378, avenue Frenette, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits en métal et des marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Associated Metal Products Inc. », avec un capital actions divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 340, Lorrain, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715939

**Association des installateurs en aluminium
du Québec**

Aluminum Installers Association of Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971,

divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 190 Smith Street, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716158

Les appartements Parc de la Montagne Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm Gelfand, advocate, 5140 Mayfair, Penny Coley, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 104, and Margaret Tucker, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 101A, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les appartements Parc de la Montagne Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715428

Associated Metal Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Rosenstein, 3465 Redpath Street, Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet Street, both of Montreal, and Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette Avenue, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in metal products and merchandise of all kinds, under the name of "Associated Metal Products Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 340 Lorrain, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715939

**Association des installateurs en aluminium
du Québec**

Aluminum Installers Association of Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incor-

constituant en corporation sans capital-actions: Domenico Agostino, 7439, 9e Avenue, Bernard Bick, 3751, de la Peltrie, Réal Constantineau, 7987, 22e Avenue, Schiavon Benvenuti, 5562, Casgrain, Giuseppe Delvilano, 1986, Kamouraska, Laurent Goulet, Richard Goulet, tous deux de 3273, d'Hérelle, Giovanni Grasso, Tony Orlando, tous deux de 4800, St-Zotique, Giuseppe Grasso, 4485, Bélanger est, Rémi Lehoux, 6598, 13e Avenue, Usuberto Lonardo, 8373, 8e Avenue, Angelo Orlando, 5560, Casgrain, Jean-Pierre Proulx, 5874, Louis-Hébert, Jean-Luc Prud'homme, 1663, Fleury, app. 17, tous quinze de Montréal, Armand Bourdages, 3359, Monselet, Montreal-Nord, Maurice Cadotte, 385, Nadon, Denis Richard, 375, Nadon, tous deux de Laval, Paul-E. Lehoux, 2957, Grand boulevard, Laffèche, et Roger Fournier, 185, Chèvrefils, Saint-Rémi, tous installateurs en aluminium, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts, progrès et expansion de l'industrie de l'aluminium, dans la province de Québec, sous le nom de « Association des installateurs en aluminium du Québec — Aluminum Installers Association of Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

716445

Association sportive intercollégiale de la région de Montréal (A.S.I.R.M.)
Montreal Regional Intercollegiate Athletic Association (M.R.I.A.A.)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Côté, 609, Place Marsan, Sainte-Dorothée, Jacques Cyr, 1661, Perreault, Joliette, Yves Paquette, 9, Village Suisse, Saint-Jean, et Michel Biron, 4325, de Lanaudière, Montréal, tous quatre professeurs, pour les objets suivants:

Organiser et favoriser les sports chez les étudiants, sous le nom de « Association sportive intercollégiale de la région de Montréal (A.S.I.R.M.) — Montreal Regional Intercollegiate Athletic Association (M.R.I.A.A.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

716341

porate a corporation without share capital: Domenico Agostino, 7439, 9th Avenue, Bernard Bick, 3751 de la Peltrie, Réal Constantineau, 7987, 22nd Avenue, Schiavon, Benvenuti, 5562 Casgrain, Giuseppe Delvilano, 1986 Kamouraska, Laurent Goulet, Richard Goulet, both of 3273 d'Hérelle, Giovanni Grasso, Tony Orlando, both of 4800 St. Zotique, Giuseppe Grasso, 4485 Bélanger East, Rémi Lehoux, 6598, 13th Avenue, Usuberto Lonardo, 8373, 8th Avenue, Angelo Orlando, 5560 Casgrain, Jean-Pierre Proulx, 5874 Louis-Hébert, Jean-Luc Prud'homme, 1663 Fleury, Apt. 17, all fifteen of Montreal, Armand Bourdages, 3359 Monselet, Montreal North, Maurice Cadotte, 385 Nadon, Denis Richard, 375 Nadon, both of Laval, Paul-E. Lehoux, 2957 Grand Boulevard, Laffèche, and Roger Fournier, 185 Chèvrefils, St. Rémi all aluminum installers, for the following purposes:

To promote the interests, progress and expansion of the aluminum industry in the Province of Québec, under the name of "Association des installateurs en aluminium du Québec — Aluminum Installers Association of Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716445

Association sportive intercollégiale de la région de Montréal (A.S.I.R.M.)
Montreal Regional Intercollegiate Athletic Association (M.R.I.A.A.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Côté, 609 Place Marsan, St. Dorothée, Jacques Cyr, 1661 Perreault, Joliette, Yves Paquette, 9 Village Suisse, St. Jean, and Michel Biron, 4325 de Lanaudière, Montréal, all four teachers, for the following purposes:

To organize and promote sports among students, under the name of "Association sportive intercollégiale de la région de Montréal (A.S.I.R.M.) — Montreal Regional Intercollegiate Athletic Association (M.R.I.A.A.)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716341

Les assurances Pesant inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis-Roland Pesant, courtier d'assurances, Florence Valois, secrétaire, épouse dudit Louis-Roland Pesant, tous deux de 4140, Lévesque, et Émérance Papineau, rentière, veuve de Alfred Jolicœur, 4168, Lévesque, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Les assurances Pesant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715970

Automobiles Beau Château inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Edward Georgie, homme d'affaires, Melba Yelda, ménagère, épouse dudit Edward Georgie et Joseph Georgie, ingénieur chimiste, tous trois de 136, rue St-Georges, Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, pièces de moteurs, aéronefs, moteurs d'aéronefs, canots automobiles, appareils de radio, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes, et accessoires, sous le nom de « Automobiles Beau Château inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 61, boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715056

Avian Development Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Joshua Guy Nevitt, 3484, Stanley, Theodore M. Abrams, 1545, McGregor, tous deux hommes d'affaires, de Montréal, et Andrée Thérien, femme d'affaires, épouse de Jacques Lambert, 461, chemin Dufferin, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Avian Development

Les assurances Pesant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Roland Pesant, insurance broker, Florence Valois, secretary, wife of the said Louis-Roland Pesant, both of 4140 Lévesque, and Émérance Papineau, annuitant, widow of Alfred Jolicœur, 4168 Lévesque, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Les assurances Pesant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715970

Automobiles Beau Château inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Georgie, businessman, Melba Yelda, housewife, wife of the said Edward Georgie, and Joseph Georgie, chemical engineer, all three of 136 St-Georges Street, Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Automobiles Beau Château inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 61 Anjou Boulevard, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715056

Avian Development Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joshua Guy Nevitt, 3484 Stanley, Theodore M. Abrams, 1545 McGregor, both businessmen, of Montreal, and Andrée Thérien, businesswoman, wife of Jacques Lambert, 461 Dufferin Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Avian Development

Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 275 ouest, rue St-Jacques, local 42, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715379

Bar Salon Le Buisson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Paquette, homme d'affaires, Gemma Labbé, ménagère, épouse dudit Robert Paquette, tous deux de 87, Souigny, et Jocelyne Paquette, secrétaire, épouse de André Comeau, 3555, Berri, app. 706, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de « Bar Salon Le Buisson inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716631

Barils et tonneaux Laval inc. Laval Barrels and Drums Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Marguerite Soucy, 8330, Christophe-Colomb, Montréal, Diane Gauthier, 6357, Robert, Saint-Léonard, et Colombe Cousineau, 158, Lévesque, Laval, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Barils et tonneaux Laval inc. — Laval Barrels and Drums Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716370

Bayco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, cons-

Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 275 St. James West, Suite 42, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715379

Bar Salon Le Buisson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Paquette, businessman, Gemma Labbé, housewife, wife of the said Robert Paquette, both of 87 Souigny, and Jocelyne Paquette, secretary, wife of André Comeau, 3555 Berri, Apt. 706, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as proprietors of hotels, inns, taverns, and as restaurateurs, under the name of "Bar Salon Le Buisson inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716631

Barils et tonneaux Laval inc. Laval Barrels and Drums Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marguerite Soucy, 8330 Christophe-Colomb, Montreal, Diane Gauthier, 6357 Robert, St. Léonard, and Colombe Cousineau, 158 Lévesque, Laval, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Barils et tonneaux Laval inc. — Laval Barrels and Drums Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 801 Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716370

Bayco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tituant en corporation: Jean-Charles Boucher, Girardville, Léonce Girard, Normandin, tous deux industriels, Guy Larocque, commerçant, 4405, boulevard Lavoie, et Lucien Bourget, comptable, 661, Patenaude, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Bayco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5816, rue Charlevoix, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716392

Beauchesne & Therrien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Georges-A. Beauchesne, 448, avenue Richard, Princeville, Laurent Therrien, tous deux courtiers d'assurances, et Juliette Parent, ménagère, épouse dudit Laurent Therrien, ces deux derniers de 1308, Napoléon, Plessisville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Beauchesne & Therrien inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715694

F. Beaulieu & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Réal Beaulieu, gérant, Gabrielle Poissant, commerçante, veuve de Fernando Beaulieu, tous deux de 70, Rielle, et Francine Pelletier, commis, fille majeure, 324, 1re avenue, tous trois de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciées, sous le nom de « F. Beaulieu & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 72, rue Rielle, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716324

incorporating: Jean-Charles Boucher, Girardville, Léonce Girard, Normandin, both manufacturers, Guy Larocque, dealer, 4405 Lavoie Boulevard, and Lucien Bourget, accountant, 661 Patenaude, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in materials of all kinds, under the name of "Bayco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5816 Charlevoix Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716392

Beauchesne & Therrien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-A. Beauchesne, 448 Richard Avenue, Princeville, Laurent Therrien, both insurance brokers, and Juliette Parent, housewife, wife of the said Laurent Therrien, the latter two of 1308 Napoléon, Plessisville, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Beauchesne & Therrien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 715694

F. Beaulieu & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Beaulieu, manager, Gabrielle Poissant, dealer, widow of Fernando Beaulieu, both of 70 Rielle, and Francine Pelletier, clerk, spinster, 324, 1st Avenue, all three of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as licensed butchers and grocers, under the name of "F. Beaulieu & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 72 Rielle Street, Verdun, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716324

Beaver Mining Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: I. Davis Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300, de Maisonneuve, tous deux avocats, et Michelina Tedeschi, secrétaire, célibataire, 7320, 9^e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explorer, mettre en valeur, exploiter, améliorer, entretenir et administrer des mines, minerais, terrains et gisements sous le nom de « Beaver Mining Corporation », avec un capital action divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 415 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715727

**Bel-Go Food Brokers Inc.
Courtiers en alimentation Bel-Go inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 81, avenue Highfield, Mont-Royal, Alma Tremblay, célibataire, 1640 ouest, rue Sherbrooke, app. 7, Montréal, et Rita Dawson, épouse de Paul Dawson, 120, avenue Abbott, Westmount, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits de consommation, sous le nom de « Bel-Go Food Brokers Inc.—Courtiers en alimentation Bel-Go inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715466

P. H. Bergeron & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Philippe Bergeron, 191, boulevard Père Bertrand, Vanier, Léon Bergeron, 420, 48^e rue est, Charlesbourg, et Yvon Bergeron, 340, 26^e rue, Québec, tous trois menuisiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « P. H. Bergeron & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300

Beaver Mining Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve, both advocates, and Michelina Tedeschi, secretary, spinster, 7320, 9th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, under the name of "Beaver Mining Corporation", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 415 St. James street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715727

**Bel-Go Food Brokers Inc.
Courtiers en alimentation Bel-Go inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Kujan, advocate, 81 Highfield Avenue, Mount Royal, Alma Tremblay, spinster, 1640 Sherbrooke West, Apt. 7, Montreal, and Rita Dawson, wife of Paul Dawson, 120 Abbott Avenue, Westmount, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in all kinds of consumer products, under the name of "Bel-Go Food Brokers Inc.—Courtiers en alimentation Bel-Go inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715466

P. H. Bergeron & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Bergeron, 191 Père Bertrand Boulevard, Vanier, Léon Bergeron, 420, 48th Street East, Charlesbourg, and Yvon Bergeron, 340, 26th Street, Québec, all three carpenters, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "P. H. Bergeron & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided

actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vanier, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716368

Bertol Moulding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Patrick Vallée, avocat, Émerilda Doiron, ménagère, épouse dudit Patrick Vallée, tous deux de 275, Roi du Nord, Laval, et Marcel Lalonde, professeur, 13, St-Joseph, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines et leurs accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Bertol Moulding Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716173

**Black Mountain Properties Inc.
Les propriétés Montagne Noire inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gérald Goodman, administrateur, 1026, 100e Avenue, Laval, Dominique Fortin, manufacturier, 860, Destours, Boucherville, et Roland Valade, entrepreneur général, Saint-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Black Mountain Properties Inc. — Les propriétés Montagne Noire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716037

Boloco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Quirion, notaire, 2216,

into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Vanier, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716368

Bertol Moulding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Vallée, advocate, Émerilda Doiron, housewife, wife of the said Patrick Vallée, both of 275 Roi du Nord, Laval, and Marcel Lalonde, teacher, 13 St. Joseph, St. Thérèse, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines and their accessories, and other instruments and apparatus, under the name of "Bertol Moulding Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716173

**Black Mountain Properties Inc.
Les propriétés Montagne Noire inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Goodman, executive, 1026, 100th Avenue, Laval, Dominique Fortin, manufacturer, 860 Destours, Boucherville, and Roland Valade, general contractor, Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and real estate company, under the name of "Black Mountain Properties Inc. — Les propriétés Montagne Noire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716037

Boloco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Quirion, notary, 2216 Parc Lot-

Parc Lotbinière nord, Sillery, Michèle Roy, et Rita Gagnon, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 2272, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Boloco inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716259

Boutique Carmelle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Steve Zvi Haiu, 4157 ouest, boulevard de Maisonneuve, Sam Zinman, 6285, avenue Trans Island, tous deux vendeurs, de Montréal, et Evelyn Zinman, ménagère, épouse de Ben Nathan, 377, Fraser, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements pour hommes, femmes et enfants, articles vestimentaires de toutes sortes et en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Carmelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1206 est, avenue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715613

La brasserie des Trois Couronnes « Drei Kronen Brauerei (1308) » Québec Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Georges Dubé, 1105, Belvédère, Québec, Roger Vallières, 2643, Brôme, Claude Fournier, 3110, boulevard Neilson, tous deux de Sainte-Foy, tous trois avocats, et Claude Girard, étudiant, 2910, boulevard Monseigneur Gauthier, Giffard, pour les objets suivants:

Manufacturer de la bière, bières anglaises, bière allemande, porters et bière forte, en faire le commerce, sous le nom de « La brasserie des Trois Couronnes « Drei Kronen Brauerei (1308) » Québec Itée », avec un capital action divisé en 8,000 actions sans valeur

binère North, Sillery, Michèle Roy, and Rita Gagnon, the latter two secretaries, spinsters, of 2272 St. Foy Road, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Boloco inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier Boulevard, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716259

Boutique Carmelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Steve Zvi Haiu, 4157 de Maisonneuve Boulevard West, Sam Zinman, 6285 Trans Island Avenue, both salesmen, of Montreal, and Evelyn Zinman, housewife, wife of Ben Nathan, 377 Fraser, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's clothing, garments and wearing apparel of all kinds, under the name of "Boutique Carmelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1206 Mount Royal Avenue East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715613

La brasserie des Trois Couronnes « Drei Kronen Brauerei (1308) » Québec Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Dubé, 1105 Belvédère, Québec, Roger Vallières, 2643 Brôme, Claude Fournier, 3110 Neilson Boulevard, both of Sainte-Foy, all three advocates, and Claude Girard, student, 2910 Monseigneur Gauthier Boulevard, Giffard, for the following purposes:

To manufacture and deal in ales, beers, lagers, porters and stout and similar beverages, under the name of "La brasserie des Trois Couronnes « Drei Kronen Brauerei (1308) » Québec Itée", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est au 990 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716190

Braven Realities Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte-Saint-Luc, Robert Lefcort, 2555, avenue Benny, tous deux de Montréal, Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, et Morris Shuter, gérant de bureau, 201, chemin Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers en immeubles, sous le nom de « Braven Realities Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1720, rue Hartenstein, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716162

B.R.L. Language Schools, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michael Sheehan, 1243, de Beauville, Gilles L'Écuyer, 3040, chemin St-Louis, tous deux de Sainte-Foy, Côme Poulin, 289, 57e rue, ouest, Charlesbourg, et Jacques Beaudet, 2445, Renouard, Québec, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à administrer, diriger et entretenir des écoles pour l'enseignement du langage moderne, sous le nom de « B.R.L. Language Schools, Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1140 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716348

Brucy Auto Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Louis Léonard, garagiste,

The head office of the company is at 990 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716190

Braven Realities Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St-Luc, Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, both of Montreal, Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte-Saint-Luc, all three advocates, and Morris Shuter, office manager, 201 Harland Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Braven Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1720 Hartenstein Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716162

B.R.L. Language Schools, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Sheehan, 1243 de Beauville, Gilles L'Écuyer, 3040 chemin St-Louis, both of Sainte-Foy, Côme Poulin, 289, 57th Street West, Charlesbourg, and Jacques Beaudet, 2445 Renouard, Québec, all four lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of operating, conducting and maintaining schools for the teaching of modern language, under the name of "B.R.L. Language Schools, Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1140 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716348

Brucy Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Léonard, garage-keeper, Hé-

Hélène Léonard, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Léonard, tous deux de 23, Tunstall, Senneville, et Pierrette Barbeau, secrétaire, fille majeure, 3897, Claude, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, motos-neige, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, appareils de vol, moteurs, machines et tous autres véhicules, ainsi que tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Brucy Auto Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 17, Grand Boulevard, Île-Perrot, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716462

J. Dan Brunet & fils Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: J.-Dieudonné Brunet, courtier en immeuble, Fernande Viau, ménagère, épouse dudit J.-Dieudonné Brunet, tous deux de 331, boulevard St-Joseph, Réal-J.-D. Brunet, administrateur, 51, Chouinard, et Robert Brunet, agent d'immeubles, 130, Durocher, tous quatre de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « J. Dan Brunet & fils Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 331, boulevard St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716567

Canamo Precision Inc. Précision Canamo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: David Doublet, 5435, avenue Westmore, A. R. Deane Nesbitt, 605, Habitat '67, tous deux de Montréal, et Tass Grivakes, 500, avenue Roslyn, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des moules, matrices et pièces de machinerie, en faire le commerce, sous le nom de « Canamo Precision Inc.—Précision Canamo inc. », avec un capital action divisé en 20 actions catégorie « A » sans valeur au pair 80 actions catégorie « B » sans valeur au pair et 39,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

lène Léonard, housewife, wife of the said Jean-Louis Léonard, both of 23 Tunstall, Senneville, and Pierrette Barbeau, secretary, spinster, 3897 Claude, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, snowmobiles, tractors, agricultural machinery, farming instruments, boats, flying-machines, motors and all types of vehicles, as well as their accessories and parts, under the name of "Brucy Auto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 17 Grand Boulevard, Île-Perrot, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716462

J. Dan Brunet & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Dieudonné Brunet, real estate broker, Fernande Viau, housewife, wife of the said J.-Dieudonné Brunet, both of 331 St. Joseph Boulevard, Réal-J.-D. Brunet, administrator, 51 Chouinard, and Robert Brunet, real estate agent, 130 Durocher, all four of Hull, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "J. Dan Brunet & fils Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 331 St. Joseph Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716567

Canamo Precision Inc. Précision Canamo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Doublet, 5435 Westmore Avenue, A. R. Deane Nesbitt, 605 Habitat '67, both of Montreal, and Tass Grivakes, 500 Roslyn Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in molds, dies and machine parts, under the name of "Canamo Precision Inc.—Précision Canamo inc.", with a capital stock divided into 20 class "A" shares without par value, 80 class "B" shares without par value and 39,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est au 10572, rue Lamoureux, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715403

Canton Corporation Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving Murray Noble, comptable, 749 ouest, avenue Steeles, Esther Elizabeth Rennalls, secrétaire juridique, 31, Marowyn Drive, tous deux de Willowdale, Myrtle Whyte, teneuse de livres, 119, avenue Clovelly, toutes deux célibataires, Herbert West, 1309 est, rue Queen, tous deux de Toronto, et Michael Marion Zebeski, 19, Vanguard Drive, Islington, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Canton Corporation Limited », avec un capital actions divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.25 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, local 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716138

Le Carrefour Laval Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de la compagnie « Le Carrefour Laval Cie Itée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de juin 1967, et de la compagnie « Cemval Development Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25e jour de novembre 1971, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Construire, transformer, améliorer et détenir des propriétés immobilières à des fins de centres commerciaux et locaux industriels, agir à titre de bailleurs et administrateurs d'immeubles pour les propriétés en cause, sous le nom de « Le Carrefour Laval Itée », avec un capital-actions divisé en 485,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, 6,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair, 6,000 actions privilégiées catégorie « B » sans valeur au pair, 12,000 actions catégorie « C » sans valeur au pair et 491,000 actions catégorie « D » sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission des actions catégorie « A » et « B » ne devra pas excéder la somme de \$6,000 en

The head office of the company is at 10572 Lamoureux Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715403

Canton Corporation Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Murray Noble, accountant, 749 Steeles Avenue West, Esther Elizabeth Rennalls, legal secretary, 31 Marowyn Drive, both of Willowdale, Myrtle Whyte, bookkeeper, 119 Clovelly Avenue, both spinners, Herbert West, 1309 Queen Street East, both of Toronto, and Michael Marion Zebeski, 19 Vanguard Drive, Islington, the latter two executives, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Canton Corporation Limited", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value and 500,000 preferred shares of a par value of \$0.25 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716138

Le Carrefour Laval Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Le Carrefour Laval Cie Itée", incorporated by letters patent of amalgamation dated the 10th day of June, 1967, and "Cemval Development Ltd.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1971, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To construct, alter, improve and hold immoveable property for the purposes of shopping centres and industrial buildings, to act as real estate lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Le Carrefour Laval Itée", with a capital stock divided into 485,000 preferred shares of the par value of \$1 each, 6,000 class "A" shares without par value, 6,000 class "B" shares without par value, 12,000 class "C" shares without par value and 491,000 class "D" shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the class "A" and class "B" shares shall not exceed in amount or value the sum of \$6,000; the aggregate consideration for the issue of the class

montant ou en valeur; l'estimation globale de l'émission des actions catégorie « C » ne devra pas excéder la somme de \$12,000 en montant ou en valeur et l'estimation globale de l'émission des actions catégorie « D » ne devra pas excéder la somme de \$491,000 en montant ou en valeur.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

44601

717091

Casseltine (Jewellery) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, tous deux avocats, de 1117, ouest, Ste-Catherine, suite 109, Montréal, et Anne Caesar, secrétaire, fille majeure, 1677, Millar, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, sertisseurs et horlogers, sous le nom de « Casseltine (Jewellery) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

716286

Caswald Land Holding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: André Simard, 4767, du Tremblay, Laval, Jean-Pierre Hébert, 214, du Dauphiné, Saint-Lambert, tous deux avocats, Micheline Duplantie, épouse séparée de Léon Blondeau, 2831, Monsablé, et Andrée Courtemanche, fille majeure, 1019, rue Everett, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de « Caswald Land Holding Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

716529

Centre Caprin du Québec inc. Québec Caprine Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

«C» shares shall not exceed in amount or value the sum of \$12,000 and the aggregate consideration for the issue of the class «D» shares shall not exceed in amount or value the sum of \$491,000.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

44601-o

717091

Casseltine (Jewellery) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, both advocates, of 1117 St. Catherine Street West, Suite 109, Montreal, and Anne Caesar, secretary, spinster, 1677 Millar, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "Casseltine (Jewellery) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

44601-o

716286

Caswald Land Holding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Simard, 4767 du Tremblay, Laval, Jean-Pierre Hébert, 214 du Dauphiné, Saint-Lambert, both lawyers, Micheline Duplantie, wife separated of Léon Blondeau, 2831 Monsablé, and Andrée Courtemanche, spinster, 1019 Everett Street, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Caswald Land Holding Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

44601-o

716529

Centre Caprin du Québec inc. Québec Caprine Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Ghislain Levasseur, 2559, Port Royal, Raymond Carrier, 3229, chemin St-Louis, et Micheline Jacob, fille majeure, 3180, boulevard Neilson, tous trois avocats, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire la reproduction, l'élevage et le commerce de chèvres laitières, sous le nom de « Centre Caprin du Québec inc.— Québec Caprine Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716262

Centre de couture Rose-Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rose-Marie Bédard, commerçante, fille majeure, 7431, Kingsley, app. 408, Montréal, Gilles Drouin, comptable agréé, 8711, Barbeau, Montréal-Nord, et Guy Éthier, comptable, 2994, de Versailles, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce et la réparation de machines à coudre, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Centre de couture Rose-Marie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716575

Centre de l'auto Jacques et Bernard Jalbert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Jalbert, garagiste, Lise Kirouac, ménagère, épouse dudit Jacques Jalbert, tous deux de 9, Vallée, Saint-David-de-l'Auberivière, Bernard Jalbert, garagiste, et Louise Hamel, ménagère, épouse dudit Bernard Jalbert, ces deux derniers de Saint-Louis-de-Pintendre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Centre de l'auto Jacques et Bernard Jalbert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

ber, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ghislain Levasseur, 2559 Port Royal, Raymond Carrier, 3229 St. Louis Road, and Micheline Jacob, spinster, 3180 Neilson Boulevard, all three advocates, of St. Foy, for the following purposes:

To breed, raise and deal in milch goats, under the name of "Centre Caprin du Québec inc.— Québec Caprine Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716262

Centre de couture Rose-Marie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rose-Marie Bédard, dealer, spinster, 7431 Kingsley, Apt. 408, Montreal, Gilles Drouin, chartered accountant, 8711 Barbeau, Montreal North, and Guy Éthier, accountant, 2994 de Versailles, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture, deal in and repair sewing machines, their parts and accessories and other like products, under the name of "Centre de couture Rose-Marie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716575

Centre de l'auto Jacques et Bernard Jalbert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Jalbert, garage-keeper, Lise Kirouac, housewife, wife of the said Jacques Jalbert, both of 9 Vallée, St. David-de-l'Auberivière, Bernard Jalbert, garage-keeper, and Louise Hamel, housewife, wife of the said Bernard Jalbert, the latter two of St-Louis-de-Pintendre, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Centre de l'auto Jacques et Bernard Jalbert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716486

Centre Valleyfield Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Mont-Royal, Madeleine Tavrizian, épouse de Kevork Tavrizian, 7915, de Normanville, Montréal, et Pamela Plourde, épouse de Michel Plourde, 10, Jervis Bay, Pointe Claire, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Centre Valleyfield Itée », avec un capital total de \$500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 450,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 360, rue St-Jacques, local 1414, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715951

Cherbourg équipement sanitaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gérard Lacroix, vendeur, 908, Jardins Fleuris, Jacques Gosselin, route rurale numéro 4, Guy Beausnesne, 1353, Place Cherbourg, tous deux contremaîtres, et Claire Côté, secrétaire, épouse judiciairement séparée de Marcel Therrien, 391, St-Jean-Baptiste, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire l'entretien et la réparation d'immeubles, sous le nom de « Cherbourg équipement sanitaire inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 2566-1971

La Cie de gestion Paul E. Lefebvre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, constituant en corporation: Paul-Émile Lefebvre, ingénieur, Maria Lefebvre, ménagère, épouse dudit Paul-Émile

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716486

Centre Valleyfield Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Madeleine Tavrizian, wife of Kevork Tavrizian, 7915 de Normanville, Montreal, and Pamela Plourde, wife of Michel Plourde, 10 Jervis Bay, Pointe Claire, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Centre Valleyfield Itée", with a total capital stock of \$500,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 450,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street, Suite 1414, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715951

Cherbourg équipement sanitaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Lacroix, salesman, 908 Jardins Fleuris, Jacques Gosselin, Rural Route No. 4, Guy Beausnesne, 1353 Place Cherbourg, both foremen, and Claire Côté, secretary, wife, legally separate, of Marcel Therrien, 391 St. Jean-Baptiste, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To maintain and repair buildings, under the name of "Cherbourg équipement sanitaire inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 2566-1971

La Cie de gestion Paul E. Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Lefebvre, engineer, Maria Lefebvre, housewife, wife of the said Paul-Émile Lefebvre,

Lefebvre, et Pierre Lefebvre, industriel, tous trois de 685, chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « La Cie de gestion Paul E. Lefebvre inc. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 99,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716571

Circul-Aire (Eastern) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Steve E. Huza, Helen Kmeck, épouse dudit Steve E. Huza, et Stephen E. Huza, tous trois administrateurs, de 4222, avenue West Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer tous genres d'appareils et de systèmes de chauffage, d'appareils de ventilation, et de systèmes de climatisation et de ventilation, en faire la location et le commerce, sous le nom de « Circul-Aire (Eastern) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4222, avenue West Hill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716461

Club de l'Âge d'Or de Saint-Jean-sur-Richelieu

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Maurice Lesieur, retraité, 165, Longueuil, J.-Roland Meunier, optométriste, 16, boulevard St-Joseph, et Lucie Rivet, ménagère, épouse de Émilien Rivet, 404, Latour, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Organiser des services divers pour l'agrément et le bien-être de la personne âgée, sous le nom de « Club de l'Âge d'Or de Saint-Jean-sur-Richelieu ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 218, Jacques-Cartier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716273

and Pierre Lefebvre, manufacturer, all three of 685 Côte St. Catherine Road, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Cie de gestion Paul E. Lefebvre inc.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each, 400 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 99,500 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716571

Circul-Aire (Eastern) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Steve E. Huza, Helen Kmeck, wife of the said Steve E. Huza, and Stephen E. Huza, all three executives, of 4222 West Hill Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, lease and deal in all kinds of heating equipment and heating systems, air ventilation equipment and air conditioning and ventilation systems, under the name of "Circul-Aire (Eastern) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4222 West Hill Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716461

Club de l'Âge d'Or de Saint-Jean-sur-Richelieu

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Maurice Lesieur, annuitant, 165 Longueuil, J.-Roland Meunier, optometrist, 16 St. Joseph Boulevard, and Lucie Rivet, housewife, wife of Émilien Rivet, 404 Latour, all three of St. John's, for the following purposes:

To organize various services for the pleasure and well-being of the elderly, under the name of "Club de l'Âge d'Or de Saint-Jean-sur-Richelieu".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 218 Jacques-Cartier, St. John's, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716273

Club des Vagabonds inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124 Grande-Côte, Françoise Théoret, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre d'amusement et de loisirs, sous le nom de « Club des Vagabonds inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bolton-Est, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716176

Club des Vagabonds inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théoret, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To establish and operate an amusement and recreation centre, under the name of "Club des Vagabonds inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Bolton East, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716176

La Compagnie des Cinq Associés incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Paul Vézina, avocat, 7040, Place Mont Clair, Charlesbourg, Louise Lessard, épouse de Robert Parrot, 61, avenue Alger, Duberger, Francine Brochu, 2405, 2^e Avenue, Lucille Demers, 65, Aberdeen, toutes deux de Québec, et Diane Asselin, 1476, avenue Émilien Rochette, Ancienne-Lorette, ces trois dernières filles majeures, ces quatre dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « La Compagnie des Cinq Associés incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716558

La Compagnie des Cinq Associés incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Vézina, advocate, 7040 Place Mont Clair, Charlesbourg, Louise Lessard, wife of Robert Parrot, 61 Alger Avenue, Duberger, Francine Brochu, 2405, 2nd Avenue, Lucille Demers, 65 Aberdeen, both of Québec, and Diane Asselin, 1476 Émilien Rochette Avenue, Ancienne-Lorette, the latter three spinsters, the latter four secretaries, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "La Compagnie des Cinq Associés incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716558

Compu-Stock Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: William C. Godbey, administrateur, 534, ouest, Prince Arthur, Diana Kleban, secrétaire, fille majeure, 7327, Fabre, et Jean-Pierre Sabourin, teneur de livres, 6352, Demar-seille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger des investigations et des services consultatifs auprès des particuliers, des compagnies, des corpora-

Compu-Stock Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William C. Godbey, executive, 534 Prince Arthur West, Diana Kleban, secretary, spinster, 7327 Fabre, and Jean-Pierre Sabourin, bookkeeper, 6352 Demar-seille, all three of Montreal, for the following purposes:

To conduct research, consult and advise private individuals, companies, corporations, associations, trade

tions, des associations, des syndicats et des gouvernements, sous le nom de « Compu-Stock Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 397 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716170

Concern Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yvan Mayrand, 428, Maison-neuve, Saint-Jean, Henri Choinière, 240, 15e avenue, et Robert Lanteigne, 240, 14e avenue, ces deux derniers d'Iberville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Concern Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716439

Confections Cécile Camiré inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joseph Camiré, agent de relations, Cécile Nadeau, marchande publique, épouse dudit Joseph Camiré, tous deux de 837, 7e avenue, et Yvette Châteauneuf, secrétaire, épouse de Benoit Binet, 69, Notre-Dame sud, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour dames, hommes et enfants, sous le nom de « Confections Cécile Camiré inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716485

Conseil régional des parents du Lac St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971,

unions and governments, under the name of "Compu-Stock Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of the par value of \$1 each and 397 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716170

Concern Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Mayrand, 428 Maisonneuve, St. Jean, Henri Choinière, 240, 15th Avenue, and Robert Lanteigne, 240, 14th Avenue, the latter two of Iberville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Concern Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716439

Confections Cécile Camiré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Camiré, public relations officer, Cécile Nadeau, merchant, wife of the said Joseph Camiré, both of 837, 7th Avenue, and Yvette Châteauneuf, secretary, wife of Benoit Binet, 69 Notre-Dame South, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's, men's and children's clothing, under the name of "Confections Cécile Camiré inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716485

Conseil régional des parents du Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

constituant en corporation sans capital-actions: Juliette Audet, épouse de Eugène Audet, 364, 7^e avenue, Desbiens, Dame Arthur Bourdeau, épouse de Arthur Bourdeau, 41, 1^{re} rue, Métabetchouan, Georgette Deschênes, épouse de Lubo Georgiev, 503, boulevard Auger est, toutes trois ménagères, Fernand St-Laurent, gérant, 171, boulevard St-Luc, et Marius Tessier, ingénieur, 217, Highway, ces trois derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Regrouper les parents compris dans le conseil régional, qui aura pour objectif premier de mettre en commun les forces des conseils régionaux de parents, sous le nom de « Conseil régional des parents du Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716337

Les constructions Pierre Lefebvre limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Lefebvre, électricien, Suzanne Dumais, ménagère, épouse dudit Pierre Lefebvre, et Eudossie Lefebvre, rentière, veuve de Wilfrid Lefebvre, tous trois de 3279, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions Pierre Lefebvre limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3279, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716421

Les contenants Dubé limitée Dubé Containers Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jacques Gilbert, 200, du Dauphiné, Saint-Lambert, Jean-H. Lafleur, 34, Fernlea Crescent, Mont-Royal, et Rolland Forget, 1887, est, Sherbrooke, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des contenants, caisses à claire-voie, boîtes et autres produits manufacturés et machineries, sous le nom de « Les contenants Dubé limitée — Dubé Containers Limited », avec un capital divisé en 300,000

incorporate a corporation without share capital: Juliette Audet, wife of Eugène Audet, 364, 7th Avenue Desbiens, Mrs. Arthur Bourdeau, wife of Arthur Bourdeau, 41, 1st Street, Métabetchouan, Georgette Deschênes, wife of Lubo Georgiev, 503 Auger Boulevard East, all three housewives, Fernand St-Laurent, manager, 171 St. Luc Boulevard, and Marius Tessier, engineer, 217 Highway, the latter three of Alma, for the following purposes:

To form a group of parents belonging to the regional council, for the primary purpose of joining together the individual forces of regional parent councils, under the name of "Conseil régional des parents du Lac St-Jean inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716337

Les constructions Pierre Lefebvre limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lefebvre, electrician, Suzanne Dumais, housewife, wife of the said Pierre Lefebvre, and Eudossie Lefebvre, annuitant, widow of Wilfrid Lefebvre, all three of 3279 Gouin Boulevard East, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions Pierre Lefebvre limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3279 Gouin Boulevard East, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716421

Les contenants Dubé limitée Dubé Containers Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Gilbert, 200 du Dauphiné, Saint-Lambert, Jean-H. Lafleur, 34 Fernlea Crescent, Mount Royal, and Rolland Forget, 1887 Sherbrooke East, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in containers, crates, boxes and all other manufactured products and machinery, under the name "Les contenants Dubé limitée — Dubé Containers Limited", with a capital stock divided

actions ordinaires sans valeur au pair et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715515

Copley Projects Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving Murray Noble, comptable, 749 ouest, avenue Steeles, Esther Elizabeth Rennalls, secrétaire, juridique, 31, Marowyne Drive, tous deux de Willowdale, Myrtle Whyte, teneuse de Livres, 119, avenue Clovelly, toutes deux célibataires, Herbert West, 1309 est, rue Queen, toutes deux de Toronto, et Michael Marion Zebeski, 19, Vanguard Drive, Islington, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Copley Projects Limited », avec un capital-actions divisé 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.25 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716141

**Cosmopolitan Travel Service Ltd.
Service de voyage Cosmopolite Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Marc Cabilio, travailleur social, Yolanda Bettaga, épouse dudit Marc Cabilio, tous deux de 4647, avenue Draper, et Scelly Levy, épouse de Moises Yankelevitch, 4880, rue Fulton, ces deux dernières ménagères, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une agence générale de billets et d'un service de voyage, sous le nom de « Cosmopolitan Travel Service Ltd. — Service de voyage Cosmopolite Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5885, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716375

into 300,000 common shares without par value and 10,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715515

Copley Projects Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Murray Noble, accountant, 749 Steeles Avenue West, Esther Elizabeth Rennalls, legal secretary, 31 Marowyne Drive, both of Willowdale, Myrtle Whyte, bookkeeper, 119 Clovelly Avenue, both spinsters, Herbert West, 1309 Queen Street East, both of Toronto, and Michael Marion Zebeski, 19 Vanguard Drive, Islington, the latter two executives, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Copley Projects Limited", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value and 500,000 preferred shares of a par value of \$0.25 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716141

**Cosmopolitan Travel Service Ltd.
Service de voyage Cosmopolite Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Cabilio, social worker, Yolanda Bettaga, wife of the said Marc Cabilio, both of 4647 Draper Avenue, and Scelly Levy, wife of Moises Yankelevitch, 4880 Fulton Street, the latter two housewives, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Cosmopolitan Travel Service Ltd. — Service de voyage Cosmopolite Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5885 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716375

Crista Foods Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Ioannis Papamarkakis, restaurateur, Georgia Mylonakis, ménagère, épouse dudit Ioannis Papamarkakis, tous deux de 5327 chemin de la Reine Marie, app. 3, et Michael Papamarkakis, travailleur 1490 est, rue Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général de restaurant, hôtel et salle à manger, sous le nom de « Crista Foods Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5327, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715595

Dania Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Beverley Wrathall, secrétaire, épouse divorcée de William Derek, 2250, Grand Boulevard, Theodore Quint, 6337, avenue MacDonald, tous deux de Montréal, et Mendoza Genest, 134, Fortin, Laval, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Dania Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715860

David's Jewellery Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: David Tomarkin, bijoutier, 2775, avenue Kent, app. 405, Montréal, Louis Rosenstein, retraité, 74, Gordon Crescent, Westmount, et Max Slapack, avocat, 5562, avenue Glencrest, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, sertisseurs de pierres, horlogers, artisans de l'or, sous le nom de « David's Jewellery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200

Crista Foods Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ioannis Papamarkakis, restaurateur, Georgia Mylonakis, housewife, wife of the said Ioannis Papamarkakis, both of 5327 Queen Mary Road, Apt. 3, and Michael Papamarkakis, labourer, 1490 St. Catherine Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general restaurant, hotel and eating-housekeepers, under the name of "Crista Foods Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5327 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715595

Dania Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Beverley Wrathall, secretary, wife divorced of William Derek, 2250 Grand Boulevard, Theodore Quint, 6337 MacDonald Avenue, both of Montreal, and Mendoza Genest, 134 Fortin, Laval, the latter two executives, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Dania Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715860

David's Jewellery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Tomarkin, jeweller, 2775 Kent Avenue, Apt. 405, Montreal, Louis Rosenstein, retired, 74 Gordon Crescent, Westmount, and Max Slapack, advocate, 5562 Glencrest Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "David's Jewellery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into

actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5333, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

715577

Demos Films Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Djordje Milicevic, photographe, 400, McGill, Montréal, Helen Blankett, ménagère, veuve de Milton Blankett, 40, est, 9e rue, et Paul Baerwald, homme d'affaires, 70, Riverside Drive, ces deux derniers de New-York, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de producteurs cinématographiques et administrer des studios cinématographiques, sous le nom de « Demos Films Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

716283

Desbiens & Desbiens inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: René Desbiens, Robert Desbiens, tous deux hommes d'affaires, de Carignan, et Jocelyne Pageau, secrétaire, fille majeure, 462, Tessier, La Tuque, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Desbiens & Desbiens inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Ducharme, La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

715978

Dionne Spinning (Montmagny) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Harvey Frumkin, 5618, Randall,

200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5333 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715577

Demos Films Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Djordje Milicevic, photographer, 400 McGill, Montreal, Helen Blankett, housewife, widow of Milton Blankett, 40, 9th Street East, and Paul Baerwald, businessman, 70, Riverside Drive, the latter two of New York, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Demos Films Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of the par value of \$100 each and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 400 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716283

Desbiens & Desbiens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Desbiens, Robert Desbiens, both businessmen, of Carignan, and Jocelyne Pageau, secretary, spinster, 462 Tessier, La Tuque, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Desbiens & Desbiens inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ducharme Boulevard, La Tuque, judicial district of St. Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715978

Dionne Spinning (Montmagny) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Frumkin, 5618 Randall, Côte Saint-

Côte Saint-Luc, Allen Feldman, 6405, Lennox, tous deux avocats, et Ann Palmer, secrétaire, célibataire, 6321, Mazarin, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des fils, textiles, toutes sortes de tissus et produits d'iceux faits en tout ou en partie de fibres naturelles ou synthétiques, en faire le commerce, sous le nom de « Dionne Spinning (Montmagny) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715641

Luc, Allen Feldman, 6405 Lennox, both advocates, and Ann Palmer, secretary, spinster, 6321 Mazarin, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in yarns, textiles, all kinds of fabrics, and fabric products made, in whole or in part, of fibers, natural or synthetic, under the name of "Dionne Spinning (Montmagny) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montmagny, judicial district of Montmagny.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715641

Les éditions Expérience inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Christian Juillard, éditeur, 2348, Hingston, Montréal, L.-Roger Latraverse, administrateur, 1537, Ducharme, Outremont, et Micheline Chablat, secrétaire, fille majeure, 305, St-Charles ouest, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous toutes ses formes, sous le nom de « Les éditions Expérience inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714744

Les éditions Expérience inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christian Juillard, publisher, 2348 Hingston, Montreal, L.-Roger Latraverse, administrator, 1537 Ducharme, Outremont, and Micheline Chablat, secretary, spinster, 305 St. Charles West, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and deal in other like trades, under the name of "Les éditions Expérience inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714744

Elgar Mining Corp. Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michael Marion Zebeski, 19, Vanguard Drive, Islington, Herbert West, 1309 est, Queen, Toronto, tous deux administrateurs, et Esther Elizabeth Rennals, secrétaire juridique, célibataire, 31, Marowynne Drive, Willowdale, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités un commerce d'exploitation minière, de broyage, d'épuration et de mise en valeur, sous le nom de « Elgar Mining Corp. Limited », avec un capital actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, local 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716129

Elgar Mining Corp. Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Marion Zebeski, 19 Vanguard Drive, Islington, Herbert West, 1309 Queen East, Toronto, both executives, and Esther Elizabeth Rennals, legal secretary, spinster, 31 Marowynne Drive, Willowdale, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of mining, milling, reduction and development, under the name of "Elgar Mining Corp. Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716129

Les entreprises Gaudel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Gauthier, biologiste, Lizette, Laprise, secrétaire, épouse dudit Jean-Pierre Gauthier, tous deux de 2185, Chapdelaine, #109, Sainte-Foy, Gilles-J. Gauthier, gérant de finance, et Claire Desautels, secrétaire-comptable, épouse dudit Gilles-J. Gauthier, ces deux derniers de 530, Dandurand, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les entreprises Gaudel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716385

Entreprises Mada inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jules Bellemare, commerçant, Thérèse Lefebvre, ménagère, épouse dudit Jules Bellemare, tous deux de 10616, Hamelin, Montréal, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Entreprises Mada inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,987 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10616, rue Hamelin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716016

Les entreprises M. Normand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Normand Ménard, garagiste, Jasseline Fleurant, ménagère, épouse dudit Normand Ménard, tous deux de 1850, Daniel, Longueuil, et Jean Danis, conseiller en administration, 7480, 19e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises M. Normand inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Les entreprises Gaudel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Gauthier, biologist, Lizette Laprise, secretary, wife of the said Jean-Pierre Gauthier, both of 2185 Chapdelaine, #109, St. Foy, Gilles-J. Gauthier, finance manager, and Claire Desautels, secretary-accountant, wife of the said Gilles-J. Gauthier, the latter two of 530 Dandurand, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les entreprises Gaudel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716385

Entreprises Mada inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Bellemare, dealer, Thérèse Lefebvre, housewife, wife of the said Jules Bellemare, both of 10616 Hamelin, Montreal, and Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Entreprises Mada inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 30 common shares of \$1 each, 9,987 class "A" preferred shares of \$10 each and 100 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 10616 Hamelin Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716016

Les entreprises M. Normand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Ménard, garage operator, Jasseline Fleurant, housewife, wife of the said Normand Ménard, both of 1850 Daniel, Longueuil, and Jean Danis, management consultant, 7480, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les entreprises M. Normand inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 200, Curé Poirier, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716509

The head office of the company is at 200 Curé Poirier, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716509

Les fermes avicoles Matha ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Lillian Ascoli, épouse de Thomas Spracklin, Frelighsburg, Monique Duval, épouse de Denis Rocheleau, Colette Lamoureux, Rita Beauvais, toutes deux filles majeures, toutes quatre secrétaires, Jean LeBlanc, dentiste, Marcel Courville, notaire, et François-G. Lévesque, avocat, ces six derniers de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce du fermage et de l'agriculture, sous le nom de « Les fermes avicoles Matha ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 4,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-de-Matha, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715906

Frenat Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Bernard Daudier, administrateur, 4987, Grosvenor, Laurence M. Tanny, 3235 Appleton, tous deux de Montréal, et Sheldon G. Price, 4987, Notre-Dame, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers en relations publiques envers tout individu, corporation, commerce, entreprise et organisation, sous le nom de « Frenat Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716069

G.A.B. Development and Investments Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de novembre 1971, cons-

Les fermes avicoles Matha ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lillian Ascoli, wife of Thomas Spracklin, Frelighsburg, Monique Duval, wife of Denis Rocheleau, Colette Lamoureux, Rita Beauvais, both spinsters, all four secretaries, Jean LeBlanc, dentist, Marcel Courville, notary, and François-G. Lévesque, advocate, the latter six of Bedford, for the following purposes:

To carry on business in farming and agriculture, under the name of "Les fermes avicoles Matha ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 4,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Jean-de-Matha, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715906

Frenat Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Daudier, executive, 4987 Grosvenor, Laurence M. Tanny, 3235 Appleton, both of Montreal, and Sheldon G. Price, 4987 Notre-Dame, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

To act as public relations consultants to any individual, corporation, business, enterprise and organization, under the name of "Frenat Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716069

G.A.B. Development and Investments Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

tituant en corporation: Gilles Julien, employé municipal, 84, Ferdinand, Châteauguay, Antonio Cirino, 429, Élie, et Bony Tommasini, 419, Élie, ces deux derniers hommes d'affaires, de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « G.A.B. Development and Investments Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6338, avenue Victoria, appartement 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716233

G.C.L. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Eudes Gilbert, comptable, 22, Michaud, Lionel Côté, vendeur, 88, Boies, et Gilles Larouche, boucher, 11, Lasalle, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « G.C.L. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 315, rue Joliette, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716576

Garage Claude Leclerc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 1169, Lesage, Laval, et Jean Geoffrion, 1120, Bernard, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Claude Leclerc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5769, rue Chabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716200

ing: Gilles Julien, municipal employee, 84 Ferdinand, Châteauguay, Antonio Cirino, 429 Élie, and Bony Tommasini, 419 Élie, the latter two businessmen, of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and investment company, under the name of "G.A.B. Development and Investments Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6338 Victoria Avenue, Apartment 3, Montreal, judicial district of Montreal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716233

G.C.L. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Eudes Gilbert, accountant, 22 Michaud, Lionel Côté, salesman, 88 Boies, and Gilles Larouche, butcher, 11 Lasalle, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To deal in food products of all kinds, under the name of "G.C.L. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 315 Joliette Street, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716576

Garage Claude Leclerc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Barbeau, 275 Amédée Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 1169 Lesage, Laval, and Jean Geoffrion, 1120 Bernard, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Garage Claude Leclerc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5769 Chabot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716200

The Gatineau Granite Industries Lt. I.
Les industries du Granite Gatineau Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre de Carufel, 50, Place Crémazie ouest, suite 1010, Maurice Dubuc, 11962, des Meules, et Gérard L'Espérance, 50, Place Crémazie ouest, tous trois comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de granite, sous le nom de « The Gatineau Granite Industries Ltd.—Les industries du Granite Gatineau Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie ouest, suite 1010, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

716187

General Tools and Hardware Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, 47, Forden Crescent, Melvin L. Rothman, 10, avenue Bellevue, tous deux avocats, de Westmount, Lise Rozon, 6405, Laurendeau, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de quincailliers, sous le nom de « General Tools and hardware Ltd. », avec un capital actions divisé en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

715554

Global Administrative Services Inc.
Services administratifs Globaux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Irving Adessky, et André Larivière, tous trois avocats, de 1255, rue Université, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, d'investigation, et de construction, sous le nom de « Global Administrative Services Inc.—Services administratifs Globaux inc. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

The Gatineau Granite Industries Ltd.
Les industries du Granite Gatineau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre de Carufel, 50 Place Crémazie West, Suite 1010, Maurice Dubuc, 11962 des Meules, and Gérard L'Espérance, 50 Place Crémazie West, all three accountants, of Montreal, for the following purposes:

To work granite quarries, under the name of "The Gatineau Granite Industries Ltd.—Les industries du Granite Gatineau Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie West, Suite 1010, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716187

General Tools and Hardware Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan Edward Phillips, 47 Forden Crescent, Melvin L. Rothman, 10 Bellevue Avenue, both advocates, of Westmount, Lise Rozon, 6405 Laurendeau, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, the latter two secretaris, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "General Tolls and Hardware Ltd.", with a capital stock divided into 200,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715554

Global Administrative Services Inc.
Services administratifs Globaux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, Irving Adessky and André Larivière, all three advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, research and building company, under the name of "Global Administrative Services Inc.—Services administratifs Globaux inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est au 4965, avenue Bourette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715885

**Les gravures Desmarais inc.
Desmarais Engraving Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: René Brunelle, 9145, Louisiane, Saint-Léonard, Albert Desmarais, 117, 63e avenue, Saint-Eustache, tous deux graveurs, et Colombe Rhéaume, ménagère, épouse de Luc Rhéaume, 3070, Dumont, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, lithographes, graveurs et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Les gravures Desmarais inc. — Desmarais Engraving Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715902

Hamel, Malouin, Ruel et associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Malouin, 575, Ferland, André Hamel, 75, boulevard Gall, tous deux ingénieurs, de Drummondville, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et conseillers en administration, sous le nom de « Hamel, Malouin, Ruel et associés ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1430, boulevard Lemire, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716205

Hartford Realty Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Nina Sansoin, réceptionniste, 441 Sabrevois, Longueuil, Diana Kleban, secrétaire,

The head office of the company is at 4965 Bourette Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715885

**Les gravures Desmarais inc.
Desmarais Engraving Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Brunelle, 9145 Louisiane, St. Léonard, Albert Desmarais, 117, 63rd Avenue, St. Eustache, both engravers, and Colombe Rhéaume, housewife, wife of Luc Rhéaume, 3070 Dumont, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, engravers and advertising contractors, under the name of "Les gravures Desmarais inc. — Desmarais Engraving Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 715902

Hamel, Malouin, Ruel et associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Malouin, 575 Ferland, André Hamel, 75 Gall Boulevard, both engineers, of Drummondville, and Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and management consultants, under the name of "Hamel, Malouin, Ruel et associés ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1430 Lemire Boulevard, Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716205

Hartford Realty Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nina Sansoin, receptionist, 441 Sabrevois, Longueuil, Diana Kleban, secretary, 7327 Fabre, both

7327, Fabre, toutes deux célibataires, et Jean-Pierre Sabourin, teneur de livres, 6352, Demarseille, app. 4, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir à titre général de courtiers et évaluateurs de propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de « Hartford Realty Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715513

Hee-Lum-Mon Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Hiram Wong, restaurateur, Siu Ping Tam Chan, ménagère, épouse de Men Lut Chan, tous deux de 4327, Roquebrune, Saint-Léonard, et Louie Din Wah, homme d'affaires, 1169, Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Hee-Lum-Mon Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1102, rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716163

H. & G. Garment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: George Piplakis, coupeur, Antonia Stathaki, ménagère, épouse dudit George Piplakis, tous deux de 637, Gratien, Haritos Kavallos, coupeur, et Evangelia Stathaki, ménagère, épouse dudit Haritos Kavallos, ces deux derniers de 641, Gratien, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et couturiers, sous le nom de « H. & G. Garment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716303

spinsters, and Jean-Pierre Sabourin, bookkeeper, 6352 Demarseille, Apt. 4, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate generally as real estate broker and valuator of moveable or immovable property, under the name of "Hartford Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715513

Hee-Lum-Mon Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hiram Wong, restaurateur, Siu Ping Tam Chan, housewife, wife of Man Lut Chan, both of 4327 Roquebrune, Saint-Léonard, and Louie Din Wah, businessman, 1169 Van Horne, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Hee-Lum-Mon Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1102 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716163

H. & G. Garment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Piplakis, cutter, Antonia Stathaki, housewife, wife of the said George Piplakis, both of 637 Gratien, Haritos Kavallos, cutter, and Evangelia Stathaki, housewife, wife of the said Haritos Kavallos, the latter two of 641 Gratien, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on business as tailors and dressmakers, under the name of "H. & G. Garment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716303

Hôtel La Maison Blanche (Laurierville) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Detongre, garagiste, 369, 12e avenue, Iberville, Gérard Collin, cuisinier, 409, Mercier, Saint-Jean, et Denyse Tétreault, secrétaire, épouse de Georges Larochelle, 1588, St-Laurent, Plessisville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel La Maison Blanche (Laurierville) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 151, rue Grenier, Laurierville, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715319

Hydraulique P.V. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Robert Vaillancourt, 6, Dolbeau, Claude Prévost, 61, Babel, tous deux industriels, et David Giasson, notaire, 32, Ramezay, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Hydraulique P.V. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715106

Intercontinental Bargain Store Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 2555, avenue Benny, tous deux de Montréal, Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Morris Shuter, gérant de bureau, 201, chemin Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Intercontinental Bargain Store Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Hôtel La Maison Blanche (Laurierville) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Detongre, garage-keeper, 369, 12th Avenue, Iberville, Gérard Collin, cook, 409 Mercier, St. Jean, and Denyse Tétreault, secretary, wife of Georges Larochelle, 1588 St. Laurent, Plessisville, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel La Maison Blanche (Laurierville) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 151 Grenier Street, Laurierville, judicial district of Megantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715319

Hydraulique P.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vaillancourt, 6 Dolbeau, Claude Prévost, 61 Babel, both manufacturers, and David Giasson, notary, 32 Ramesay, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Hydraulique P.V. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715106

Intercontinental Bargain Store Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St-Luc, Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, both of Montreal, Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte-Saint-Luc, all three advocates, and Morris Shuter, office manager, 201 Harland Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in merchandise of all kinds, under the name of "Intercontinental Bargain Store Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 3554 est, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716081

Jack Roberts Marketing Services Québec Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Donald B. Wilkie, 21, avenue Thornhill, Westmount, John A. Penhale, 2030, Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, et Charles W. Colby, 3440, avenue Ontario, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de dessinateurs, sous le nom de « Jack Roberts Marketing Services Québec Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715519

Jemo Renovation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Moreau, menuisier, Lucille Thibault, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Moreau, tous deux de 1125, avenue Fillion, et Lucien Moreau, boucher, 1869, Place Côté, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jemo Renovation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716366

Les jeux du Québec à Chitoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: René Jolois, employé de bureau, 823, Powel, Yves Jobin, administrateur, 446, St-Patrick, Gaston Sénéchal, gérant, 156, Régina, tous trois d'Arvida, Jacques Gravel, comptable, 107, Briand, Chicoutimi-Nord, Joseph Bonneau, secrétaire, 1001, Paré, Lormay Coulombe, prêtre, Robert Bouchard, directeur des loisirs, 1564, boulevard Talbot,

The head office of the company is at 3554 Jean-Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716081

Jack Roberts Marketing Services Québec Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald B. Wilkie, 21 Thornhill Avenue, Westmount, John A. Penhale, 2030 Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, and Charles W. Colby, 3440 Ontario Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as designers, under the name of "Jack Roberts Marketing Services Québec Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715519

Jemo Renovation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Moreau, carpenter, Lucille Thibault, housewife, wife of the said Jean-Paul Moreau, both of 1125 Fillion Avenue, and Lucien Moreau, butcher, 1869 Place Côté, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Jemo Renovation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716366

Les jeux du Québec à Chitoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Jolois, office employee, 823 Powel, Yves Jobin, administrator, 446 St. Patrick, Gaston Sénéchal, manager, 156 Régina, all three of Arvida, Jacques Gravel, accountant, 107 Briand, Chicoutimi North, Joseph Bonneau, secretary, 1001 Paré, Lormay Coulombe, priest, Robert Bouchard, director of recreation, 1564 Talbot Boulevard, Robert

Robert Quenneville, annonceur, 920, Sydenham, Edmon Savard, juge, 480, Bécard, André Lajoie, courtier d'assurances, 641, des Franciscaines, Jean-Baptiste-Antonio Gagnon, industriel, 1176, Notre-Dame, Gilbert Gravel, courtier, 575, Chabanel, Gaston Perreault, directeur de district, 917, d'Iberville, Ovila Pedneault, contremaitre, 1366, Père Honorat, Roger Pagé, avocat, 367, Marie-Rollet, Denis Hudon, analyste, 1210, Joliette, Alfred Renald, conducteur, 765, Caron, Georges-Henri Perron, technicien, 758, St-Jean, Jean-Jacques Simard, dessinateur, 345, des Champs-Élysées, Jean-Baptiste Tremblay, gérant, 779, Sydenham, Marcel Claveau, notaire, 1097, Jacques-Cartier, Henri Girard, ingénieur, 752, de Tracy, Jean Laflamme, marchand, 1016, Beauregard, et Yvon Delwaide, syndic, 165, Price est, ces vingt derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Organiser les jeux du Québec de l'été 1972, sous le nom de « Les jeux du Québec à Chicoutimi inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716312

J. F. Diversified Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Billy Mauer, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, Peter Casey, 453, avenue Grosvenor, Westmount, et Seymour Steinman, 5706, Parkhaven, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils de reproduction sonore et d'intercommunication, des fournitures de bureaux, en faire le commerce, sous le nom de « J. F. Diversified Ltd. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 500, place d'Armes, 12^e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716042

Keddy and Hadley Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean Monet, 4681, avenue Westmount, Peter M. Blaikie, 4435, ouest, sherbrooke, app. 2, tous deux de Westmount, Jean La Rocque, 4543, avenue Marcell, tous trois avocats, et Lucie Ménard,

Quenneville, annonceur, 920 Sydenham, Edmon Savard, juge, 480 Bécard, André Lajoie, insurance broker, 641 des Franciscaines, Jean-Baptiste-Antonio Gagnon, manufacturer, 1176 Notre-Dame, Gilbert Gravel, broker, 575 Chabanel, Gaston Perreault, district manager, 917 d'Iberville, Ovila Pedneault, foreman, 1366 Père Honorat, Roger Pagé, advocate, 367 Marie-Rollet, Denis Hudon, analyst, 1210 Joliette, Alfred Renald, conductor, 765 Caron, Georges-Henri Perron, technician, 758 St. Jean, Jean-Jacques Simard, designer, 345 des Champs-Élysées, Jean-Baptiste Tremblay, manager, 779 Sydenham, Marcel Claveau, notary, 1097 Jacques-Cartier, Henri Girard, engineer, 752 de Tracy, Jean Laflamme, merchant, 1016 Beauregard, and Yvon Delwaide, trustee, 165 Price East, the latter twenty of Chicoutimi, for the following purposes:

To organize the 1972 Québec Summer Games, under the name of "Les jeux du Québec à Chicoutimi inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716312

J. F. Diversified Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Billy Mauer, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, Peter Casey, 453 Grosvenor Avenue, Westmount, and Seymour Steinman, 5706 Parkhaven, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound reproduction and communication apparatus and office equipment, under the name of "J. F. Diversified Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, 12th Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716042

Keddy and Hadley Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monet, 4681 Westmount Avenue, Peter M. Blaikie, 4435 Sherbrooke West, Apt. 2, both of Westmount, Jean La Rocque, 4543 Marcell Avenue, all three advocates, and Lucie Ménard, secretary, spinster, 2117

secrétaire, célibataire, 2117, St-Denis, app. 412, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'agents et courtiers d'assurance, sous le nom de « Keddy and Hadley Inc. », avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'édifice municipal, Hemmingford, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715913

Keminex Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Thomas Charles Hayhurst Baldwin, avocat, 10, Kimlock Crescent, Don Mills, Margaret Nancy Bannister, 58, avenue Burgess, Jacqueline Kennedy, 1921A, est, rue Queen, Millicent Liburd, 100, avenue Gamble, app. 105, toutes trois filles majeures, et Rita Seifert, épouse de Wolfgang Paul Seifert, 70, avenue Delisle, app. 304, ces quatre dernières secrétaires juridiques, de Toronto, pour les objets suivants:

Manufacturer des plastiques, des produits et de la marchandise de plastique, des métaux, des produits chimiques, des minéraux, du caoutchouc et des produits de caoutchouc, de la peinture, du verre, des matériaux de construction, de la brique, des blocs, des meubles, des boiseries, des jouets et toutes sortes d'articles ménagers, et en faire le commerce, sous le nom de « Keminex Corporation », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 635, ouest, boulevard Dorchester, suite 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715035

Kwikasair Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Réjean-R. Lefrançois, 5325, est, rue Jean-Talon, Robert-M. Benoit, 9260, rue Bastogne, tous deux procureurs, de Saint-Léonard, et Claudette Gagné, secrétaire, épouse divorcée de Gilles Fleurant, 6138, rue Houde, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Kwikasair Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 32,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 8,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

St-Denis, Apt. 412, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Keddy and Hadley Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Municipal Building, Hemmingford, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715913

Keminex Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas Charles Hayhurst Baldwin, barrister, 10 Kimlock Crescent, Don Mills, Margaret Nancy Bannister, 58 Burgess Avenue, Jacqueline Kennedy, 1921A Queen Street East, Millicent Liburd, 100 Gamble Avenue, Apt. 105, all three spinsters, and Rita Seifert, wife of Wolfgang Paul Seifert, 70 Delisle Avenue, Apt. 304, the latter four legal secretaries, of Toronto, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, woodwork, toys and all kinds of household articles, under the name of "Keminex Corporation", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715035

Kwikasair Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean-R. Lefrançois, 5325 Jean-Talon Street East, Robert-M. Benoit, 9260 Bastogne Street, both attorneys, of Saint-Léonard, and Claudette Gagné, secretary, divorced wife of Gilles Fleurant, 6138 Houde Street, Montreal North, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Kwikasair Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 32,000 class "A" shares of a par value of \$1 each and 8,000 class "B" shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716551

Labelle Metro Vending Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas-A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce et la location de machines distributrices, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Labelle Metro Vending Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4200, boulevard Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716570

Les miels Labonté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rolland Labonté, technicien, Madeleine Cormier, mégagère, épouse dudit Rolland Labonté, et Jean-Marc Labonté, apiculteur, tous trois de 530, rang Nault, Victoriaville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du miel, de ses produits ou autres sous-produits semblables, sous le nom de « Les miels Labonté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de \$1 chacune, 1,000 actions classe « B » de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang Nault, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716270

Lachute Automobiles Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Baillargeon, notaire, 648, Grace, Évelyne Poirier, secrétaire, fille majeure, 618, Lafleur, tous deux de Lachute, et Gabrielle.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716551

Labelle Metro Vending Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas-A. Lavin, Brome Lake, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, deal in and rent vending machines, their parts and accessories, and other instruments and appliances, under the name of "Labelle Metro Vending Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4200 Notre-Dame Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716570

Les miels Labonté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Labonté, technician, Madeleine Cormier, housewife, wife of the said Rolland Labonté, and Jean-Marc Labonté, apiculturist, all three of 530 Nault Range, Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture and deal in honey, its products or other like by-products, under the name of "Les miels Labonté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$1 each, 1,000 class "B" shares of \$1 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Nault Range, Victoriaville judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716270

Lachute Automobiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Baillargeon, notary, 648 Grace, Évelyne Poirier, secretary, spinster, 618 Lafleur, both of Lachute, and Gabrielle Brassard, retired, widow.

Brassard, retraitée, veuve de Paul Baillargeon, 501, 1^{ère} avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, de camions et de véhicules automobiles de toutes sortes, de moteurs et de pièces neuves ou usagées, sous le nom de « Lachute Automobiles Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715993

**Lacton Leasing Inc.
Location Lacton inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la location et le commerce de véhicules de plaisance et véhicules de commerce, sous le nom de « Lacton Leasing Inc. — Location Lacton inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Christine, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716043

J. G. Lampron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Germain Lampron, maître-horloger, Alice LeBrun, vendeuse, épouse dudit Germain Lampron, tous deux de 219, St-Marcel, et André Lampron, notaire, 539, Lindsay, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « J. G. Lampron inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

of Paul Baillargeon, 501, 1st Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in cars, trucks and any kind of motor vehicles, motors and parts either new or used, under the name of "Lachute Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715993

**Lacton Leasing Inc.
Location Lacton inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, St. Léonard, both advocates, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To lease and deal in pleasure and commercial vehicles, under the name of "Lacton Leasing Inc. — Location Lacton inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Christine, judicial district of St. Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716043

J. G. Lampron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Lampron, master-watchmaker, Alice LeBrun, saleswoman, wife of the said Germain Lampron, both of 219 St. Marcel, and André Lampron, notary, 539 Lindsay, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watchmakers, and in other like trades, under the name of "J. G. Lampron inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716013

**Laura Imports Ltd.
Les importations Laura Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1971, constituant en corporation: David I. Schatia, 183, Netherwood Crescent, Hampstead, Larry S. Szant, 15, Lesage, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Joan E. Scott, secrétaire, célibataire, 1430, St-Marc, app. 504, Montreal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, articles vestimentaires et accessoires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Laura Imports Ltd. — Les importations Laura Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716083

Librairie Lor-Syl inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: George-G. Goldstein, comptable agréé, Lorna Mendelsohn, ménagère, épouse dudit George-G. Goldstein, tous deux de 4195, Prince Charles, Laval, et Marilyn Fougère, secrétaire, fille majeure, 4825, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, revues, périodiques, papeterie et autres fournitures de bureau, disques, jouets, cartes de souhaits, articles religieux, nouveautés et divers autres genres de marchandises, sous le nom de « Librairie Lor-Syl inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4195, Prince Charles, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716364

Maisonneuve Automobiles Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: J.-Wilfrid Perreault, homme

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716013

**Laura Imports Ltd.
Les importations Laura Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David I. Schatia, 183 Netherwood Crescent, Hampstead, Larry S. Szant, 15 Lesage, Dollard-des-Ormeaux, both attorneys, and Joan E. Scott, secretary, spinster, 1430 St-Marc, Apt. 504, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and accessories of all kinds, under the name of "Laura Imports Ltd. — Les importations Laura Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716083

Librairie Lor-Syl inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George G. Goldstein, chartered accountant, Lorna Mendelsohn, housewife, wife of the said George G. Goldstein, both of 4195 Prince Charles, Laval, and Marilyn Fougère, secretary, spinster, 4825 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in books, magazines, periodicals, stationery and other office supplies, records, toys, cards, religious articles, novelties and other various kinds of merchandise, under the name of "Librairie Lor-Syl inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4195 Prince Charles, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716364

Maisonneuve Automobiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Wilfrid Perreault, businessman, 3335

d'affaires, 3335, Montpetit, Sainte-Foy, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, et Huguette Fournel, secrétaire, fille majeure, 554, Latourelle, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Maisonneuve Automobiles Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716309

**Malbeuf Equipment Inc.
Équipement Malbeuf inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Guy St-Onge, 521, Lacerte, Yvon Martineau, 3155, Talbot, et Wildy Guimond, 1842, de Malapart, tous trois comptables, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres, appareils à vapeur, moteurs, engins, appareils électriques, réfrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage, appareils à gaz, quincaillerie, toitures, et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Malbeuf Equipment Inc. — Équipement Malbeuf inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716054

Maple Leaf Truck Lines Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, Robert Wolfe, 5763, McAlear, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entreprises de camionnage et de transport de marchandises, sous le nom de « Maple Leaf Truck Lines Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Montpetit, St. Foy, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, and Huguette Fournel, secretary, spinster, 554 Latourelle, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Maisonneuve Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716309

**Malbeuf Equipment Inc.
Équipement Malbeuf inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy St-Onge, 521 Lacerte, Yvon Martineau, 3155 Talbot, and Wildy Guimond, 1842 de Malapart, all three accountants, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in farming instruments and machinery, motor and other vehicles, steam appliances, motors, engines, electrical appliances, refrigerators, plumbing and heating accessories, gas appliances, hardware, roofing and construction materials of all kinds, under the name of "Malbeuf Equipment Inc. — Équipement Malbeuf inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Three Rivers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716054

Maple Leaf Truck Lines Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Robert Wolfe, 5763 McAlear, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Maple Leaf Truck Lines Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 5785, Sir Walter Scott, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716525

Marho Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 69 chemin Downshire, Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, tous trois de Hampstead, et Gordon Zelman, 447 nord, avenue Wolseley, Montréal-Ouest, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Marho Holdings Ltd. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716126

Martin, Cantin, associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean Martin, conseiller en personnel, 8301, boulevard Haut-Anjou, Anjou, Henri Cantin, inspecteur en assurance, et Madeleine Plamondon, secrétaire, épouse dudit Henri Cantin, ces deux derniers de 2790, Bridgewater, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Trouver, pour des employeurs qui le demandent, du personnel destiné à rencontrer certaines exigences précises et déterminées par les employeurs qui ont recours aux services de la compagnie, sous le nom de « Martin, Cantin, associés inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716345

Martin's Coins and Stamps Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Charles P. Martins, 5201 ouest, rue Sherbrooke, app. 20, Montréal, Romeo C. Martins et Cyril J. Martins, ces deux derniers de 8, chemin

The head office of the company is at 5785 Sir Walter Scott, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716525

Marho Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joel A. Pinsky, 69 Downshire Road, Martin Gross, 190 Neterwood Crescent, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, all three of Hampstead, and Gordon Zelman, 447 Wolseley Avenue North, Montreal West, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Marho Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716126

Martin, Cantin, associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Martin, personnel consultant, 8301 Haut-Anjou Boulevard, Anjou, Henri Cantin, insurance inspector, and Madeleine Plamondon, secretary, wife of the said Henri Cantin, the latter two of 2790 Bridgewater, St. Foy, for the following purposes:

To establish and operate a personnel recruiting agency providing employers with the particular type of help they are looking for, under the name of "Martin, Cantin, associés inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716345

Martin's Coins and Stamps Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles P. Martins, 5201 Sherbrooke Street West, Apt. 20, Montreal, Romeo C. Martins, and Cyril J. Martins, the latter two of 8 Dahomey Road, London,

Dahomey, London, England, tous trois commerçants de timbres et pièces de monnaie pour collectionneurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de timbres et pièces de monnaie, sous le nom de « Martin's Coins and Stamps Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715942

Michael Devine & Associates Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Michael Devine, courtier d'assurance agréé, Cécile Beaudry, ménagère, épouse dudit Michael Devine, tous deux de 550, Gohier, Sainte-Dorothée, et Thérèse Beaudry, infirmière, célibataire, 146, François, app. 109, Île-aux-Soeurs, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'agents et courtiers d'assurance, sous le nom de « Michael Devine & Associates Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2360, chemin Lucerne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715644

Mid-Town Auto Park (1971) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, 5761, Honoré de Balzac, app. 1014, Côte Saint-Luc, Kathleen Brawley, secrétaire, épouse de James Brawley, 8549, Brown, Lasalle, et George Polidoropoulos, gérant, 3010, Barclay, Montréal, pour les objets suivants:

Louer, maintenir, diriger, administrer, acquérir, posséder des immeubles, édifices, terrains, entrepôts, stations de service, terrains de stationnement et garages pour le stationnement et le remisage des véhicules automobiles, de toutes sortes, sous le nom de « Mid-Town Auto Park (1971) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716056

England, all three stamp and coin dealers, for the following purposes:

To deal in all types of stamps and coins, under the name of "Martin's Coins and Stamps Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715942

Michael Devine & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Devine, chartered insurance broker, Cécile Beaudry, housewife, wife of the said Michael Devine, both of 550 Gohier, Sainte-Dorothée, and Thérèse Beaudry, nurse, spinster, 146 François, Apt. 109, Île-aux-Soeurs, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Michael Devine & Associates Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2360 Lucerne Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715644

Mid-Town Auto Park (1971) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Gossack, advocate, 5761 Honoré de Balzac, Apt. 1014, Côte Saint-Luc, Kathleen Brawley, secretary, wife of James Brawley, 8549 Brown, Lasalle, and George Polidoropoulos, manager, 3010 Barclay, Montreal, for the following purposes:

To lease, maintain, operate, manage, acquire, own immovable property, buildings, land, warehouses, service stations, parking lots, and garages, for parking and storage of motor vehicles of all kinds, under the name of "Mid-Town Auto Park (1971) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716056

Miss 500 Personnel Services Montreal Ltd.
Les services de Personnel Mademoiselle 500
Montréal ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Martin Shaw, 1, Cambridge, Baie-d'Urfé, Jean-Pierre Jasmin, 420, Tait, Clair McDonnell, 2142, Guertin, tous deux de Saint-Laurent, Colette Beaudoin, 151, Clérmont, Laval, toutes deux filles majeures, tous quatre conseillers, et Anatole Lesyk, avocat, 1, Place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et agents pour toute entreprise commerciale ou pour toute organisation industrielle dans la recherche, la sélection et le placement de personnel, sous le nom de « Miss 500 Personnel Services Montreal Ltd. — Les services de Personnel Mademoiselle 500 Montréal ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

715395

Mount-Echo Management Ltd.
Administration Mont-Écho ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, et Henri-W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de gestion et de placements, sous le nom de « Mount-Echo Management Ltd.— Administration Mont-Écho ltée », avec un capital action divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 415 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

715997

Mouvement d'animation et d'information
culturelle (Québec)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Belleville, enseignant, 6575, Chatelain, Michel Alarie, comptable, 2149, Pierre Bernard, et Martin Gagnon,

Miss 500 Personnel Services Montreal Ltd.
Les services de Personnel Mademoiselle 500
Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Shaw, 1 Cambridge, Baie d'Urfé, Jean-Pierre Jasmin, 420 Tait, Clair McDonnell, 2142 Guertin, both of St. Laurent, Colette Beaudoin, 151 Clermont, Laval, both spinsters, all four consultants, and Anatole Lesyk, advocate, 1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial firm or for any industrial organization in the recruiting, selection and placing of personnel, under the name of "Miss 500 Personnel Services Montreal Ltd. — Les services de Personnel Mademoiselle 500 Montréal ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44601

715395

Mount-Echo Management Ltd.
Administration Mont-Écho ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, and Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a management and investment company, under the name of "Mount-Echo Management Ltd.— Administration Mont-Écho ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 415 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44601-o

715997

Mouvement d'animation et d'information
culturelle (Québec)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Belleville, teacher, 6575 Chatelain, Michel Alarie, accountant, 2149 Pierre Bernard, and Martin Gagnon,

agent du Bien-Être Social, 6635, 9^e Avenue, app. 4, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Permettre à toute personne de parfaire sa compréhension d'elle-même, sous le nom de « Mouvement d'animation et d'information culturelle (Québec) ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716593

Henri Nadeau Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Henri Nadeau, entrepreneur, boulevard Smith, Yvette Châteauneuf, secrétaire, épouse de Benoit Binet, et Jean-Marc Roberge, notaire, ces deux derniers de 69, Notre-Dame sud, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Henri Nadeau Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716236

Nash Converters Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, et Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Nash Converters Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716002

Social Welfare officer, 6635, 9th Avenue, Apt. 4, all three of Montreal, for the following purposes:

To assist individuals to attain better knowledge of self, under the name of "Mouvement d'animation et d'information culturelle (Québec)".

The amount to which the value of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716593

Henri Nadeau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Nadeau, contractor, Smith Boulevard, Yvette Châteauneuf, secretary, wife of Benoit Binet, and Jean-Marc Roberge, notary, the latter two of 69 Notre-Dame South, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Henri Nadeau Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716236

Nash Converters Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, and Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Nash Converters Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716002

Nataki Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Murray Lapin, 167, chemin Edghehill, Westmount, Stephen Harper, 1212 ouest, avenue des Pins, et Herschel Gavsie, 4655, Bonavista, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises et en faire le commerce; exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Nataki Corporation », avec un capital action divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716165

Nautica inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Vincent Rouet, architecte, 65, Sherbrooke ouest, app. 8, Montréal, Jacques Charest, graphiste, et Elisabeth Charest, ménagère, épouse dudit Jacques Charest, ces deux derniers de 179, Labonté, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bateaux, navires, chaloupes ou embarcations de tous genres ainsi que tous leurs accessoires, parties, éléments ou gréments, sous le nom de « Nautica inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 2075, rue Haig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716514

Nettoyage et buanderie de Lyon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Maximilien Polak, 7897, Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverly Crescent, Laval, et Samuel Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de nettoyeurs, presseurs, buandiers et réparateurs de vêtements, tissus, marchandises, et fournitures de maison, sous le nom de « Nettoyage et buanderie de Lyon inc. », avec un

Nataki Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Lapin, 167 Edghehill Road, Westmount, Stephen Harper, 1212 Pine Avenue West, and Herschel Gavsie, 4655 Bonavista, the latter two of Montreal, all three attorneys, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise and carry on the business of an investment company, under the name of "Nataki Corporation", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716165

Nautica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Rouet, architect, 65 Sherbrooke West, Apt. 8, Montreal, Jacques Charest, graphic artist, and Elisabeth Charest, housewife, wife of the said Jacques Charest, the latter two of 179 Labonté, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in boats, launches and small craft of all kinds, as well as in all their accessories, component parts or gear, under the name of "Nautica inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 2075 Haig Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716514

Nettoyage et buanderie de Lyon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maximilien Polak, 7897 Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverly Crescent, Laval, and Samuel Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Nettoyage et buanderie de Lyon inc.", with a total capital stock

capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716440

Neufchâtel Excavation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gratien Boily, 950, Bougainville, Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, tous deux de Québec, et Henri LaRue, 2660, des Forges, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Neufchâtel Excavation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2522, Montbray, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716071

Jean-Marie Paquette et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Marie Paquette, assureur-vie, 7552, Terbois, Saint-Léonard, Ronald-N. D'Aoust, officier de Fiducie, 5806, Trans Island, et Denyse Lavallée, secrétaire, fille majeure, 10590, des Prairies, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Jean-Marie Paquette et associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 385, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716526

Park Avenue Parking Inc. Stationnement avenue du Parc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27,

of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716440

Neufchâtel Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gratien Boily, 950 Bougainville, Paule Gauthier, spinster, 630 Père Marquette, both of Québec, and Henri LaRue, 2660 des Forges, St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Neufchâtel Excavation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2522 Montbray, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716071

Jean-Marie Paquette et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Paquette, life insurer, 7552 Terbois, St. Léonard, Ronald-N. D'Aoust, trust officer, 5806 Trans Island, and Denyse Lavallée, secretary, spinster, 10590 des Prairies, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Jean-Marie Paquette et associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 385 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716526

Park Avenue Parking Inc. Stationnement avenue du Parc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham,

chemin Holtham, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491, Huntingdon, Pierrefonds, tous trois avocats, et Thelma Bean, secrétaire, wife of Irving Goldsten, 4517, 4e rue, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de location d'espaces et de terrains de stationnement, de garages, de lavage d'automobiles, de stations-service, et toutes les affaires connexes ou subsidiaires, sous le nom de « Park Avenue Parking Inc.— Stationnement avenue du Parc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160, est, rue St-Viateur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716360

Pavillon Charleroi Boyer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Duval, avocat, 404, Francine, Repentigny, Josette Mercy, épouse de Robert Boyer, 3556, Henriette, Laval, Monique Lapierre, 166, Salaberry sud, Châteauguay-Centre, Ninon Thibault, 11120, Paris, app. 1, Réjeanne Godin, 6551, 43e avenue, app. 3, toutes trois filles majeures, Pierrette Pageau, épouse de Henri Ménard, 7190, Cannes, app. 7, Madeleine Hottin, épouse de Roland Dupont, 4250, boulevard Métropolitain est, app. 15, toutes six secrétaires, Rémi Morin, 4243, Garnier, app. 37, tous cinq de Montréal, et Jean-Marie Laurier, 8011, Centrale, Lasalle, ces deux derniers agents d'affaires, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir, administrer et diriger une oeuvre dont le but serait d'accueillir et héberger des enfants désemparés ou nécessitant quelque soin ou garde, sous le nom de « Pavillon Charleroi Boyer inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$1,500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 1883-1971

Perfection Screw Machine Montreal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet 325, Joliette, Longueuil, et Benoit Groleau, 7130, Lacrotaire, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Road, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491 Huntingdon, Pierrefonds, all three advocates, and Thelma Bean, secretary, wife of Irving Goldstein, 4517, 4th Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of leasing automobile parking space, parking lots, garages, car washes, service stations, and all operations related or accessory thereto, under the name of "Park Avenue Parking Inc.— Stationnement avenue du Parc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 160 St. Viateur Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 716360

Pavillon Charleroi Boyer inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis Duval, advocate, 404 Francine, Repentigny, Josette Mercy, wife of Robert Boyer, 3556 Henriette, Laval, Monique Lapierre, 166 Salaberry South, Châteauguay-Centre, Ninon Thibault, 11120 Paris, Apt. 1, Réjeanne Godin, 6551, 43rd Avenue, Apt. 3, all three spinsters, Pierrette Pageau, wife of Henri Ménard, 7190 Cannes, Apt. 7, Madeleine Hottin, wife of Roland Dupont, 4250 Metropolitan Boulevard East, Apt. 15, all six secretaries, Rémi Morin, 4243 Garnier, Apt. 37, all five of Montreal, and Jean-Marie Laurier, 8011 Centrale, Lasalle, the latter two business agents, for the following purposes:

To organize, maintain, manage and direct an institution for the reception and accomodation of crippled and underprivileged children requiring special treatment and care, under the name of "Pavillon Charleroi Boyer inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 1883-1971

Perfection Screw Machine Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 325 Joliette, Longueuil, and Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, all three lawyers, for the following purposes:

Posséder et exploiter le commerce d'un atelier de construction mécanique, sous le nom de « Perfection Screw Machine Montreal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715526

**Performance Motors Ltd.
Les moteurs Performance Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Thomas William Halsey, administrateur, Shirley Anne Ross, ménagère, épouse dudit Thomas William Halsey, tous deux de 398, avenue Berkley, Dorval, et Aline Pilote, secrétaire, fille majeure, 1450, Shevchenko, Lasalle, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de pièces, accessoires, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et instruments, sous le nom de « Performance Motors Ltd. — Les moteurs Performance Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5905 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715829

Piermondon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, Gilles Londéi, 288, 67^e Avenue, tous trois de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et traiteurs, sous le nom de « Piermondon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715605

To act as machine shop owner and operator, under the name of "Perfection Screw Machine Montreal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715526

**Performance Motors Ltd.
Les moteurs Performance Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas William Halsey, executive, Shirley Anne Ross, housewife, wife of the said Thomas William Halsey, both of 398 Berkley Avenue, Dorval, and Aline Pilote, secretary, spinster, 1450 Shevchenko, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "Performance Motors Ltd. — Les moteurs Performance Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5905 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715829

Piermondon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, all three of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and caterers, under the name of "Piermondon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715605

**Placements Quorum inc.
Quorum Investments Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Pierre Joli-Coeur, avocat, 1025, chemin St-Louis, Sillery, Guy Nadeau, biochimiste, 3236, chemin St-Louis, et Fernande Gourdeau, tarificatrice, fille majeure, 1190, Colbert, app. 402, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille, sous le nom de « Placements Quorum inc. — Quorum Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

715138

Les placements Saint-Martin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis-Yvon Poulin, commerçant, Camille Maheux, épicière, et Fabien Garneau, livreur, tous trois de Saint-Martin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Saint-Martin inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 17,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Martin, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

3164-1970

Les placements Waterville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: René Turcotte, avocat, Diane Quirion, bibliothécaire, épouse dudit René Turcotte, tous deux de 3495, Neilson, app. 2, Sainte-Foy, et Diane Allard, ménagère, épouse de Jean Brisson, 405, Fraser, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les placements Waterville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

**Placements Quorum inc.
Quorum Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Joli-Coeur, advocate, 1025 St. Louis Road, Sillery, Guy Nadeau, biochemist, 3236 St. Louis Road, and Fernande Gourdeau, tariff officer, spinster, 1190 Colbert, Apt. 402, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a realty and holding company, under the name of "Placements Quorum inc. — Quorum Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715138

Les placements Saint-Martin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Yvon Poulin, merchant, Camille Maheux, grocer, and Fabien Garneau, delivery-man, all three of St. Martin, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Saint-Martin inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 17,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at St. Martin, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

3164-1970

Les placements Waterville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Turcotte, advocate, Diane Quirion, librarian, wife of the said René Turcotte, both of 3495 Neilson, Apt. 2, St. Foy, Diane Allard, housewife, wife of Jean Brisson, 405 Fraser, Québec, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les placements Waterville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Waterville, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716893

Plastak Corporation (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Richard McConomy, 4790, Côte des Neiges, tous trois avocats, Denyse Marcoux, 1488, Galt, tous trois de Montréal, et Ginette Doray, 1925, Labelle, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer du plastique et des marchandises en plastique, des matériaux, métaux, substances chimiques, minéraux, du caoutchouc et produits du caoutchouc, peintures, verre, matériaux et fournitures pour la construction, briques, blocs, meubles, ébénisterie, jouets et toutes sortes d'articles de maison, sous le nom de « Plastak Corporation (Canada) Ltd. », avec un capital actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 36,000 actions privilégiées et \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716000

Plurimar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jean-Claude de Brouwer, conseil en marketing, 737, Rockland, Jacques Milot, psychologue, 7100, Viau, et Jean-M. Veaudelle, chercheuse, 1225, St-Marc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, gérer, diriger, administrer et développer une entreprise d'analyse de marchés et de recherche en marketing en tous domaines, sous le nom de « Plurimar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715186

Pointe Claire Rifle Club Club de Tir de Pointe Claire

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

The head office of the company is at Waterville, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716893

Plastak Corporation (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Richard McConomy, 4790 Côte des Neiges, all three advocates, Denyse Marcoux, 1488 Galt, all three of Montreal, and Ginette Doray, 1925 Labelle, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, wood-work, toys and all kinds of household articles, under the name of "Plastak Corporation (Canada) Ltd.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716000

Plurimar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude de Brouwer, marketing consultant, 737 Rockland, Jacques Milot, psychologist, 7100 Viau, and Jean-M. Veaudelle, research worker, 1225 St. Marc, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate, manage, direct, administer and develop a market analysis and marketing research enterprise, under the name of "Plurimar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715186

Pointe Claire Rifle Club Club de Tir de Pointe Claire

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Robert Legault, directeur de police, 38 avenue Victoria, Robert Hays Wallace, gérant de mise en marché, 57 Chemin St-Jean, Edward FitzGerald, administrateur, Bowling Green, app. 2, Thomas Clive Rand, installateur, 105 Brunet, tous quatre de Pointe Claire, William Williams, rentier, 375, Church Street, Beaconsfield, Andrew Wallace Johnson, 51, Alie, Dollard-des-Ormeaux, et Robert-Charles Jackson, 16772, boulevard Hymus, Kirkland, ces deux derniers représentants des ventes, pour les objets suivants:

Apprendre aux gens comment manier des armes à feu efficacement et en toute sécurité, sous le nom de « Pointe Claire Rifle Club — Club de Tir de Pointe Claire ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.

44601

714794

Polybloc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Robert Gaudet, notaire, Monique Billard, secrétaire, épouse dudit Robert Gaudet, tous deux de 152, St-Jean, Marcel Bouthillette, entrepreneur, et Annette Quintal, ménagère, épouse dudit Marcel Bouthillette, ces deux derniers de 47, L'Heureux, tous quatre de Contrecoeur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, d'immeuble et de construction, sous le nom de « Polybloc inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 152, St-Jean, Contrecoeur, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

715287

P.O.P.I.R. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Lefebvre, 1584, Panet, Benoît Michaudville, 1035, Lacasse, tous deux animateurs, Viviane Varin, épouse de René Caron, 681, Shearer, Berthe Despard, épouse de Laurent Coulombe, 2078, Coleraine, toutes deux ménagères, et Madeleine Grignon, employée de bureau,

September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Robert Legault, director of police, 38 Victoria Avenue, Robert Hays Wallace, marketing manager, 57 St. John's Road, Edward FitzGerald, administrator, Bowling Green, #2, Thomas Clive Rand, installer, 105 Brunet, all four of Pointe Claire, William Williams, retired, 375 Church Street, Beaconsfield, Andrew Wallace Johnson, 51 Alie, Dollard-des-Ormeaux, and Robert-Charles Jackson, 16772 Hymus Boulevard, Kirkland, the latter two sales representatives, for the following purposes:

To educate persons in the safe and efficient handling of rifles, under the name of "Pointe Claire Rifle Club — Club de Tir de Pointe Claire".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation is at Pointe Claire, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

44601-o

714794

Polybloc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Gaudet, notary, Monique Billard, secretary, wife of the said Robert Gaudet, both of 152 St. Jean, Marcel Bouthillette, contractor, and Annette Quintal, housewife, wife of the said Marcel Bouthillette, the latter two of 47 L'Heureux, all four of Contrecoeur, for the following purposes:

To carry on business as an investment, realty and construction company, under the name of "Polybloc inc.", with a total capital stock divided into 100 common shares without nominal value and 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 152 St. Jean, Contrecoeur, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715287

P.O.P.I.R. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Lefebvre, 1584 Panet, Benoît Michaudville, 1035 Lacasse, both coordinators, Viviane Varin, wife of René Caron, 681 Shearer, Berthe Despard, wife of Laurent Coulombe, 2078 Coleraine, both housekeepers, and Madeleine Grignon, office worker, wife of Laurier

épouse de Laurier Fortin, 2629, Knox, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Renseigner le public sur les activités des comités de citoyens, sur les droits sociaux, économiques et publics, sur les lois actuelles et les services des institutions, sous le nom de « P.O.P.I.R. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est 3904, Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44601-o

714819

Poppi Furniture Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du seizième jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving J. Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, célibataire, 2860, avenue Granby, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles et nouveautés de toutes sortes en ameublement, en faire le commerce, sous le nom de « Poppi Furniture Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5335 boulevard Industriel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

716246

Preform inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Fernand Denis, homme d'affaires, 1353, Lindberg, Ginette Roy, secrétaire, épouse de Robert Roy, 1050, Perry, tous deux de Sherbrooke, et Alain Langlois, comptable, 39, des Pins, Magog, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des formes et des moules utilisés dans l'érection et la construction de bâtisses, sous le nom de « Preform inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1353, rue Lindberg, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

715824

Fortin, 2629 Knox, all of Montreal, for the following purposes:

To inform the public of the activities of citizens' committees, their social, economic and public rights, the present laws and the institutional services, under the name of "P.O.P.I.R. inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation is at 3904 Notre-Dame West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714819

Poppi Furniture Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving J. Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Poppi Furniture Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5335 Industrial Boulevard, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716246

Preform inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Denis, businessman, 1353 Lindberg, Ginette Roy, secretary, wife of Robert Roy, 1050 Perry, both of Sherbrooke, and Alain Langlois, accountant, 39 des Pins, Magog, for the following purposes:

To manufacture and deal in the patterns and moulds used in the building and erecting of edifices, under the name of "Preform inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1353 Lindberg Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715824

**Productions Émotion inc.
Emotion Productions Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, Charles-Falkner, tous deux de Montréal, et Josée Marcotte, épouse de Jacques Verschuere, 385, Place de la Louisiane, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une société d'esthétique ou de conception industrielle, sous le nom de «Productions Émotion inc.—Emotion Productions Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715136

Les productions Paul et Richard Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de «Les productions Paul et Richard Itée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716180

Les productions P.H.V.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Roger Paquin, comptable, 8305, Laferté, Richard Hugron, 4712A, Bapaume, tous deux de Saint-Léonard, et Serge Viau, 7201B, de Normandie, Montréal, ces deux derniers photographes, pour les objets suivants:

**Productions Émotion inc.
Emotion Productions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles Falkner, both of Montreal, and Josée Marcotte, wife of Jacques Verschuere, 385 Place de la Louisiane, Longueuil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an industrial aesthetics or decoration firm, under the name of "Productions Émotion inc.—Emotion Productions Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 715136

Les productions Paul et Richard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les productions Paul et Richard Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716180

Les productions P.H.V.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Paquin, accountant, 8305 Laferté, Richard Hugron, 4712A Bapaume, both of St. Léonard, and Serge Viau, 7201B de Normandie, Montreal, the latter two photographers, for the following purposes:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projections animées et exploiter des ateliers de projections animées, sous le nom de « Les productions P.H.V.P. inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,980 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8305, Laferté, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715704

Les productions Roger Delphine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Pierre Lanthier, cinéaste-photographe, Lise Gervais, secrétaire, épouse dudit Pierre Lanthier, tous deux de 1277, Godin, Verdun, et François Douville, administrateur, 6980, de la Roche, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes sous toutes ses formes et exploiter une ou des agences de théâtres et de cinémas, sous le nom de « Les productions Roger Delphine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715232

Progressive Plastic Extrusion Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Louis Schiff, 5747 Avenue Blossom, Côte Saint-Luc, Michael D. Worsoff, 2347 Gold, Martin Green 982 rue Grou, tous deux de Saint-Laurent et Cecil Posman, 2775 Avenue Kent, app. 303, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer matières plastiques ou de polyéthylène de toutes sortes et de toutes descriptions, en faire le commerce sous le nom de « Progressive Plastic Extrusion Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

714907

To carry on business as producers and publishers of motion pictures and operate motion picture studios, under the name of "Les productions P.H.V.P. inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 2,980 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 8305 Laferté, St. Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715704

Les productions Roger Delphine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lanthier, motion picture producer and photographer, Lise Gervais, secretary, wife of the said Pierre Lanthier, both of 1277 Godin, Verdun, and François Douville, administrator, 6980 de la Roche, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in photography in all its forms, and to operate one or more theatrical and cinematographic agencies, under the name of "Les productions Roger Delphine inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715232

Progressive Plastic Extrusion Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Schiff, 5747 Blossom Avenue, Côte Saint-Luc, Michael D. Worsoff, 2347 Gold, Martin Green, 982 Grou Street, both of Saint-Laurent, and Cecil Posman, 2775 Kent Avenue, Apt. 303, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic or polyethylene substances of every kind and description, under the name of "Progressive Plastic Extrusion Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

714907

Promaxi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Richard Russel, programmeur, 743, avenue Rochette, Robert Harding, 2963, Sasseville, Patrick Sponza, 2202, Place McKay, tous trois de Sainte-Foy, Robert Garange, 660, Robichaud, Guy Flageol, 650, Robichaud, tous deux de Charlesbourg, James Thompson, 1880, Lafontaine, Raymond Gingras, 893, avenue Lévis, Raymond Roy, 401, des Bouleaux, tous trois de Québec, Jean-Marie Bourgeois, 1326, Place Gascogne, Orsainville, et Norman Garange, 45, Pie XII, Beauport, ces neuf derniers papetiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Promaxi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 660, Robichaud, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

715878

**Promotion L.T.T. inc.
L.T.T. Promotion Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Louise Taché, conseillère en relations publiques, épouse légalement séparée de corps et de biens de Ernest Chapados, 210, Sapinière ouest, app. 104, Paul Trottier, coordonnateur, 145, boulevard Benoit XV, tous deux de Québec, et Gilles Lefebvre, avocat, 1401, avenue de Godefroy, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de gestion, sous le nom de « Promotion L.T.T. inc. — L.T.T. Promotion Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

714816

Promotions Étienne Parent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Étienne Parent, étudiant, 6110, 35^e Avenue, Jean-François Côté, commis, 2645, Dickson, et Lise Le Brun, secrétaire, épouse de Camil

Promaxi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Russel, programmer, 743 Rochette Avenue, Robert Harding, 2963 Sasseville, Patrick Sponza, 2202 Place McKay, all three of St. Foy, Robert Garange, 660 Robichaud, Guy Flageol, 650 Robichaud, both of Charlesbourg, James Thompson, 1880 Lafontaine, Raymond Gingras, 893 Lévis Avenue, Raymond Roy, 401 des Bouleaux, all three of Québec, Jean-Marie Bourgeois, 1326 Place Gascogne, Orsainville, and Norman Garange, 45 Pie XII, Beauport, the latter nine paper-makers, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Promaxi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 660 Robichaud, Charlesbourg, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715878

**Promotion L.T.T. inc.
L.T.T. Promotion Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Taché, public relations consultant, wife legally separate as to bed and board and property, of Ernest Chapados, 210 Sapinière West, Apt. 104, Paul Trottier, coordinator, 145 Benoit XV Boulevard, both of Québec, and Gilles Lefebvre, advocate, 1401 Godefroy Avenue, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as an investment and management company, under the name of "Promotion L.T.T. inc. — L.T.T. Promotion Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714816

Promotions Étienne Parent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Étienne Parent, student, 6110, 35th Avenue, Jean-François Côté, clerk, 2645 Dickson, and Lise Le Brun, secretary, wife of Camil Galardo, 5094,

Galardo, 5094, 18e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'organisation et de promotion de spectacles de toute sorte et s'occuper de tous les domaines de la publicité, sous le nom de « Promotions Étienne Parent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6110, 35e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714609

Pro-Print Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Clément Martel, technicien, Hélène Côté, représentante de ventes, fille majeure, tous deux de 971, Guilbert, Cap-de-la-Madeleine, et Micheline Otis, fonctionnaire, épouse de Gilles Larochelle, 3255, de Francheville, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits en papier ou contenant du papier, sous le nom de « Pro-Print Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715176

Pro Star Promotions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: David I. Schatia, avocat, 183, Netherwood Crescent, Hampstead, Morton Covens, 1360, Carol Crescent, et Irwin Bigman, 975, Eglingham, ces deux derniers administrateurs, de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer des articles de sport, des vêtements sport et accessoires de toutes sortes, en faire le commerce sous le nom de « Pro Star Promotions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 385 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715259

18th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a promotion and organization agency for entertainment of all kinds and deal in all fields of advertising, under the name of "Promotions Étienne Parent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6110, 35th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714609

Pro-Print Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Martel, technician, Hélène Côté, sales representative, spinster, both of 971 Guilbert, Cap-de-la-Madeleine, and Micheline Otis, civil servant, wife of Gilles Larochelle, 3255 de Francheville, Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of paper products or products containing paper, under the name of "Pro-Print Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715176

Pro Star Promotions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David I. Schatia, advocate, 183 Netherwood Crescent, Hampstead, Morton Covens, 1360 Carol Crescent, and Irwin Bigman, 975 Eglingham, the latter two executives, of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Pro Star Promotions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$1 each and 385 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715259

Provincial Veal Specialties Co. Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1971, constituant en corporation: James Lewis, homme d'affaires, 537, avenue Fontainebleau, Longueuil, Maureen Gagné, 5991, avenue Hochelaga, app. #1, et Ann Palmer, 6321, Mazarin, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires qui consistent à acheter, vendre, importer, et exporter du veau et des bestiaux de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Provincial Veal Specialties Co. Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 2665-1971

Les publications P.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 177, Toussaint Cartier, Rimouski, et Dominique Landry, secrétaire, Saint-Narcisse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, publicistes et autres commerces connexes, sous le nom de « Les publications P.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715537

Publicité Jico-Art inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Michel Chouinard, industriel, 2660, Gaspard, Giffard, Rosaire Giguère, gérant, 249, Lavergne, et Michel Martel, opérateur, 25, des Saules est, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Établir une compagnie se spécialisant dans la fabrication de drapeaux, décalques, écussons, pancartes, lettrages, créations graphiques, impressions sur verre, platique, bois, métal et tissu, sous le nom de « Publicité Jico-Art inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Provincial Veal Specialties Co. Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Lewis, businessman, 537 Fontainebleau Avenue, Longueuil, Maureen Gagné, 5991 Hochelaga Avenue, Apt. #1, and Ann Palmer, 6321 Mazarin, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of buying and selling, importing and exporting veal and cattle of every kind and description, under the name of "Provincial Veal Specialties Co. Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 2665-1971

Les publications P.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, advocate, Paulette Gagnon, housewife, wife of the said Michel Tessier, both of 177 Toussaint Cartier, Rimouski, and Dominique Landry, secretary, St. Narcisse, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, binders, booksellers and publicists, and in other related trades, under the name of "Les publications P.L. inf.", with a total capital of \$40,000 divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 715537

Publicité Jico-Art inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Chouinard, industrialist, 2660 Gaspard Giffard, Rosaire Giguère, manager, 249 Lavergne, and Michel Martel, operator, 25 des Saules East, the latter two of Québec, for the following purposes:

To establish a company specializing in the manufacture of flags, transfers, badges, posters, signs, graphic designs, glass, plastic, wood, metal and fabric prints, under the name of "Publicité Jico-Art inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 39, rue Martel, Loretteville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715352

The head office of the company is at 39 Martel Street, Loretteville, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 715352

Pythagores Association of Châteauguay Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Clarence G. Harding, ingénieur, 179 boulevard St-François, Edward J. Neal, 271 Avenue McLeod, tous deux de Châteauguay, et John R. Rosser, 125 St-Michel, Châteauguay-Centre, ces deux derniers gérants, pour les objets suivants:

Établir, exploiter et diriger un club dans le but de fournir à ses membres hospitalité, récréations et agréments, sous le nom de « Pythagores Association of Châteauguay Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

44601 714690

Québec Audio Video Ltd. Audio Video Québec Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Marcel Chartier, 4587, Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest, Jean Ménard, 2380, Desjardins, Gilles Bergeron, 3275, Provencher, tous trois avocats, Pierre Ayotte, stagiaire, 2340, Place de Vaudreuil, Florentine Tourigny, 562, Ste-Ursule, et Louise Legris, 536, Radisson, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces cinq derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens: fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Québec Audio Video Ltd.—Audio Video Québec Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o 716505

Pythagores Association of Châteauguay Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Clarence G. Harding, engineer, 179 St-François Boulevard, Edward J. Neal, 271 McLeod Avenue, both of Châteauguay, and John R. Rosser, 125 St-Michel, Châteauguay-Centre, the latter two managers, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, recreation and convenience of the members, under the name of "Pythagores Association of Châteauguay Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

*ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

44601-o 714690

Québec Audio Video Ltd. Audio Video Québec Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Chartier, 4587 Notre-Dame, Trois-Rivières West, Jean Ménard, 2380 Desjardins, Gilles Bergeron, 3275 Provencher, all three advocates, Pierre Ayotte, articulated student, 2340 Place de Vaudreuil, Florentine Tourigny, 562 St. Ursule, and Louise Legris, 536 Radisson, the latter two secretaries, spinners, the latter five of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as electricians: to manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Québec Audio Video Ltd.—Audio Video Québec Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716505

Québec Moto Sport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Christian Verret, industriel, Gérard Verret, typographe, tous deux de 365, 46e rue ouest, Charlesbourg, et André Bergeron, camionneur, 420, boulevard Pierre-Bertrand, Vanier, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de motos-neige, de motocyclettes et de tous produits se rattachant à ce commerce, sous le nom de « Québec Moto Sport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 694, 1re avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714089

Radairco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Christian Paradis, photographe, Micheline Marcotte, ménagère, épouse dudit Christian Paradis, tous deux de 796, Myrand, Sainte-Foy, et Pierre Côté, étudiant, 190, des Pins ouest, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machines, moteurs, outils et instruments industriels ou autres, sous le nom de « Radairco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715855

Ray-Des Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Romuald Simard, vendeur, Anne Gagnon, ménagère, épouse dudit Romuald Simard, tous deux de 1066, St-André, Ancienne-Lorette, et Michel Garneau, contremaître, 251, Rousseau, Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Ray-Des Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Québec Moto Sport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christian Verret, manufacturer, Gérard Verret, typographer, both of 365 46th Street West, Charlesbourg, and André Bergeron, trucker, 420 Pierre-Bertrand Boulevard, Vanier, for the following purposes:

To deal in and repair snowmobiles, motorcycles and all products pertaining thereto, under the name of "Québec Moto Sport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 694 1st Avenue, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714089

Radairco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christian Paradis, photographer, Micheline Marcotte, housewife, wife of the said Christian Paradis, both of 796 Myrand, St. Foy, and Pierre Côté, student, 190 des Pins West, Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of industrial machines, motors, tools and instruments or other articles, under the name of "Radairco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715855

Ray-Des Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Romuald Simard, salesman, Anne Gagnon, housewife, wife of the said Romuald Simard, both of 1066 St. André, Ancienne-Lorette, and Michel Garneau, foreman, 251 Rousseau, Vanier, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Ray-Des Construction Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 1066, rue St-André, Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715417

**Recreation Society of Povungnituk
Société récréative de Povungnituk**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Aisara Kenuayyaq, menuisier, Noah-Adamié Qumaluk, agent d'administration, et Siniumi Sivuvarapik, soudeur en mécanique, tous trois de Povungnituk, pour les objets suivants:

Entretenir et administrer un centre récréatif, sous le nom de « Recreation Society of Povungnituk — Société récréative de Povungnituk ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Povungnituk, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715154

Reinglas Holdings Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de novembre 1971, autorisant la fusion de la compagnie « Reinglas Holdings Inc. » et de la compagnie « Paragon Realities Inc. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 30 septembre 1965 et du 20 mars 1963, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'amélioration d'immeubles et de construction, sous le nom de « Reinglas Holdings Incorporated », avec un capital total de \$120,000, divisé en 3,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de \$10 chacune, 870 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$100 chacune et 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716123

**Relevés aériens Car-X Itée
Gar-X Air Survey Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at 1066 St. André Street, Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715417

**Recreation Society of Povungnituk
Société récréative de Povungnituk**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aisara Kenuayyaq, carpenter, Noah-Adamié Qumaluk, administration agent, and Siniumi Sivuvarapik, welder in mechanic, all three of Povungnituk, for the following purposes:

To maintain and administer a recreation center, under the name of "Recreation Society of Povungnituk — Société récréative de Povungnituk".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Povungnituk, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715154

Reinglas Holdings Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 1st day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Reinglas Holdings Inc." and "Paragon Realities Inc.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, September 30, 1965, and March 20, 1963, for the following purposes:

To carry on the business of real estate improvement and construction company, under the name of "Reinglas Holdings Incorporated", with a total capital stock of \$120,000, divided into 3,000 first preferred shares of the par value of \$10 each, 870 second preferred shares of the par value of \$100 each and 3,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716123

**Relevés aériens Car-X Itée
Gar-X Air Survey Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of Octo-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Donald Sigouin, 836, 1re Rue, Réal Bergeron, 782, 3e Avenue, et Jean-Guy Racicot, 349, 14e Rue, tous trois comptables, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire de la photographie aérienne, de la topographie aérienne, de la géophysique aérienne, de la prospection aérienne et de l'extermination par la voie des airs, sous le nom de « Relevés aériens Gar-X ltée — Gar-X Air Survey Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 3350-1971

Relex International Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gaston Dubé, relationiste, 440, Sherbrooke ouest, Montréal, Richard Le Lay, économiste, 3111, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, et Paul Gélinas, avocat, 37, Albert, Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Agir comme publiciste, relationiste, rédacteur, chercheur, idéateur, concepteur, scripteur, réalisateur et photographe artistique ou commercial, sous le nom de « Relex International Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 450, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715548

**René Optics (Québec) Limited
Optiques René (Québec) limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Hugh Charlton Rennie, administrateur, 366, Glencairn, Robert A. Donaldson, avocat, 368, Glencairn, tous deux de Toronto, et Bernard J. Coen, opticien, 5781, rue Palmer, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des verres, lentilles, monture en métal, instruments d'optiques, et fournitures et accessoires d'optiques, sous le nom de « René Optics (Québec) Limited — Optiques René (Québec) limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

ber, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Sigouin, 836 1st Street, Réal Bergeron, 782 3rd Avenue, and Jean-Guy Racicot, 349 14th Street, all three accountants, of Val d'Or, for the following purposes:

To do aerial photography, aerial surveying, aerial geophysics, aerial exploration and aerial extermination, under the name of "Relevés aériens Gar-X ltée — Gar-X Air Survey Ltd.", with a total capital of \$100,000, divided into 60,000 common shares of \$1 each and 40,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 3350-1971

Relex International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Dubé, public relations officer, 440 Sherbrooke West, Montreal, Richard Le Lay, economist, 3111 des Quatre Bourgeois, St. Foy, and Paul Gélinas, advocate, 37 Albert, St. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To act as publicity agents, public-relations consultants, writers, researchers, office of ideas and concepts, script-writers, producers and article or commercial photographers, under the name of "Relex International Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 450 Sherbrooke West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions
Companies and Cooperatives.*

44601 715548

**René Optics (Québec) Limited
Optiques René (Québec) limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hugh Charlton Rennie, executive, 366 Glencairn, Robert A. Donaldson, barrister, 368 Glencairn, both of Toronto, and Bernard J. Coen, optician, 5781 Palmer Street, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass, lenses, metal, optical instruments and optical supplies and accessories, under the name of "René Optics (Québec) Limited — Optiques René (Québec) limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est au 1538 ouest, rue Sherbrooke, local 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
L.S-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715698

Les résidences Champs Élysée Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Claude Blouin, 133, 4e Avenue, Vincent Drouin, 237, 9e Avenue, tous deux avocats, de Saint-Eustache, et Louise Rochon, secrétaire, fille majeure, 3320, La Baie, Saint-Placide, pour les objets suivants:

Entreprendre et procéder aux développements de centres domiciliaires et commerciaux, sous le nom de « Les résidences Champs Élysée Itée », avec un capital divisé en 1,000 actions de classe A sans valeur nominale, 1,000 actions de classe B sans valeur nominale, 1,000 actions privilégiées de classe A de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de classe B de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 149, rue St-Eustache, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
L.S-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 714934

Restaurant Dionysos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mont Royal, Edward J. Druker, 5763 Avenue McMurray, Robert G. Wolfe, 5763 Avenue McAlear, tous deux de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659 Terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Dionysos inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5301 Avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
L.S-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715119

Restaurant Jack Wong inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Wai Hon Jack Wong, restaura-

The head office of the company is at 1538 Sherbrooke Street West, Suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

*L.S-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715698

Les résidences Champs Élysée Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Blouin, 133, 4th Avenue, Vincent Drouin, 237, 9th Avenue, both advocates, of St. Eustache, and Louise Rochon, secretary, spinster, 3320 La Baie, St. Placide, for the following purposes:

To undertake and carry out the development of residential and commercial centres, under the name of "Les résidences Champs Élysée Itée", with a capital divided into 1,000 class A shares without nominal value, 1,000 class B shares without nominal value, 1,000 class A preferred shares of \$10 each and 1,000 class B preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 149 St. Eustache Street, St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

*L.S-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 714934

Restaurant Dionysos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount Royal, Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Robert G. Wolfe, 5763 McAlear Avenue, both of Côte Saint-Luc, all three advocates, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Dionysos inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5301 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*L.S-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715119

Restaurant Jack Wong inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wai Hon Jack Wong, restaurant owner,

teur, Keng Chiu Chan Wong, ménagère, épouse dudit Wai Hon Jack Wong et Wai Wong, retraité, tous trois de 4070 boulevard Ste-Anne, Montmorency, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtel, taverne, auberge et restaurant, sous le nom de « Restaurant Jack Wong inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montmorency, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601

715770

Restaurant le Rendez-Vous (T.M.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Armand Labrecque, restaurateur, Simonne Poudrier, ménagère, veuve de Lorenzo Paré, tous deux de 99, Cyr ouest, et Yves Paré, commis, 678, avenue Labbé, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant le Rendez-Vous (T.M.) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

716489

**Ricrand Mines Limited
(No personal liability)**

**Les mines Ricrand limitée
(Libre de responsabilité personnelle)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: William Edgar Bronstetter, 7360 Terrebonne, N. J. Kevin Donovan, 5417 Avenue Duquette, D. Ian Penhale, 2175 ouest, de Maisonneuve, app. 401, tous trois de Montréal, John Alfred Penhale, 2030 rue Melba, Saint Bruno-de-Montarville, et Roman B. Karpishka, 935, 44ième Avenue, Lachine, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et des minerais, sous le nom de « Ricrand Mines Limited » (No personal liability) — « Les mines Ricrand limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Keng Chiu Chan Wong, housekeeper, wife of the said Wai Hon Jack Wong, and Wai Wong, retiree, all three of 4070 Ste-Anne Boulevard, Montmorency, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Restaurant Jack Wong inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montmorency, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715770

Restaurant le Rendez-Vous (T.M.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Labrecque, restaurateur, Simonne Poudrier, housewife, widow of Lorenzo Paré, both of 99 Cyr West, and Yves Paré, clerk, 678 Labbé Avenue, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant le Rendez-Vous (T.M.) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716489

**Ricrand Mines Limited
(No personal liability)
Les mines Ricrand limitée
(Libre de responsabilité personnelle)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Edgar Bronstetter, 7360 Terrebonne, N. J. Kevin Donovan, 5417 Duquette Avenue, D. Ian Penhale, 2175 de Maisonneuve West, Apt. 401, all three of Montreal, John Alfred Penhale, 2030 Melba Street, Saint-Bruno-de-Montarville, and Roman B. Karpishka, 935, 44th Avenue, Lachine, all advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Ricrand Mines Limited" (No personal liability) — "Les mines Ricrand limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est 570 rue Townshend, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

714769

Rioux et Simon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Simon, 292, Lafontaine, Jacques Rioux, 23, chemin des Raymond, tous deux commerçants, de Rivière-du-Loup, et Jean-Guy Pelletier, comptable, L'Isle-Verte, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Rioux et Simon inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715991

Riviera Aluminum Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Michel Beaudry, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, tous deux avocats, et Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Riviera Aluminum Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, rue Des Flandres, Touraine, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714148

Gustave Robert Excavation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1971, constituant en corporation: Gustave Robert, homme d'affaires, Berthe Robert, ménagère, épouse dudit Gustave Robert, tous deux de 5105, des Sorbiers, et Jacques Déry, gérant de bureau, 3535, Papineau, app. 1105, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes

The head office of the company is at 570 Townshend Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

714769

Rioux et Simon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Simon, 292 Lafontaine, Jacques Rioux, 23 Chemin des Raymond, both merchants, of Rivière-du-Loup, and Jean-Guy Pelletier, accountant, L'Isle-Verte, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, engines and all related accessories and parts, under the name of "Rioux et Simon inc.", with a capital stock divided into 8,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715991

Riviera Aluminum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Beaudry, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, both advocates, and Lise Cousineau, secretary, spinster, Hull, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Riviera Aluminum Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 33 des Flandres Street, Touraine, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714148

Gustave Robert Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gustave Robert, businessman, Berthe Robert, housewife, wife of the said Gustave Robert, both of 5105 des Sorbiers, and Jacques Déry, office manager, 3535 Papineau, Apt. 1105, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under

sortes de matériaux, sous le nom de « Gustave Robert Excavation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714366

Robert Murray Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-ouest, tous deux avocats, et Grace Robinson, secrétaire, célibataire, 1010, rue de Salaberry, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Robert Murray Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4530, chemin Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715522

Les roulottes Pinault et Aquin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis-Philippe Pinault, garagiste, Charlotte Pinault, ménagère, épouse dudit Louis-Philippe Pinault, tous deux de 10, Beaucage, Ubald Aquin, industriel, et Marguerite Aquin, ménagère, épouse dudit Ubald Aquin, ces deux derniers de 363, rang St-Régis, tous quatre de Saint-Roch-de-l'Achigan, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des roulottes, motorisées ou non, des maisons mobiles et toutes sortes d'articles de campeur, sous le nom de « Les roulottes Pinault et Aquin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 363, rang St-Régis, Saint-Roch-de-l'Achigan, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716050

the name of "Gustave Robert Excavation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreak, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714366

Robert Murray Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Grace Robinson, secretary, spinster, 1010 de Salaberry Street, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in apparel of all kinds and descriptions, under the name of "Robert Murray Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4530 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715522

Les roulottes Pinault et Aquin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Philippe Pinault, garage operator, Charlotte Pinault, housewife, wife of the said Louis-Philippe Pinault, both of 10 Beaucage, Ubald Aquin, manufacturer, and Marguerite Aquin, housewife, wife of the said Ubald Aquin, the latter two of 363 St. Régis Range, all four of St. Roch-de-l'Achigan, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers, motorized or other, mobile homes and all kinds of camping articles, under the name of "Les roulottes Pinault et Aquin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 363 St. Régis Range, St. Roch-de-l'Achigan, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716050

Romuald Roussel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Romuald Roussel, commerçant, Jacques Roussel, salarié, et Ghislain Roussel, étudiant, tous trois de Saint-Antonin, pour les objets suivants:

Exercer toutes les activités d'un marchand général, sous le nom de « Romuald Roussel inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Antonin, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715371

Romuald Roussel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Romuald Roussel, merchant, Jacques Roussel, salaried employee, and Ghislain Roussel, student, all three of St. Antonin, for the following purposes:

To carry on all the activities of a general merchant, under the name of "Romuald Roussel inc.", with a capital divided into 8,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at St. Antonin, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715371

Sagaber International Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 boulevard de Maisonneuve, tous deux avocats, et Michelina Tedeschi, secrétaire, célibataire, 7320, 9e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'actionnaires, capitalistes, financiers courtiers et agents, sous le nom de « Sagaber International Ltd. », avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 640, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715831

Sagaber International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve Boulevard, both advocates, and Michelina Tedeschi, secretary, pinster, 7320 9th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents, under the name of "Sagaber International Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 640 Cathcart Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715831

Salon de coiffure Penelope inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gérard Deschênes, technicien, Huguette Bouchard, ménagère, épouse dudit Gérard Deschênes, tous deux de 414, St-Boniface, Arvida, et Henri Deschênes, retraité, 73, Montcalm, Kénogami, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de coiffure et tous autres commerces secondaires s'y rapportant, sous le nom de « Salon de coiffure Penelope inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Salon de coiffure Penelope inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Deschênes, technician, Huguette Bouchard, housewife, wife of the said Gérard Deschênes, both of 414 St. Boniface, Arvida, and Henri Deschênes, annuitant, 73 Montcalm, Kénogami, for the following purposes:

To operate hairdressing parlors and all other secondary businesses common thereto, under the name of "Salon de coiffure Penelope inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each, 1,500 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Jonquières, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 714923

**Salon international de la mode et de la beauté inc.
International Beauty and Fashion Salon inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1971, constituant en corporation: Yvon Boissonneault, 2585, Dickson, Hilarion Prémont, 4152, Northcliffe, tous deux directeurs, et Manon Perreault, secrétaire, fille majeure, 6338, 3e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agence de publicité, sous le nom de « Salon international de la mode et de la beauté inc.— International Beauty and Fashion Salon inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 714186

Saneco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Pierre Gariépy, 250, Clark, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, tous deux de Montréal, et Gilles Bertrand, 147, Dunrae, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens, marchandises, aliments, produits et services de toutes sortes, sous le nom de « Saneco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 353, rue Pigeon, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 715224

Scie à chaîne Lavoie Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Paul Lavoie, industriel, Micheline Pineau, ménagère, épouse dudit Paul Lavoie, tous deux de 1005, Place Bon Air, Charlesbourg, et Bertrand Gagnon, mécanicien, 510, Jean Rioux, Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Jonquières, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 714923

**Salon international de la mode et de la beauté inc.
International Beauty and Fashion Salon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Boissonneault, 2585 Dickson, Hilarion Prémont, 4152 Northcliffe, both directors, and Manon Perreault, secretary, spinster, 6338, 3rd Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a publicity agency, under the name of "Salon international de la mode et de la beauté inc.— International Beauty and Fashion Salon inc.", with a total capital of \$75,000, divided into 75,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 714186

Saneco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Gariépy, 250 Clark, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, both of Montreal, and Gilles Bertrand, 147 Dunrae, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, merchandise, foods, products and services of all kinds, under the name of "Saneco inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 353 Pigeon Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 715224

Scie à chaîne Lavoie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Lavoie, manufacturer, Micheline Pineau, housewife, wife of the said Paul Lavoie, both of 1005 Place Bon Air, Charlesbourg, and Bertrand Gagnon, mechanic, 510 Jean Rioux, Trois-Pistoles, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce des automobiles, machines aratoires et leurs accessoires, des camions et des parties de moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Scie à chaîne Lavoie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 386, 1^{re} rue, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

715737

Semi Trailer Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Arthur Gauthier, 298, Lockhard, Paul Maher, 10245, Hamel, tous deux de Montréal, et Georges L. Gow, 1035, 4^e avenue, Dorval, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de remorques ou semi-remorques commerciales ou autres et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Semi Trailer Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$40 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 19, rue Dubé, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

715590

Senoca inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel M. Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux de Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, Françoise Brais, 444, St-Alexandre, et Marcelle Dubuc, 207, boulevard Quinn, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Senoca inc. », avec un capital divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1980, rue Sherbrooke ouest, suite 350, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

715888

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, farming equipment and related accessories, trucks and motor parts of all kinds, under the name of "Scie à chaîne Lavoie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 386, 1st Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715737

Semi Trailer Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Gauthier, 298 Lockhard, Paul Maher, 10245 Hamel, both of Montreal, and Georges L. Gow, 1035, 4th Avenue, Dorval, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in commercial or other trailers or semi-trailers, together with their accessories and parts, under the name of "Semi Trailer Centre Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 100 common shares of \$40 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 19 Dubé Street, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715590

Senoca inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel M. Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both of Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all three advocates, Françoise Brais, 444 St. Alexandre, and Marcelle Dubuc, 207 Quinn Boulevard, the latter two secretaries, spinsters, of Longueuil, for the following purposes:

To explore or research for mines and ore, under the name of "Senoca inc.", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1980 Sherbrooke Street West, Suite 350, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715888

Sequel I Sales Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Martin-Claude Lepage, avocat, 121, de Normandin, Saint-Lambert, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, et Helen Xenos, 2166 ouest, de Maisonneuve, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes et descriptions de produits, articles, marchandises et effets, en faire le commerce, sous le nom de « Sequel I Sales Ltd. », avec un capital actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715559

ServiceMaster of Québec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Roy C. Amaron, 1815 Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510 de l'Église, tous deux de Dorval, et Sylviane Borenstein, épouse de C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fournir un service général d'entretien et de nettoyage, sous le nom de « ServiceMaster of Québec Ltd. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715054

Service des loisirs de St-Luc-de-Vincennes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: François Gravel, étudiant, 4010, boulevard St-Alexis, Théo Beaudoin, briquetier, 500, Principale, et Lucien Hamelin, entrepreneur, 3840, boulevard St-Alexis, tous trois de Saint-Luc, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs de St-Luc-de-Vincennes inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Sequel I Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin-Claude Lepage, advocate, 121, de Normandie, Saint-Lambert, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, and Helen Xenos, 2166 de Maisonneuve West, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Sequel I Sales Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715559

ServiceMaster of Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roy C. Amaron, 1815 Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510 Church, both of Dorval, and Sylviane Borenstein, wife of C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on general maintenance and cleaning service, under the name of "ServiceMaster of Québec Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715054

Service des loisirs de St-Luc-de-Vincennes inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Gravel, student, 4010 St. Alexis Boulevard, Théo Beaudoin, bricklayer, 500 Principale, and Lucien Hamelin, contractor, 3840 St. Alexis Boulevard, all three of St. Luc, for the following purposes:

To organize recreational activities, under the name of "Service des loisirs de St-Luc-de-Vincennes inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Luc, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715501

Servispec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Legault, entrepreneur en construction, 670, Pigeon, Beloeil, Fernand Dufour, maître-électricien, 333, boulevard Laval, Laval, et Pierre Brunet, comptable, 2165, Liebert, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service d'entretien, modification, réparation et nettoyage de tous genres et espèces de systèmes de plomberie, chauffage, éclairage, signalisation, ventilation ou autres installations destinées à procurer la lumière, l'énergie ou la salubrité, sous le nom de « Servispec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 670, rue Pigeon, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716470

Silvery Moon Cafe (Dorion) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Frank Chan, 323 Inglewood, Pointe Claire, Steven Ing, tous deux restaurateurs, et Kwan Wing Ng, chef cuisinier, ces deux derniers de 1443 Mansfield, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Silvery Moon Cafe (Dorion) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions de classe « A » de \$1 chacune, 10,000 actions de classe « B » de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées, de classe « A » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées, de classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 83 boulevard Harwood, Dorion, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715373

Sky Goat Ranch Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'octobre 1971, consti-

The head office of the corporation is at St. Luc, judicial district of Three Rivers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715501

Servispec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Legault, building contractor, 670 Pigeon, Beloeil, Fernand Dufour, master-electrician, 333 Laval Boulevard, Laval, and Pierre Brunet, accountant, 2165 Liebert, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To operate a maintenance, alteration, repair and cleaning service for all kinds and types of plumbing, heating, lighting, signalling and ventilation systems or other installations providing light, power or sanitation, under the name of "Servispec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 670 Pigeon Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716470

Silvery Moon Cafe (Dorion) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank Chan, 323 Inglewood, Pointe Claire, Steven Ing, both restaurateurs, and Kwan Wing Ng, chef, the latter two of 1443 Mansfield, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Silvery Moon Cafe (Dorion) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 83 Harwood Boulevard, Dorion, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715373

Sky Goat Ranch Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpora-

tuant en corporation: Ghislain Levasseur, 2559, Port-Royal, Raymond Carrier, 3229, chemin St-Louis, et Micheline Jacob, fille majeure, 3180, boulevard Neilson, tous trois avocats, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce des chèvres laitières, sous le nom de « Sky Goat Ranch Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

715636

Smith Display Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'août 1971, constituant en corporation: Claude Smith, commerçant, Juliette Legeault, ménagère, épouse dudit Claude Smith, et Claude Smith, fils, commerçant, tous trois de 315, Sénécal, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Smith Display Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2719, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

714164

State Finance Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Ginette Corbin, fille majeure, 10665, Séguin, et Paulette Rompré, épouse de Patrice Jasmin, 9414, Papineau, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en crédit et en administration, sous le nom de « State Finance Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie, suite 623, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44601-o

714094

ting: Ghislain Levasseur, 2559 Port-Royal, Raymond Carrier, 3229 St. Louis Road, and Micheline Jacob, spinster, 3180 Neilson Boulevard, all three advocates, of St. Foy, for the following purposes:

To breed and deal in milch goats, under the name of "Sky Goat Ranch Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715636

Smith Display Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Smith, dealer, Juliette Legeault, house-keeper, wife of the said Claude Smith, and Claude Smith, Jr., dealer, all three of 315 Sénécal, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Smith Display Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2719 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714164

State Finance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Guérin, advocate, 193 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Ginette Corbin, spinster, 10665 Séguin, and Paulette Rompré, wife of Patrice Jasmin, 9414 Papineau, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To act as management and credit consultants, under the name of "State Finance Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 623, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714094

Steko Motion Pictures Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Ivan Koltai, cinéaste, 5140 Cavendish, Barnabas Vizkelety, avocat, 4426 Circle Road, and Helen Adam, secrétaire, épouse de Manfred Adam, 4462 rue Padoue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de cinématographie et exploiter des studios de prise de vues, sous le nom de « Steko Motion Pictures Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5140 boulevard Cavendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715118

Stone Ridge Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, autorisant la fusion de « Stone Ridge Estates Limited », constituée par lettres patentes en date du 17 avril 1961, et « Malo & Frères Construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 26 novembre 1958, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Stone Ridge Construction Inc. », avec un capital divisé en 99,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, dont 9,074 seront censées être émises et en cours comme entièrement libérées et non cotisables, et en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair dont la totalité seront censées être émises et en cours comme entièrement libérées et non cotisables pour une considération globale de \$1,000.

Le siège social de la compagnie est au numéro 612 de la rue de Gaspé, Mont-St-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715314

Stuc-Art (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, avocat, 230, Guillem, Longueuil, Liette Parent, femme d'affaires, 122A, des Prairies, Laval, et Henriette Laforest,

Steko Motion Pictures Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan Koltai, film producer, 5140 Cavendish, Barnabas Vizkelety, advocate, 4426 Circle Road, and Helen Adam, secretary, wife of Manfred Adam, 4462 Padoue Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Steko Motion Pictures Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5140 Cavendish Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715118

Stone Ridge Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorizing the amalgamation of "Stone Ridge Estates Limited", incorporated by letters patent dated April 17, 1961, and "Malo & Frères Construction inc.", incorporated by letters patent dated November 26, 1958, all the aforesaid letters patent having been issued under said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Stone Ridge Construction Inc.", with a capital stock divided into 99,000 preferred shares of a par value of \$1 each, 9,074 of which are deemed to be issued and in effect as fully paid-up non-subscribable shares, and into 1,000 common shares without par value, all of which are deemed to be issued and in effect as fully paid-up non-subscribable shares for a total consideration of \$1,000.

The head office of the company is at 612 de Gaspé Street, Mont St. Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715314

Stuc-Art (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles St-Pierre, advocate, 230 Guillem, Longueuil, Liette Parent, businesswoman, 122A des Prairies, Laval, and Henriette, Laforest, secretary,

secrétaire, 2139, Nicolet, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de céramique et autres produits fabriqués, en tout ou en partie, de substances provenant du sol ou du sous-sol, sous le nom de « Stuc-Art (Québec) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 230, avenue Guillerm, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715144

**Studio d'amaigrissement Forme Miracle
de Québec inc.**

Miracle Figure Reducing Studio of Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Joyce Larivière, secrétaire, fille majeure, 12395 Ernest Robitaille, Montréal Nord, Gérard Choquette, 1508, rue Maurice, et Alfred Gregory, 8917, boulevard Lasalle, app. 112, ces deux derniers gérants, de Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter, utiliser et administrer des salons d'amaigrissement, des cliniques, des studios de santé et toutes facilités susceptibles d'améliorer la santé et la beauté, pour les hommes et pour les femmes, sous le nom de « Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Québec inc. — Miracle Figure Reducing Studio of Québec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715216

Suncraft inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Paul Lessard, camionneur, 851, boulevard Ouest, Alide Lessard, vendeur, 881, boulevard Ouest, tous deux de Louiseville, et Berthe Gélinas Gagné, ménagère, épouse de Jean-Pierre Lessard, 150, Sirois, app. 2, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, bateaux, yachts, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Suncraft inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

2139 Nicolet, Montreal, the latter two spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in ceramic articles and other products manufactured in whole or in part from substances originating in the soil or subsoil, under the name of "Stuc-Art (Québec) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 230 Guillerm Avenue, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715144

**Studio d'amaigrissement Forme Miracle
de Québec inc.**

Miracle Figure Reducing Studio of Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joyce Larivière, secretary, fille majeure, 12395 Ernest Robitaille, Montreal North, Gérard Choquette, 1508 Maurice Street, and Alfred Gregory, 8917 Lasalle Boulevard, Apt. 112, the latter two managers, of Lasalle, for the following purposes:

To operate, use and manage reducing salons, clinics, health studios and health and beauty facilities for both men and women, under the name of "Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Québec inc. — Miracle Figure Reducing Studio of Québec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715216

Suncraft inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Lessard, truck-driver, 851 West Boulevard, Alide Lessard, salesman, 881 West Boulevard, both of Louiseville, and Berthe Gélinas Gagné, housewife, wife of Jean-Pierre Lessard, 150 Sirois, Apt. 2, Trois-Rivières West, for the following purposes:

To carry on business as garage-operators and to deal in automobiles, motors, boats, yachts, engines and all their accessories and parts, under the name of "Suncraft inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714912

Sunset Sportswear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Fournel, dessinateur, 5000, Buchan, Joel Marcovitz, avocat, 2158, ouest, Sherbrooke, et Linda Shore, secrétaire, fille majeure, 1975, Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des robes, des blouses, des pantalons et des shorts pour dames, sous le nom de « Sunset Sportswear Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716304

SybreI Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour d'août 1971, constituant en corporation: Sylvio Bérubé, commis, Donald Breau, instituteur, et Édouard Lauzier, fonctionnaire, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « SybreI Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714596

Sylvia Knitwear Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Dezsó Losonci, Sylvia Losonci, épouse dudit Dezsó Losonci, tous deux manufacturiers, du 1145, avenue Forest, et Susan Blant, ménagère, épouse de Saul Blant, 3, place Belle-Rive, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de vêtements tricotés, en faire le commerce, sous le nom de « Sylvia Knitwear Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714912

Sunset Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Fournel, designer, 5000 Buchan, Joel Marcovitz, advocate, 2158 Sherbrooke West, and Linda Shore, secretary, fille majeure, 1975 de Maisonneuve, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' dressers, blouses, slacks and shorts, under the name of "Sunset Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716304

SybreI Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sylvio Bérubé, clerk, Donald Breau, teacher, and Édouard Lauzier, civil servant, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "SybreI Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$1,000 each.

The head office of the company is at Amqui, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714596

Sylvia Knitwear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dezsó Losonci, Sylvia Losonci, wife of the said Dezsó Losonci, both manufacturers, of 1145 Forest Avenue, and Suzan Blant, housewife, wife of Saul Blant, 3 Place Belle-Rive, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of knitted wear, under the name of "Sylvia Knitwear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 714587

Syrom Services Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame de Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, avenue Granby, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand détaillant général, sous le nom de « Syrom Services Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 716305

St. Leger Imports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, 88 Summit Crescent, Westmount, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mont Royal, Abraham Slawner, 159 Breaside, Dollard-des-Ormeaux, tous trois avocats, et Madeleine Lamothe, secrétaire, épouse de Nelson Jackson, 155 Deguire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Importer, exporter, fabriquer et faire le commerce de marchandises de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de « St. Leger Imports Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715370

St. Martin Flower World Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, tous deux avocats, et Sheila Raymond, secrétaire,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-0 714587

Syrom Services Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame de Grâce Avenue, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general retail merchant, under the name of "Syrom Services Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-0 716305

St. Leger Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Machlovitch, 88 Summit Crescent, Westmount, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, Abraham Slawner, 159 Breaside, Dollard-des-Ormeaux, all three advocates, and Madeleine Lamothe, secretary, wife of Nelson Jackson, 155 Deguire, Saint-Laurent, for the following purposes:

To import, export, manufacture and deal in merchandise of every nature and description, under the name of "St. Leger Imports Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-0 715370

St. Martin Flower World Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, both advocates, and Sheila Raymond, secretary, spinster, all three of

célibataire, tous trois de 1, place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fleuristes, pépiniéristes, semeurs et cultivateurs de graines, sous le nom de « St. Martin Flower World Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716001

**St-Michel Welding Inc.
Soudure St-Michel inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Roger Laplante, soudeur, 101, boulevard la Concorde, Florent Laplante, 538, Place Beaucaire, tous deux de Laval, et Jean-Claude Laplante, 3585, Bélair, Montréal, ces deux derniers électriciens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en soudure de tous genres, sous le nom de « St-Michel Welding Inc.—Soudure St-Michel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715536

**Ste Croix Car Wash Ltd.
Auto-lave Ste Croix Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Bogumil Glowacki, 927, Marlatt, Stefan Jama, 850, Alexis Nihon, et Lesley Glowacki, 8773, Viau, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un lave-auto, d'un poste de services, de constructions et garages et faire le commerce de véhicules, des accessoires et pièces d'iceux de toutes sortes, sous le nom de « Ste-Croix Car Wash Ltd. — Auto-lave Ste Croix Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 360, boulevard Ste-Croix, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715453

1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed-growers and developers, under the name of "St. Martin Flower World Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716001

**St-Michel Welding Inc.
Soudure St-Michel inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Laplante, welder, 101 La Concorde Boulevard, Florent Laplante, 538 Place Beaucaire, both of Laval, and Jean-Claude Laplante, 3585 Bélair, Montreal, the latter two electricians, for the following purposes:

To carry on business as contractors in welding of all kinds, under the name of "St-Michel Welding Inc.—Soudure St-Michel inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715536

**Ste Croix Car Wash Ltd.
Auto-lave Ste Croix Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bogumil Glowacki, 927 Marlatt, Stefan Jama, 850 Alexis Nihon, and Lesley Glowacki, 8773 Viau, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To operate car wash, service stations, buildings and garages and deal in vehicles and the accessories and parts thereof of every kind, under the name of "Ste Croix Car Wash Ltd.—Auto-lave Ste Croix Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 360 St. Croix Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715453

Tapis Boischatel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Roland Hervieux, contrôleur, 757, de la Mine, Acton Vale, Clément Larivière, vendeur, 1200, Chatmonin, app. 1, Charlesbourg, et Victor R. Stusyk, technicien, 129, Flamingo Drive, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tapis de toutes sortes, du prélat et des matériaux de recouvrement ou servant à garnir des planchers y compris le bois, sous le nom de « Tapis Boischatel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2065, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715674

Tapis Réal Côté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Huguette Beaupré, secrétaire, fille majeure, 2055, St-Joseph, Yves Morier, 2525, Nelson, tous deux de Saint-Hyacinthe, et René Déry, 300, Bernard, Sainte-Rosalie, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tapis, prélat et tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que tous leurs produits, sous le nom de « Tapis Réal Côté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200, rue Lafrance, Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

714880

Taverne Boisbriand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Vincent Drouin, Claude Blouin et Guy Saulnier, tous trois avocats, de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes, auberges, motels, hôtels et restaurants, sous le nom de « Taverne Boisbriand inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Tapis Boischatel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Hervieux, comptroller, 757 de la Mine, Acton Vale, Clément Larivière, salesman, 1200 Chatmonin, Apt. 1, Charlesbourg, and Victor R. Stusyk, technician, 129 Flamingo Drive, Beaconsfield, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets of all kinds, linoleum, and all materials used in floor covering and floor adornment including wood, under the name of "Tapis Boischatel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 2065 Charest Boulevard West, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715674

Tapis Réal Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Huguette Beaupré, secretary, spinster, 2055 St. Joseph, Yves Morier, 2525 Nelson, both of St. Hyacinthe, and René Déry, 300 Bernard, St. Rosalie, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, linoleum and fabrics of all kinds, natural or synthetic, together with all their products, under the name of "Tapis Réal Côté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 200 Lafrance Street, St. Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

714880

Taverne Boisbriand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Drouin, Claude Blouin and Guy Saulnier, all three advocates, of St. Eustache, for the following purposes:

To operate taverns, inns, motels, hotels and restaurants, under the name of "Taverne Boisbriand inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715300

Tedbet Investment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Solomon Katz, notaire, 7, rue Cardinal, Dollard-des-Ormeaux, Esther Rachel Solomon, 4245, de la Peltrie, Montréal, et Irène Primeau, 7150, rue Cannes, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de consultation en placement et en gestion, sous le nom de « Tedbet Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2300, rue Stevens, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD:*

44601

716568

Terminus des Trois-Rivières inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de juillet 1971, constituant en corporation: France Durocher, commerçant, Gemma Lépine, épouse dudit France Durocher, tous deux de 1150, 115^e rue, Shawinigan-Sud, et Nicole Durocher, épouse de Bertrand Caron, 917, du Colombier, Pointe-aux-Trembles, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Terminus des Trois-Rivières inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

3849-1971

The Three Spruces Realities (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1971, constituant en corporation: John Arthur Alexander Swift, 103, Marlin Crescent, Pointe-Claire, Charles Leslie

The head office of the company is at St. Thérèse West, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715300

Tedbet Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Solomon Katz, notary, 7 Cardinal Street, Dollard-des-Ormeaux, Esther Rachel Solomon, 4245 de la Peltrie, Montreal, and Irène Primeau, 7150 Cannes Street, Saint-Léonard, the latter two secretaries, spinners, for the following purposes:

To carry on the business of a investment and management consultant company, under the name of "Tedbet Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 38,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2300 Stevens Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716568

Terminus des Trois-Rivières inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: France Durocher, merchant, Gemma Lépine, wife of the said France Durocher, both of 1150, 115th Street, Shawinigan South, and Nicole Durocher, wife of Bertrand Caron, 917 du Colombier, Pointe-aux-Trembles, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Terminus des Trois-Rivières inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

3849-1971

The Three Spruces Realities (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Arthur Alexander Swift, 103 Marlin Crescent, Pointe Claire, Charles Leslie Smiley,

Smiley, 4555, Michel-Bibaud, Claude B. Archambault, 5891, avenue Decelles, tous trois avocats, et Jocelyne Langelier, secrétaire, fille majeure, 1660, avenue Émard, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de «The Three Spruces Realities (Québec) Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, ouest, boulevard Dorchester, suite 3301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716549

Le Tir à L'Arc de Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Luc Ratelle, avocat, 692, Place Roussin, Normand Messier, laitier, 585, Ladouceur, Charles Brousseau, contrôleur, 351, St-Louis, Serge Rochon, 953, Magnan, et Yvon Comtois, 888, Base de Roc, ces deux derniers directeurs, tous cinq de Joliette, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, entretenir et exploiter un ou des emplacements servant aux exercices sportifs en général et particulièrement au tir à l'arc, sous le nom de «Le Tir à L'Arc de Joliette inc.».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

3980-1971

Trans World Distributors Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, et David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes sous le nom de «Trans World Distributors Corporation», avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

4555 Michel Bibaud, Claude B. Archambault, 5891 Decelles Avenue, all three advocates, and Jocelyne Langelier, secretary, spinster, 1660 Émard Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "The Three Spruces Realities (Québec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3301, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716549

Le Tir à L'Arc de Joliette inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Luc Ratelle, advocate, 692 Place Roussin, Normand Messier, milkman, 585 Ladouceur, Charles Brousseau, controller, 351 St. Louis, Serge Rochon, 953 Magnan, and Yvon Comtois, 888 Base de Roc, the latter two directors, all five of Joliette, for the following purposes:

To acquire, rent, maintain and operate one or more real properties to be used for sports in general, and for archery in particular, under the name of "Le Tir à L'Arc de Joliette inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

3980-1971

Trans World Distributors Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, and David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Trans World Distributors Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 1315 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715929

Jean Tremblay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Gilles Londéi, 288, 67^e avenue, Laval, et Raynald Savage, 12105, boulevard Laurentien, app. 404, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Jean Tremblay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716300

J.-Ovide Tremblay et fils limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: J.-Ovide Tremblay, André Tremblay, tous deux entrepreneurs, de 708, Caron, et Robert Tremblay, journaliste, 184, Bourassa, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « J.-Ovide Tremblay et fils limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715809

Tubeband Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1971, constituant en corporation: Frances Campbell, téléphoniste, fille majeure, Sarah Davidson, ménagère, épouse de Hugh Campbell, tous deux de 2555, Loyola, Saint-

The head office of the company is at 1315 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715929

Jean Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint Léonard, Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, Laval, and Raynald Savage, 12105 Laurentian Boulevard, Apt. 404, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Jean Tremblay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716300

J.-Ovide Tremblay et fils limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: J.-Ovide Tremblay, André Tremblay, both contractors, of 708 Caron, and Robert Tremblay, labourer, 184 Bourassa, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "J.-Ovide Tremblay et fils limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715809

Tubeband Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frances Campbell, telephonist, fille majeure, Sarah Davidson, housekeeper, wife of Hugh Campbell, both of 5255 Loyola, Saint-Léonard, and Andrew

Léonard, et Andrew Campbell, gérant de bureau, 6617, 35e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de maîtres de forge, de manufacturiers de cuivre, de fabricants d'acier, de convertisseurs de cuivre et d'acier, de manufacturiers de fer blanc, et de fondeurs de cuivre et de fonte dans toutes leurs spécialités respectives, sous le nom de « Tubebend Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2917, est, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716592

Frank Turner inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Auger, 370, St-Joseph, Bernard Gagnon, 776, de la Pente Douce, tous deux avocats, et Cécile Noël, secrétaire, épouse d'Armand Noël, 416, Melançon, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Frank Turner inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 131, Fénélon, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716111

Uniflair Manufacturing Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: William H. Finkelberg, 1255, Place Phillips, suite 605, Montréal, Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Manufacturer des vêtements de tous genres, et en faire le commerce, sous le nom de « Uniflair Manufacturing Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4854, rue Dorval, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715971

Campbell, office manager, 6617, 35th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as iron masters, brass manufacturers, steel makers, brass and steel converters, tin plate manufacturers and brass and iron founders in all their respective branches, under the name of "Tubebend Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2917 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716592

Frank Turner inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Auger, 370 St. Joseph, Bernard Gagnon, 776 de la Pente Douce, both advocates, and Cécile Noël, secretary, wife of Armand Noël, 416 Melançon, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and holding company, under the name of "Frank Turner inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 131 Fénélon, Chicoutimi North, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716111

Uniflair Manufacturing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William H. Finkelberg, 1255 Phillips Square, Room 605, Montreal, Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments of all kinds, under the name of "Uniflair Manufacturing Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4854 Dorval Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715971

Valentine Foods (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Desormeau, Normand Désy et Jacques Marquis, tous trois avocats, de 1595, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'emballage de toutes sortes de marchandises, et notamment de produits alimentaires, sous le nom de « Valentine Foods (1971) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Valentin, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715893

Bertrand Vanasse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis Laporte, 449, Bordeleau, Marc Vanasse, tous deux avocats, et Bertrand Vanasse, ingénieur en céramique, ces deux derniers de 366, de Lanaudière, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Bertrand Vanasse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 366, rue de Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

716096

Veltra Oil Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Elio Cerundolo, avocat, Solange Vallée, professeur, épouse dudit Eli Cerundolo, tous deux de 2878, Saguenay, Laval, et Giuseppe De Rose, mécanicien, 8021, 23^e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout combustible, charbon, huile et bois de toutes espèces, sous le nom de « Veltra Oil Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Valentine Foods (1971) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Desormeau, Normand Désy and Jacques Marquis, all three advocates of 1595 St. Hubert, Montreal, for the following purposes:

To pack all kinds of goods, particularly foodstuffs, under the name of "Valentine Foods (1971) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Valentin, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715893

Bertrand Vanasse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Laporte, 449 Bordeleau, Marc Vanasse, both advocates, and Bertrand Vanasse, ceramic engineer, the latter two of 366 de Lanaudière, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as electricians and manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Bertrand Vanasse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 366 Lanaudière Street, Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716096

Veltra Oil Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elio Cerundolo, advocate, Solange Vallée, teacher, wife of the said Elio Cerundolo, both of 2878 Saguenay, Laval, and Giuseppe De Rose, mechanic, 8021, 23rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fuels, coal, oil and wood of all kinds, under the name of "Veltra Oil Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

715446

Venice Realities Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1971, autorisant la fusion de « Firtree Investment Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de février 1959, de « Heartlands Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de janvier 1959, de « Maple Ridge Investment Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de février 1959, de « Madeleine Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 19e jour de janvier 1959, de « Firm Root Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de février 1959, de « Oak Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de février 1959, de « Josel Realty Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13e jour de février 1959, de « Poplar Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de janvier 1959, de « Rainbow Estates Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3e jour de février 1964, de « Routeland Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de janvier 1959, de « Top Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de janvier 1959, de « Venice Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour d'août 1958, et de « Verchères Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour d'août 1958. Toutes ces lettres patentes ont été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire, et mettre en valeur des propriétés immobilières et des immeubles, à des fins de placements, et agir à titre de bailleurs et administrateurs des propriétés en question, sous le nom de « Venice Realities Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716901

André Vinson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: André Vinson, agent

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

715446

Venice Realities Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 2nd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Firtree Investment Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1959, "Heartlands Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1959, "Maple Ridge Investment Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1959, "Madeleine Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1959, "Firm Root Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1959, "Oak Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1959, "Josel Realty Corp.", incorporated by letters patent dated the 13th day of February, 1959, "Poplar Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1959, "Rainbow Estates Corp.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1964, "Routeland Corporation", incorporated by letters patent dated the 5th day of January, 1959, "Top Holdings Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of January, 1959, "Venice Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of August, 1958, and "Verchères Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of August, 1958, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immovable property, and real estate, for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Venice Realities Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716901

André Vinson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Vinson, manufacturing agent,

manufacturier, Denise Trudeau, ménagère, épouse dudit André Vinson, et Gilbert Vinson, étudiant, tous trois de 12242, Beauséjour, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « André Vinson inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,980 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 160 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12242, rue Beau-séjour, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

716325

L. Wagner & Sons Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean Côté, 3204, chemin Royal, Giffard, Louis Huot, 895, Lévis, tous deux avocats, et Pauline Lefebvre, comptable, fille majeure, 834, Holland, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation, sous le nom de « L. Wagner & Sons Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 580, Grande-Allée est, suite 140, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

716223

Walsh Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Patrick Vallée, avocat, Émerilda Doiron, ménagère, épouse dudit Patrick Vallée, tous deux de 275, Roi du Nord, Laval, et Marcel Lalonde, professeur, 13, St-Joseph, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux, sous-produits ou bois, sous le nom de « Walsh Industries Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-0

716174

Denise Trudeau, housewife, wife of the said André Vinson, and Gilbert Vinson, student, all three of 12242 Beauséjour, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products, wares and merchandise, under the name of "André Vinson inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$1 each, 3,980 class "A" preferred shares of \$10 each and 160 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 12242 Beauséjour Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716325

L. Wagner & Sons Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Côté, 3204 Royal Road, Giffard, Louis Huot, 895 Lévis, both advocates, and Pauline Lefebvre, accountant, spinster, 834 Holland, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of a shipping company, under the name of "L. Wagner & Sons Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 580 Grande-Allée East, Suite 140, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716223

Walsh Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Vallée, advocate, Émerilda Doiron, housekeeper, wife of the said Patrick Vallée, both of 275 Roi du Nord, Laval, and Marcel Lalonde, teacher, 13 St. Joseph, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and products wholly or partly fabricated of metals, their by-products, or wood, under the name of "Walsh Industries Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

716174

John Warden Importations Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: John Warden, 8776 Terrasse Lawrence, Lasalle, John MacAllister, 410 Place Jacques Cartier, tous deux commerçants, et Edward S. Berger, avocat, 5160 McDonald, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de commerçants, exportateurs, importateurs, détaillants et grossistes de toutes sortes de textiles, tissus textile, cravates, foulards, chemises et vêtements de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de « John Warden Importations Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

714446

Webb's Lodge Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jacques Coutu, 203 ouest Monseigneur Latulipe, Jean-Charles Coutu, 576 Perreault est, tous deux avocats, et Réal Lafortune, comptable, 233 rue Lauzon, tous trois de Rouyn, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'hôtel, de taverne, de brasserie et de restaurant, sous le nom de « Webb's Lodge Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Fort George, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

714975

White Insurance Agency Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: James Ross White, 61 Peel, Lennoxville, James T. White, tous deux agents d'assurance, Margaret Tood, secrétaire, épouse dudit James T. White, tous deux de 11 Argyle, Ormstown, et Mary Constance White, ménagère, épouse de Gary Austin, 117 Brunet, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer les affaires à titre d'agents et de courtiers en assurance, sous le nom de « White Insurance Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

John Warden Importations Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Warden, 8776 Lawrence Terrace, Lasalle, John MacAllister, 410 Place Jacques Cartier, both merchants, and Edward S. Berger, advocate, 5160 McDonald, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of traders, exporters, importers, retailers and wholesalers of all types of textiles, textile fabrics, ties, scarves, shirts and clothing of all types and descriptions, under the name of "John Warden Importations Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

714446

Webb's Lodge Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Coutu, 203 Monseigneur Latulipe West, Jean-Charles Coutu, 576 Perreault East, both lawyers, and Réal Lafortune, accountant, 233 Lauzon Street, all three of Rouyn, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Webb's Lodge Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Fort George, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

714975

White Insurance Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Ross White, 61 Peel, Lennoxville, James T. White, both insurance agents, Margaret Tood, secretary, wife of the said James T. White, both of 11 Argyle, Ormstown, and Mary Constance White, housewife, wife of Gary Austin, 117 Brunet, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "White Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à 11 rue Argyle, Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715041

C. I. Whitten Transfer (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915 Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « C. I. Whitten Transfer (Québec) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601 715227

Yvon Auto Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yvon Cloutier, mécanicien, 8267, Nantes, Gilles Drouin, comptable agréé, 8711, Barbeau, tous deux de Saint-Léonard, et Guy Éthier, comptable, 2994, de Versailles, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, motos-neige, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Yvon Auto Electric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 716572

Zakopane Development Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Stephen J. Roth, 172, Ashton, Saint-Laurent, Ben Schecter, 5891, Centennial, tous deux avocats, et Geri Reznick, secrétaire, fille majeure, 10, Rosemont, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 11 Argyle Street, Ormstown, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715041

C. I. Whitten Transfer (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "C. I. Whitten Transfer (Québec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o 715227

Yvon Auto Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Cloutier, mechanic, 8267 Nantes, Gilles Drouin, chartered accountant, 8711 Barbeau, both of St. Léonard, and Guy Éthier, accountant, 2994 de Versailles, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, snowmobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Yvon Auto Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 716572

Zakopane Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen J. Roth, 172 Ashton, Saint-Laurent, Ben Schecter, 5891 Centennial, both advocates, and Geri Reznick, secretary, spinster, 10 Rosemont, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Zakopane Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6260, avenue Victoria, suite 107, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

715940

Zebod Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joseph Bodnik, 4473, 9e rue, Laval, Frank Zeithofer, 2725, chemin Bedford, Montréal, et Adolf Zeithofer, 3698, rue Edgar, Lafèche, tous trois charpentiers, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Zebod Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4473, 9e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

716183

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Zakopane Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office by the company is at 6260 Victoria Avenue, Suite 107, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

715940

Zebod Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Bodnik, 4473, 9th Street, Laval, Frank Zeithofer, 2725 Bedford Road, Montreal, and Adolf Zeithofer, 3698 Edgar Street, Lafèche, all three carpenters, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Zebod Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of the par value of \$10 each and 3,700 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4473, 9th Street, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

716183

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**Avco Financial Services Québec Limited
Services Financiers Avco Québec limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1971, à la compagnie « Avco Delta Québec Limited — Avco Delta Québec limitée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « Avco Financial Services Québec Limited — Services Financiers Avco Québec limitée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601

3723-65

Boucherie des Îles Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décem-

**Avco Financial Services Québec Limited
Services Financiers Avco Québec limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Avco Delta Québec Limited — Avco Delta Québec limitée", incorporated by letters patent dated 23rd day of August, 1965, changing its name to that of "Avco Financial Services Québec Limited — Services Financiers Avco Québec limitée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601-o

3723-65

Boucherie des Îles Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

bre 1971, à la compagnie « Les Entreprises G.C.L. inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Boucherie des Îles ltée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 3348-70

**Brazeau Transport limitée
Brazeau Transport Limited**

Le ministre des institutions financières; compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Brazeau Transport limitée — Brazeau Transport Limited », réduisant son capital de \$140,000 à \$40,000 par l'annulation de 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 13665-51

Chasco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1971, à la compagnie « Chasco inc. », 1° subdivisant 780 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune en 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$250,000 par la création de 21,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 2828-68

La Cie Lucien Leboeuf ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à « La Cie Lucien Leboeuf ltée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 13981-62

Construction Bonaventure ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Construction Bonaventure

Cooperatives to "Les Entreprises G.C.L. inc.", incorporated by letters patent dated September 1, 1970, changing its name to that of "Boucherie des Îles ltée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 * 3348-70

**Brazeau Transport limitée
Brazeau Transport Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Brazeau Transport limitée — Brazeau Transport Limited", decreasing its capital from \$140,000 to \$40,000 by the cancellation of 1,000 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 13665-51

Chasco inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chasco inc.", 1. subdividing 780 preferred shares of a par value of \$50 each into 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$250,000 by the creation of 21,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 2828-68

La Cie Lucien Leboeuf ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Cie Lucien Leboeuf ltée", 1. extending its powers; 2. amending the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 13981-62

Construction Bonaventure ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Construction Bonaventure ltée",

Itée », augmentant son capital de \$100,000 à \$150,000 par la création de 50,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 1499-53

Les Entreprises Paysagistes du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises Paysagistes du Québec inc. », 1° modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$65,000 par la création de 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 1822-65

Équipements Noël Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « J. Robert Noël inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1955, changeant son nom en celui de « Équipements Noël Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 12925-55

**Feutre National inc.
National Felt Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Feutre National inc.—National Felt Inc. », 1° augmentant son capital de \$450,000 à \$600,000 par la création de 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 11978-61

Gérard Fugère Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Gérard Fugère Itée », 1° changeant 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de

increasing its capital from \$100,000 to \$150,000 by the creation of 50,000 preferred shares of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 1499-53

Les Entreprises Paysagistes du Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Paysagistes du Québec inc.", 1. modifying the privileges and restrictions attaching to the preferred shares; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$65,000 by the creation of 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 1822-65

Équipements Noël Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. Robert Noël inc.", incorporated by letters patent dated November 4, 1955, changing its name to that of "Équipements Noël Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 12925-55

**Feutre National inc.
National Felt Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Feutre National inc.—National Felt Inc.", 1. increasing its capital from \$450,000 to \$600,000 by the creation of 1,500 common shares of \$100 each; 2. modifying the privileges attaching to the preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 11978-61

Gérard Fugère Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gérard Fugère Itée", 1. changing 400 common shares of a par value of \$100 each into

\$100 chacune en 400 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 400 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas dépasser la somme de \$40,000; 2° convertissant 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 300 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$70,000 à \$250,000 par la création de 800 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 800 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas dépasser la somme de \$80,000; 4° modifiant les privilèges afférant aux actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 3670-66

Grantham Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de novembre 1971, à la compagnie « Grantham Construction Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$1,500,000 par la création de 146,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 219,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et 109,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 1696-71

Grenier, Ruel & Cie inc. Grenier, Ruel & Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21^e jour de décembre 1971, à la compagnie « Grenier, Ruel & Cie inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc. », subdivisant 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 5915-46

Guillevin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16^e jour de décembre 1971, à la compagnie « Guillevin inc. », augmentant son capital de \$300,000 à \$450,000 par la création de 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 4279-64

400 common shares without par value; the total consideration for which its 400 common shares without par value may be issued must not exceed the sum of \$40,000; 2. converting 300 preferred shares of a par value of \$100 each into 300 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each; 3. increasing its capital from \$70,000 to \$250,000 by the creation of 800 common shares without par value; the total consideration for which its 800 common shares without par value may be issued must not exceed the sum of \$80,000; 4. modifying the privileges attaching to the preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 3670-66

Grantham Construction Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Grantham Construction Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$1,500,000 by the creation of 146,000 common shares of \$1 each, 219,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 109,500 class "B" preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 1696-71

Grenier, Ruel & Cie inc. Grenier, Ruel & Co. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Grenier, Ruel & Cie inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc.", subdividing 100,000 common shares without par value into 200,000 common shares without par value.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 5915-46

Guillevin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Guillevin inc.", increasing its capital from \$300,000 to \$450,000 by the creation of 500 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 4279-64

Les Habitations Chaume Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises Champ-Fort inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mai 1971, changeant son nom en celui de « Les Habitations Chaume Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 2516-71

Les Habitations Chaume Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Champ-Fort inc.", incorporated by letters patent dated May 12, 1971, changing its name to that of "Les Habitations Chaume Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 2516-71

**Imprimerie Formules Légales Provinciales Itée
Legal Provincial Forms Printing Office Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1971, à la compagnie « Pineault & Fils, limitée », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de décembre 1946, changeant son nom en celui de « Imprimerie Formules Légales Provinciales Itée — Legal Provincial Forms Printing Office Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 8223-46

**Imprimerie Formules Légales Provinciales Itée
Legal Provincial Forms Printing Office Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pineault & Fils, limitée", incorporated by letters patent dated December 6, 1946, changing its name to that of "Imprimerie Formules Légales Provinciales Itée — Legal Provincial Forms Printing Office Ltd.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 8223-46

Gérald Leblond Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gérald Leblond Itée », 1° changeant et subdivisant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 100 actions ordinaires pourront être émises ne devra excéder la somme de \$10,000; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$310,000 par la création de 2,700 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 3275-63

Gérald Leblond Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gérald Leblond Itée", 1. changing and subdividing 100 common shares of a par value of \$100 each into 10,000 common shares without par value; the total consideration for which its 100 common shares may be issued must not exceed the sum of \$10,000; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$310,000 by the creation of 2,700 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 3275-63

Manoir Roger Bernard Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1971, à la corporation « Lopinar inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « Manoir Roger Bernard Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 2183-71

Manoir Roger Bernard Itée

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lopinar inc.", incorporated by letters patent dated June 21, 1971, changing its name to that of "Manoir Roger Bernard Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 2183-71

**Meubles Laurier ltée
Laurier Furniture Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 16^e jour de décembre 1971, à la compagnie « Meubles Laurier ltée — Laurier Furniture Ltd. », convertissant 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,*

44601-o

6212-47

Acier Bernier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16^e jour de décembre 1971, à la compagnie « Acier Bernier inc. », 1^o concertissant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 100 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 400 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o subdivisant 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3^o augmentant son capital de \$40,000 à \$250,000 par la création de 100 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 20,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,*

44601-o

4294-64

Mibro Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour de décembre 1971, à la compagnie « Mibro Construction Inc. », 1^o refundant 400 actions ordinaires émises de \$1 chacune en 40 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions ordinaires non émises de \$1 chacune en 60 actions ordinaires de \$10 chacune; 2^o convertissant et subdivisant 96 actions privilégiées émises de \$100 chacune en 960 actions ordinaires de \$10 chacune et 94 actions privilégiées non émises de \$100 chacune en 940 actions ordinaires de \$10 chacune; 3^o créant 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,*

44601-o

3271-69

Motel-Hôtel Rond-Point inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23^e jour de

**Meubles Laurier ltée
Laurier Furniture Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Meubles Laurier ltée — Laurier Furniture Ltd.", converting 200 common shares of \$100 each into 200 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

6212-47

Acier Bernier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Acier Bernier inc.", 1. converting 100 common shares of a par value of \$10 each into 100 class "A" shares of a par value of \$10 each and 400 common shares of a par value of \$10 each into 400 class "B" shares of a par value of \$10 each; 2. subdividing 700 preferred shares of a par value of \$50 each into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$250,000 by the creation of 100 class "A" shares of a par value of \$10 each and 20,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

4294-64

Mibro Construction Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mibro Construction Inc.", 1. reconstituting 400 issued common shares of \$1 each into 40 common shares of \$10 each and 600 unissued common shares of \$1 each into 60 common shares of \$10 each; 2. converting and subdividing 96 issued preferred shares of \$100 each into 960 common shares of \$10 each and 94 unissued preferred shares of \$100 each into 940 common shares of \$10 each; 3. creating 4,000 common shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

3271-69

Motel-Hôtel Rond-Point inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

décembre 1971, à la compagnie « Motel-Hôtel Rond-Point inc. », 1° augmentant son capital de \$50,000 à \$90,000 par la création de 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 11586-61

**National Landscaping Service, Ltd.
Service Paysagiste National, Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « National Landscaping Service, Ltd.—Service Paysagiste National, Itée », 1° changeant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées; 2° convertissant 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$80,000 à \$120,000 par la création de 400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

41601-o 45088-53

**Publications C.R.V. Itée
C.R.V. Publishing Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1971, à la compagnie « La Revue Internationale de l'Auto-Neige inc.—International Snowmobile Magazine Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1969, changeant son nom en celui de « Publications C.R.V. Itée — C.R.V. Publishing Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 4119-69

**Services Contrôle Budgétaire inc.
Budgetary Control Services Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1971, à la compagnie « Services Contrôle Budgétaire inc.—Budgetary Control Services Inc. », 1° augmentant son capital par la création de 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o 2906-68

Cooperatives to "Motel-Hôtel Rond-Point inc.", 1. increasing its capital from \$50,000 to \$90,000 by the creation of 4,000 common shares of \$10 each; 2. amending the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 11586-61

**National Landscaping Service, Ltd.
Service Paysagiste National, Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "National Landscaping Service, Ltd.—Service Paysagiste National, Itée", 1. changing the privileges and restrictions attaching to the preferred shares; 2. converting 400 preferred shares of a par value of \$100 each into 400 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each; 3. increasing its capital from \$80,000 to \$120,000 by the creation of 400 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 45088-53

**Publications C.R.V. Itée
C.R.V. Publishing Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Revue Internationale de l'Auto-Neige inc.—International Snowmobile Magazine Inc.", incorporated by letters patent dated September 25, 1969, changing its name to that of "Publications C.R.V. Itée — C.R.V. Publishing Ltd.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 4119-69

**Services Contrôle Budgétaire inc.
Budgetary Control Services Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Services Contrôle Budgétaire inc.—Budgetary Control Services Inc.", 1. increasing its capital by the creation of 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 10,900 preferred shares of a par value of \$10 each; 2. extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601 2906-68

Graham Secretarial College Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger l'avis des lettres patentes supplémentaires de la compagnie « Graham Secretarial College Inc. », publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 29 janvier 1972, numéro 4, à la page 1043, en y remplaçant la date d'incorporation « 19e jour de décembre 1971 » par « 19e jour de décembre 1960 ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

44601-o

13876-60

Graham Secretarial College Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, it has pleased the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to correct the notice regarding the supplementary letters patent of "Graham Secretarial College Inc.", published on page 1043 of the *Québec Official Gazette* dated January 29, 1972 (No. 4), by replacing the date of incorporation "19th day of December, 1971" by "19th day of December, 1960".

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44601

13876-60

**Changement de nom — Loi du
Accordés****Lee Agar**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 305, du 2 février 1972, d'effectuer le changement de nom de Élie Haggar en celui de Lee Agar.

Québec, le 14 février 1972.

*ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.*

44603-o

Sidney Cooperstein

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 306, du 2 février 1972, d'effectuer le changement de nom de Simcha Cooperstein en celui de Sidney Cooperstein.

Québec, le 14 février 1972.

*ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.*

44603-o

Gerald Franklin Meakin

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 307, du 2 février 1972, d'effectuer le changement de nom de Gerald Franklin Montpetit en celui de Gerald Franklin Meakin.

Québec, le 14 février 1972.

*ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.*

44603-o

Jacob Jack Norton

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 308, du 2 février 1972, d'effectuer le changement de nom de Jacob Madorsky en celui de Jacob Jack Norton.

Québec, le 14 février 1972.

*ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.*

44603-o

**Change of name — Act
Granted****Lee Agar**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 305, dated February 2, 1972, to change the name of Élie Haggar to that of Lee Agar.

Québec, February 14, 1972.

*ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.*

44603

Sidney Cooperstein

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 306, dated February 2, 1972, to change the name of Simcha Cooperstein to that of Sidney Cooperstein.

Québec, February 14, 1972.

*ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.*

44603

Gerald Franklin Meakin

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 307, dated February 2, 1972, to change the name of Gerald Franklin Montpetit to that of Gerald Franklin Meakin.

Québec, February 14, 1972.

*ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.*

44603

Jacob Jack Norton

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 308, dated February 2, 1972, to change the name of Jacob Madorsky to that of Jacob Jack Norton.

Québec, February 14, 1972.

*ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.*

44603

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

**Le Comité de Ste-Foy pour le Centenaire
de la Confédération**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Comité de Ste-Foy pour le Centenaire de la Confédération », constituée en corporation le 10 février 1964, à compter du 15 février 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44601-o 614-64

**Engineers' Plaza Fund Inc.
Souscription, Place des Ingénieurs inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Engineers' Plaza Fund Inc. — Souscription, Place des Ingénieurs inc. », constituée en corporation le 17 mai 1966, à compter du 15 février 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44601-o 1451-66

Fermawoods Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fermawoods Inc. », constituée en corporation le 30 juillet 1968, à compter du 15 février 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44601-o 3437-68

Shorteno Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Shorteno Investments Ltd. », constituée en corporation le 14 mai 1963, à compter du 15 février 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44601-o 2138-63

Taverne Le Vieux Loup de Mer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Taverne Le Vieux Loup de Mer inc. », constituée en corporation le 22 avril 1968, à compter du 15 février 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44601-o 1732-68

**Le Comité de Ste-Foy pour le Centenaire
de la Confédération**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 15, 1972, of the charter of "Le Comité de Ste-Foy pour le Centenaire de la Confédération", incorporated on February 10, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44601 614-64

**Engineers' Plaza Fund Inc.
Souscription, Place des Ingénieurs inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 15, 1972, of the charter of "Engineers' Plaza Fund Inc. — Souscription, Place des Ingénieurs inc.", incorporated on May 17, 1966.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44601 1451-66

Fermawoods Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 15, 1972, of the charter of "Fermawoods Inc.", incorporated on July 30, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44601 3437-68

Shorteno Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 15, 1972, of the charter of "Shorteno Investments Ltd.", incorporated on May 14, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44601 2138-63

Taverne Le Vieux Loup de Mer inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of February 15, 1972, of the charter of "Taverne Le Vieux Loup de Mer inc.", incorporated on April 22, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44601 1732-68

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Department of Lands and Forests Cadastre

Canton Ascot

Cadastre officiel de canton Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 19L-15-2, 19L-16, 20a-1-1-6-1, 20a-1-1-6-2, 20a-1-1-5-1, 20a-1-1-5-2, 20a-1-1-4-1, 20a-1-1-4-2, 20a-1-1-3-1, 20a-1-1-3-2, 20a-1-1-2-1, 20a-1-1-2-2, 20a-1-1-1-1, 20a-1-1-1-2, 20a-1-1-1 à 20a-1-1-6 et qu'une partie du lot 19L-15 du Rang VI sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 novembre 1971.

Le sous-ministre,

MICHEL DUCHESNEAU.

44602-o

Canton de Hull

Cadastre officiel du canton de Hull, municipalité de la cité de Hull, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 29 à 34 du Rang V et les lots 29 à 39 du Rang VI sont ajoutés et que le lot 2-C et qu'une partie des lots 2-D, 2-E, 2-F, 3-A, 3-B du Rang V et que le lot 3-C et qu'une partie des lots 4-G, 5-C, 5-D, 4-D, 3-D, 3-D-1 à 3-D-41 du Rang VI sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 août 1971.

Le sous-ministre,

MICHEL DUCHESNEAU.

44602-o

Village de Lauzon

Cadastral officiel de village de Lauzon, municipalité de la cité de Lauzon, quartier Fafard, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 1204 et 1205 sont ajoutés et que les lots 1123-4, 1123-38-2, 1123-39-2, 1123-40-2, 1123-41-1-2, 1123-41-2-2, 1123-42-3, 1123-44, 1123-45-1, 1123-45-2, 1123-46 à 1123-51 et qu'une partie des lots 1123-38, 1123-39, 1123-40, 1123-41-1, 1123-41-2, 1123-42, 1123 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 décembre 1971.

Le sous-ministre,

MICHEL DUCHESNEAU.

44602-o

Municipalité de la paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la mun. de la paroisse de Montréal, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 4845 est ajouté et que les lots 1547, 1552-1, 1553-1, 1554-1, 1555-1, 1180-A, 1180-A-1, 1180-A-2, 1180-F-1, 1195-1, 1196, 1197-1 à 1197-10 et qu'une partie des lots 1548 à 1556, 1180, 1180-B, 1180-F, 1180-F-2, 1180-F-5,

Township of Ascot

Official cadastre of township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 19L-15-2, 19L-16, 20a-1-1-6-1, 20a-1-1-6-2, 20a-1-1-5-1, 20a-1-1-5-2, 20a-1-1-4-1, 20a-1-1-4-2, 20a-1-1-3-1, 20a-1-1-3-2, 20a-1-1-2-1, 20a-1-1-2-2, 20a-1-1-1-1, 20a-1-1-1-2, 20a-1-1-1 to 20a-1-1-6 and a part of lot 19L-15 of Range VI are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 9, 1971.

MICHEL DUCHESNEAU,

Deputy Minister.

44602-o

Township of Hull

Official cadastre of township of Hull, municipality of the city of Hull, registration division of Hull.

Notice is hereby given that lots 29 to 34 of Range V and that lots 29 to 39 of Range VI are added and that lot 2-C and a part of lots 2-D, 2-E, 2-F, 3-A, 3-B of Range V and that lot 3-C and a part of lots 4-G, 5-C, 5-D, 4-D, 3-D, 3-D-1 to 3-D-41 of Range VI are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 25, 1971.

MICHEL DUCHESNEAU,

Deputy Minister.

44602-o

Village of Lauzon

Official cadastre of village of Lauzon, municipality of the city of Lauzon, Fafard Ward, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 1204 and 1205 are added and that lots 1123-4, 1123-38-2, 1123-39-2, 1123-40-2, 1123-41-1-2, 1123-41-2-2, 1123-42-3, 1123-44, 1123-45-1, 1123-45-2, 1123-46 to 1123-51 and that a part of lots 1123-38, 1123-39, 1123-40, 1123-41-1, 1123-41-2, 1123-42, 1123 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 16, 1971.

MICHEL DUCHESNEAU,

Deputy Minister.

44602-o

Municipality of the parish of Montreal

Official cadastre of the mun. of the parish of Montreal, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 4845 is added and that lots 1547, 1552-1, 1553-1, 1554-1, 1555-1, 1180A, 1180-A-1, 1180-A-2, 1180-F-1, 1195-1, 1196, 1197-1 to 1197-10 and a part of lots 1548 to 1556, 1180, 1180-B, 1180-F, 1180-F-2, 1180-F-5, 1180-F-6, 1189, 1190,

1180-F-6, 1189, 1190, 1195, 1197, 1191, 1192, 1193, 1194, 1194A-1, 1194A-2, 1194-1, 1197-11, 1546 et qu'une partie des rues sans numéro cadastral (rue du Collège et rue Langevin) son annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil et de l'article 7 Chap. 320, S.R.Q. 1964.
 Québec, le 27 janvier 1972.

44602-o

Le sous-ministre,
 MICHEL DUCHESNEAU.

Cité de Montréal, Quartier St-Jacques

Cadastre officiel de la cité de Montréal, quartier St-Jacques, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 948-15 et 948-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 janvier 1972.

44602-o

Le sous-ministre-adjoint,
 JEAN-MARIE BOURBEAU.

Canton d'Orford

Cadastre officiel du canton d'Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 4-196, 27-1, 11-1, 19-1, 20-1, 21-1, 21-2, 22-5, 22-6 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 janvier 1972.

44602-o

Le sous-ministre-adjoint,
 JEAN-MARIE BOURBEAU.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Bélair, rivation d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 210-19 à 210-28 et 210-38 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 janvier 1972.

44602-o

Le sous-ministre,
 MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 223-87 et 223-105 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 janvier 1972.

44602-o

Le sous-ministre-adjoint,
 JEAN-MARIE BOURBEAU.

Paroisse de St-Eustache

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, municipalité de la cité des Deux-Montagnes, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

1195, 1197, 1191, 1192, 1193, 1194, 1194A, 1194A-1, 1194A-2, 1194-1, 1197-11, 1546 and a part of streets without cadastral number (College street and Langevin street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code and the Article 7 Chap. 320, R.S.Q. 1964.
 Québec, January 27, 1972.

44602-o

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

City of Montreal, St-Jacques Ward

Official cadastre of the city of Montreal, St-Jacques Ward, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 948-15 and 948-16 arc cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 19, 1972.

44602-o

JEAN-MARIE BOURBEAU,
Assistant Deputy Minister.

Township of Orford

Official cadastre of township of Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 4-196, 27-1, 11-1, 19-1, 20-1, 21-1, 21-2, 22-5, 22-6 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 4, 1972.

44602-o

JEAN-MARIE BOURBEAU,
Assistant Deputy Minister.

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Bélair, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 210-19 to 210-28 and 210-38 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 20, 1972.

44602-o

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Parish of St-Antoine of Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine of Longueuil, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 223-87 and 223-105 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 19, 1972.

44602-o

JEAN-MARIE BOURBEAU,
Assistant Deputy Minister.

Parish of St-Eustache

Official cadastre of the parish of St-Eustache, municipality of the city of Deux-Montagnes, registration division of Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 79-46 à 79-53, 79-59 à 79-65 et qu'une partie du lot 79-58 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 5 janvier 1972.

44602-o *Le sous-ministre-adjoint,*
JEAN-MARIE BOURBEAU.

Paroisse de St-Jean

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean, municipalité de la ville de St-Jean, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 90-1, 90-22 à 90-46, 90-48, 90-51 à 90-83, 90-85 à 90-104 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 28 janvier 1972.

44602-o *Le sous-ministre,*
MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de St-Lazare

Cadastre officiel de la paroisse de St-Lazare, municipalité de la paroisse de St-Lazare, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 635 et 636 sont ajoutés et que les lots 323 à 330 et que deux (2) anciens chemins et qu'une partie d'un autre ancien chemin sont annulés en vertu de l'article 2174A et de l'article 7 du Code civil.

Québec, le 17 janvier 1972.
44602-o *Le sous-ministre adjoint,*
JEAN-MARIE BOURBEAU.

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 66-157-1-1, 66-157-1-2, 66-157-1-3, 66-157-1-6, 66-157-1-7, 73-178-1, 73-178-2, 73-178-3 et qu'une partie des lots 66-157-1, 66-157 et 73-178 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1972.
44602-o *Le sous-ministre,*
MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de St-Romuald d'Etchemin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, municipalité de la Cité de St-Romuald d'Etchemin, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 460-69 à 460-75, 461-21 à 461-23, 461-13 et qu'une partie du lot 461-11 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1972.
44602-o *Le sous-ministre,*
MICHEL DUCHESNEAU.

Notice is hereby given that lots 79-46 to 79-53, 79-59 to 79-65 and a part of lot 79-58 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 15, 1971.

JEAN-MARIE BOURBEAU,
Assistant Deputy Minister.

Parish of St-Jean

Official cadastre of the parish of St-Jean, municipality of the town of St-Jean, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 90-1, 90-22 to 90-46, 90-48, 90-51 to 90-83, 90-85 to 90-104 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 28, 1972.
44602-o MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Parish of St-Lazare

Official cadastre of the parish of St-Lazare, municipality of the parish of St-Lazare, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 635 and 636 are added and that lots 323 to 330 and two (2) old roads and a part of another old road are cancelled in virtue of Article 2174A and the Article 7 of the Civil Code.

Québec, January 17, 1972.
44602-o JEAN-MARIE BOURBEAU,
Assistant-Deputy Minister.

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the Town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 66-157-1-1, 66-157-1-2, 66-157-1-3, 66-157-1-6, 66-157-1-7, 73-178-1, 73-178-2, 73-178-3 and a part of lots 66-157-1, 66-157 and 73-178 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 31, 1972.
44602-o MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Parish of St-Romuald d'Etchemin

Official cadastre of the parish of St-Romuald d'Etchemin, municipality of the City of St-Romuald d'Etchemin, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 460-69 to 460-75, 461-21 to 461-23, 461-13 and a part of lot 461-11 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 26, 1972.
44602-o MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Paroisse du Sault au Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, municipalité de la Cité de Montréal-Nord, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 15-716 et 15-718 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er février 1972.

44602-o

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

Parish of Sault au Récollet

Official cadastre of the parish of Sault au Récollet, municipality of the City of Montreal-Nord, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 15-716 and 15-718 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 1st, 1972.

44602-o

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Canton de Villars

Cadastre officiel du canton de Villars, division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le bloc « A » est ajouté et que les lots 6 à 17 du Rang V sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 janvier 1972.

44602-o

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

Township of Villars

Official cadastre of township of Villars, registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that block "A" is added and that lots 6 to 17 of Range V are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 24, 1972.

44602-o

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

**Divers
Compagnies**

Theta Delta Chi (McGill)

La compagnie « Theta Delta Chi (McGill) » donne avis qu'elle a changé de 9 à 12 nombre de ses administrateurs.

44642

Le secrétaire,
WILLIAM K. E. CARSWELL
6974-46

Theta Delta Chi (McGill)

Notice is given that "Theta Delta Chi (McGill)" has changed the number of its directors from 9 to 12.

44642-o

WILLIAM K. E. CARSWELL,
Secretary.
6974-46

Taverne Le Bistrot inc

La compagnie « Taverne Le Bistrot inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

44644-o

Le secrétaire,
JEAN SIROIS,
2415-67

Taverne Le Bistrot inc

Notice is given that "Taverne Le Bistrot inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

44644

JEAN SIROIS,
Secretary.
2415-67

Vendôme Knitting Mills Ltd.

La compagnie « Vendôme Knitting Mills Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 6 le nombre de ses administrateurs.

44645

Le secrétaire,
DAVID BIRENBAUM,
10748-61

Vendôme Knitting Mills Ltd.

Notice is given that "Vendôme Knitting Mills Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 6.

44645-o

DAVID BIRENBAUM,
Secretary.
10748-61

Hopeton Enterprises Ltd.

La compagnie « Hopeton Enterprises Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

44629

Le trésorier,
J. H. BRODEUR,
11247-62

Hopeton Enterprises Ltd.

Notice is given that "Hopeton Enterprises Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 3.

44629-o

J. H. BRODEUR,
Treasurer.
11247-62

Denis Tremblay & Frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de la compagnie « Le Marché de Lévis, limitée », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « Denis Tremblay & Frères inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44643-o 2182-67

Laboratoire d'Instrument Électronique

R. C. Itée

R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd

La compagnie « Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée — R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire,
NORMAN NAGY.

44662 1498-63

Imprimerie Léonard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 46, de la compagnie « Imprimerie Mado inc. », constituée par lettres patentes en date du 11^e jour de décembre 1967, changeant son nom en celui de « Imprimerie Léonard inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44630-o 5137-67

Knitted Outerwear Mills Ltd.

La compagnie « Knitted Outerwear Mills Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DAVID BIRENBAUM.
46827-53

44632 46827-53

Knitted Outerwear Mills Ltd.

La compagnie « Knitted Outerwear Mills Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 7 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DAVID BIRENBAUM.
46827-53

44632 46827-53

Modulco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Service de Construction Domiciliaire (Québec) inc. », constituée par lettres patentes en date du 14^e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Modulco inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44635-o 3641-64

Denis Tremblay & Frères inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 2, of the company "Le Marché de Lévis, limitée", incorporated by letters patent dated the 15th day of May, 1967, changing its name into that of "Denis Tremblay & Frères inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44643-o 2182-67

Laboratoire d'Instrument Électronique

R. C. Itée

R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd.

Notice is given that "Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée — R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 4.

NORMAN NAGY,
Secretary.

44662-o 1498-63

Imprimerie Léonard inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 46, of the company "Imprimerie Mado inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of December, 1967, changing its name into that of "Imprimerie Léonard inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44630-o 5137-67

Knitted Outerwear Mills Ltd.

Notice is given that "Knitted Outerwear Mills Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 6.

DAVID BIRENBAUM,
Secretary.
46827-53

44632-o 46827-53

Knitted Outerwear Mills Ltd.

Notice is given that "Knitted Outerwear Mills Ltd." has changed the number of its directors from 7 to 4.

DAVID BIRENBAUM,
Secretary.
46827-53

44632-o 46827-53

Modulco inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3, of the company "Service de Construction Domiciliaire (Québec) inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of August, 1964, changing its name into that of "Modulco inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44635-o 3641-64

Jewish People's and Peretz Schools Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro A-1, de la corporation « Jewish People's Schools Association Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de novembre 1948, changeant son nom en celui de « Jewish People's and Peretz Schools Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44631-o 7571-48

Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.

La compagnie « Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
MICHELINE REID GRAVEL.

44633-o 66-68

Meublo ltée

La compagnie « Meublo ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
DOLLARD HUOT.

44634-o 2286-64

S.M. Ouimet & Ass., Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 102, de la compagnie « S.C.G. Québec Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour d'avril 1966, changeant son nom en celui de « S.M. Ouimet & Ass., Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

44637-o 1562-66

Ambulance Manseau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 22 novembre 1971, les règlements généraux (incluant un article fixant le nombre de ses administrateurs à 9) de la corporation « Ambulance Manseau », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

44623-o 2102-71

Clinique Juridique Populaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 11 janvier 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 5 à 9) de la corporation « Clinique Juridique Populaire inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44624-o 1413-71

Jewish People's and Peretz Schools Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. A-1, of the corporation "Jewish People's Schools Association Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of November, 1948, changing its name into that of "Jewish People's and Peretz Schools Inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44631-o 7571-48

Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.

Notice is given that "Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

MICHELINE REID GRAVEL,
Secretary.

44633 66-68

Meublo ltée

Notice is given that "Meublo ltée" has changed the number of its directors from 7 to 5.

DOLLARD HUOT,
Secretary.

44634 2286-64

S.M. Ouimet & Ass., Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 102, of the company "S.C.G. Québec Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of April 1966, changing its name into that of "S.M. Ouimet & Ass., Inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

44637-o 1562-66

Ambulance Manseau

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on November 22, 1971, under section 84, he approved the general by-laws of the corporation "Ambulance Manseau", (including a section establishing the number of directors, said to be 9), pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

44623 2102-71

Clinique Juridique Populaire inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on January 11, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section increasing the number of its directors, from 5 to 9) of "Clinique Juridique Populaire inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44624 1413-71

**Les Négociants Lacabie limitée
Lacabie Trading Limited**

La compagnie « Les Négociants Lacabie limitée — Lacabie Trading Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,

Mme HÉLÈNE L. LAUZON.

44636-o

715638

Le Club de Curling Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 11 janvier 1972, les règlements généraux (incluant l'article 19 augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 11) de la corporation « Le Club de Curling Chicoutimi inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

44625-o

4985-67

Club de Moto-Neige Petit St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux et le règlement numéro 2, de la corporation « Club de Moto-Neige Petit St-Jean inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

44626-o

715918

**Club Social Campbell inc.
Campbell Social Club Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 janvier 1972, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Club Social Campbell inc. — Campbell Social Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

44627-o

715748

S.D. Gameroff Estate Corporation

La compagnie « S. D. Gameroff Estate Corporation » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,

MAXINE GAMEROFF WISE.

44628

15038-60

Century Finance Corporation

La compagnie « Century Finance Corporation », donne avis qu'elle a passé le règlement « A » afin de distribuer son actif entre ses actionnaires.

Montréal, 14 février 1972.

Le secrétaire,

HARRY C. FLOOMBERG.

44688-o

**Les Négociants Lacabie limitée
Lacabie Trading Limited**

Notice is given that "Les Négociants Lacabie limitée — Lacabie Trading Limited" has increased the number of its directors from 3 to 4.

Mrs. HÉLÈNE L. LAUZON,

Secretary.

44636

715638

Le Club de Curling Chicoutimi inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on January 11, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including section 19 increasing the number of administrators from 3 to 11) of "Le Club de Curling Chicoutimi inc."

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

44625

4985-67

Club de Moto-Neige Petit St-Jean inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved on January 20, 1972, the general by-laws and by-law number 2, of the corporation "Club de Moto-Neige Petit St-Jean inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

44626

715918

**Club Social Campbell inc.
Campbell Social Club Inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice that on January 31, 1972, he approved by-law number 1 of the corporation "Club Social Campbell inc. — Campbell Social Club Inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

44627

715748

S.D. Gameroff Estate Corporation

Notice is given that "S. D. Gameroff Estate Corporation" has changed the number of its directors from 4 to 3.

MAXINE GAMEROFF WISE,

Secretary.

44628-o

15038-60

Century Finance Corporation

Notice is given that "Century Finance Corporation" has passed by-law "A" to distribute its assets amongst its shareholders.

Montreal, February 14, 1972.

HARRY C. FLOOMBERG,

Secretary.

44688-o

Pavillon le Gardeur incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 janvier 1972, il a approuvé l'amendement aux règlements généraux de la corporation « Pavillon le Gardeur incorporée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

44638-o 2753-69

**Québec Precision Products Ltd.
Produits de Précision du Québec Itée**

La compagnie « Québec Precision Products Ltd.—Produits de Précision du Québec Itée. » donne avis qu'elle a diminué de 7 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
GEORGES DUBÉ.
10888-52

44639

**Québec Precision Products Ltd.
Produits de Précision du Québec Itée**

La compagnie « Québec Precision Products Ltd.—Produits de Précision du Québec Itée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
GEORGES DUBÉ.
10888-52

44639

Service des Loisirs Fabreville Nord

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 14 janvier 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 9) de la corporation « Service des Loisirs Fabreville Nord », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

44640-o 1786-71

Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 7 janvier 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 10 à 12) de la « Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

44641-o 6507-45

Pavillon le Gardeur incorporée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 17, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendment to the general by-laws of "Pavillon le Gardeur incorporée".

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

44638 2753-69

**Québec Precision Products Ltd.
Produits de Précision du Québec Itée**

Notice is given that "Québec Precision Products Ltd.—Produits de Précision du Québec Itée" has changed the number of its directors from 7 to 4.

GEORGES DUBÉ,
Secretary.
10888-52

44639-o

**Québec Precision Products Ltd.
Produits de Précision du Québec Itée**

Notice is given that "Québec Precision Products Ltd.—Produits de Précision du Québec Itée" has changed the number of its directors from 3 to 7.

GEORGES DUBÉ,
Secretary.
10888-52

44639-o

Service des Loisirs Fabreville Nord

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on January 14, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 3 to 9) of "Service des Loisirs Fabreville Nord."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44640 1786-71

Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on January 7, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 10 to 12) of "Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44641 6507-45

Sièges sociaux

Les Alarmes du Québec inc.

Avis est donné que la compagnie, « Les Alarmes du Québec inc. », constituée en corporation par lettres

Head Offices

Les Alarmes du Québec inc.

Notice is given that "Les Alarmes du Québec inc.", incorporated by letters patent on February 4, 1971,

patentes en date du 4 février 1971 et ayant son siège social dans la Cité de Québec a établi son bureau au 730, rue Eymard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 22 septembre 1971.

Le président,
MARIO NICKNER,
563-71

44646-o

Boutique Beba inc.

Avis est donné que la compagnie « Boutique Beba inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 octobre 1971 et ayant son siège social dans la Ville de Laval, a établi son bureau au numéro 901E, boul. Curé Labelle, Ville de Laval (Chomedey).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ville de Laval, ce 28e jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
RAYMOND BENDAVID,
71-5574

44647-o

Compagnie Technique F.A.B.F. inc. F.A.B.F. Technical Company Inc.

La « Compagnie Technique F.A.B.F. inc.— F.A.B.F. Technical Company Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 9270, rue Grandbois, St-Léonard.

Le secrétaire,
MME BIANCAMARIA GIARDINI,
1728-70

44648-o

Demos Films inc.

La compagnie « Demos Films inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 18e jour de novembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau au No 400, rue McGill.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1971.

Le secrétaire,
DJORDJE MILICEVIC,
71-6283

44649

Divad Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Divad Investments Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 14 janvier 1972 et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau à suite 750, 1 Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 17e jour de janvier 1972.

Le président,
JOHN HAMILTON, JR.
44651-o

and having its head office in the City of Québec has established its office at 730 Eymard Street.

From the date of this notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, September 22, 1971.

MARIO NICKNER,
President.
563-71

44646

Boutique Beba inc.

Notice is hereby given that the "Boutique Beba inc.", company incorporated by letters patent on the October, 20, 1971, and having its head office in Ville de Laval, has established its office at number 901E, Curé Labelle Blvd., Ville de Laval (Chomedey).

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Ville de Laval, this 28th day of December, 1971.

RAYMOND BENDAVID,
Secretary.
71-5574

44647-o

Compagnie Technique F.A.B.F. inc. F.A.B.F. Technical Company Inc.

Notice is given that "Compagnie Technique F.A.B.F. inc.— F.A.B.F. Technical Company Inc." has transferred its head office from Montreal, to number 9270 Grandbois Street, St-Léonard.

MME BIANCAMARIA GIARDINI,
Secretary.
1728-70

44648

Demos Films inc.

Notice is given that "Demos Films inc.", incorporated by letters patent, on the 18th day of November, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 400 McGill Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1971.

DJORDJE MILICEVIC,
President.
71-6283

44649-o

Divad Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Divad Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated January 14, 1972 and having its head office in Montreal, P.Q., has established its office at Suite 750, 1 Place Ville Marie.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 17th day of January, 1972.

JOHN HAMILTON JR.,
President.
44651-o

Desmarais & Frère limitée

La compagnie « Desmarais & Frère limitée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 240, Guizot, Montréal au numéro 2315, de la Province, Longueuil.

Le secrétaire,
GÉRARD DESMARAIS.
44650-o 14104-56

Desmarais & Frère limitée

Notice is given that "Desmarais & Frère limitée" has transferred its head office from 240 Guizot, Montreal to 2315 de la Province, Longueuil.

GÉRARD DESMARAIS,
Secretary.
44650-o 14104-56

**Société d'énergie de la Baie James
James Bay Energy Corporation**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Société d'énergie de la Baie James — James Bay Energy Corporation », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 20 décembre 1971, émises par le lieutenant-gouverneur de la province sous le grand sceau, et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 955 est du boulevard de Maisonneuve.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Signé à Montréal, ce 1er jour de février 1972.

Le président,
PIERRE NADEAU.
44689-o 717052

**Société d'énergie de la Baie James
James Bay Energy Corporation**

Notice is hereby given that the company "Société d'énergie de la Baie James — James Bay Energy Corporation", incorporated in the province of Québec, by letters patent granted by the lieutenant-governor under the great seal, dated December 20th 1971, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 955 east, boulevard de Maisonneuve.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 1st day of February 1972.

PIERRE NADEAU,
President.
44689-o 717052

**Les Entreprises Fargo inc.
Fargo Enterprises Inc.**

La compagnie « Les Entreprises Fargo inc. — Fargo Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 350, avenue Victoria, Montréal, au numéro 18, rue Hébert, Bedford.

Le secrétaire,
ARMANDE GAGNÉ.
44652-o 4771-65

**Les Entreprises Fargo inc.
Fargo Enterprises Inc.**

Notice is given that "Les Entreprises Fargo inc. — Fargo Enterprises Inc." has transferred its head office from number 350 Victoria Avenue Montreal, to number 18 Hébert Street, Bedford.

ARMANDE GAGNÉ,
Secretary.
44652 4771-65

Les Entreprises Jolicoeur inc.

La compagnie « Les Entreprises Jolicoeur inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social d'Outremont au numéro 6455, rue Christophe Colomb, Montréal.

Le secrétaire,
PIERRE FAVREAU.
44653-o 11599-58

Les Entreprises Jolicoeur inc.

Notice is given that "Les Entreprises Jolicoeur inc." has transferred its head office from Outremont to number 6455 Christophe-Colomb Street, Montreal.

PIERRE FAVREAU,
Secretary.
44653 11599-58

Immeubles Bellefeuille inc.

La compagnie « Immeubles Bellefeuille inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes datées du 29 avril 1970, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a changé l'adresse de son bureau du local 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester au local 2101, 666 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q., 30 décembre 1971.

Le secrétaire,
TOM D. GRANICH.
44656 1565-70

Immeubles Bellefeuille inc.

Notice is hereby given that "Immeubles Bellefeuille inc.", incorporated under Part I, Companies Act (Québec), by letters patent dated April 29, 1970, and having its head office in Montreal, has changed its head office address from Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, to Suite 2101, 666 Sherbrooke Street West, Montreal, P.Q.

Montreal, P.Q., December 30, 1971.

TOM D. GRANICH,
Secretary.
44656-o 1565-70

Great Growth Equities Investment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Great Growth Equities Investment Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 29^e jour de juillet 1969, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, au numéro 3555, Côte des Neiges, appartement 1511, Montréal, où elle avait son bureau jusqu'ici, l'a transporté à 1 Place Ville Marie, Suite 2315, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1^{er} jour de décembre 1971.

Le secrétaire de la compagnie,

MICHAEL KASTNER.

44654-o

3598-69

Les Habitations Chaume Itée

La compagnie « Les Habitations Chaume Itée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 792, rue Ste-Marie, Chambly.

Le secrétaire,

GEORGES H. FORTIN.

44655-o

2516-71

**Les Immeubles Elsona inc.
Elsona Realities Inc.**

La compagnie « Les Immeubles Elsona inc.— Elsona Realities Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montréal, à 555 rue Deslauriers, à Saint-Laurent.

Le secrétaire-trésorier,

HENRY WEITZMAN.

44657

4149-70

Les Installations de Tapis de Sherbrooke inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Installations de Tapis de Sherbrooke inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de septembre 1971 et ayant son siège social dans la ville de Sherbrooke, a établi son bureau au numéro 1428, de la rue Béliveau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sherbrooke, ce trentième jour de décembre 1971.

(Sceau)

Le président,
PAUL-ÉMILE THIVIERGE.

44658-o

71-4257

**Les Laboratoires en Recherche Esthétique
et Cosmétique (Laresco) inc.**

La compagnie « Les Laboratoires en Recherche Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 900, avenue Jean-Marchand, Lauzon.

Le secrétaire,
FIRMIN BERNATCHEZ.

44660-o

1338-71

Great Growth Equities Investment Ltd.

Notice is hereby given that the "Great Growth Equities Investment Ltd." company incorporated by letters patent on July 29, 1969, and having its head office in Montreal, at number 3555 Côte des Neiges, Apt. 1511, Montreal, where its office was situated up to to-day, has moved it to 1 Place Ville Marie, Suite 2315, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1971.

MICHAEL KASTNER,
Secretary of the Company.

44654-o

3598-69

Les Habitations Chaume Itée

Notice is given that "Les Habitations Chaume Itée" has transferred its head office from Montreal to number 792 Ste-Marie Street, Chambly.

GEORGES H. FORTIN,

Secretary.

44655

2516-71

**Les Immeubles Elsona inc.
Elsona Realities Inc.**

Notice is given that "Les Immeubles Elsona inc.— Elsona Realities Inc." has transferred its head office from 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, to 555 Deslauriers Street, Saint-Laurent.

HENRY WEITZMAN,

Secretary-Treasurer.

44657-o

4149-70

Les Installations de Tapis de Sherbrooke inc.

Notice is given that "Les Installations de Tapis de Sherbrooke inc." incorporated by letters patent on the twenty-fourth day of September, 1971, and having its head office in the Town of Sherbrooke, has established its office at number 1428 Béliveau Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sherbrooke, this thirtieth day of December, 1971.

PAUL-ÉMILE THIVIERGE,

President.

(Seal)

44658

71-4257

**Les Laboratoires en Recherche Esthétique
et Cosmétique (Laresco) inc.**

Notice is given that "Les Laboratoires en Recherche Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc." has transferred its head office from Montreal to 900 Jean Marchand Avenue, Lauzon.

FIRMIN BERNATCHEZ,

Secretary.

44660

1338-71

Intersult inc.

La compagnie « Intersult inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 6333, boulevard Décarie, Montréal au numéro 4200, boulevard Dorchester ouest, Westmount.

Le secrétaire,
HECTOR ASSELIN.

44659-o 2690-68

Intersult inc.

Notice is given that "Intersult inc." has transferred its head office from number 6333 Décarie Boulevard, Montreal, to number 4200 Dorchester Boulevard West, Westmount.

HECTOR ASSELIN,
Secretary.

44659 2690-68

Laboratoire d'Enseignement Dynamique (1968) Itée

La compagnie « Laboratoire d'Enseignement Dynamique (1968) Itée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 7e jour d'août 1968, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a transporté son bureau de 2310, avenue Benny à 6584 ouest, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal.

Montréal, 25 octobre 1971.

Le secrétaire,
MITZI SOLOMON.

44661 3552-68

Laboratoire d'Enseignement Dynamique (1968) Itée

Notice is hereby given that "Laboratoire d'Enseignement Dynamique (1968) Itée" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated August 7, 1968 and having its head office in Montreal has moved its office from 2310 Benny Avenue to 6584 Sherbrooke Street West, in the City of Montreal.

Montreal, October 25, 1971.

MITZI SOLOMON,
Secretary.

44661-o 3552-68

Les Productions Via Le Monde, Canada inc.

Avis est donné que la compagnie, « Les Productions Via Le Monde, Canada inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 28 décembre 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, où elle avait auparavant son bureau au 5355, Côte St-Luc, l'a transporté au 1226, rue St-Antoine, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour de décembre 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,
FRANÇOIS FLOQUET.

44673-o 5393-67

Les Productions Via Le Monde, Canada inc.

Notice is given that, "Les Productions Via Le Monde, Canada inc.", Company incorporated by letters patent, dated December 28, 1967 and having its head Office in the city and district of Montreal, where its principal office was previously situated at 5355, Côte St-Luc, has moved it to 1226, St-Antoine Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of December, 1971.

(Seal)

FRANÇOIS FLOQUET,
Secretary.

44673-o 5393-67

Rayfasco inc.

Avis est donné que la compagnie « Rayfasco inc. », constituée en corporation sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 4 novembre 1971, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 7491, rue St-Denis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 30e jour de décembre 1971.

RAYMOND COSSETTE, P.D.G.

44674-o 71-5933

Rayfasco inc.

Notice is hereby given that "Rayfasco inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated on November 4, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 7491 St-Denis Street.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Laval, this 30st day of December, 1971.

RAYMOND COSSETTE, P.G.M.

44674-o 71-5933

S.C.G. Québec Inc.

La compagnie « S.C.G. Québec Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 9341, St-Denis, Montréal, au numéro 440 Wiseman, Outremont.

Le secrétaire,
MICHELLE VALLÉE.

44675-o 1562-66

S.C.G. Québec Inc.

Notice is given that "S.C.G. Québec Inc." has transferred its head office from number 9341 St. Denis, Montreal, to number 440 Wiseman, Outremont.

MICHELLE VALLÉE,
Secretary.

44675 1562-66

Services d'Ambulance Godin Itée

Avis est donné que la compagnie « Services d'Ambulance Godin Itée » constituée par lettres patentes datées du 29 novembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à 4590, rue Saint-Denis, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 4^e jour de janvier 1972.

Le président,
PAUL GEORGES GODIN.
71-6530

44676-o

Services d'Ambulance Godin Itée

Notice is given that "Services d'Ambulance Godin Itée" incorporated by letters patent dated November 29, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its office at 4590 Saint Denis Street Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 4th day of January, 1972.

PAUL GEORGES GODIN,
President.
71-6530

44676

Neckwear Limited

La compagnie « Neckwear Limited » constituée en corporation par lettres patentes émises le 3^e jour de juillet 1951, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé au 70, rue Molière, donne avis qu'elle l'a transporté au 4649, avenue Van Horne, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8^e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
SYLVIA RÉGIS.
9082-51

44677

Neckwear Limited

Notice is given that "Neckwear Limited" incorporated by letters patent on the 3rd day of July, 1951, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 70 Molière Street, has moved it to 4649 Van Horne Avenue, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of October, 1971.

SYLVIA RÉGIS,
Secretary-Treasurer.
9082-51

44677-o

La Société D.S. limitée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « La Société D. S. limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 4 décembre 1968, et ayant son siège social à Laval, a établi son bureau principal au numéro 3976, rue du Havre, Chomedey, Ville de Laval, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 12^e jour de janvier 1972.

La secrétaire-trésorière,
FRANCINE SAURIOL.
5253-68

44678-o

La Société D.S. limitée

Notice is hereby given that the company "La Société D. S. limitée", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated December 4, 1968, and having its head office in Laval has established its office at number 3976 du Havre Street, Ville de Laval, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 12th day of January, 1972.

FRANCINE SAURIOL,
Secretary-Treasurer.
5253-68

44678-o

Unibec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Unibec Inc. », constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec en date du 17 juin 1971 et ayant son siège social dans la municipalité de Lauzon a établi son bureau au numéro 2, de la rue Bilodeau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Lauzon, ce 15^e jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
FORTUNAT VOYER.
3514-71

44681-o

Unibec Inc.

Notice is given that "Unibec Inc." incorporated under Part I of the Companies Act of the Province of Québec on June 17, 1971, and having its head office in the municipality of Lauzon, has established its office at number 2 Bilodeau Street.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Lauzon, this 15th day of December, 1971.

FORTUNAT VOYER,
Secretary.
3514-71

44681

**Laboratoire d'Instrument Électronique
R. C. Itée**

R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd.

La compagnie « Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée — R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 9872, rue Papineau, Montréal au numéro 1565, rue Louvain ouest, Montréal.

Le secrétaire,
NORMAN NAGY.
1498-63

44662-o

**Laboratoire d'Instrument Électronique
R. C. Itée**

R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd.

Notice is given that "Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée — R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd." has transferred its head office from 9872 Papineau Street, Montreal to 1565 Louvain Street West, Montreal.

NORMAN NAGY,
Secretary.
1498-63

44662-o

**Standard Structural Steel Ltd.
Les Aciers de Charpente Standard Itée**

La compagnie « Standard Structural Steel Ltd. — Les Aciers de Charpente Standard Itée » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 5330, rue Paré, Montréal, à 6205, boulevard des Grandes-Prairies, St-Léonard.

Le secrétaire,
MURRAY LAPIN.
1286-45

44679

**Standard Structural Steel Ltd.
Les Aciers de Charpente Standard Itée**

Notice is given that "Standard Structural Steel Ltd. — Les Aciers de Charpente Standard Itée" has transferred its head office from 5330 Paré Street, Montreal, to 6205 des Grandes-Prairies Boulevard, St-Léonard.

MURRAY LAPIN,
Secretary.
1286-45

44679-o

St. Pierre Cash N Carry Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « St. Pierre Cash N Carry Inc. » constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 26 août 1971 et ayant son siège social en la Ville St-Pierre, a établi son bureau principal au 150, rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 27e jour d'août 1971.

(Sceau)
44680-o

Le président,
TONY GARON.
71-4499

St. Pierre Cash N Carry Inc.

Notice is hereby given that the Company "St. Pierre Cash N Carry Inc." incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of August 26, 1971, and having its head office in the Town of St. Pierre, has established its office at 150 Notre-Dame Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 27th day of August, 1971.

(Seal)
44680-o

TONY GARON,
President.
71-4499

**Mandel Scientific Company Ltd.
La Compagnie Scientifique Mandel Itée**

La compagnie « Mandel Scientific Company Ltd. — La Compagnie Scientifique Mandel Itée » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 434, Montée des Trentes, Mont St-Hilaire à 4920 ouest, boulevard de Maisonneuve, local 10, Montréal.

Le secrétaire,
VALÉRIE D. GODMAN.
4113-69

44669

**Mandel Scientific Company Ltd.
La Compagnie Scientifique Mandel Itée**

Notice is given that "Mandel Scientific Company Ltd. — La Compagnie Scientifique Mandel Itée" has transferred its head office from 434 Montée des Trentes, Mont St-Hilaire, to 4920 de Maisonneuve Boulevard West, Suite 10, Montreal.

VALÉRIE D. GODMAN,
Secretary.
4113-69

44669-o

**Mines Patino (Québec) limitée
Patino Mines (Québec) Limited**

La compagnie « Mines Patino (Québec) limitée — Patino Mines (Québec) Limited » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1 Place Ville Marie, suite 750, Montréal, à Chibougamau.

Le secrétaire,
A. D. STILLING.
714618

44670

**Mines Patino (Québec) limitée
Patino Mines (Québec) Limited**

Notice is given that "Mines Patino (Québec) limitée — Patino Mines (Québec) Limited" has transferred its head office from 1 Place Ville Marie, Suite 750, Montreal, to Chibougamau.

A. D. STILLING,
Secretary.
714618

44670-o

André Viau limitée (Limited)

Avis est donné que la compagnie « André Viau limitée (Limited) » constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 22 avril 1958, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1334 est, rue Fleury, l'a transporté au numéro 1333 est, rue Fleury, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er mars 1967.

Le président,
ANDRÉ VIAU,
10416-58

44682-o

Louvain Transport Inc.

La compagnie « Louvain Transport Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 4446, rue De Laroche, Montréal au numéro 681, rue Éva, Greenfield Park.

Le secrétaire,
MONIQUE DÉSILETS,
4449-69

44668-o

Norjean Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Norjean Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 mai 1967 et ayant son siège social à St-Léonard, a établi son bureau au 6520, rue Bombardier, St-Léonard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mai 1967.

Le président,
JEAN BOUDREAU,
1991-67

(Sceau)
44671-o

**Pavage Métropolitain inc.
Metropolitan Paving Inc.**

La compagnie « Pavage Métropolitain inc.—Metropolitan Paving Inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 8100, rue du Cap, St-Léonard, au numéro 41, rue St-Pierre, Boucherville.

Le secrétaire,
ANTOINE PELLETIER,
2124-71

44672-o

**Meubles Lagacé Itée
Lagacé Furniture Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Meubles Lagacé Itée — Lagacé Furniture Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 décembre 1959, et ayant son siège social à 3825 boulevard Levesque, Ville de Laval, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté au 3787 boulevard Levesque, Ville de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

André Viau limitée (Limited)

Notice is hereby given that "André Viau limitée (Limited)" incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April twenty-second nineteen hundred and fifty-eight (1958), and having its head office in Montreal where its office was located at 1334 Fleury Street East, Montreal, has moved it to 1333 Fleury Street East, Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, March 1, 1967.

ANDRÉ VIAU,
President,
10416-58

44682-o

Louvain Transport Inc.

Notice is given that "Louvain Transport Inc." has transferred its head office from 4446 De Laroche Street, Montreal to 681 Éva Street, Greenfield Park.

MONIQUE DÉSILETS,
Secretary,
4449-69

44668-o

Norjean Construction Inc.

Notice is hereby given that "Norjean Construction Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 5th day of May 1967, and having its head office at St-Léonard, has established its office at 6520 Bombardier St., St-Léonard, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 5th day of May 1967.

(Seal)
JEAN BOUDREAU,
President,
1991-67

44671-o

**Pavage Métropolitain inc.
Metropolitan Paving Inc.**

Notice is given that "Pavage Métropolitain inc.—Metropolitan Paving Inc.", has transferred its head office from number 8100 du Cap Street, St. Léonard to number 41 St. Pierre Street, Boucherville.

ANTOINE PELLETIER,
Secretary,
2124-71

44672

**Meubles Lagacé Itée
Lagacé Furniture Ltd.**

Notice is given that "Meuble Lagacé Itée — Lagacé Furniture Ltd.", incorporated by letters patent on the 16th day of December, 1959, and having its head office at 3825 Levesque Boulevard, Ville de Laval, where its office was situated, has moved it to 3787 Levesque Boulevard, Ville de Laval, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Ville de Laval, ce 7e jour de décembre 1971.

Dated at Ville de Laval, this 7th day of December, 1971.

Le président,
GILLES LAGACÉ.
16765-59

GILLES LAGACÉ,
President.
16765-59

44663-o

44663-o

André Laporte automobile inc.

André Laporte automobile inc.

Avis est donné que la compagnie « André Laporte automobile inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de mars 1968 et ayant son siège social à Laval, où il avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au 1424, boulevard des Laurentides, l'a transporté au numéro 5760, boulevard des Laurentides, Auteuil, Ville de Laval.

Notice is given that "André Laporte automobile inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of March, 1968, and having its head office at Laval, where it was situated until today at 1424 Laurentides Boulevard, transferred it to 5760 Laurentides Boulevard, Auteuil, City of Laval.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal, ce 12e jour de février 1971.

Given at Montreal, this 12th day of February, 1971.

Le secrétaire,
CAROLE VIAU LAPORTE.
1169-68

CAROLE VIAU LAPORTE,
Secretary.
1169-68

44664-o

44664

Lautech inc.

Lautech inc.

La compagnie « Lautech inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 7101, Route Trans-Canadienne, St-Laurent.

Notice is given that "Lautech inc." has transferred its head office from Montreal to number 7101 Trans-Canada Highway, St-Laurent.

Le secrétaire,
MARCEL BOISSONNEAULT.
1950-70

MARCEL BOISSONNEAULT,
Secretary.
1950-70

44665-o

44665

Lavigueur Assurance inc.

Lavigueur Assurance inc.

Avis est donné que la compagnie « Lavigueur Assurance inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, district de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour à 394, rue du Roi, Québec 2, Qué. l'a transporté à 376, rue du Roi, Québec 2, Qué.

Notice is hereby given that "Lavigueur Assurance Inc.", incorporated by letters patent dated of the thirtieth day of January, 1959, and having its head office in the City of Québec, district of Québec where its office was situated up to to-day at 394 Du Roi Street, Québec 2, Qué., has moved it to 376 Du Roi Street, Québec 2, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce 28e jour de décembre 1971.

Given at Québec, this 28th day of December, 1971.

Le président,
GUSTAVE B. LAVIGUEUR.
10497-59

GUSTAVE B. LAVIGUEUR,
President.
10497-59

44666-o

44666

Garage Z. Lessard inc.

Garage Z. Lessard inc.

Avis est donné que la compagnie « Garage Z. Lessard inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 8e jour de janvier 1971, et ayant son siège social à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, a établi son bureau au numéro 303, Boul. du Séminaire, St-Jean.

Notice is hereby given that the "Garage Z. Lessard inc.", company incorporated by letters patent, under the first part of the Companies' Act, on the 8th day of January 1971, and having its head office at St. Johns, district of Iberville, has established its office at No. 303 Seminary Blvd., St. Johns.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Saint-Jean, ce 6e jour de janvier 1972.

Dated at St. Johns, this 6th day of January, 1972.

Le président,
ZÉNON LESSARD.
103-71

ZÉNON LESSARD,
President.
103-71

44667-o

44667-o

Compagnies étrangères Permis

Great West Steel Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Great West Steel Industries Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Martin-C. Lepage, 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3900, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3900, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

44601

96-71

Extra-Provincial Companies License

Great West Steel Industries Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Great West Steel Industries Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Martin-C. Lepage, 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3900, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3900, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

44601-o

96-71

Assemblée nationale

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire de la commission des bills privés avant le 15 février 1972 et présentés avant le 28 mars 1972, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 mars 1972 et reçues avant le 22 mars 1972, et les rapports de commissions élues chargées de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 avril 1972.

Québec, le 3 février 1972.

Le secrétaire général,
RENÉ BLONDIN.

44419-5-5-o

National Assembly

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills must be deposited with the Secretary of Private Bills Commission before February 15, 1972, and introduced before March 28, 1972; petitions for private bills must be introduced before March 17, 1972 and received before March 22, 1972, and reports from select commissions charged with the examination of private bills must be received before April 11, 1972.

Québec, February 3, 1972.

RENÉ BLONDIN,
Secretary-General.

44419-5-5-o

Changement de nom — Loi du Demandes

Mario Cauchon

Avis est donné que Mario Cauchon, résidant à 192, rue Leclerc, Donnacona, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Mario Laverdière.

44541-7-2-o

Sarah McClintock Shaw

Avis est donné par la présente que Sarah McClintock Shaw, célibataire, rentière demeurant au 8507, De Gaspé, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un changement de nom en celui de Sarah McClintock Savard.

Montréal, le 11 janvier 1972.

Les procureurs de la requérante,
BLAIS & LEITHMAN.

44542-7-2-o

Change of name — Act Applications

Mario Cauchon

Notice is given that Mario Cauchon, residing at 192 Leclerc Street, Donnacona will apply to the Minister of Justice for an decree changing his name to Mario Laverdière.

44541-7-2-o

Sarah McClintock Shaw

Notice is hereby given that Sarah McClintock Shaw, spinster, annuitant, residing at 8507 De Gaspé, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council to change her name for Sarah McClintock Savard.

Montreal, January 11, 1972.

BLAIS & LEITHMAN,
Attorneys for the Applicant.

44542-7-2

Jocelin Boulet

Avis est donné que Jocelin Boulet, étudiant, domicilié au 87 rue Delage dans la cité de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska et résidant au 5548A, 3e avenue dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Jocelyn Boulay.

Montréal, le 3 février 1972.

44569-7-2-o *Les procureurs du requérant,*
BERNIER, BOUCHER & FARLEY.

Jocelin Boulet

Notice is hereby given that Jocelin Boulet, student, domiciled at 87 Delage St., city of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska and residing at 5548A, 3rd Avenue in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Jocelyn Boulay.

Montreal, February 3, 1972.

44569-7-2-o **BERNIER, BOUCHER & FARLEY,**
Attorneys for the applicant.

Alphonse, Oscar, Arthur Archambault

Avis est donné que Alphonse, Oscar, Arthur Archambault dit Karl Archambault, mécanicien, domicilié au 2615, rue Frontenac, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin qu'un décret soit accordé changeant son nom en celui de Karl Archambault.

Montréal, ce 7e jour de février 1972.

44540-7-2-o *Les procureurs du requérant,*
TELLIER, MONGEAU, SIMARD,
HÉBERT & CARRIÈRES.

Alphonse, Oscar, Arthur Archambault

Notice is given that Alphonse, Oscar, Arthur Archambault, known as Karl Archambault, mechanic, domiciled at 2615 Frontenac Street, in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed to that of Karl Archambault.

Montreal, this 7th day of February, 1972.

44540-7-2 **TELLIER, MONGEAU, SIMARD,**
HÉBERT & CARRIÈRES,
Attorneys for the Petitioner.

Hermann Ringelblum

Avis est donné que « Hermann Ringelblum » résidant au 6411, Clanranald, Montréal, s'adressera au ministre de la justice lui permettant de changer son nom en celui de Henry Blum.

44684-8-2-o

Hermann Ringelblum

Notice is hereby given that "Hermann Ringelblum", residing at 6411 Clanranald, Montreal, will apply to the Minister of Justice for a decree changing his name to Henry Blum.

44684-8-2

Harry Rubinovitch

Avis est par les présentes donné que Harry Rubinovitch, manufacturier, domicilié au 4666 avenue Victoria, dans les cité et district de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de John Harvey Rubin.

44609-8-2-o *Les procureurs du requérant,*
GARONCE, GARONCE & COSTIN.

Harry Rubinovitch

Notice is hereby given that Harry Rubinovitch, manufacturer, domiciled at 4666 Victoria Avenue, in the city and district of Montreal, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to John Harvey Rubin.

44609-8-2-o **GARONCE, GARONCE, COSTIN,**
Attorneys for applicant.

**David Joseph Cransky
et Stephen Martin Cransky**

Avis est donné que David Joseph Cransky professeur, d'âge majeur, célibataire, domicilié au 8070, rue Henri-Julien en les ville et district de Montréal, et Stephen Martin Cransky, étudiant, d'âge majeur, domicilié au 6665 avenue MacDonald, en les ville et district de Montréal, ont tous deux présenté une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret leur permettant de changer leur nom respectif en celui de David Joseph Patrice Cranson et celui de Stephen Martin Cranson.

Montréal, le 14 janvier 1972.

44604-8-2 *Le procureur des requérants,*
SIMCHA COOPERSTEIN.

**David Joseph Cransky
and Stephen Martin Cransky**

Notice is given that David Joseph Cransky, Professor, major, unmarried, residing at 8070 Henri Julien Street, in the city and district of Montreal and Stephen Martin Cransky, student, major, unmarried, residing at 6665 MacDonald Avenue, in the city and district of Montreal have both petitioned the Lieutenant-Governor in Council in order to have their names changed to David Joseph Patrice Cranson and Stephen Martin Cranson, respectively.

Montreal, January 14, 1972.

44604-8-2-o **SIMCHA COOPERSTEIN,**
Attorney for Petitioners.

Liquidation — Loi de la**La Cité ouvrière de Saint-Jean***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de l'association coopérative « La Cité ouvrière de Saint-Jean », tenue à Saint-Jean le 20 juillet 1971, il a été résolu que les affaires de ladite coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Robert Rainville, Léopold Granger et Georges Lesieur soient nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

44621-o

ALBERT JESSOP.

**Société coopérative agricole
des producteurs de miel de Québec***(Loi des sociétés coopératives agricoles)*

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole des producteurs de miel de Québec », tenue à Montréal, le 24 novembre 1971, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Roger Doyon, René Brasseur et Marcellin Lessard soient nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

44605-o

J. ALBERT GAGNON.

Winding — Up Act**La Cité ouvrière de Saint-Jean***(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that at a special general meeting of the members of the Cooperative Association "La Cité ouvrière de Saint-Jean", held at St. Jean on July 20, 1971, it was resolved that the affairs of the said Cooperative be wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act, Messrs. Robert Rainville, Léopold Granger and Georges Lesieur will be appointed liquidators.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

44621

**Société coopérative agricole
des producteurs de miel de Québec***(Cooperative Agricultural Associations Act)*

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Société coopérative agricole des producteurs de miel de Québec", held in Montreal, on November 24, 1971, it was resolved to wind up the Cooperative, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act. Messrs. Roger Doyon, René Brasseur and Marcellin Lessard will be appointed liquidators.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

44605

Demandes à la Législature**La Commission des Écoles Catholiques de Québec**

Prenez avis que La Commission des Écoles Catholiques de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, pour faire adopter une loi libérant ladite Commission d'une restriction à savoir: que l'immeuble ne doit servir que pour fins d'école et affectant le lot quinze cent vingt-quatre un (1524-1) du cadastre officiel du Quartier Jacques-Cartier en la Cité de Québec, contenue au testament de feu Monseigneur J.O. Plessis du 20 mai 1826 et répétée dans les actes de vente subséquents et aussi pour amender sa charte de façon à assurer un représentant des catholiques anglophones au sein de la Commission.

Québec, ce 7^e jour de décembre 1971.

Le procureur de la pétitionnaire,

44391-5-4-o

GUY DES RIVIÈRES, C.R.

Ville de Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Saint-Laurent s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une Loi dans le but:

Applications to Legislature**The Québec Catholic School Commission**

Notice is given that The Québec Catholic School Commission will apply to the Québec National Assembly to have a law passed which would free the said Commission from a restriction, namely: that the immovable be used for school purposes only, affecting lot fifteen hundred and twenty-four one (1524-1) of the official cadastre of Jacques-Cartier Ward, in the City of Québec, stipulated in the will of the late Monsignor J.O. Plessis, dated May 20, 1826 and repeated in the subsequent deeds of sale also, to amend its charter in order to ensure the presence of an English speaking Roman Catholic in the Commission.

Québec, December 7, 1971.

44391-5-4

GUY DES RIVIÈRES, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

City of St-Laurent

Public notice is hereby given that the City of Saint-Laurent will petition the Québec National Assembly at its next session for adoption of an act having the following aims:

1. De permettre la préparation et l'adoption d'un plan directeur et la modification des règlements de zonage en conformité de ce plan;

2. De permettre la création d'un fonds de stabilisation des dépenses de déneigement;

3. D'autoriser l'adoption d'un plan quinquennal de dépenses en immobilisation;

4. D'accorder un pouvoir d'emprunt temporaire pour défrayer le coût d'exécution de certains travaux permanents;

5. D'autoriser le conseil à emprunter au fonds de roulement pour payer les dépenses préliminaires à la réalisation de certains travaux;

6. De déclarer la Ville propriétaire des terrains expropriés pour certaines fins dès le décret de prise de possession préalable;

7. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes relativement à la pension des membres du conseil;

8. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes dans le but de permettre l'adoption de plusieurs règlements d'emprunt au cours d'une même assemblée des électeurs propriétaires;

9. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes relativement à la nomination et au remplacement des vérificateurs;

10. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes touchant le poste de gérant;

11. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes et de la charte de la ville relativement à l'évaluation des terres en culture à l'exclusion des territoires annexés et protégés par des lois spéciales;

12. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes ayant trait à l'élimination des nuisances sur les terrains publics et privés;

13. De revenir aux dispositions de la Loi des cités et villes quant aux plaintes des contribuables au rôle d'évaluation, à la taxe sur les commerces et occupations ainsi qu'à la publicité;

14. D'accorder à la ville tout autre pouvoir dont elle aura besoin pour sa bonne administration.

Le procureur,
IRVING GAUL.

44392-5-4-0

Ville de Montréal-Est

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Pour annexer une partie du fleuve St-Laurent au territoire de la ville de Montréal-Est, et pour toutes autres fins.

Les procureurs,
VILLENEUVE, PIGEON,
CLÉMENT & GUILBEAULT.

44610-8-4-0

Succession de feu Hector Prévost

Avis est par la présente donné que Léonie Bourgeois et Yves Prévost s'adresseront à l'Assemblée Nationale

1. The permission to prepare and adopt a master territorial plan, and the modification of zoning by-laws in conformity with this plan;

2. To authorize the creation of a snow removal expenses stabilization fund;

3. To authorize the adoption of a five-year plan for capital expenditures;

4. To grant the power to effect temporary loans in order to meet the cost of carrying out certain permanent works;

5. To authorize the Council to borrow from a sinking-fund the sums it needs to pay the expenses preliminary to carrying-out capital works;

6. To declare the city owner of expropriated lands for certain municipal purposes, taking effect from the order granting prior possession;

7. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act, relative to the pension plan for members of the Council;

8. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act, with the goal of permitting the adoption of several money lending by-laws during the same meeting of electoral proprietors;

9. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act relative to the nomination and/or replacement of the auditors;

10. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act concerning the functions and position of the city manager;

11. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act and of the Charter of the city, relative to the evaluation of farm and agricultural lands, excluding those territories annexed and protected by special laws;

12. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act dealing with the elimination of annoyances on public and private property;

13. To reinstate those dispositions of the Cities and Towns Act with regard to the complaints of the taxpayers concerning the evaluation roll, business-taxes and occupation permits, as well as publicity;

14. To grant to the city any other powers that it might need in order to insure its efficient administration.

IRVING GAUL,
Attorney.

44392-5-4-0

Town of Montreal-East

Notice is hereby given that the Town of Montreal-East will make an application to the legislature of the province of Québec, during the next session, in order to secure the enactment of a law for the following purposes:

To annex part of the St. Lawrence River to the territory of the Town of Montreal-East, and for all other purposes.

VILLENEUVE, PIGEON,
CLÉMENT & GUILBEAULT,
Attorneys.

44610-8-4-0

Estate of the late Hector Prévost

Notice is hereby given that Léonie Bourgeois and Yves Prévost will apply to the National Assembly of

du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant les articles 17 et 18 du testament de feu Hector Prévost, et l'article 1 du chapitre 106 des lois de 1946, afin de faciliter l'administration de la succession dudit feu Hector Prévost.

Québec, le 14 février 1972.

Les procureurs des requérants,
LESAGE, COOTE & LESAGE.

44611-8-4-o

Place Dupuis Inc.

Avis public est donné que Place Dupuis Inc., corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale lui permettant, sur autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, d'exproprier en se conformant aux dispositions des articles 773 à 790 du Code de procédure civile, le lot 821-2 du cadastre officiel du quartier Saint-Jacques, division d'enregistrement de Montréal, appartenant à M. Origène Thériault, et également lui permettant, sous réserve de la même autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et en se conformant aux dispositions des articles susdits du Code de procédure civile, d'obtenir la possession préalable de l'immeuble susdit en déposant au greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal, non pas le montant de l'indemnité qu'elle offrira, telle que prévue à l'article 788 du Code, mais le montant qui sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil dans l'autorisation qu'il pourra accorder, toutes les procédures quant au reste devant être celles prévues aux articles 773 à 790 du Code de procédure civile et plus particulièrement aux articles 788, 789 et 790 du Code de procédure civile relativement à l'obtention de la possession préalable.

Montréal, ce 14^e jour de février 1972.

Les agents et procureurs,
PRÉVOST, TRUDEAU,

44620-8-4-o

BISAILLON & LEDUC, *avocats.*

Succession Patrick Labelle

Avis est par les présentes donné que Dame Ghislaine Brisebois O'Neill, de Kamloops, Colombie-Britannique, Dame Lise Brisebois Vallée, de Ville St-Laurent, Dame Jean Hamilton Brisebois, de Montréal, résidant présentement à Fort Lauderdale, état de Floride, U.S.A., René Sénécal de Montréal, Dame Colombe Cousineau Lemay de Montréal, Vincent de Paul Marceau de Dollard des Ormeaux, Roland Brisebois de St-Vincent de Paul, Marie-Antoinette Gervais de Laval-sur-le-Lac, Marcel Faribault d'Outremont, Trust Général du Canada, corporation de fiducie ayant son siège social à Montréal, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la Province de Québec au cours de sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions du testament de Patrick Labelle, décédé.

Montréal, le 14 février 1972.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.

44685-8-4-o

Québec at its coming session for the passing of an Act to change sections 17 and 18 of the will of the late Hector Prévost, and section 1 of chapter 106 of the Laws of 1946, to facilitate the administration of the estate of the said late Hector Prévost.

Québec, February 14, 1972.

LESAGE, COOTE & LESAGE,
Attorneys.

44611-8-4-o

Place Dupuis Inc.

Public notice is hereby given that Place Dupuis Inc., a corporation legally constituted, having its head office in the City of Montreal, will petition the Québec National Assembly, at its next session, for the adoption of a special act giving Place Dupuis Inc., permission, upon prior authorization by the Lieutenant-Governor in Counsel, to expropriate according to the procedure laid out in the Code of Civil Procedure of the Province of Québec, at sections 773 to 790, lot 821-2 of the official cadastre of Saint James Ward, Registration Division of Montreal, owned by Mr. Origène Thériault, and also in order to obtain permission under reserve of the above-mentioned prior authorization by the Lieutenant-Governor in Counsel and according to the above-mentioned sections of the Code of Civil Procedure, to seek prior possession of said immovable by depositing with the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, not only the offered indemnity as provided for by Section 788 of the Code, but any amount to be determined by the Lieutenant-Governor in Counsel in the above-mentioned authorization, anything else to be governed by the Code of Civil Procedure of the Province of Québec, at sections 773 to 790 and specially sections 788, 789 and 790 of the Code of Civil Procedure of the Province of Québec with regard to the obtention of prior possession.

Montreal, this 14th day of February, 1972.

PRÉVOST, TRUDEAU,
BISAILLON & LEDUC,
Attorneys.

44620-8-4-o

Estate of Patrick Labelle

Public notice is hereby given that Ghislaine Brisebois O'Neil, of Kamloops, British Columbia, Lise Brisebois Vallée, of Ville St-Laurent, Jean Hamilton Brisebois, of Montreal, presently residing at Fort Lauderdale, State of Florida, U.S.A., René Sénécal, of Montreal, Colombe Cousineau Lemay of Montreal, Vincent de Paul Marceau of Dollard des Ormeaux, Roland Brisebois of St-Vincent de Paul, Marie-Antoinette Gervais of Laval-sur-le-Lac, Marcel Faribault, of Outremont, Trust Général du Canada, a trust company having its head office in the city of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its present session to request the adoption of an act changing certain provisions of the last will and testament of Patrick Labelle, deceased.

Montreal, February 14, 1972.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for Petitioners.

44685-8-4-o

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Cité des Deux-Montagnes

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, le règlement No T-213 du conseil municipal de la cité des Deux-Montagnes modifiant son règlement de zonage No T-207.

Ce règlement entrera en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
44696-o MAURICE TESSIER, C.R.

Ville de Lorraine

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, les règlements Nos 58 et 59 du conseil municipal de la ville de Lorraine modifiant son règlement de zonage No 54.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
44696-o MAURICE TESSIER, C.R.

City of Deux-Montagnes

I have approved, pursuant to section 22 of Chapter 48, Statutes of 1970, An Act respecting the vicinity of the new international airport, By-law No. T-213 of the Municipal Council of the City of Deux-Montagnes, amending its zoning By-law No. T-207.

This By-law shall come into effect upon the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
44696 *Minister of Municipal Affairs.*

Town of Lorraine

I have approved, pursuant to section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970, An Act respecting the vicinity of the new international airport, by-laws Nos 58 and 59 of the Municipal Council of the Town of Lorraine amending its zoning by-law No. 54.

These by-laws will come into force upon, from and after the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
44696 *Minister of Municipal Affairs.*

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

Association des Avocats de la Région de Bedford
(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 février 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Avocats de la Région de Bedford », avec siège social situé à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
44690-o LS-PHILIPPE BOUCHARD. 1-72

Association des Avocats de la Région de Bedford
(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 2nd 1972 he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Avocats de la Région de Bedford", whose head office is situated in Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
44690 *Companies and Cooperatives.* 1-72

L'Association du Personnel de Cadre de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont
(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 février 1972, il a autorisé le changement de nom de « L'Association du Personnel de Cadre de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont (1969) inc. », dont la constitution a été autorisée le 23 mars 1971, avec siège social à Montréal, en celui de « L'Association du Personnel de Cadre de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
44694-o LS-PHILIPPE BOUCHARD. 11-71

L'Association du Personnel de Cadre de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont
(Professional Syndicates Act)

Notice is given that, on February 2, 1972, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "L'Association du Personnel de Cadre de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont (1969) inc.", whose incorporation was authorized on March 23, 1971, with head office in Montréal, into that of "L'Association du Personnel de Cadre de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
44694 *Companies and Cooperatives.* 11-71

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Gatineau**

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er février 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Gatineau », avec siège social situé à Gatineau, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44691-o 3-72

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Gatineau**

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice that on February 1st 1972 he authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Gatineau", with head office in Gatineau, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44691 3-72

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Hull**

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er février 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Hull », avec siège social situé à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44692-o 2-72

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Hull**

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice that on February 1st 1972 he authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Hull", with head office in Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44692 2-72

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Joliette**

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 janvier 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Joliette », avec siège social situé à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44693-o 42-71

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Joliette**

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on January 25, 1972, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Joliette", with head office situated in Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44693 42-71

Syndicat des Enseignants du Nordet

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 janvier 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Enseignants du Nordet », avec siège social situé à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

44695-o 25-71

Syndicat des Enseignants du Nordet

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 17, 1972, he authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Syndicat des Enseignants du Nordet", with head office situated in Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

44695 25-71

Associations coopératives

Coop funéraire de Ste-Marie

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop funéraire de Ste-Marie ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Ste-Marie, Québec, dans le district électoral de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

44607-0

ALBERT JESSOP.

Coop funéraire de St-Henri-de-Lévis

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop funéraire de St-Henri-de-Lévis ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Henri-de-Lévis, Québec, dans le district électoral de Lévis.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

44608-0

ALBERT JESSOP.

Cooperative Associations

Coop funéraire de Ste-Marie

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop funéraire de Ste-Marie".

The head office of this cooperative association is situated at Ste. Marie, Québec, in the electoral district of Beauce.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44607

Coop funéraire de St-Henri-de-Lévis

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop funéraire de St-Henri-de-Lévis".

The head office of this cooperative association is situated at St. Henri-de-Lévis, Québec, in the electoral district of Lévis.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44608

Vente par licitation

Canada — Province de Montréal
Cour Supérieure — District de Montréal

No 741-230. { MESDEMOISELLES SIMONNE DAGENAI ET MADELEINE DAGENAI, filles majeures domiciliées à St-Léonard-de-Port-Maurice, district de Montréal; DAME CÉCILE DAGENAI, épouse contractuellement séparée de biens de Benoît Bastien, tous deux domiciliés à St-Léonard-de-Port-Maurice et DAME ROSETTE DAGENAI, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel Larche, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs DAME GEORGETTE MARCEAU, veuve non remariée de feu Léonard Dagenais personnellement et en sa qualité de tutrice à son enfant mineur Johanne Dagenais, toutes deux domiciliées dans les cité et district de Montréal, et STEPHEN GATY, domicilié dans les cité et district de Montréal, défendeur et défenderesse es-qualité, et DAVID MILLER, courtier en immeubles, de la cité de Hampstead, district de Montréal, intervenant, et FRANCINE DAGENAI, fille majeure, des cité et district de Montréal, défenderesse en reprise d'instance, et ANDREW GATY, des cité et district de Montréal, co-propriétaire aux droits de l'intervenant David Miller; et JOHANNE DAGENAI, fille maintenant

Sale by Licitiation

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 741-230. { MISSES SIMONNE DAGENAI AND MADELEINE DAGENAI, spinsters, domiciled at St. Léonard-de-Port-Maurice, district of Montreal; MRS. CÉCILE DAGENAI, wife, legally separate as to property, of Benoît Bastien, both domiciled at St. Léonard-de-Port Maurice and MRS. ROSETTE DAGENAI, wife, legally separate as to property, of Lionel Larche, of the City and District of Montreal, plaintiffs, vs MRS. GEORGETTE MARCEAU, widow of the late Léonard Dagenais, personally, and in her capacity as tutor to her minor daughter, Johanne Dagenais, both domiciled in the City and District of Montreal, and STEPHEN GATY, domiciled in the City and District of Montreal, defendants in their respective capacities, and DAVID MILLER, realtor, of the City of Hampstead, District of Montreal, intervenant, and FRANCINE DAGENAI, spinster, of the City and District of Montreal, defendant in continuance of suit, and ANDREW GATY, of the City and District of Montreal, co-proprietor in the rights of the intervenant, David Miller, and JOHANNE DAGENAI, spinster of the City and District of

majeure, des cités et district de Montréal, auparavant représentée par DAME GEORGETTE MARCEAU, en sa qualité de tutrice, ci-dessus mentionnée.

Montreal, formerly represented by MRS. GEORGETTE MARCEAU, in her capacity as tutor, hereinabove mentioned.

Avis de licitation

Conformément au jugement de l'honorable Juge François Auclair, de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 12^e jour de novembre 1971, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après décrit:

« Un immeuble composé de parties du lot originaire numéro quatre cent quatorze et une partie du lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatorze (P. 414, P. 414-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, cité de St-Léonard.

(1) *Partie du lot no 414*

Terrain requis pour le drainage du Fossé Molson suivant plan préparé par Marc Hurtubise, A.G., le 8 septembre 1962.

Parcelle « 1 » sur le plan ci-annexé

Borné au nord-est, au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest par d'autres parties du lot no 414, à l'est et au sud-est par la ligne séparative du cadastre de la paroisse Sault-au-Récollet et du cadastre de la paroisse de Longue Pointe.

Mesurant, commençant au point d'intersection, de la limite nord-est de cettedite partie du lot, cettedite limite étant une partie de la ligne établie par procès-verbal de bornage par G. Hurtubise, A.G., enregistré le 13 décembre 1933 sous le no 344823, avec la ligne séparative du cadastre de la paroisse Sault-au-Récollet, point marqué par la lettre « A » sur plan ci-annexé, cedit point « A » étant situé à une distance de quatre cent-trente-quatre pieds et quatre dixièmes de pied (434.4) mesurés le long de ladite ligne séparative de cadastre jusqu'au point d'intersection avec la ligne de division des lots originaires nos 414 et 443; dudit point « A », dans une direction sud suivant un angle intérieur de 145°16' formé avec la limite nord-est de la partie de lot ici décrite, une distance de quatre-vingt-douze pieds et un centième de pied (92.01) jusqu'au point « B »; de là, dans une direction sud suivant un angle intérieur de 182°34' avec la direction précédente, une distance de cent soixante-neuf pieds et deux dixièmes de pied (169.2) jusqu'au point « C »; de là, dans une direction sud-ouest suivant un angle intérieur de 140°31' avec la direction précédente, une distance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds et huit centièmes de pied (385.08) jusqu'au point « D »; de là, dans une direction sud-ouest suivant un angle intérieur de 186°19' avec la direction précédente, une distance de cent quinze pieds et vingt-deux centièmes de pied (115.22) jusqu'au point « E »; de là, dans une direction sud suivant un angle intérieur de 197°52' avec la direction précédente, une distance de cent vingt-sept pieds et quatre-vingt-six centièmes de pied (127.86) jusqu'au point « F »; de là, dans une direction sud suivant

Notice of licitation

In conformity with the Judgment of the Honourable Judge François Auclair, Superior Court of the District of Montreal, on the 12th day of November, 1971, ordering the licitation of the immoveable hereinafter described:

« An immoveable composed of parts of original lot number four hundred and fourteen and a part of lot number one of the subdivision of original lot number four hundred and fourteen (Pt. 414, Pt. 414-1) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, Montreal Registration Division, City of St. Léonard.

(1) *Part of lot No. 414*

A tract of land required for the draining of Fossé Molson according to a plan executed by Marc Hurtubise, L.S., on September 8, 1962.

Parcel "1" on the plan annexed hereto

Bounded on the northeast, southwest, west and northwest by other parts of lot No. 414, on the east and southeast by the division line of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet and the cadastre of the Parish of Longue Pointe.

Measured and starting at the intersection point of the northeast boundary of this said part of the lot, the said boundary being a part of the line established in boundary reports by G. Hurtubise, L.S., registered December 13, 1933 under No. 344823, with the Parish of Sault-au-Récollet cadastral division line, a point marked by letter "A" on the plan annexed hereto, the said Point "A" situated at a distance of four hundred and thirty-four and four tenths feet (434.4) measured along the said cadastral division line of the point of intersection with the division line of original lots Nos. 414 and 443 of said Point "A", in a southerly direction following an interior angle of 145°16' formed with the northeast boundary of the part of the lot herein described, a distance of ninety-two and one hundredth feet (92.01) to Point "B"; thence, in a southerly direction following an interior angle of 182°34' with the preceding direction, a distance of one hundred and sixty-nine and two tenths feet (169.2) to Point "C"; thence, in a southwesterly direction following an interior angle of 140°31' with the preceding direction, a distance of three hundred and eighty-five and eight hundredths feet (385.08) to Point "D"; thence, in a southwesterly direction following an interior angle of 186°19' with the preceding direction, distance of one hundred and fifteen and twenty-two hundredths feet (115.22) to Point "E"; thence, in a southerly direction following an interior angle of 197°52' with the preceding direction, a distance of one hundred and twenty-seven and eighty-six hundredths feet (127.86) to Point "F"; thence, in a southerly direction following an interior angle of 187°13' with the preceding direction, a dis-

un angle intérieur de 187°13' avec la direction précédente, une distance de deux cent quinze pieds et cinq centièmes de pied (215.05) jusqu'au point « G »; de là, dans une direction sud suivant un angle intérieur de 169°29' avec la direction précédente une distance de deux cent huit pieds et vingt-trois centièmes de pied (208.23) jusqu'au point « H »; de là, dans une direction nord-ouest suivant un angle intérieur de 56°04' avec la direction précédente, une distance de quatre-vingts pieds et neuf dixièmes de pied (80.9) jusqu'au point « I »; de là, dans une direction nord, une distance de cent dix-sept pieds et huit dixièmes de pied (117.8) jusqu'au point « J »; de là, dans une direction nord suivant un angle intérieur de 185°06' avec la direction précédente, une distance de trois cent cinquante-six pieds et soixante-cinq centièmes de pied (356.65) jusqu'au point « K »; de là, dans une direction nord suivant un angle intérieur de 166°34' avec la direction précédente, une distance de quatre-vingt-dix-sept pieds et trente-cinq centièmes de pied (97.35) jusqu'au point « L »; de là, dans une direction nord-est suivant un angle intérieur de 167°39' avec la direction précédente, une distance de quatre cent trente et un pieds et vingt-cinq centièmes de pied (431.25) jusqu'au point « M »; de là, dans une direction nord suivant un angle intérieur de 205°50' avec la direction précédente, une distance de trente pieds et trente-cinq centièmes de pied (30.35) jusqu'au point « N »; de là, dans une direction nord suivant un angle intérieur de 194°26' avec la direction précédente, une distance de cent-vingt-neuf pieds et quarante-cinq centièmes de pied (129.45) jusqu'au point « O »; de là, dans une direction nord suivant un angle intérieur de 175°18' avec la direction précédente, une distance de cent soixante et un pieds et un dixième de pied (161.1) jusqu'au point « P »; de là, dans une direction sud-est, une distance de cent quinze pieds et sept dixièmes de pied (115.7) jusqu'au point « A », point de commencement.

Contenant en superficie quatre-vingt-quatre mille huit cent soixante-douze pieds carrés (84,872.00).

(2) *Partie du lot No 414*

Parcelle « 2 » sur le plan ci-annexé

Borné au nord-ouest par une autre partie du lot No 414 (Boulevard Métropolitain ou Route Transcanadienne) au nord-est par une autre partie du lot No 414 (Boulevard Métropolitain ou Route Transcanadienne) et par une autre partie du lot No 414, à l'est et au sud-est par d'autres parties du lot No 414, au sud-ouest par une autre partie du lot No 414.

Mesurant, commençant au point marqué par la lettre « P » sur le plan ci-annexé, cedit point « P » étant situé sur la ligne établie par procès-verbal de bornage par G. Hurtubise, A.G., enregistré sous le No 344823 le 13 décembre 1933 et étant situé à une distance de 115.7 pieds du point d'intersection de ladite ligne de bornage avec la ligne séparative du cadastre de la paroisse Sault-au-Récollet et du cadastre de la paroisse de Longue Pointe, distance mesurée le long de ladite ligne de bornage; dudit point « P » dans une direction nord-

tance of two hundred and fifteen and five hundredths feet (215.05) to Point "G"; thence, in a southerly direction following an interior angle of 169°29' with the preceding direction, a distance of two hundred and eight and twenty-three hundredths feet (208.23) to Point "H"; thence, in a northwesterly direction following an interior angle of 56°04' with the preceding direction, a distance of eighty and nine tenths feet (80.9) to Point "I"; thence, in a northerly direction, a distance of one hundred and seventeen and eight tenths feet (117.8) to Point "J"; thence, in a northerly direction following an interior angle of 185°06' with the preceding direction, a distance of three hundred and fifty-six and sixty-five hundredths feet (356.65) to Point "K"; thence, in a northerly direction following an interior angle of 166°34' with the preceding direction, a distance of ninety-seven and thirty-five hundredths feet (97.35) to Point "L"; thence, in a northeasterly direction following an interior angle of 167°39' with the preceding direction, a distance of four hundred and thirty-one and twenty-five hundredths feet (431.25) to Point "M"; thence, in a northerly direction following an interior angle of 205°50' with the preceding direction, a distance of thirty and thirty-five hundredths feet (30.35) to Point "N"; thence, in a northerly direction following an interior angle of 194°26' with the preceding direction, a distance of one hundred and twenty-nine and forty-five hundredths feet (129.45) to Point "O"; thence, in a northerly direction following an interior angle of 175°18' with the preceding direction, a distance of one hundred and sixty-one and one tenth feet (161.1) to Point "P"; thence, in a southeasterly direction a distance of one hundred and fifteen and seven tenths feet (115.7) to Point "A", starting point.

Containing eighty-four thousand eight hundred and seventy-two square feet (84,872.00).

(2) *Part of lot No. 414*

Parcel "2" on the plan annexed hereto

Bounded on the northwest by another part of lot No. 414 (Metropolitan Boulevard or the Trans Canada Highway), on the northeast by another part of lot No. 414 (Metropolitan Boulevard or the Trans Canada Highway), and by another part of lot No. 414, on the east and southeast by other parts of lot No. 414, on the southwest by another part of lot No. 414.

Measured and starting at the plint marked by the letter "P" on the plan annexed hereto, the said Point "P" situated on the line established in the boundary report by G. Hurtubise, L.S., registered under No. 344823 on December 13, 1933, situated at a distance of 115.7 feet from the intersection point of the said boundary line with the division line of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet and the cadastre of the Parish of Longue Pointe, distance measured along the said boundary line of said Point "P" in a north-

ouest, une distance de neuf cent quarante-huit pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (948.88) le long de la ligne de bornage enregistré sous le No 344823 jusqu'au point « Q »; de là, dans une direction nord-est, une distance de quatre-vingt-huit pieds (88.0) jusqu'au point « R »; de là, dans une direction nord-ouest, une distance de cent seize pieds et vingt-huit centièmes de pied (116.28) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « S »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de vingt pieds (20.0) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « T »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de cent quarante pieds (140.0) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « U »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de cent quarante pieds (140.0) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « V »; de là, dans une direction sud-ouest une distance de cent soixante-dix pieds (170.0) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « W »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de cent quarante-six pieds et quatre-vingt-seize centièmes de pied (146.96) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « X »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de six cent treize pieds et sept dixièmes de pied (613.7) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « Y »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de quatre-vingt-sept pieds et quatre dixièmes de pied (87.4) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « Z »; de là, dans une direction sud-est, une distance de deux mille quatre-vingt-trois pieds (2083.0) le long de la ligne établie par procès-verbal de bornage par G. Hurtubise, A.G., enregistré sous le No 344823, le 13 décembre 1933 jusqu'au point « I »; de là, dans une direction nord, une distance de cent dix-sept pieds et huit dixièmes de pied (117.8) jusqu'au point « J »; de là, dans une direction nord suivant un angle extérieur de 185°06' avec la direction précédente, une distance de trois cent cinquante-six pieds et soixante-cinq centièmes de pied (356.65) jusqu'au point « K »; de là, dans une direction nord suivant un angle extérieur de 166°34' avec la direction précédente, une distance de quatre-vingt-dix-sept pieds et trente-cinq centièmes de pied (97.35) jusqu'au point « L »; de là, dans une direction nord-est suivant un angle extérieur de 167°39' avec la direction précédente, une distance de quatre-cent trente et un pieds et vingt-cinq centièmes de pied (431.25) jusqu'au point « M »; de là, dans une direction nord, suivant un angle extérieur de 205°50' avec la direction précédente, une distance de trente pieds et trente-cinq centièmes de pied (30.35) jusqu'au point « N »; de là, dans une direction nord suivant un angle extérieur de 194°26' avec la direction précédente, une distance de cent vingt-neuf pieds et quarante-cinq centièmes de pied (129.45) jusqu'au point « O »; de là, dans une direction nord, suivant un angle extérieur de 175°18' avec la direction précédente, une distance de cent soixante et un pieds et un dixième de pied (161.1) jusqu'au point « P » point de commencement.

Contenant en superficie un million sept cent vingt-six mille neuf cent cinquante et un pieds carrés (1,726,951.00) équivalent à quarante-six arpents et neuf cent vingt-six millièmes d'arpent (46.926 arp.).

westerly direction, a distance of nine hundred and forty-eight and eighty-eight hundredths feet (948.88) along the boundary line registered under No. 344823 to Point "Q"; thence, in a northeasterly direction, a distance of eighty-eight feet (88.0) to Point "R"; thence, in a northwesterly direction, a distance of one hundred and sixteen and twenty-eight hundredths feet (116.28) along Metropolitan Boulevard to Point "S"; thence, in a southwesterly direction, a distance of twenty feet (20.0) along Metropolitan Boulevard to Point "T"; thence, in a southwesterly direction, a distance of one hundred and forty feet (140.0) along Metropolitan Boulevard to Point "U"; thence, in a southwesterly direction, a distance of one hundred and forty feet (140.0) along Metropolitan Boulevard to Point "V"; thence, in a southwesterly direction a distance of one hundred and seventy feet (170.0) along Metropolitan Boulevard to Point "W"; thence, in a southwesterly direction, a distance of one hundred and forty-six and ninety-six hundredths feet (146.96) along Metropolitan Boulevard to Point "X"; thence, in a southwesterly direction, a distance of six hundred and thirteen and seven tenths feet (613.7) along Metropolitan Boulevard to Point "Y"; thence, in a southwesterly direction, a distance of eighty-seven and four tenths feet (87.4) along Metropolitan Boulevard to Point "Z"; thence, in a southeasterly direction, a distance of two thousand and eighty-three feet (2083.0) along the line established in a boundary report by G. Hurtubise, L.S., registered under No. 344823, December 13, 1933, to Point "I"; thence, in a northerly direction, a distance of one hundred and seventeen and eight tenths feet (117.8) to Point "J"; thence, in a northerly direction following an exterior angle of 185°06' with the preceding direction, a distance of three hundred and fifty-six and sixty-five hundredths feet (356.65) to Point "K"; thence, in a northerly direction following an exterior angle of 166°34' with the preceding direction, a distance of ninety-seven and thirty-five hundredths feet (97.35) to Point "L"; thence, in a northeasterly direction following an exterior angle of 167°39' with the preceding direction, a distance of four hundred and thirty-one and twenty-five hundredths feet (431.25) to Point "M"; thence, in a northerly direction, following an exterior angle of 205°50' with the preceding direction, a distance of thirty and thirty-five hundredths feet (30.35) to Point "N"; thence, in a northerly direction following an exterior angle of 194°26' with the preceding direction, a distance of one hundred and twenty-nine and forty-five hundredths feet (129.45) to Point "O"; thence, in a northerly direction, following an exterior angle of 175°18' with the preceding direction, a distance of one hundred and sixty-one and one tenth feet (161.1) to Point "P", starting point.

Containing one million seven hundred and twenty-six thousand nine hundred and fifty-one square feet (1,726,951.00) which is equal to forty-six and nine hundred and twenty-six thousandths arpents (46.926 arpents).

(3) *Partie du lot No 414**Parcelle « 3 » sur le plan ci-annexé*

Borné au nord et au nord-est par une autre partie du lot No 414 (Montée de la Savane), au sud-est par une autre partie du lot No 414 (Boulevard Métropolitain ou Route Transcanadienne) et par une partie du lot No 414-1, au sud-ouest par une partie du lot No 414-1 et par une autre partie du lot No 414, au nord-ouest par la rue Jarry (Chemin St.-Léonard).

Mesurant, commençant au point d'intersection de la limite sud-ouest de cettedité partie de lot avec la limite nord-ouest du lot No 414-1; point marqué par la lettre « A 1 » sur le plan ci-annexé; de là, dans une direction nord-ouest, une distance de dix-huit pieds (18.0) jusqu'au point « A 2 »; de là, dans une direction nord-ouest, une distance de huit cent quarante pieds et trente-neuf centièmes de pied (840.39) jusqu'au point « A 3 »; de là, dans une direction nord-est, une distance de neuf cent quarante-deux pieds le long de la rue Jarry jusqu'au point « A 4 »; de là, dans une direction est, une distance de cinq cent cinquante-six pieds (556.0) le long d'une courbe et le long de la Montée de la Savane jusqu'au point « A 5 »; de là, dans une direction sud-est, une distance de cent soixante-trois pieds (163.0) le long de ladite Montée jusqu'au point « A 6 »; de là, dans une direction sud-est, une distance de cent quarante-trois pieds (143.0) le long de ladite Montée jusqu'au point « A 7 »; de là, dans une direction sud-est suivant un angle intérieur de 177°16' avec la direction précédente, une distance de cinq cent quarante-cinq pieds et neuf dixièmes de pied (545.9) le long de ladite Montée jusqu'au point « A 8 »; de là, dans une direction sud-ouest suivant un angle intérieur de 121°14' avec la direction précédente, une distance de cent dix-huit pieds et sept dixièmes de pied (118.7) le long du Boulevard Métropolitain jusqu'au point « A 9 »; de là, dans une direction sud-ouest suivant un angle intérieur de 157° avec la direction précédente, une distance de cinquante-six pieds et quatre dixièmes de pied (56.4) le long dudit Boulevard jusqu'au point « A 10 »; de là, dans une direction sud-ouest suivant un angle intérieur de 175°17' avec la direction précédente, une distance de cent trente-neuf pieds et deux dixièmes de pied (139.2) le long dudit Boulevard jusqu'au point « A 11 »; de là, dans une direction sud-ouest suivant un angle intérieur de 176°44' avec la direction précédente, une distance de cinq cent quatre-vingt-douze pieds et quatre-vingt-six centièmes de pied (592.86) le long dudit Boulevard jusqu'au point « A 12 »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de vingt-quatre pieds et quatre dixièmes de pied (24.4) le long dudit Boulevard jusqu'au point « A 13 »; de là, dans une direction nord-ouest, une distance de cent cinquante-sept pieds et deux dixièmes de pied (157.2) jusqu'au point « A 14 »; de là, dans une direction sud-ouest, une distance de cent quarante pieds (140.0) jusqu'au point « A 1 »; point de commencement.

Contenant en superficie un million quatre cent soixante quatorze mille huit cent quatre-vingt-trois pieds carrés (1,474,883.00) équivalant à quarante arpents et soixante-dix-sept millièmes d'arpent (40.077 arp.).

(3) *Part of lot No. 414**Parcel "3" on the plan annexed hereto*

Bounded on the north and northeast by another part of lot No. 414 (Montée de la Savane), on the southeast by another part of lot No. 414 (Metropolitan Boulevard or the Trans Canada Highway) and by a part of lot No. 414-1, on the southwest by a part of lot No. 414-1 and by another part of lot No. 414, on the northwest by Jarry Street (St. Léonard Road).

Measured and starting at the point of intersection of the southwest boundary of the said part of the lot with the northwest boundary of lot No. 414-1; a point marked by letter "A 1" in the plan annexed hereto; thence, in a northwesterly direction, a distance of eighteen feet (18.0) to Point "A 2"; thence, in a northwesterly direction, a distance of eight hundred and forty and thirty-nine hundredths feet (840.39) to Point "A 3"; thence, in a northeasterly direction, a distance of nine hundred and forty-two feet along Jarry Street to Point "A 4"; thence, in an easterly direction, a distance of five hundred and fifty-six feet (556.0) along a curve and along Montée de la Savane to Point "A 5"; thence, in a southeasterly direction, a distance of one hundred and sixty-three feet (163.0) along the said Montée to Point "A 6"; thence, in a southeasterly direction, a distance of one hundred and forty-three feet (143.0) along the said Montée to Point "A 7"; thence, in a southeasterly direction following an interior angle of 177°16' with the preceding direction, a distance of five hundred and forty-five and nine tenths feet (545.9) along the said Montée to Point "A 8"; thence, in a southwesterly direction following an interior angle of 121°14' with the preceding direction, a distance of one hundred and eighteen and seven tenths feet (118.7) along Metropolitan Boulevard to Point "A 9"; thence, in a southwesterly direction following an interior angle of 157° with the preceding direction, a distance of fifty-six and four tenths feet (56.4) along the said Boulevard to Point "A 10"; thence, in a southwesterly direction following an interior angle of 175°17' with the preceding direction, a distance of one hundred and thirty-nine and two tenths feet (139.2) along the said Boulevard to Point "A 11"; thence, in a southwesterly direction following an interior angle of 176°44' with the preceding direction, a distance of five hundred and ninety-two and eighty-six hundredths feet (592.86) along the said Boulevard to Point "A 12"; thence, in a southwesterly direction, a distance of twenty-four and four tenths feet (24.4) along the said Boulevard to Point "A 13"; thence, in a northwesterly direction, a distance of one hundred and fifty-seven and two tenths feet (157.2) to Point "A 14"; thence, in a southwesterly direction, a distance of one hundred and forty feet (140.0) to Point "A 1"; the starting point.

Containing one million four hundred and seventy-four thousand eight hundred and eighty-three square feet (1,474,883.00) which is equivalent to forty and seventy-seven thousandths arpents (40.077 arpents).

(4) *Partie du lot No 414-1**Parcelle « 4 » sur le plan ci-annexé*

Borné au nord-est, au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties du lot No 414, au sud-est par une autre partie du lot No 414-1 (Boulevard Métropolitain ou Route Transcanadienne).

Mesurant cent cinquante-sept pieds et deux dixièmes de pied (157.2) dans la ligne nord-est, cent quarante-sept pieds et un dixième de pied (147.1) dans la ligne sud-est, cent onze pieds et huit dixièmes de pied (111.8) dans la ligne sud-ouest, cent quarante pieds (140.0) dans la ligne nord-ouest.

Contenant en superficie dix-huit mille huit cent cinquante-trois pieds carrés (18,853.00).

Toutes les dimensions dans la présente description technique sont en pieds anglais.

Exception est faite des bâtisses dessus érigées appartenant à Bastien et Larche Ltée.

(5) *Partie du lot No 414**Parcelle « 5 » sur le plan ci-annexé*

Borné au nord-est par la Montée de la Savane (Chemin St-Léonard), au sud par une autre partie du lot No 414 (Montée de Savane), au nord-ouest par la rue Jarry (Chemin St-Léonard).

Mesurant cent quatre-vingt-dix-sept pieds (197.0) dans la ligne nord-est, deux cent quatre-vingt-sept pieds (287.0) dans la ligne sud le long d'une courbe, cent soixante et onze pieds (171.0) dans la ligne nord-ouest.

Contenant en superficie quinze mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf pieds carrés (15,399.00).

Toutes les dimensions dans la présente description technique sont en pieds anglais.

Le tout tel que montré sur une description technique et un plan préparé par J. André Laferrière, arpenteur-géomètre, dont copie est produite comme exhibit P. 3 à distraire cependant la partie décrite au jugement de la Cour Supérieure de Montréal rendu le 5 mai 1969 dans la cause d'expropriation No 5984 produit comme pièce P. 5, à savoir:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne sud-est de la rue Jean-Talon projetée avec la limite sud-ouest de la propriété de Madeleine Dagenais, Cécile Dagenais-Bastien, Rosette Dagenais-Larche, Simonne Dagenais, G. Marceau-Dagenais, Francine Dagenais, Johanne Dagenais, Stephen Gaty; ce point est marqué par la lettre « F » sur le plan. Dudit point « F », se dirigeant vers le nord-ouest suivant ladite limite de propriété sur une distance de soixante-six pieds et cinq dixièmes de pied (66.5') soit jusqu'au point « E ». Dudit point « E » tournant un angle de quatre-vingt-dix-sept degrés (97 degrés 00) vers la droite et suivant la ligne nord-ouest de la rue Jean-Talon sur une distance de mille cent trente-neuf pieds et trente-deux centièmes de pied (1,139.32') soit jusqu'au point « O ». Dudit point « O » tournant un angle de quatre-vingt-sept degrés; quarante-cinq minutes et trente secondes (87 degrés 45' 30'') vers la droite et se dirigeant vers le sud-est sur une distance de soixante-six pieds et cinq

(4) *Part of lot No. 414-1**Parcel "4" on the plan annexed hereto*

Bounded on the northeast, southwest and northwest by other parts of lot No. 414, on the southeast by another part of lot No. 414-1 (Metropolitan Boulevard or the Trans Canada Highway).

Measuring one hundred and fifty-seven and two tenths feet (157.2) on the northeast line, one hundred and forty-seven and one tenth foot (147.1) on the southeast line, one hundred and eleven and eight tenths feet (111.8) on the southwest line, one hundred and forty feet (140.0) on the northwest line.

Containing eighteen thousand eight hundred and fifty-three square feet (18,853.00).

All measurements in this technical description are in English feet.

Exception is made of the buildings erected thereon belonging to Bastien and Larche Ltée.

(5) *Part of lot No. 414**Parcel "5" on the plan annexed hereto*

Bounded on the northeast by Montée de la Savane (St. Léonard Road), on the south by another part of lot No. 414 (Montée de la Savane), on the northwest by Jarry Street (St. Léonard Road).

Measuring one hundred and ninety-seven feet (197.0) on the northeast line, two hundred and eighty-seven feet (287.0) on the south line along a curve, one hundred and seventy-one feet (171.0) on the northwest line.

Containing fifteen thousand three hundred and ninety-nine square feet (15,399.00).

All measurements in this technical description are in English feet.

The whole as shown in a technical description and on a plan executed by J. André Laferrière, land-surveyor, a copy of which is produced as exhibit P-3, less and to withdraw however the part described in the Judgment of the Montreal Superior Court rendered May 5, 1969, in expropriation case number 5984 produced as example P-5, namely:

Starting at a point situated at the intersection of the projected southeast line of Jean-Talon Street with the southwest boundary of the property of Madeleine Dagenais, Cécile Dagenais-Bastien, Rosette Dagenais-Larche, Simonne Dagenais, G. Marceau-Dagenais, Francine Dagenais, Johanne Dagenais, Stephen Gaty; this point is marked by the letter "F" on the plan. From said Point "F", northwest following the said boundary of the property a distance of sixty-six and five tenths feet (66.5') to Point "E". From said Point "E" turning at an angle of ninety-seven degrees (97 degrees 00) on the right and following the northwest line of Jean-Talon Street on a distance of one thousand one hundred and thirty-nine and thirty-two hundredths feet (1,139.32) to Point "O". From said Point "O" turning at an angle of eighty-seven degrees, forty-five minutes and thirty seconds (87 degrees 45' 30'') on the right and southeast a distance of sixty-six and five hundredths feet (66.05') to the point marked by letter

centièmes de pieds (66.05') jusqu'au point marqué de la lettre « P ». Dudit point « P » tournant un angle de quatre-vingt-douze degrés quatorze minutes et trente secondes (92 degrés 14' 30 secondes) vers la droite et suivant la ligne sud-est de la rue Jean-Talon projetée sur une distance de mille cent trente-trois pieds et huit dixièmes de pied (1,133.8') jusqu'au point de commencement. Ladite partie du lot numéro 414 se trouve bornée comme suit: au nord-ouest et au sud-est par d'autres parties du lot numéro 414 appartenant à Madeleine Dagenais, Cécile Dagenais-Bastien, Rosette Dagenais-Larche, Simonne Dagenais, G. Marceau-Dagenais, Francine Dagenais, Johanne Dagenais, Stephen Gaty, au nord-est et au sud-ouest par des parties du lot No 414 appartenant à Stephen Gaty, Norbert Rend, Mazel Corporation, Berlou Inv. Ltd., Ellenby Inv. Ltd. Ladite partie de lot contient en superficie soixante-quinze mille treize pieds carrés (75,013 pi. car.), du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal.

“P”. From said Point “P” turning at an angle of ninety-two degrees fourteen minutes and thirty seconds (92 degrees 14' 30 seconds) on the right and following the projected southeast line of Jean-Talon Street a distance of one thousand one hundred and thirty-three and eight tenths feet (1,133.8') to the starting point. The said part of lot number 414 is bounded as follows: on the northwest and southeast by other parts of lot number 414 belonging to Madeleine Dagenais, Cécile Dagenais-Bastien, Rosette Dagenais-Larche, Simonne Dagenais, G. Marceau-Dagenais, Francine Dagenais, Johanne Dagenais, Stephen Gaty, on the northeast and southwest by parts of lot 414 belonging to Stephen Gaty, Norbert Rend, Mazel Corporation, Berlou Inv. Ltd., Ellenby Inv. Ltd. The said part of lot containing seventy-five thousand and thirteen square feet (75,013 sq. ft.) on the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet, Montreal Registration Division.

Toutes les dimensions mentionnées ci-dessus sont anglaises. »

All the measurements hereinabove mentioned are English.”

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre No 195, le TRENTIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room No. 195, the THIRTIETH day of MARCH, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 20 janvier 1972. 44622-0

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, January 20, 1972. 44622

Vente pour taxes

Sale for taxes

Ville de Lorraine

Town of Lorraine

Avis public est par les présentes donné que le greffier de la ville de Lorraine vendra à l'enchère publique le MERCREDI, VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS 1972 à ONZE heures de l'avant-midi au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Ville de Lorraine, P.Q., de la manière prescrite par la Loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales n'ont pas été payées, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given that the Town Clerk of the Town of Lorraine will, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Council, Town Hall, 100 Grande Côte, Town of Lorraine, P.Q. sell at public auction, in the manner prescribed by Law, the following immovables on which the municipal taxes assessed have not been paid, unless those taxes, together with the costs incurred be paid before the sale, to wit:

Folio	Nom	Numéro du cadastre
2-12	J. M. Dumais.....	P. 275, P. 276.
3-17	R. Panneton.....	277-52.
3-23	R. Thompson.....	277-P. 45.

Folio	Name	Cadastral number
2-12	J. M. Dumais.....	P. 275, P. 276.
3-17	R. Panneton.....	277-52.
3-23	R. Thompson.....	277-P. 45.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville et situés dans le territoire de la ville de Lorraine.

The above immovables are all of the official cadastre of the Parish of Ste. Thérèse de Blainville and situated in the Town of Lorraine.

La Commission municipale de Québec à sa séance du 19e jour du mois de janvier 1972 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux.

The Québec Municipal Commission, at its meeting on January 19, 1972 authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers.

Donné à Lorraine, ce 10e jour du mois de février 1972.

Given at Lorraine, this 10th day of February, 1972.

44557-7-2-0 Le greffier, N. C. BRAZEAU (MME).

44557-7-2-0 N. C. BRAZEAU (MRS.), Town Clerk.

Proclamation**Proclamation**

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le septième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Juge ANDRÉ TASCHEREAU, administrateur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le troisième jour de février, l'an de grâce mil neuf cent soixante-douze et de Notre règne le vingtième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,

44420-5-5-0

RENÉ BLONDIN.

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business. We hereby convene you for the seventh day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Justice ANDRÉ TASCHEREAU, Administrator of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the third day of February, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two, in the twentieth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,

44420-5-5-0

Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

La Société des Artisans

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que le permis et le certificat d'enregistrement de la société de secours mutuels « La Société des Artisans » ont été annulés le 1er janvier 1972, conformément à l'article 121 de la Loi des assurances et que ladite société, devenue une compagnie mutuelle d'assurance-vie le 30 mars 1971, en vertu du Bill S. 10 des Lois du Parlement du Canada de 1970-1971, fait affaires, à compter du 1er janvier

La Société des Artisans

*Notice of Cancellation of Licence and Certificate
of Registration*

Notice is hereby given that the licence and certificate of registration of the mutual benefit society "Le Société des Artisans" have been cancelled on January 1st, 1972, pursuant to the provisions of section 121 of the Insurance Act and that the said society, changed into a mutual life insurance company on March 30, 1971, pursuant to Bill S. 10 of the 1970-1971 Acts of the Parliament of Canada, is registered since January 1st,

1972, sous le nom de « Les Artisans, société coopérative d'assurance-vie — The Artisans, Life Insurance Cooperative Society ».

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 10 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

44570-7-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Imperial Insurance Office

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une convention, « Imperial Insurance Office » et « Guildhall Insurance Company of Canada » se sont fusionnées en une seule compagnie sous le nom de « Guildhall Insurance Company of Canada »;

Attendu que « Guildhall Insurance Company of Canada » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Imperial Insurance Office » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « Imperial Insurance Office » sont annulés à compter du 31 décembre 1971;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministères des institutions, financières, compagnies et coopératives, le 18 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

44686-8-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Pitts Life Insurance Company
Pitts Compagnie d'Assurance-Vie**

*Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Pitts Life Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance-Vie », enregistrée sous le numéro 660, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 872, qui l'autorise à compter du 13 janvier 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à London, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur A.-R. Monty, 6, rue Wellington sud, Sherbrooke, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 13 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

44614-8-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

1972, to do business under the name of "Les Artisans, société coopérative d'assurance-vie — The Artisans, Life Insurance Cooperative Society".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 10th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

44570-7-2-o

Superintendent of Insurance.

Imperial Insurance Office

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Notice is hereby given that pursuant to an agreement, "Imperial Insurance Office" and "Guildhall Insurance Company of Canada" have been amalgamated into only one company under the name of "Guildhall Insurance Company of Canada".

Whereas "Guildhall Insurance Company of Canada" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Imperial Insurance Office" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Imperial Insurance Office" are cancelled as from the 31st of December 1971;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 18th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

44686-8-2-o

Superintendent of Insurance.

**Pitts Life Insurance Company
Pitts Compagnie d'Assurance-Vie**

*Notice of Issue of License and Certificate
of Registration*

Notice is hereby given that "Pitts Life Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance-Vie", registered under number 660, has obtained the license and certificate of registry number 872, authorizing it, as from the 13th of January 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at London, province of Ontario.

The company has appointed Mr. A.-R. Monty, 6, Wellington Street South, Sherbrooke, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 13th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

44614-8-2-o

Superintendent of Insurance.

**Pitts Insurance Company
Pitts Compagnie d'Assurance**

*Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Pitts Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance », enregistrée sous le numéro 658, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 871, qui l'autorise à compter du 13 janvier 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident: Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Garantie (cautionnement et détournement); Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à London, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur A.-R. Monty, 6, rue Wellington sud, Sherbrooke, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 13 janvier 1972.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,*

Le Surintendant des assurances,

44613-8-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec

La compagnie « L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

44687-o

*Le secrétaire-trésorier,
J.-ÉMILE LÉTOURNEAU, ptre.*

**L'Internationale, Compagnie d'Assurance-Vie
The International Life Insurance Company**

Avis est donné que le lieutenant-gouverneur en conseil a confirmé le règlement numéro 41 de « L'Internationale, Compagnie d'Assurance-Vie — The International Life Insurance Company » adopté le 6 mars 1971, par l'arrêté en conseil numéro 456 du 16 février 1972 augmentant son capital-actions de un million (\$1,000,000) de dollars à deux millions (\$2,000,000) de dollars.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,*

Le Surintendant des assurances,

ROGER-A. CAMARAIRE.

Québec, le 21 février 1972.

44710-o

**Pitts Insurance Company
Pitts Compagnie d'Assurance**

*Notice of Issue of License and Certificate
of Registration*

Notice is hereby given that "Pitts Insurance Company — Pitts Compagnie d'Assurance", registered under number 658, has obtained the license and certificate of registry number 871, authorizing it, as from the 13th of January 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Guarantee (fidelity and surety); Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sicknes; Theft.

The head office of the company is situated at London, province of Ontario.

The company has appointed Mr. A.R. Monty, 6, Wellington Street South, Sherbrooke, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 13th of January 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

44613-8-2-o

L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec

Notice is given that "L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec" has changed the number of its directors from 9 to 11.

44687-o

*J.-ÉMILE LÉTOURNEAU, ptre,
Secretary-Treasurer.*

**L'Internationale, Compagnie d'Assurance-Vie
The International Life Insurance Company**

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has confirmed the by-law number 41 of "L'Internationale, Compagnie d'Assurance-Vie — The International Life Insurance Company" passed on March 6, 1971, by Order in Council number 456 of February 16, 1972 increasing its capital stock from one million (\$1,000,000) dollars to two millions (\$2,000,000) dollars.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

Québec, February 21, 1972.

44710-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Ville de Laval

City of Laval

Avis public est par la présente donné que la Ville de Laval entend se prévaloir des dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes, tel que ci-après reproduit, pour les lots ci-après mentionnés:

A. 58-62 Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Plan et description technique No 7-9688-1, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

B. 58-72 Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Plan et description technique No 7-9688-2, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

C. 58-167 Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Plan et description technique No 7-9688-5, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

D. 60-46 Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Plan et description technique No 7-9688-3, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

E. 60-134 Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Plan et description technique No 7-9688-4, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

F. 232-59 Paroisse de Ste-Dorothée

Plan et description technique No 7-9639-1, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplis les formalités suivantes:

1. Le Conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chap. 320);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. S.R. 1964, c. 193, a. 430.

Les plans et descriptions techniques des rues ou ruelles pour lesquelles la Ville de Laval se prévaut du

Public notice is hereby given that the City of Laval will avail itself of the provisions of article 430 of the Cities and Towns Act, which reads as follows, for the lots hereinafter mentioned:

A. 58-62 Parish of St-Vincent-de-Paul

Plan and technical description No. 7-9688-1, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

B. 58-72 Parish of St-Vincent-de-Paul

Plan and technical description No. 7-9688-2, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

C. 58-167 Parish of St-Vincent-de-Paul

Plan and technical description No. 7-9688-5, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

D. 60-46 Parish of St-Vincent-de-Paul

Plan and technical description No. 7-9688-3, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

E. 60-134 Parish of St-Vincent-de-Paul

Plan and technical description No. 7-9688-4, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

F. 232-59 Parish of Ste-Dorothée

Plan and technical description No. 7-9639-1, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference, made and deposited in conformity with the Cadastre Act (Chap. 320);

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

- (a) the full text of this section;
- (b) a summary description of the streets or lanes concerned;
- (c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership to the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. R.S. 1964, c. 193, s. 430.

The plans and technical descriptions of streets and lanes for which the City of Laval avail itself of the pre-

présent article, sont déposés au bureau du greffier de la Ville de Laval ainsi qu'au bureau d'enregistrement de Laval.

Un certificat est également donné à l'effet que la Ville de Laval a accompli les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 dudit article.

Donné à Laval, ce 25 janvier 1972.

44612-8-2-o *Le greffier,*
JEAN GALARNEAU.

sent article are deposited at the office of the clerk of the City of Laval and also at the registration office of Laval.

It is also certified that the City of Laval has fulfilled all requirements provided in paragraphs 1 and 2 of the said article.

Given at Laval, this January 25, 1972.

44612-8-2-o JEAN GALARNAEU,
City Clerk.

Paroisse Saint-Antoine de Les Buissons

(Correction)

L'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 22 janvier 1972, à la page 599, concernant la paroisse Saint-Antoine est corrigé en ajoutant, dans l'avant-dernière ligne, les mots « de Les Buissons » après les mots « Saint-Antoine ».

44683-o

Parish of St. Antoine de Les Buissons

(Correction)

The notice published on page 599 of the *Québec Official Gazette* dated January 22, 1972, concerning the Parish of St. Antoine, is corrected by adding, in the second line from the end, after the words "St. Antoine", the words "de Les Buissons".

44683

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal

Avis de rachat

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, Obligations du Fonds d'amortissement à 6½ % du 1er avril 1967, échéant le 1er avril 1992.

AVIS EST PAR LES PRÉSENTS DONNÉ aux détenteurs d'obligations de fonds d'amortissement à 6½ % du Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal, datées du 1er avril 1967 échéant le 1er avril 1992, que, conformément aux dispositions apparaissant sur les obligations et en vertu d'une résolution passée par ladite commission scolaire le 28 février 1967 et du chapitre 171 des Statuts Révisés du Québec, 1964, les obligations suivantes totalisant en capital cinquante-trois mille dollars (\$53,000) et portant les numéros suivants, à savoir:

Obligations à dénomination de \$5,000 portant les numéros

YVM 026	YVM 027
YVM 030	YVM 031
YVM 034	

Obligations à dénomination de \$1,000 portant les numéros

YM 056	YM 057
YM 060	YM 061

sont par les présentes rappelées pour rachat le 1er avril 1972 pour fins d'amortissement à 100% de leur montant en principal, plus l'intérêt couru et non payé à la date de rachat.

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en devises légales des États-Unis d'Amérique à The Royal Bank of Canada Trust Company ou The Bank of Montreal Trust Company, dans la cité de New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, au choix du détenteur, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er

The Protestant School Board of Greater Montreal

Notice of redemption

The Protestant School Board of Greater Montreal 6½ % Sinking Fund Bonds dated April 1st, 1967 maturing April 1st, 1992.

NOTICE IS HEREBY GIVEN to the holders of the 6½ % Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated April 1st, 1967 maturing April 1st, 1992 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said School Board passed on February 28, 1967 and of Chapter 171 of the Revised Statutes of Québec, 1964, the following bonds aggregating in principal amount fifty-three thousand dollars (\$53,000) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of \$5,000 numbered

YVM 028	YVM 029
YVM 032	YVM 033

Bonds of the denomination of \$1,000 numbered

YM 058	YM 059
YM 062	YM 063

are hereby called for redemption on April 1st, 1972 for sinking fund purposes at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of the United States of America at The Royal Bank of Canada Trust Company or the Bank of Montreal Trust Company in the City of New York, New York, United States of America at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after April 1st, 1972 att-

avril 1972 y attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées des documents requis pour le transfert.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur lesdites obligations cessera à compter de la date de rachat et que les coupons d'intérêt couru après ladite date de rachat deviendront et demeureront nuls.

Donné à Montréal, ce onzième jour de février 1972.

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.
Le secrétaire-trésorier,
JOHN PERRIE.

44709-o

ched. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite to transfer.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal, this eleventh day of February, 1972.

The Protestant School Board of Greater Montreal.
JOHN PERRIE,
Secretary-Treasurer.

44709-o

Soumissions — Demandes de

La Commission scolaire régionale Orléans

Siège Social: 1078, Boulevard des Chutes, Villeneuve, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Grenier, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission, 1078, Boulevard des Chutes, Villeneuve, comté de Montmorency, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 16 mars 1972, pour l'achat de \$4,280,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Orléans, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$4,280,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1973	\$ 93,000
1er avril 1974	101,000
1er avril 1975	109,000
1er avril 1976	118,000
1er avril 1977	128,000
1er avril 1978	138,000
1er avril 1979	148,000
1er avril 1980	160,000
1er avril 1981	173,000
1er avril 1982	187,000
1er avril 1983	202,000
1er avril 1984	219,000
1er avril 1985	236,000
1er avril 1986	254,000
1er avril 1987	274,000
1er avril 1988	296,000
1er avril 1989	321,000
1er avril 1990	346,000

Tenders — Requests for

The Regional School Board of Orléans

Head Office: 1078 Boulevard des Chutes, Villeneuve, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Gérard Grenier, Secretary-Treasurer, at the School Board Office, 1078 Boulevard des Chutes, Villeneuve, county of Montmorency, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Thursday, March 16, 1972, for the purchase of a bond issue of \$4,280,000 for the Regional School Board of Orléans, dated April 1st 1972 and redeemable serially from April 1st 1973 to April 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st 1972.

Redemption table — \$4,280,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1973	\$ 93,000
April 1, 1974	101,000
April 1, 1975	109,000
April 1, 1976	118,000
April 1, 1977	128,000
April 1, 1978	138,000
April 1, 1979	148,000
April 1, 1980	160,000
April 1, 1981	173,000
April 1, 1982	187,000
April 1, 1983	202,000
April 1, 1984	219,000
April 1, 1985	236,000
April 1, 1986	254,000
April 1, 1987	274,000
April 1, 1988	296,000
April 1, 1989	321,000
April 1, 1990	346,000

1er avril 1991.....	\$373,000
1er avril 1992.....	404,000

April 1, 1991.....	\$373,000
April 1, 1992.....	404,000

La commission scolaire régionale Orléans, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$404,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$404,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Orléans s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 26 février 1969 (telle que modifiée) — \$2,110,000 — construction de l'école polyvalente de

The Regional School Board of Orléans, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$404,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1st 1992.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$404,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Orléans agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: February 26, 1969 (as amended) — \$2,110,000 — construction of Beauport Polyvalent

Beaupré; 9 décembre 1970 — \$2,170,000 — construction de l'école polyvalente de Giffard.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, jeudi, le 16 mars 1972, Bureau de la commission, 1078, Boulevard des Chutes, Villeneuve, comté de Montmorency, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve (Comté de Montmorency), ce 17 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GÉRARD GRENIER.

Bureau de la Commission, 1078, Boulevard des Chutes, Villeneuve, (Montmorency), P.Q.
Téléphone: 667-1250, code 418. 44616-o

Ville de Lorraine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme N. C. Brazeau, greffier, Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Lorraine, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 14 mars 1972, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la ville de Lorraine, comté de Terrebonne, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans
Année Capital

1er avril 1973	\$ 2,000
1er avril 1974	2,500
1er avril 1975	2,500
1er avril 1976	2,500
1er avril 1977	3,500
1er avril 1978	3,500
1er avril 1979	3,500
1er avril 1980	4,000
1er avril 1981	4,000
1er avril 1982	4,500
1er avril 1983	5,000
1er avril 1984	5,500
1er avril 1985	5,500
1er avril 1986	6,500
1er avril 1987	7,500
1er avril 1988	8,000
1er avril 1989	9,000
1er avril 1990	9,500
1er avril 1991	10,500
1er avril 1992	200,500

School; December 9, 1970 — \$2,170,000 — construction of Giffard Polyvalent School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Thursday, March 16, 1972, at the School Board Office, 1078 Boulevard des Chutes, Villeneuve, county of Montmorency, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve (County of Montmorency), February 17, 1972.

GÉRARD GRENIER,
Secretary-Treasurer.

School Board Office, 1078 Boulevard des Chutes, Villeneuve (Montmorency), P.Q.
Telephone: 667-1250, code 418. 44616

Town of Lorraine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Mrs. N. C. Brazeau, Town Clerk, at the Town Hall, 100 Grande Côte, Lorraine, County of Terrebonne, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., on Tuesday, March 14, 1972, for the purchase of a bond issue of \$300,000 for the Town of Lorraine, County of Terrebonne, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$300,000 — 20 years
Year Capital

April 1, 1973	\$ 2,000
April 1, 1974	2,500
April 1, 1975	2,500
April 1, 1976	2,500
April 1, 1977	3,500
April 1, 1978	3,500
April 1, 1979	3,500
April 1, 1980	4,000
April 1, 1981	4,000
April 1, 1982	4,500
April 1, 1983	5,000
April 1, 1984	5,500
April 1, 1985	5,500
April 1, 1986	6,500
April 1, 1987	7,500
April 1, 1988	8,000
April 1, 1989	9,000
April 1, 1990	9,500
April 1, 1991	10,500
April 1, 1992	200,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$28,000 et, si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes suivants dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de \$200,500 comprend un solde de \$189,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1993.....	\$ 12,000
1er avril 1994.....	13,500
1er avril 1995.....	14,500
1er avril 1996.....	16,000
1er avril 1997.....	17,500
1er avril 1998.....	19,000
1er avril 1999.....	21,000
1er avril 2000.....	23,000
1er avril 2001.....	25,000
1er avril 2002.....	28,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$200,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Lorraine s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$28,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1, 1992 in the amount of \$200,500 includes a balance of \$189,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1993.....	\$ 12,000
April 1, 1994.....	13,500
April 1, 1995.....	14,500
April 1, 1996.....	16,000
April 1, 1997.....	17,500
April 1, 1998.....	19,000
April 1, 1999.....	21,000
April 1, 2000.....	23,000
April 1, 2001.....	25,000
April 1, 2002.....	28,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$200,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Lorraine agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written

autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: B-19 — \$13,500 — aqueduc et égouts; B-20 — \$19,500 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; B-25 — \$267,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8.30 heures du soir, mardi, le 14 mars 1972, Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Lorraine, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lorraine (Comté de Terrebonne), ce 17 février 1972.

Le greffier,
Mme N. C. BRAZEAU.

Hôtel de Ville, 100, Grande-Côte,
Lorraine, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 625-0797, code 514. 44618-0

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Laurent
Comté de St-Laurent

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Pierre Grou, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 1100, Côte Vertu, Saint-Laurent, comté de Saint-Laurent, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 15 mars 1972, pour l'achat de \$1,000,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, comté de Saint-Laurent, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,000,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1973.....	\$21,000
1er avril 1974.....	22,000
1er avril 1975.....	24,000
1er avril 1976.....	26,000
1er avril 1977.....	29,000
1er avril 1978.....	31,000
1er avril 1979.....	34,000
1er avril 1980.....	36,000
1er avril 1981.....	40,000
1er avril 1982.....	43,000
1er avril 1983.....	47,000
1er avril 1984.....	51,000
1er avril 1985.....	55,000

authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: B-19 — \$13,500 — aqueduct and sewers; B-20 — \$19,500 — aqueduct, sewers, roads, lighting; B-25 — \$267,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:30 o'clock, p.m., on Tuesday, March 14, 1972, at the Town Hall, 100 Grande Côte, Lorraine, County of Terrebonne, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lorraine (County of Terrebonne), February 17, 1972.

Mrs. N. C. BRAZEAU,
Town Clerk.

Town Hall, 100 Grande-Côte,
Lorraine, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 625-0797, code 514. 44618

The School Commissioners of the Municipality of St. Laurent
County of St. Laurent

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Pierre Grou, Secretary-Treasurer, at the School Commission Office, 1100 Côte Vertu, St. Laurent, County of St. Laurent, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, March 15, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,000,000 for the School Commissioners of the Municipality of St. Laurent, County of St. Laurent, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$1,000,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1973.....	\$21,000
April 1, 1974.....	22,000
April 1, 1975.....	24,000
April 1, 1976.....	26,000
April 1, 1977.....	29,000
April 1, 1978.....	31,000
April 1, 1979.....	34,000
April 1, 1980.....	36,000
April 1, 1981.....	40,000
April 1, 1982.....	43,000
April 1, 1983.....	47,000
April 1, 1984.....	51,000
April 1, 1985.....	55,000

1er avril 1986.....	\$60,000	April 1, 1986.....	\$60,000
1er avril 1987.....	65,000	April 1, 1987.....	65,000
1er avril 1988.....	70,000	April 1, 1988.....	70,000
1er avril 1989.....	76,000	April 1, 1989.....	76,000
1er avril 1990.....	83,000	April 1, 1990.....	83,000
1er avril 1991.....	90,000	April 1, 1991.....	90,000
1er avril 1992.....	97,000	April 1, 1992.....	97,000

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$97,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudication s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Laurent.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$97,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

The School Commissioners of the Municipality of St. Laurent, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Finance to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$97,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Laurent.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$97,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 4 janvier 1972 — \$1,000,000 — dépenses d'immobilisation.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 15 mars 1972, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 1100, Côte Vertu, Saint-Laurent, comté de Saint-Laurent, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Laurent (Comté de St-Laurent), ce 17 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE GROU, C.A.

Bureau de la commission scolaire, 1100, Côte Vertu,
Saint-Laurent, (Saint-Laurent), P.Q.
Téléphone: 748-6991, code 514. 44619-0

Paroisse de Saint-Gérard-Majella
Comté de Yamaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Proulx, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la Corporation, R.R. No 1, Yamaska-Est, comté de Yamaska, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale, St-Gérard-Majella, comté de Yamaska, P.Q., mercredi, le 15 mars 1972, pour l'achat de \$143,000 d'obligations de la paroisse de St-Gérard-Majella, comté de Yamaska, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$143,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1973.....	\$ 7,000
1er avril 1974.....	7,500
1er avril 1975.....	8,500
1er avril 1976.....	8,500
1er avril 1977.....	9,500
1er avril 1978.....	10,500
1er avril 1979.....	11,000
1er avril 1980.....	12,000
1er avril 1981.....	13,000
1er avril 1982.....	14,000
1er avril 1983.....	2,500
1er avril 1984.....	3,000
1er avril 1985.....	3,000

The School Commissioners of the Municipality of St. Laurent agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of January 4, 1972 — \$1,000,000 — capital expenditures.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 15, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the School Commission Office, 1100 Côte Vertu, St. Laurent, County of St. Laurent, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Laurent (County of St. Laurent), February 17, 1972.

PIERRE GROU, C.A.,
Secretary-Treasurer.

School Commission Office, 1100 Côte Vertu,
St. Laurent, (St. Laurent), P.Q.
Telephone: 748-6991, code 514. 44619

Parish of St. Gérard-Majella
County of Yamaska

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Roger Proulx, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, R.R. No. 1, Yamaska East, county of Yamaska, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at the Parish Hall, St. Gérard-Majella, county of Yamaska, P.Q., on Wednesday, March 15, 1972, for the purchase of a bond issue of \$143,000 for the Parish of St. Gérard-Majella, county of Yamaska, dated April 1st 1972 and redeemable serially from April 1st 1973 to April 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st 1972.

Redemption table — \$143,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1973.....	\$ 7,000
April 1, 1974.....	7,500
April 1, 1975.....	8,500
April 1, 1976.....	8,500
April 1, 1977.....	9,500
April 1, 1978.....	10,500
April 1, 1979.....	11,000
April 1, 1980.....	12,000
April 1, 1981.....	13,000
April 1, 1982.....	14,000
April 1, 1983.....	2,500
April 1, 1984.....	3,000
April 1, 1985.....	3,000

1er avril 1986.....	\$3,500	April 1, 1986.....	\$3,500
1er avril 1987.....	4,000	April 1, 1987.....	4,000
1er avril 1988.....	4,500	April 1, 1988.....	4,500
1er avril 1989.....	4,500	April 1, 1989.....	4,500
1er avril 1990.....	5,000	April 1, 1990.....	5,000
1er avril 1991.....	5,500	April 1, 1991.....	5,500
1er avril 1992.....	6,000	April 1, 1992.....	6,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$6,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$6,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de St-Gérard-Majella s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement no 79 — \$143,000 — travaux d'aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 mars 1972, à 8 heures du soir, Salle paroissiale, St-Gérard-Majella, comté de Yamaska, P.Q.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$6,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1st 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$6,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of St. Gérard-Majella agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to By-law No. 79 — \$143,000 — aqueduct works.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 15, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Parish Hall, St. Gérard-Majella, county of Yamaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Yamaska-Est (Comté de Yamaska), ce 17 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER PROULX.

Bureau de la Corporation, R.R. No 1,
Yamaska-Est, (Yamaska), P.Q.
Téléphone: 789-5240, code 514. 44617-0

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Yamaska East (County of Yamaska), February 17, 1972.

ROGER PROULX,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, R.R. No. 1,
Yamaska East (Yamaska), P.Q.
Telephone: 789-5240, code 514. 44617

Saint-Joseph-d'Alma
Comté de Lac Saint-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Daniel Gagnon, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 1311, rue Du Pont, Case postale 157, Alma, comté du Lac St-Jean-Est, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 15 mars 1972, pour l'achat de \$69,500 d'obligations de la municipalité de St-Joseph-d'Alma, comté du Lac St-Jean-Est, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$69,500 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1973	\$1,500
1er avril 1974	1,500
1er avril 1975	1,500
1er avril 1976	2,000
1er avril 1977	2,000
1er avril 1978	2,500
1er avril 1979	2,500
1er avril 1980	3,000
1er avril 1981	3,000
1er avril 1982	3,000
1er avril 1983	3,500
1er avril 1984	3,500
1er avril 1985	4,000
1er avril 1986	4,000
1er avril 1987	4,500
1er avril 1988	5,000
1er avril 1989	5,000
1er avril 1990	5,500
1er avril 1991	6,000
1er avril 1992	6,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

St. Joseph-d'Alma
County of Lac St. Jean East

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Daniel Gagnon, Secretary-Treasurer, at the Corporation Office, 1311 Du Pont Street, Post Office Box 157, Alma, County of Lac St. Jean East, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, March 15, 1972, for the purchase of a bond issue of \$69,500 for the Municipality of St. Joseph-d'Alma, County of Lac St. Jean East, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$69,500 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1973	\$1,500
April 1, 1974	1,500
April 1, 1975	1,500
April 1, 1976	2,000
April 1, 1977	2,000
April 1, 1978	2,500
April 1, 1979	2,500
April 1, 1980	3,000
April 1, 1981	3,000
April 1, 1982	3,000
April 1, 1983	3,500
April 1, 1984	3,500
April 1, 1985	4,000
April 1, 1986	4,000
April 1, 1987	4,500
April 1, 1988	5,000
April 1, 1989	5,000
April 1, 1990	5,500
April 1, 1991	6,000
April 1, 1992	6,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$6,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$6,000, et cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de St-Joseph-d'Alma s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 149 (tel que modifié) — \$55,000 — aqueduc et protection contre incendie; 150 (tel que modifié) — \$14,500 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 7.30 heures du soir, mercredi, le 15 mars 1972, Bureau de la Corporation, 1311, rue Du Pont, Case postale 157, Alma, comté du Lac St-Jean-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma (Comté du Lac St-Jean-Est), ce 17 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,

DANIEL GAGNON.

Bureau de la Corporation, 1311, rue Du Pont,

Case postale 157, Alma (Lac St-Jean-Est), P.Q.

Téléphone: 662-3017 ou

662-4011, code 418.

44615-0

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$6,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$6,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of St. Joseph-d'Alma agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 149 (as amended) — \$55,000 — aqueduct and fire protection; 150 (as amended) — \$14,500 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held at 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, March 15, 1972, at the Corporation Office, 1311 Du Pont Street, Post Office Box 157, Alma, County of Lac St. Jean East, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Alma (County of Lac St. Jean East), February 17, 1972.

DANIEL GAGNON,

Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 1311 Du Pont Street,

Post Office Box 157, Alma (Lac St. Jean East) P.Q.

Telephone: 662-3017 or

662-4011, code 418.

44615

Ville de Brossard
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, greffier, Hôtel de ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 13 mars 1972, pour l'achat de \$909,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$909,000 — 20 ans
Année Capital

1er avril 1973	\$15,000
1er avril 1974	16,000
1er avril 1975	17,000
1er avril 1976	18,000
1er avril 1977	19,000
1er avril 1978	21,000
1er avril 1979	23,000
1er avril 1980	24,000
1er avril 1981	26,000
1er avril 1982	27,000
1er avril 1983	30,000
1er avril 1984	32,000
1er avril 1985	34,000
1er avril 1986	37,000
1er avril 1987	40,000
1er avril 1988	43,000
1er avril 1989	46,000
1er avril 1990	50,000
1er avril 1991	56,000
1er avril 1992	335,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$42,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Town of Brossard
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, Town Clerk, at the Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, County of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Monday, March 13, 1972, for the purchase of a bond issue of \$909,000 for the town of Brossard, County of Napierville-Laprairie, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — \$909,000 — 20 years
Year Capital

April 1, 1973	\$15,000
April 1, 1974	16,000
April 1, 1975	17,000
April 1, 1976	18,000
April 1, 1977	19,000
April 1, 1978	21,000
April 1, 1979	23,000
April 1, 1980	24,000
April 1, 1981	26,000
April 1, 1982	27,000
April 1, 1983	30,000
April 1, 1984	32,000
April 1, 1985	34,000
April 1, 1986	37,000
April 1, 1987	40,000
April 1, 1988	43,000
April 1, 1989	46,000
April 1, 1990	50,000
April 1, 1991	56,000
April 1, 1992	335,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$42,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de \$335,000 comprend un solde de \$297,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1993	\$20,000
1er avril 1994	21,000
1er avril 1995	23,000
1er avril 1996	26,000
1er avril 1997	28,000
1er avril 1998	30,000
1er avril 1999	32,000
1er avril 2000	36,000
1er avril 2001	39,000
1er avril 2002	42,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$335,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Brossard s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 108 — \$70,000 — renouvellement d'emprunt; 119 — \$83,500 — renouvellement d'emprunt; 121 — \$76,500 — renouvellement d'emprunt; 357 — \$20,000 — aqueduc, égouts, voirie; 369 — \$9,000 — voirie; 435 — \$200,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 440 — \$300,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 441 — \$150,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 13 mars 1972, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1, 1992 in the amount of \$335,000 includes a balance of \$297,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1993	\$20,000
April 1, 1994	21,000
April 1, 1995	23,000
April 1, 1996	26,000
April 1, 1997	28,000
April 1, 1998	30,000
April 1, 1999	32,000
April 1, 2000	36,000
April 1, 2001	39,000
April 1, 2002	42,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$335,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Brossard agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 108 — \$70,000 — loan renewal; 119 — \$83,500 — loan renewal; 121 — \$76,500 — loan renewal; 357 — \$20,000 — aqueduct, sewers, roads; 369 — \$9,000 — roads; 435 — \$200,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 440 — \$300,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 441 — \$150,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, March 13, 1972, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, County of Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard (Comté de Napierville-Laprairie), ce 21 février 1972.

Le greffier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de ville, 6840, boul. Matte,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-0201, code 514. 44708-o

Ville de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Parc Perron, gérant, Hôtel de Ville, 1, Place Du Souvenir, Ville de Laval, P.Q., jusqu'à 12 heures (midi), mardi, le 14 mars 1972, pour l'achat de \$8,200,000 d'obligations de la ville de Laval, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$8,200,000 — 20 ans
Année *Capital*

1er avril 1973	\$520,000
1er avril 1974	526,000
1er avril 1975	535,000
1er avril 1976	540,000
1er avril 1977	549,000
1er avril 1978	486,000
1er avril 1979	497,000
1er avril 1980	509,000
1er avril 1981	522,000
1er avril 1982	439,000
1er avril 1983	294,000
1er avril 1984	296,000
1er avril 1985	296,000
1er avril 1986	297,000
1er avril 1987	298,000
1er avril 1988	286,000
1er avril 1989	287,000
1er avril 1990	288,000
1er avril 1991	290,000
1er avril 1992	445,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard (County of Napierville-Laprairie), February 21, 1972.

LAURENT GERVAIS,
Town Clerk.

Town Hall, 6840 Matte Blvd.,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-0201, code 514. 44708

City of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Marc Perron, Manager, at the City Hall, 1 Place du Souvenir, City of Laval, P.Q., until 12 o'clock (noon), on Tuesday, March 14, 1972, for the purchase of a bond issue of \$8,200,000 for the City of Laval, dated April 1st 1972 and redeemable serially from April 1st 1973 to April 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st 1972.

Redemption table — \$8,200,000 — 20 years
Year *Capital*

1er avril 1973	\$520,000
1er avril 1974	526,000
1er avril 1975	535,000
1er avril 1976	540,000
1er avril 1977	549,000
1er avril 1978	486,000
1er avril 1979	497,000
1er avril 1980	509,000
1er avril 1981	522,000
1er avril 1982	439,000
1er avril 1983	294,000
1er avril 1984	296,000
1er avril 1985	296,000
1er avril 1986	297,000
1er avril 1987	298,000
1er avril 1988	286,000
1er avril 1989	287,000
1er avril 1990	288,000
1er avril 1991	290,000
1er avril 1992	445,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$445,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de \$445,000, comprend un solde de \$154,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1993.....	\$16,000
1er avril 1994.....	16,000
1er avril 1995.....	16,000
1er avril 1996.....	16,000
1er avril 1997.....	16,000
1er avril 1998.....	16,000
1er avril 1999.....	17,000
1er avril 2000.....	17,000
1er avril 2001.....	17,000
1er avril 2002.....	7,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec des banques dont le nom est mentionné dans les procédures d'emprunt ainsi qu'au bureau principal desdites banques à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$445,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Laval s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Cette émission d'obligations est émise en vertu de différents règlements de la ville de Laval ainsi que pour des renouvellements d'emprunt d'anciennes corporations qui font partie maintenant de la ville de Laval.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$445,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of April 1st 1992.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1st 1992 in the amount of \$445,000 includes a balance of \$154,000, renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1993.....	\$16,000
April 1, 1994.....	16,000
April 1, 1995.....	16,000
April 1, 1996.....	16,000
April 1, 1997.....	16,000
April 1, 1998.....	16,000
April 1, 1999.....	17,000
April 1, 2000.....	17,000
April 1, 2001.....	17,000
April 1, 2002.....	7,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the banks mentioned in the loan procedure and at the head office of the said banks in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$445,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on the 1st of April of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Laval agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds are issued pursuant to various by-laws of the City of Laval and for loan renewals of former corporations now forming part of the City of Laval.

Liste des règlements compris dans l'émission de \$8,200,000 d'obligations de ville de Laval datée du 1er avril 1972.

Règlements numéros: 150 (anc. ville de Laval-sur-le-Lac) — \$282,500 — renouvellement d'emprunt; 331 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$10,200 — renouvellement d'emprunt; 333 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$33,500 — renouvellement d'emprunt; 336 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$3,300 — renouvellement d'emprunt; 338 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$71,150 — renouvellement d'emprunt; 341 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$25,000 — renouvellement d'emprunt; 347 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$24,500 — renouvellement d'emprunt; 351 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$23,000 — renouvellement d'emprunt; 353 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$5,200 — renouvellement d'emprunt; 356 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$550 — renouvellement d'emprunt; 359 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$1,000 — renouvellement d'emprunt; 361 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$5,500 — renouvellement d'emprunt; 367 (anc. ville de Ste-Dorothée) — \$2,100 — renouvellement d'emprunt; 440 (anc. ville de Duvernay) — \$9,800 — renouvellement d'emprunt; 441 (anc. ville de Duvernay) — \$12,000 — renouvellement d'emprunt; 443 (anc. ville de Duvernay) — \$60,000 — renouvellement d'emprunt; 445 (anc. ville de Duvernay) — \$24,600 — renouvellement d'emprunt; 446 (anc. ville de Duvernay) — \$22,500 — renouvellement d'emprunt; 448 (anc. ville de Duvernay) — \$28,500 — renouvellement d'emprunt; 449 (anc. ville de Duvernay) — \$122,600 — renouvellement d'emprunt; 452 (anc. ville de Duvernay) — \$22,000 — renouvellement d'emprunt; 456 (anc. ville de Duvernay) — \$36,000 — renouvellement d'emprunt; 457 (anc. ville de Duvernay) — \$56,000 — renouvellement d'emprunt; 466 (anc. ville de Duvernay) — \$7,500 — renouvellement d'emprunt; 475 (anc. ville de Duvernay) — \$6,500 — renouvellement d'emprunt; 481 (anc. ville de Duvernay) — \$28,000 — renouvellement d'emprunt; 483 (anc. ville de Duvernay) — \$14,000 — renouvellement d'emprunt; 122-A (anc. ville d'Auteuil) — \$11,500 — renouvellement d'emprunt; 123-A (anc. ville d'Auteuil) — \$40,000 — renouvellement d'emprunt; 128-A (anc. ville d'Auteuil) — \$25,000 — renouvellement d'emprunt; 129-A (anc. ville d'Auteuil) — \$52,000 — renouvellement d'emprunt; 139 (anc. ville d'Auteuil) — \$15,500 — renouvellement d'emprunt; 142 (anc. ville d'Auteuil) — \$9,500 — renouvellement d'emprunt; 144 (anc. ville d'Auteuil) — \$24,000 — renouvellement d'emprunt; 145 (anc. ville d'Auteuil) — \$28,000 — renouvellement d'emprunt; 146 (anc. ville d'Auteuil) — \$65,400 — renouvellement d'emprunt; 147 (anc. ville d'Auteuil) — \$39,200 — renouvellement d'emprunt; 148 (anc. ville d'Auteuil) — \$25,300 — renouvellement d'emprunt; 149 (anc. ville d'Auteuil) — \$48,100 — renouvellement d'emprunt; 150 (anc. ville d'Auteuil) — \$39,500 — renouvellement d'emprunt; 151 (anc. ville d'Auteuil) — \$21,000 — renouvellement d'emprunt; 154 (anc. ville d'Auteuil) — \$21,500 — renouvellement d'emprunt; 155 (anc. ville d'Auteuil) — \$28,000 — renouvellement d'emprunt; 158 (anc. ville d'Auteuil) — \$22,000 — renouvellement d'emprunt; 165 (anc. ville d'Auteuil) — \$12,000 — renouvellement d'emprunt; 166 (anc. ville

List of the by-laws included in the bond issue of \$8,200,000 for the City of Laval dated April 1, 1972.

By-laws numbers: 150 (former Town of Laval-sur-le-Lac) — \$282,500 — loan renewal; 331 (former Town of Ste. Dorothée) — \$10,200 — loan renewal; 333 (former Town of Ste. Dorothée) — \$33,500 — loan renewal; 336 (former Town of Ste. Dorothée) — \$3,300 — loan renewal; 338 — (former Town of Ste. Dorothée) — \$71,150 — loan renewal; 341 (former Town of Ste. Dorothée) — \$25,000 — loan renewal; 347 (former Town of Ste. Dorothée) — \$24,500 — loan renewal; 351 (former Town of Ste. Dorothée) — \$23,000 — loan renewal; 353 (former Town of Ste. Dorothée) — \$5,200 — loan renewal; 356 (former Town of Ste. Dorothée) — \$550 — loan renewal; 359 (former Town of Ste. Dorothée) — \$1,000 — loan renewal; 361 (former Town of Ste. Dorothée) — \$5,500 — loan renewal; 367 (former Town of Ste. Dorothée) — \$2,100 — loan renewal; 440 (former Town of Duvernay) — \$9,800 — loan renewal; 441 (former Town of Duvernay) — \$12,000 — loan renewal; 443 (former Town of Duvernay) — \$60,000 — loan renewal; 445 (former Town of Duvernay) — \$24,600 — loan renewal; 446 (former Town of Duvernay) — \$22,500 — loan renewal; 448 (former Town of Duvernay) — \$28,500 — loan renewal; 449 (former Town of Duvernay) — \$122,600 — loan renewal; 452 (former Town of Duvernay) — \$22,000 — loan renewal; 456 (former Town of Duvernay) — \$36,000 — loan renewal; 457 (former Town of Duvernay) — \$56,000 — loan renewal; 466 (former Town of Duvernay) — \$7,500 — loan renewal; 475 (former Town of Duvernay) — \$6,500 — loan renewal; 481 (former Town of Duvernay) — \$28,000 — loan renewal; 483 (former Town of Duvernay) — \$14,000 — loan renewal; 122-A (former Town of Auteuil) — \$11,500 — loan renewal; 123-A (former Town of Auteuil) — \$40,000 — loan renewal; 128-A (former Town of Auteuil) — \$25,000 — loan renewal; 129-A (former Town of Auteuil) — \$52,000 — loan renewal; 139 (former Town of Auteuil) — \$15,500 — loan renewal; 142 (former Town of Auteuil) — \$9,500 — loan renewal; 144 (former Town of Auteuil) — \$24,000 — loan renewal; 145 (former Town of Auteuil) — \$28,000 — loan renewal; 146 (former Town of Auteuil) — \$65,400 — loan renewal; 147 (former Town of Auteuil) — \$39,200 — loan renewal; 148 (former Town of Auteuil) — \$25,300 — loan renewal; 149 (former Town of Auteuil) — \$48,100 — loan renewal; 150 (former Town of Auteuil) — \$39,500 — loan renewal; 151 (former Town of Auteuil) — \$21,000 — loan renewal; 154 (former Town of Auteuil) — \$21,500 — loan renewal; 155 (former Town of Auteuil) — \$28,000 — loan renewal; 158 (former Town of Auteuil) — \$22,000 — loan renewal; 165 (former Town of Auteuil) — \$12,000 — loan renewal; 166 (former Town of Auteuil) — \$52,500 — loan renewal; 168 (former Town of Auteuil) — \$10,000 — loan renewal; 170 (former Town of Auteuil) — \$93,000 — loan renewal; 311 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$32,000 — loan renewal; 312 — (former Town of Laval-des-Rapides) — \$40,000 — loan renewal; 313 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$16,000 — loan renewal; 315 (former

d'Auteuil) — \$52,500 — renouvellement d'emprunt; 168 (anc. ville d'Auteuil) — \$10,000 — renouvellement d'emprunt; 170 (anc. ville d'Auteuil) — \$93,000 — renouvellement d'emprunt; 311 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$32,000 — renouvellement d'emprunt; 312 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$40,000 — renouvellement d'emprunt; 313 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$16,000 — renouvellement d'emprunt; 315 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$7,000 — renouvellement d'emprunt; 316 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$21,000 — renouvellement d'emprunt; 317 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$32,000 — renouvellement d'emprunt; 318 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$23,000 — renouvellement d'emprunt; 319 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$7,500 — renouvellement d'emprunt; 320 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$5,500 — renouvellement d'emprunt; 321 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$35,400 — renouvellement d'emprunt; 324 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$1,200 — renouvellement d'emprunt; 325 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$10,200 — renouvellement d'emprunt; 329 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$5,000 — renouvellement d'emprunt; 342 (anc. ville de Laval-des-Rapides) — \$219,200 — renouvellement d'emprunt; L-162 — \$82,000 — achat de terrains; L-190 — \$5,000 — aqueduc et égouts; L-428-CHE — \$16,500 — voirie, etc.; L-474-SDE — \$5,000 — voirie; L-609-AUE — \$18,100 — voirie; L-610-AUE — \$8,100 — éclairage; L-634-CHE — \$47,000 — voirie; L-645-SDE — \$11,600 — voirie et éclairage; L-666-FAE — \$25,700 — voirie; L-736-CHE — \$9,600 — achat de terrains; L-740-CHE — \$66,800 — voirie; L-877-FAE — \$31,000 — aqueduc et égouts; L-933-CHE — \$56,500 — aqueduc et égouts; L-960-FAE — \$4,000 — aqueduc et égouts; L-1001-FAE — \$73,000 — voirie et éclairage; L-1077-CHE — \$25,000 — voirie et éclairage; L-1183-FAE — \$12,200 — aqueduc et égouts; L-1184-FAE — \$13,700 — voirie; L-1328-VIE — \$51,500 — achat de terrains; L-1337-FAE — \$24,000 — voirie et éclairage; L-1353-VIE — \$46,700 — aqueduc et égouts; L-1354-VIE — \$51,100 — voirie et éclairage; L-1366-LRE — \$8,800 — voirie et éclairage; L-1377-SRE — \$16,200 — aqueduc et égouts; L-1404-LAE — \$10,000 — achat d'équipements radio; L-1439-ILE — \$13,000 — aqueduc et égouts; L-1445-LAE — \$21,000 — voirie et éclairage; L-1489-SDE — \$28,100 — voirie et éclairage; L-1499-PVE — \$4,400 — éclairage; L-1556-CHE — \$99,700 — voirie, éclairage; L-1591-VIE — \$5,300 — voirie; L-1628-CHE — \$25,000 — voirie; L-1629 — \$3,400 — voirie; L-1655-FAE — \$19,800 — aqueduc et égouts; L-1656-FAE — \$31,900 — voirie et éclairage; L-1701 — \$2,700 — expropriation de lots; L-1704-LRE — \$11,400 — voirie; L-1721-VIE — \$233,800 — voirie et éclairage; L-1722-FAE — \$7,700 — aqueduc et égouts; L-1724-FAE — \$69,000 — voirie et éclairage; L-1741-FAE — \$6,600 — aqueduc et égouts; L-1759-SDE — \$85,000 — voirie et éclairage; L-1764-LAE — \$58,700 — éclairage; L-1775-SVE — \$35,200 — voirie et éclairage; L-1778-SRE — \$6,100 — voirie; L-1781-FAE — \$1,800 — achat de terrains; L-1787-FAE — \$95,800 — aqueduc et égouts; L-1790-FAE — \$42,200 — aqueduc et égouts; L-1791-FAE — \$27,900 — voirie; L-1799-LAE — \$100,000 — aqueduc

Town of Laval-des-Rapides) — \$7,000 — loan renewal; 316 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$21,000 — loan renewal; 317 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$32,000 — loan renewal; 318 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$23,000 — loan renewal; 319 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$7,500 — loan renewal; 320 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$5,500 — loan renewal; 321 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$35,400 — loan renewal; 324 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$1,200 — loan renewal; 325 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$10,200 — loan renewal; 329 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$5,000 — loan renewal; 342 (former Town of Laval-des-Rapides) — \$219,200 — loan renewal; L-162- \$82,000 — purchase of land; L-190 — \$5,000 — aqueduct and sewers; L-428-CHE — \$16,500 — roads, etc.; L-474-SDE — \$5,000 — roads; L-609-AUE — \$18,100 — roads; L-610-AUE — \$8,100 — lighting; L-634-CHE — \$47,000 — roads; L-645-SDE — \$11,600 — roads and lighting; L-666-FAE — \$25,700 — roads; L-736-CHE — \$9,600 — purchase of land; L-740-CHE — \$66,800 — roads; L-877-FAE — \$31,000 — aqueduct and sewers; L-933-CHE — \$56,500 — aqueduct and sewers; L-960-FAE — \$4,000 — aqueduct and sewers; L-1001-FAE — \$73,000 — roads and lighting; L-1077-CHE — \$25,000 — roads and lighting; L-1183-FAE — \$12,200 — aqueduct and sewers; L-1184-FAE — \$13,700 — roads; L-1328-VIE — \$51,500 — purchase of land; L-1337-FAE — \$24,000 — roads and lighting; L-1353-VIE — \$46,700 — aqueduct and sewers; L-1354-VIE — \$51,100 — roads and lighting; L-1366-LRE — \$8,800 — roads and lighting; L-1377-SRE — \$16,200 — aqueduct and sewers; L-1404-LAE — \$10,000 — purchase of radio equipment; L-1439-ILE — \$13,000 — aqueduct and sewers; L-1445-LAE — \$21,000 — roads and lighting; L-1489-SDE — \$28,100 — roads and lighting; L-1499-PVE — \$4,400 — lighting; L-1556-CHE — \$99,700 — roads, lighting; L-1591-VIE — \$5,300 — roads; L-1628-CHE — \$25,000 — roads; L-1629 — \$3,400 — roads; L-1655-FAE — \$19,800 — aqueduct and sewers; L-1656-FAE — \$31,900 — roads and lighting; L-1701 — \$2,700 — expropriation of lots; L-1704-LRE — \$11,400 — roads; L-1721-VIE — \$233,800 — roads and lighting; L-1722-FAE — \$7,700 — aqueduct and sewers; L-1724-FAE — \$69,000 — roads and lighting; L-1741-FAE — \$6,600 — aqueduct and sewers; L-1759-SDE — \$85,000 — roads and lighting; L-1764-LAE — \$58,700 — lighting; L-1775-SVE — \$35,200 — roads and lighting; L-1778-SRE — \$6,100 — roads; L-1781-FAE — \$1,800 — purchase of land; L-1787-FAE) \$95,800 — aqueduct and sewers; L-1790-FAE — \$42,200 — aqueduct and sewers; L-1791-FAE — \$27,900 — roads; L-1799-LAE — \$100,000 — aqueduct and sewers; L-1816-SRE — \$25,400 — roads and lighting; L-1826-VIE — \$58,200 — roads and lighting; L-1832-CHE — \$23,800 — roads and lighting; L-1834-DUE — \$61,700 — roads and lighting; L-1835-SDE — \$41,200 — aqueduct and sewers; L-1836-SDE — \$49,700 — roads and lighting; L-1837-LRE — \$7,800 — roads; L-1838-FAE — \$201,000 — aqueduct and sewers; L-1839-FAE — \$119,500 — roads and lighting; L-1840-AUE — \$340,000 — aqueduct and sewers; L-1841-AUE —

et égouts; L-1816-SRE — \$25,400 — voirie et éclairage; L-1826-VIE — \$58,200 — voirie et éclairage; L-1832-CHE — \$23,800 — voirie et éclairage; L-1834-DUE — \$61,700 — voirie et éclairage; L-1835-SDE — \$41,200 — aqueduc et égouts; L-1836-SDE — \$49,700 — voirie et éclairage; L-1837-LRE — \$7,800 — voirie; L-1838-FAE — \$201,000 — aqueduc et égouts; L-1839-FAE — \$119,500 — voirie et éclairage; L-1840-AUE — \$340,000 — aqueduc et égouts; L-1841-AUE — \$61,400 — voirie, aqueduc et égouts; L-1842-LAE — \$215,000 — voirie; L-1844-AU-VIE — \$110,000 — aqueduc et égouts; L-1845-AU-VIE — \$205,600 — voirie et éclairage; L-1852-LRE — \$27,000 — aqueduc et égouts; L-1861-VIE — \$1,900 — aqueduc et égouts; L-1863-VIE — \$21,000 — voirie et éclairage; L-1868-DUE — \$52,700 — voirie et éclairage; L-1885-FAE — \$13,600 — voirie; L-1890-LRE — \$7,200 — aqueduc et égouts; L-1894-CHE — \$7,000 — aqueduc et égouts; L-1895-CHE — \$20,200 — voirie et éclairage; L-1901-CHE — \$105,000 — aqueduc et égouts; L-1904-FAE — \$5,000 — voirie; L-1905-LAE — \$394,000 — services récréatifs et communautaires; L-1906-LRE — \$18,900 — aqueduc et égouts; L-1907-LAE — \$13,700 — achat de terrains; L-1916-DUE — \$37,200 — achat de terrains; L-1917 — \$32,500 — expropriation de terrains; L-1918 — \$3,500 — éclairage; L-1927 — \$8,900 — aqueduc et égouts; L-1929 — \$77,200 — aqueduc et égouts; L-1932 — \$5,700 — aqueduc et égouts; L-1935-FAE — \$23,400 — aqueduc et égouts; L-1956-LRE — \$2,900 — aqueduc et égouts; L-1958-FAE — \$4,600 — aqueduc et égouts; L-1963-FAE — \$18,900 — aqueduc et égouts; L-1966-LRE — \$3,700 — voirie; L-1967-VIE — \$27,700 — voirie et éclairage; L-1968-FAE — \$14,500 — voirie et éclairage; L-1969-SDE — \$49,900 — voirie et éclairage; L-1975-CHE — \$14,400 — aqueduc et égouts; L-1981-DUE — \$6,000 — voirie; L-1984 — \$1,500 — voirie et éclairage; L-1988-LAE — \$139,000 — aqueduc et égouts; L-1989-LAE — \$60,400 — aqueduc et égouts; L-1998 — \$5,800 — voirie; L-2050-SDE — \$3,300 — achat de terrains; L-2065-AUE — \$111,600 — aqueduc et égouts; L-2070-LRE — \$6,800 — expropriations de lots; L-2079 — \$379,400 — achat de terrains; L-2081-LAE — \$399,000 — achat d'équipements et machineries; L-2121 — \$191,000 — achat de terrains; L-2187 — \$522,600 — aqueduc, égouts et voirie; C-199 (anc. cité de Chomedey) — \$11,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du comité exécutif qui sera tenue mardi, le 14 mars 1972, à 12 heures (midi), à l'Hôtel de Ville, 1, Place du Souvenir, Ville de Laval, P.Q., et l'adjudication sera faite par le conseil à une séance qui sera tenue à 5 heures de l'après-midi, le même jour, à l'adresse précédente.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, ce 21 février 1972.

Le gérant,
MARC PERRON.

Hôtel de Ville,
1, Place du Souvenir, Laval, P.Q.
Téléphone: 688-6221, code 514.

44707-0

\$61,400 — roads, aqueduct and sewers; L-1842-LAE — \$215,000 — roads; L-1844-AU-VIE — \$110,000 — aqueduct and sewers; L-1845-AU-VIE — \$205,600 — roads and lighting; L-1852-LRE — \$27,000 — aqueduct and sewers; L-1861-VIE — \$1,900 — aqueduct and sewers; L-1863-VIE — \$21,000 — roads and lighting; L-1868-DUE — \$52,700 — roads and lighting; L-1885-FAE — \$13,600 — roads; L-1890-LRE — \$7,200 — aqueduct and sewers; L-1894-CHE — \$7,000 — aqueduct and sewers; L-1895-CHE — \$20,200 — roads and lighting; L-1901-CHE — \$105,000 — aqueduct and sewers; L-1904-FAE — \$5,000 — roads; L-1905-LAE — \$394,000 — recreational and community services; L-1906-LRE — \$18,900 — aqueduct and sewers; L-1907-LAE — \$13,700 — purchase of land; L-1916-DUE — \$37,200 — purchase of land; L-1917 — \$32,500 — expropriation of land; L-1918 — \$3,500 — lighting; L-1927 — \$8,900 — aqueduct and sewers; L-1929 — \$77,200 — aqueduct and sewers; L-1932 — \$5,700 — aqueduct and sewers; L-1935-FAE — \$23,400 — aqueduct and sewers; L-1956-LRE — \$2,900 — aqueduct and sewers; L-1958-FAE — \$4,600 — aqueduct and sewers; L-1963-FAE — \$18,900 — aqueduct and sewers; L-1966-LRE — \$3,700 — roads; L-1967-VIE — \$27,700 — roads and lighting; L-1968-FAE — \$14,500 — roads and lighting; L-1969-SDE — \$49,900 — roads and lighting; L-1975-CHE — \$14,400 — aqueduct and sewers; L-1981-DUE — \$6,000 — roads; L-1984 — \$1,500 — roads and lighting; L-1988-LAE — \$139,000 — aqueduct and sewers; L-1989-LAE — \$60,400 — aqueduct and sewers; L-1998 — \$5,800 — roads; L-2050-SDE — \$3,300 — purchase of land; L-2065-AUE — \$111,600 — aqueduct and sewers; L-2070-LRE — \$6,800 — expropriation of lots; L-2079 — \$379,400 — purchase of land; L-2081-LAE — \$399,000 — purchase of equipment and machinery; L-2121 — \$191,000 — purchase of land; L-2187 — \$522,600 — aqueduct, sewers and roads; C-199 (former City of Chomedey) — \$11,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Executive Committee, to be held on Tuesday, March 14, 1972, at 12 o'clock (noon), at the City Hall, 1 Place du Souvenir, City of Laval, P.Q., and adjudication will be made by the Council at a meeting to be held at 5 o'clock, p.m., on the same day, at the above address.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laval, February 21, 1972.

MARC PERRON,
Manager.

City Hall,
1 Place du Souvenir, Laval, P.Q.
Telephone: 688-6221, code 514.

44707

Cité de Lachute
Comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Ronald Hébert, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 380, rue Principale, Cité de Lachute, comté d'Argenteuil, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 13 mars 1972, pour l'achat de \$837,500 d'obligations de la cité de Lachute, comté d'Argenteuil, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — \$837,500 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1973	\$ 31,500
1er avril 1974	34,000
1er avril 1975	38,000
1er avril 1976	40,000
1er avril 1977	41,000
1er avril 1978	36,000
1er avril 1979	40,000
1er avril 1980	43,000
1er avril 1981	46,000
1er avril 1982	44,000
1er avril 1983	30,000
1er avril 1984	32,000
1er avril 1985	35,000
1er avril 1986	38,000
1er avril 1987	34,000
1er avril 1988	35,000
1er avril 1989	38,000
1er avril 1990	40,000
1er avril 1991	43,000
1er avril 1992	119,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$8,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

City of Lachute
County of Argenteuil

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Ronald Hébert, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 380 Principale Street, City of Lachute, County of Argenteuil, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 13, 1972, for the purchase of a bond issue of \$837,500 for the City of Lachute, County of Argenteuil, dated April 1st, 1972 and redeemable serially from April 1st 1973 to April 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st 1972.

Redemption table — \$837,500 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1973	\$ 31,500
April 1, 1974	34,000
April 1, 1975	38,000
April 1, 1976	40,000
April 1, 1977	41,000
April 1, 1978	36,000
April 1, 1979	40,000
April 1, 1980	43,000
April 1, 1981	46,000
April 1, 1982	44,000
April 1, 1983	30,000
April 1, 1984	32,000
April 1, 1985	35,000
April 1, 1986	38,000
April 1, 1987	34,000
April 1, 1988	35,000
April 1, 1989	38,000
April 1, 1990	40,000
April 1, 1991	43,000
April 1, 1992	119,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$8,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de \$119,000 comprend un solde de \$74,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1993.....	\$ 5,000
1er avril 1994.....	5,000
1er avril 1995.....	6,000
1er avril 1996.....	7,000
1er avril 1997.....	7,000
1er avril 1998.....	8,000
1er avril 1999.....	9,000
1er avril 2000.....	9,000
1er avril 2001.....	10,000
1er avril 2002.....	8,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$119,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Lachute s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 27 — \$24,000 — renouvellement d'emprunt; 257 — \$66,000 — renouvellement d'emprunt; 226 — \$385,000 — renouvellement d'emprunt; 63 — \$50,000 — aqueduc, égouts; 73 — \$30,000 — plan directeur; 80 — \$62,500 — aqueduc, égouts, voirie; 82 — \$30,000 — acquisition de lots pour fins de rue; 88 — \$80,000 — achat de terrain pour un dépôt municipal — 89 tel que modifié — \$33,000 — aménagement d'un parc; 92 — \$77,000 — prêt à l'office municipal d'habitation.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 13 mars 1972, à

account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1st 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tender should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1st 1992 in the amount of \$119,000 includes a balance of \$74,000, renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1993.....	\$ 5,000
April 1, 1994.....	5,000
April 1, 1995.....	6,000
April 1, 1996.....	7,000
April 1, 1997.....	7,000
April 1, 1998.....	8,000
April 1, 1999.....	9,000
April 1, 2000.....	9,000
April 1, 2001.....	10,000
April 1, 2002.....	8,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Lachute.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$119,000 and, the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Lachute agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after April 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 27 — \$24,000 — loan renewal; 257 — \$66,000 — loan renewal; 226 — \$385,000 — loan renewal; 63 — \$50,000 — aqueduct, sewers; 73 — \$30,000 — master plan; 80 — \$62,500 — aqueduct, sewers, roads; 82 — \$30,000 — purchase of lots for opening streets; 88 — \$80,000 — purchase of land for a municipal dumping-ground; 89 as amended — \$33,000 — installation of a park; 92 — \$77,000 — loan to the Municipal Housing Bureau.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, March 13,

8 heures du soir, Hôtel de ville, 380, rue Principale, Cité de Lachute, comté d'Argenteuil, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachute (Comté d'Argenteuil), ce 22 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
RONALD HÉBERT.

Hôtel de ville, 380, rue Principale,
Cité de Lachute, (Argenteuil), P.Q.
Téléphone: 562-5252, code 514.

44706-o

1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 380 Principale Street, City of Lachute, County of Argenteuil, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachute (County of Argenteuil), February 22, 1972.

RONALD HÉBERT,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 380 Principale Street,
City of Lachute, (Argenteuil), P.Q.
Telephone: 562-5252, code 514.

44706

Renseignements sur les compagnies

Companies Information Act

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies, whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Adresse</i>	<i>Rapports non produits</i>
<i>Name of Company</i>	<i>Address</i>	<i>Returns not filed</i>
Canexco Trading Co. Ltd.	Montréal	1970 et-and 1971.
La Cie d'Approvisionnement d'Eau de St-Barthélemi	St-Barthélemi	1970 et-and 1971.
Chronométrie Suisse Inc.	Outremont	1971.
Lake Rhéaume Fish & Game Club	La Tuque	1971.
Arrimage Montcalm Ltée	Westmount	1971.
Placements Caisse Inc.	Ste-Anne-de-Sorel	1971.
Ciné R.G. Inc.	Joliette	1969, 1970 et-and 1971.
Mungolo-Africa Import-Export Ltd.	St-Léonard	169 et-and 1971.
Omni-Film Inc.	Montréal	1968, 1969 et-and 1971.
West End Woodwork Ltd.	St-Laurent	1967, 1968, 1969, 1970 et-and 1971.
Créations Universelles Inc.	LeMoyne	1967, 1968, 1969, 1970 et-and 1971.
HBM Industries of Canada Limited	Montréal	1966, 1967, 1968, 1969, 1970 et-and 1971.
Motel La Brumante Inc.	Sorel	1966, 1967, 1969, 1970 et-and 1971.
Hall Machinery Limited	Sherbrooke	1963, 1964, 1965, 1966, 1970 et-and 1971.
Club de Football Rouge et Or d'Alma Inc.	Alma	1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970 et-and 1971.
Les Établissements Belocil Inc.	Belocil	1970 et-and 1971.
Nicupt Mines Ltd.	Amos	1963, 1964, 1965, 1967, 1968, 1969, 1970 et-and 1971.
Specialties Limited	Montréal	1967, 1969, 1970 et-and 1971.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

Le 21 février 1972.

44601-o

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

February 21, 1972.

44601

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

G A S P É

G A S P É

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District de Gaspé

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Cour Provinciale, { **BANQUE CANADIENNE NA-**
No 4402. { **TIONALE, demanderesse, vs**
CAMILIEN STE-CROIX, Saint-
Georges de Malbaie, comté de Gaspé Sud, P.Q., defendeur.

Provincial Court, { **BANK CANADIAN NATIO-**
No. 4402. { **NAL, plaintiff, vs CAMILIEN**
STE-CROIX, St. Georges de Mal-
baie, County of Gaspé South, P.Q., defendant.

« Un certain lopin de terre de figure irrégulière sis et situé à Saint-Georges de la Malbaie, comté de Gaspé, province de Québec, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Malbaie comme partie du lot (6F) du Premier Rang nord-est dudit canton de Malbaie, mesurant $\frac{1}{2}$ arpent de largeur par 22 acres de profondeur plus ou moins, borné au nord par la propriété occupée par Octave Chicoine au sud par la propriété de Elzéar Chicoine, à l'est par la Route Nationale et à l'ouest par la ligne de division entre le Premier et le Deuxième Rang du canton Malbaie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

“A certain tract of land of an irregular configuration lying and situate at St. Georges de la Malbaie, County of Gaspé, Province of Québec, better known and described in the official plan and book of reference of the Township of Malbaie as part of lot (6F) of the First northeast Range of the said Township of Malbaie, measuring $\frac{1}{2}$ an arpent in width by 22 acres in depth, more or less, bounded on the north by the property occupied by Octave Chicoine, on the south by the property of Elzéar Chicoine, on the east by the National Highway and on the west by the division line between the First and Second Ranges of the Township of Malbaie, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.”

Pour être vendu à la division d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice, à Percé, VENDREDI, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registration Division of the District of Gaspé, at the Court House, in Percé, on FRIDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif,
Percé, le 15 février 1972.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.
44698-0

Sheriff's Office,
Percé, February 15, 1972.

JEAN BOURGET,
Acting Sheriff.
44698

M I N G A N

M I N G A N

Bref De Bonis et de Terris

Cour Provinciale de Sept-Îles — District de Mingan
No S-6747.

Bref Noté No S-7254, { **LES COMMISSAIRES**
{ **D'ÉCOLES DE LA MU-**
NICIPALITÉ DE SEPT-
ÎLES, demandeur vs SYLVIO BERNATCHEZ,
résidant et domicilié à Moisie, district de Hauterive,
défendeur.

Désignation

Une partie du lot trente-huit-A (P. 38-A) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le village de Moisie, canton de Letellier, avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, laquelle partie mesure cent quarante-neuf pieds (149') dans sa ligne nord-sud, cent douze pieds (112') dans sa ligne

Writ of De Bonis et de Terris

Sept-Îles Provincial Court — District of Mingan
No. S-6747.

Notes Writ No. S-7254, { **THE SCHOOL COMMIS-**
{ **SIONERS OF THE**
MUNICIPALITY OF
SEPT-ÎLES, plaintiff, vs SYLVIO BERNATCHEZ,
residing and domiciled at Moisie, district of Hauterive,
defendant.

Description

A part of lot thirty-eight-A (P. 38-A) in the official plan and book of reference of the official cadastre for the Village of Moisie, Township of Letellier, with the building erected thereon, and appurtenances, the said part measuring one hundred and forty-nine feet (149') on its northsouth line, one hundred and twelve feet

b) La subdivision numéro cent onze de la subdivision officielle du lot numéro trois dudit lot originaire numéro quatorze (14-3-111) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, et contenant, ledit lot, une superficie totale de quatorze mille neuf cent soixante-douze pieds carrés (14,972 p.c.).

Les mesures susdites sont mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse en voie de construction y érigée portant le numéro civique 6101 dudit boulevard Léger, dans la cité de Montréal-nord.

Sujet ledit emplacement à une servitude en vigueur en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, créée aux termes d'un acte de servitude reçu sous seing privé et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1882051.

Ledit emplacement avec tous droits, dépendances et circonstances, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre No 195, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS 1972, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 17 février 1972.	<i>Le shérif adjoint,</i> PAUL ST-MARTIN. 44697-0
------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------

b) Subdivision number one hundred and eleven of the official subdivision of lot number three of said original lot number fourteen (14-3-111) on the said official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, and containing, the said lot, a total of fourteen thousand nine hundred and seventy-two square feet (14,972 sq. ft.).

The aforesaid measurements are English measure and more or less.

With the building under construction thereon bearing civic number 6101 of the said Léger Boulevard, in the City of Montreal North.

The said emplacement subject to a servitude in favour of the Québec Hydroelectric Commission and of the Bell Telephone Company of Canada, created under the terms of a deed of agreement executed under private signature and registered in the Montreal Registry Office under number 1882051.

The said emplacement with all rights and appurtenances without exception or reservation."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No. 195, on the TWENTY-NINTH day of MARCH, 1972, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, February 17, 1972.	PAUL ST-MARTIN, <i>Assistant Sheriff.</i> 44697
----------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec
District de St-Maurice

Cour Provinciale, No 1420. { **M.** JEAN C. TRUDEL, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Centre Auditif Beltone, domicilié et résidant à 157, Bonaventure à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* Dame LIBOIRE JACQUES, née Aldéa Flageol, domiciliée et résidant à 1613, 38e rue à Shawinigan, district de St-Maurice, défenderesse.

« Terrain connu et désigné comme étant le lot No 10 subdivision du lot civique No 37 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore avec bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu au bureau du shérif, situé au Palais de justice à Shawinigan, 791, 5e rue, MARDI le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Shawinigan, 11 février 1972.	<i>Le shérif,</i> RENÉ BOISVERT. 44701-0
---------------------------------------------------	------------------------------------------------

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec
District of St. Maurice

Provincial Court, No. 1420. { **Mr.** JEAN C. TRUDEL, carrying on business under the name and style of Centre Auditif Beltone, domiciled and residing at 157 Bonaventure, Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* Mrs. LI-BOIRE JACQUES, born Aldéa Flageol, domiciled and residing at 1613, 38th Street, Shawinigan, district of St. Maurice, defendant.

"A tract of land known and described as being lot No. 10 of the subdivision of civic lot No. 37 of the official cadastre of the Parish of St. Flore, with a building erected thereon."

To be sold at the Sheriff's Office, located at the Shawinigan Court House, 791, 5th Street, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1972, at TEN-THIRTY in the forenoon.

Sheriff's Office, Shawinigan, February 11, 1972.	RENÉ BOISVERT, <i>Sheriff.</i> 44701
-----------------------------------------------------	--------------------------------------------

INDEX No 3

Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

ASSEMBLÉE NATIONALE	NATIONAL ASSEMBLY
Convocation de la législature	1864
Convocation of the legislature	1864
Présentation des bills privés	1850
Submission of private bills	1850
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES	COOPERATIVE ASSOCIATIONS
Coop funéraire de Ste-Marie	1857
Coop funéraire de St-Henri-de-Lévis	1857
AVIS DIVERS	MISCELLANEOUS NOTICES
Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal (Le) (<i>Rachat d'obligations</i>)	1868
Laval, ville-city (<i>Rues-ruelles-Streets-Lanes</i>)	1867
Protestant School Board of Greater Montreal (The) (<i>Redemption of Bonds</i>)	1868
Saint-Antoine de les Buissons, par. (<i>Correction</i>)	1868
CHANGEMENT DE NOM — Loi du	CHANGE OF NAME ACT
<i>Demandes:</i>	<i>Applications:</i>
Archambault, Alphonse, Oscar, Arthur	1851
Boulet, Jocelin	1851
Cauchon, Mario	1850
Cransky, David Joseph	1851
Cransky, Stephen Martin	1851
McClintock Shaw, Sarah	1850
Ringelblum, Hermann	1851
Rubinovitch, Harry	1851
<i>Accordés:</i>	<i>Granted:</i>
Agar, Lee	1832
Cooperstein, Sidney	1832
Meakin, Gerald Franklin	1832
Norton, Jacob, Jack	1832
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES	EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES
<i>Permis:</i>	<i>License:</i>
Great West Steel Industries Ltd.	1850
COMPAGNIES — LOI DES	COMPANIES ACT
<i>Dissoutes</i>	<i>Dissolved</i>
Comité de Ste-Foy pour le Centenaire de la Confédération (Le)	1833
Engineers' Plaza Fund Inc.	1833
Fermawoods Inc.	1833
Shorteno Investments Ltd.	1833
Souscription, Place des Ingénieurs inc.	1833
Taverne Le Vieux Loup de Mer inc.	1833
Divers	Miscellaneous
Ambulance Manseau (<i>Dir.</i>)	1839
Campbell Social Club Inc. (<i>By-law</i>)	1840
Century Finance Corporation (<i>Dist. Actif-As-sets</i>)	1840
Clinique Juridique Populaire inc. (<i>Dir.</i>)	1839
Club de Curling Chicoutimi (Le) (<i>Dir.</i>)	1840
Club de Moto-Neige Petit St-Jean inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	1840
Club Social Campbell inc. (<i>Règl.</i>)	1840
Gameroff (S.D.) Estate Corporation (<i>Dir.</i>) ..	1840
Hopeton Enterprises Ltd. (<i>Dir.</i>)	1837
Imprimerie Léonard inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	1838
Jewish People's and Peretz Schools Inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	1839
Knitted Outerwear Mills Ltd. (<i>Dir.</i>)	1838
Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée (<i>Dir.</i>)	1838
Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc. (Le) (<i>Dir.</i>)	1939
Lacabie Trading Limited (<i>Dir.</i>)	1840
Meublo Itée (<i>Dir.</i>)	1839
Modulco inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	1838
Négociants Lacabie limitée (Les) (<i>Dir.</i>)	1840

Lettres patentes

(suite)

Letters Patent

(continued)

Jemo Renovation Inc.	1772	Productions P.H.V.P. inc. (Les)	1791
Jeux du Québec à Chicoutimi inc. (Les)	1772	Productions Roger Delphine inc. (Les)	1792
Diversified (J.F.) Ltd.	1773	Progressive Plastic Extrusion Ltd.	1792
Keddy and Hadley Inc.	1773	Promaxi inc.	1793
Kemindex Corporation	1774	Promotion L.T.T. inc.	1793
Kwikasair Ltd.	1774	Promotions Étienne Parent inc.	1793
L.T.T. Promotion Inc.	1793	Propriétés Montagne Noire inc. (Les)	1749
Labelle Metro Vending Inc.	1775	Pro-Print Inc.	1794
Lachute Automobiles Inc.	1775	Pro Star Promotions Inc.	1794
Lacton Leasing Inc.	1776	Provincial Veal Specialties Co. Limited.	1795
Lampron (J.G.) inc.	1776	Publications P.L. inc. (Les)	1795
Laura Imports Ltd.	1777	Publicité Jico-Art inc.	1795
Laval Barrels and Drums inc.	1746	Riviera Aluminum Inc.	1802
Librairie Lor-Syl inc.	1777	Robert (Gustave) Excavation Inc.	1802
Location Lacton inc.	1776	Murray (Robert) Fashions Inc.	1803
Maison neuve Automobiles Inc.	1777	Roulottes Pinault et Aquin inc. (Les)	1803
Malbeuf Equipment Inc.	1778	Roussel (Romuald) inc.	1804
Maple Leaf Truck Lines Inc.	1778	Sagaber International Ltd.	1804
Marho Holdings Ltd.	1779	Salon de coiffure Penelope inc.	1804
Martin, Cantin, associés inc.	1779	Salon international de la mode et de la beauté inc.	1805
Martin's Coins and Stamps Inc.	1779	Saneco inc.	1805
Michael Devine & Associates Ltd.	1780	Scie à chaîne Lavoie ltée.	1805
Mid-Town Auto Park (1971) Inc.	1780	Semi Trailer Centre Inc.	1806
Miels Labonté inc. (Les)	1775	Senoca inc.	1806
Mines Rierand limitée (Les)	1801	Sequel I Sales Ltd.	1807
Miss 500 Personnel Services Montreal Ltd.	1781	ServiceMaster of Québec Ltd.	1807
Miracle Figure Reducing Studio of Québec Inc.	1811	Service de voyage Cosmopolite ltée.	1761
Montreal Regional Intercollegiate Athletic Association (M.R.I.A.A.)	1744	Service des loisirs de St-Luc-de-Vincennes inc. Services administratifs Globaux inc.	1807 1768
Moteurs Performance ltée (Les)	1786	Services de Personnel Mademoiselle 500 Montréal ltée (Les)	1781 1808
Mount-Echo Management Ltd.	1781	Servispec inc.	1808
Mouvement d'animation et d'information cul- turelle (Québec)	1781	Pythagores Association of Châteauguay Inc.	1796
Nadeau (Henri) ltée.	1782	Québec Audio Video Ltd.	1796
Nash Converters Ltd.	1782	Québec Caprine Centre Inc.	1754
Nataki Corporation.	1783	Québec Moto Sport Inc.	1797
Nautica inc.	1783	Quorum Investments Inc.	1787
Nettoyage et buanderie de Lyon inc.	1783	Radairco inc.	1797
Neufchâtel Excavation Inc.	1784	Ray-Des Construction Inc.	1797
Optiques René (Québec) limitée	1799	Recreation Society of Povungnituk	1798
Paquette (Jean-Marie) et associés inc.	1784	Reinglas Holdings Incorporated	1798
P.O.R.I.R. inc.	1789	Relevés aériens Gar-X ltée.	1798
Park Avenue Parking Inc.	1784	Relex international Inc.	1799
Pavillon Charlevoix Boyer inc.	1785	René Optics (Québec) Limited	1799
Perfection Screw Machine Montreal Inc.	1785	Résidences Champs Élysée ltée (Les)	1800
Performance Motors Ltd.	1786	Restaurant Dionysos inc.	1800
Piermondon inc.	1786	Restaurant Jack Wong inc.	1800
Placements Quorum inc.	1787	Restaurant le Rendez-vous (T.M.) inc.	1801
Placements Saint-Martin inc. (Les)	1787	Rierand Mines Limited	1801
Placements Waterville inc. (Les)	1787	Rioux et Simon inc.	1802
Plastak Corporation (Canada) Ltd.	1788	Silvery Moon Cafe (Dorion) Inc.	1808
Plurimar inc.	1788	Sky Goat Ranch Ltd.	1808
Pointe Claire Rifle Club	1788	Smith Display Inc.	1809
Polybloc inc.	1789	Société récréative de Povungnituk	1798
Poppi Furniture Corp.	1790	Soudure St-Michel inc.	1814
Précision Canamo inc.	1752	State Finance Corporation	1809
Preform inc.	1790	Stationnement avenue du Parc inc.	1784
Productions Émotion inc.	1791	Steko Motion Pictures Inc.	1810
Productions Paul et Richard ltée (Les)	1791	Stone Ridge Construction Inc.	1810
		Stuc-Art (Québec) Inc.	1810
		Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Québec inc.	1811

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)
Suncraft inc.	1811
Sunset Sportswear Inc.	1812
Sybel Itée.	1812
Knitwear (Sylvia) Ltd.	1812
Syrom Services Corp.	1813
St. Leger Imports Inc.	1813
St. Martin Flower World Inc.	1813
St-Michel Welding Inc.	1814
Ste Croix Car Wash Ltd.	1814
Tapis Boischatel inc.	1815
Tapis Réal Côté inc.	1815
Taverne Boisbriand inc.	1815
Tedbet Investment Inc.	1816
Terminus des Trois-Rivières inc.	1816
Three Spruces Realities (Québec) Ltd. (The)..	1816
Tir à l'Arc de Joliette inc. (Le) ..	1817
Trans World Distributors Corporation.	1817
Tremblay (Jean) inc.	1818
Tremblay (J.-Ovide) et fils limitée.	1818
Tubebend Limited.	1818
Turner (Frank) inc.	1819
Uniflair Manufacturing Limited.	1819
Valentine Foods (1971) Ltd.	1820
Vanasse (Bertrand) inc.	1820
Veltra Oil Ltd.	1820
Venice Realities Limited.	1821
Vinson (André) inc.	1821
Wagner (L.) & Sons Inc.	1822
Walsh Industries Ltd.	1822
Warden (John) Importations Limited.	1823
Webb's Lodge Ltd.	1823
White Insurance Agency Inc.	1823
Whittem (C. I.) Transfer (Québec) Inc.	1824
Yvon Auto Electric Inc.	1824
Zakopane Development Inc.	1824
Zebod Inc.	1825

Lettres patentes supplémentaires	Letters Patent supplementary
Avco Financial Services Québec Limited.	1825
Boucherie des Îles Itée.	1825
Brazeau Transport limitée.	1826
Brazeau Transport Limited.	1826
Budgetary Control Services Inc.	1831
Chasco inc.	1826
C.R.V. Publishing Ltd.	1831
Cie Lucien Leboeuf Itée (La).	1826
Construction Bonaventure Itée.	1826
Entreprises Paysagistes du Québec inc. (Les). ..	1827
Équipements Noël Itée.	1827
Feutre National inc.	1827
Fugère (Gérard) Itée.	1827
Graham Secretarial College Inc. (Correction). ..	1832
Grantham Construction Inc.	1828
Grenier, Ruel & Cie inc.	1828
Grenier, Ruel & Co. Inc.	1828
Guillevin inc.	1828
Habitations Chaume Itée (Les) ..	1829

Imprimerie Formules Légales Provinciales	
Itée.	1829
Laurier Furniture Ltd.	1830
Leblond (Gérald) Itée.	1829
Legal Provincial Forms Printing Office Ltd. .	1829
Manoir Roger Bernard Itée.	1829
Meubles Laurier Itée.	1830
National Felt Inc.	1827
Acier Bernier inc.	1830
Mibro Construction Inc.	1830
Motel-Hôtel Rond-Point inc.	1830
National Landscaping Service, Ltd.	1831
Publications C.R.V. Itée.	1831
Service Paysagiste National, Itée.	1831
Services Contrôle Budgétaire inc.	1831
Services Financiers Avco Québec limitée.	1825

Sièges sociaux	Head Offices
Aciers de Charpente Standard Itée (Les).....	1847
Alarmes du Québec inc. (Les) ..	1841
Boutiques Beba inc.	1842
Compagnie Scientifique Mandel Itée (La)....	1847
Compagnie Technique F.A.B.F. inc.	1842
Demos Films inc.	1842
Desmarais & Frères limitée.	1843
Divad Investments Ltd.	1842
Elsona Realities Inc.	1844
Entreprises Fargo inc. (Les).....	1843
Entreprises Jolicoeur inc. (Les).....	1843
F.A.B.F. Technical Company Inc.	1842
Fargo Enterprises Inc.	1843
Garage Z. Lessard inc.	1849
Great Growth Equities Investment Ltd.	1844
Habitations Chaume Itée (Les).....	1844
Immeubles Bellefeuille inc.	1843
Immeubles Elsona inc. (Les).....	1844
Installations de Tapis de Sherbrooke inc. (Les)	1844
Intersult inc.	1845
James Bay Energy Corporation.	1843
Laboratoire d'Enseignement Dynamique (1968) Itée.	1845
Laboratoire d'Instrument Électronique R. C. Itée.	1847
Laboratoires en Recherche Esthétique et Cos- métique (Laresco) inc. (Les) ..	1844
Lagacé Furniture Ltd.	1848
Laporte (André) Automobile inc.	1849
Lautech inc.	1849
Lavigueur Assurance inc.	1849
Louvain Transport Inc.	1848
Mandel Scientific Company Ltd.	1847
Metropolitan Paving Inc.	1848
Meubles Lagacé Itée.	1848
Mines Patino (Québec) limitée.	1847
Neckwear Limited.	1846
Norjean Construction Inc.	1848
Patino Mines (Québec) Limited.	1847
Pavage Métropolitain inc.	1848
Productions Via le Monde, Canada (Les)....	1843
R. C. Electronic Instrument Laboratory Ltd.	1847
Rayfasco inc.	1845
S.C.G. Québec Inc.	1845

Sièges sociaux	Head Offices	Montréal, par.....	1834
(suite)	(continued)	Montréal, cité-city (Quartier St-Jacques Ward).....	1835
Services d'Ambulance Godin ltée.....	1846	Orford, canton-township.....	1835
Société D.S. limitée (La).....	1846	St-Ambroise de la Jeune Lorette, par.....	1835
Société d'Énergie de la Baie James.....	1843	St-Antoine de Longueuil, par.....	1835
Standard Structural Steel Ltd.....	1847	St-Eustache, par.....	1836
St. Pierre Cash N Carry Inc.....	1847	St-Jean, par.....	1836
Unibec Inc.....	1846	St-Lazare, par.....	1836
Viau (André) limitée (Limited).....	1848	St-Martin, par.....	1836
		St-Romuald d'Échemin, par.....	1836
		Sault au Récollet, par.....	1837
		Villars, canton-township.....	1837
DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE	PROCLAMATION	PROCLAMATION
Commission des écoles catholiques de Québec.....	1852	Convocation de la législature.....	1864
Estate of Patrick Labelle.....	1854	Convocation of the Legislature.....	1864
Estate of Hector Prévost.....	1853		
Montréal-Est-East, ville-town.....	1853		
Place Dupuis inc.....	1854		
Québec Catholic School Commission.....	1852		
St-Laurent, ville-town.....	1852		
Succession Patick Labelle.....	1854		
Succession Hector Prévost.....	1853		
		Renseignements sur les compagnies	Companies Information Act
		<i>Avis de dissolution éventuelle</i>	<i>Notice of Eventual Dissolution of Corporations:</i>
		Arrimage Montcalm ltée.....	1888
		Canexco Trading Co. Ltd.....	1888
		Cie d'approvisionnement d'eau de St-Barthélemi (La).....	1888
		Chronométrie Suisse inc.....	1888
		Ciné R.G. inc.....	1888
		Club de football rouge et or d'Alma inc.....	1888
		Créations universelles inc.....	1888
		Établissements Beloeil.....	1888
		HBM Industries of Canada Limited.....	1888
		Hall Machinery Limited.....	1888
		Lake Rhéaume Fish & Game Club.....	1888
		Mungolo-Africa Import-Export Ltd.....	1888
		Nieupt Mines Ltd.....	1888
		Motel la Brumante inc.....	1888
		Omni-Film inc.....	1888
		Placements Caisse inc.....	1888
		Specialities Limited.....	1888
		West End Woodwork Ltd.....	1888
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT		
Cité ouvrière de Saint-Jean (La).....	1852		
Société coopérative agricole des producteurs de miel du Québec.....	1852		
		SOUSSIONS — demandes de	TENDERS — Requests for
		Brossard, ville-town.....	1879
		Lachute, cité-city.....	1886
		Laval, ville-town.....	1881
		Lorraise, ville-town.....	1871
		Orléans, c.s.r.-r.s.b.....	1869
		St-Gérard-Majella, par.....	1875
		St-Joseph-d'Alma, munic.....	1877
		St-Laurent, c.s.-s.c.....	1873
MINISTÈRES	DEPARTMENTS		
Affaires municipales	Municipal Affairs		
Deux - Montagnes, cité-city (<i>Règl.-By-law T-213</i>).....	1855		
Lorraine, ville-town (<i>Règl.-By-laws 58-et-and 59</i>).....	1855		
		SYNDICATS PROFESSIONNELS	PROFESSIONAL SYNDICATES
		Association des avocats de la région de Bedford (<i>Const.-Inc.</i>).....	1855
		Association des camionneurs artisans du comté de Gatineau (<i>Const.-Inc.</i>).....	1856
Institutions financières compagnies et coopératives	Financial Institutions Companies and Cooperatives		
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>		
Assurance mutuelle des fabriques de Québec (L') (<i>Dir.</i>).....	1866		
Imperial Insurance Office (<i>Annul.</i>).....	1865		
Internationale, Compagnie d'Assurance-vie (L') (<i>Augm. capital</i>).....	1866		
International Life Insurance Company (The) (<i>Capital stock increased</i>).....	1866		
Pitts compagnie d'assurance (<i>Permis</i>).....	1866		
Pitts compagnie d'assurance-vie (<i>Permis</i>).....	1865		
Pitts Insurance Company (<i>Licence</i>).....	1866		
Pitts Life Insurance Company (<i>Licence</i>).....	1865		
Société des artisans (La) (<i>Annul.</i>).....	1865		
Terres et forêts	Lands and Forests		
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>		
Ascot, canton-township.....	1834		
Hull, canton-township.....	1834		
Lauzon, village.....	1834		

SYNDICATS PROFESSIONNELS	PROFESSIONAL SYNDICATES	Par Shérifs	By Sheriffs
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	Gaspé	Gaspé
Association des camionneurs artisans du comté de Hull (<i>Const.-Inc.</i>).....	1856	Bank Canadian National <i>vs</i> Ste-Croix.....	1889
Association des camionneurs artisans du comté de Joliette (<i>Const.-Inc.</i>).....	1856	Banque canadienne nationale <i>vs</i> Ste-Croix	1889
Association du personnel de cadre de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont (L') (<i>Nom-Name ch.</i>).....	1855	Mingan	Mingan
Syndicat des enseignants du Nordet (<i>Const.- Inc.</i>).....	1856	Ross-Lepage <i>vs</i> Lepage.....	1890
		Sept-Îles, c.s.-s.c. <i>vs</i> Bernatchez.....	1889
		Montréal	Montreal
		Caisse de dépôt et placement du Québec <i>vs</i> Claude Legault Construction ltée.....	1890
		Québec Deposit and Investment Fund <i>vs</i> Claude Legault Construction ltée.....	1890
VENTES	SALES	Saint-Maurice	Saint-Maurice
Licitation	Licitation	Trudel <i>vs</i> Jacques.....	1891
Dagenais et al <i>vs</i> Marceau et al.....	1857	Taxes	Taxes
		Lorraine, ville-town.....	1863

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 4095

Number 4095

Québec, le 1er décembre 1971

Québec, December 1, 1971

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT les règlements de l'Office de radio-télédiffusion du Québec.

CONCERNING the regulations governing the Québec Broadcasting Bureau.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 du chapitre 17 des Lois de 1969, le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de l'Office de radio-télédiffusion du Québec sont nommés et rémunérés d'après les effectifs, normes et barèmes établis par règlement de l'Office;

WHEREAS by virtue of Section 10, Chapter 17 of the 1969 Statutes, the secretary as well as the other officials and employees of the Québec Broadcasting Bureau are appointed and remunerated according to staff, requirements, standards and scales as established by the Bureau's regulations;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la même loi, le président et directeur général de l'Office de radio-télédiffusion du Québec est responsable de l'administration de l'Office dans le cadre des règlements et que lesdits règlements doivent pour entrer en vigueur être approuvés par le lieutenant-gouverneur en Conseil, qu'ils sont ensuite publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

WHEREAS by virtue of Section 13 of the same Act, the president and general director of the Québec Broadcasting Bureau is responsible for the administration of the Bureau within the meaning of the regulations and that said regulations, in order to come into force, should be approved by the Lieutenant-Governor in Council and that they are then published in the *Québec Official Gazette*;

ATTENDU la nécessité qu'il y aurait à ce que les règlements de l'Office soient approuvés dans les meilleurs délais;

WHEREAS it is necessary that the regulations governing the Bureau be approved with a minimum of delay;

ATTENDU QUE les présentes ont fait l'objet de la résolution numéro 172 adoptée lors de la séance numéro 7/1971-72 du Conseil d'administration de l'Office de radio-télédiffusion du Québec, dont copie certifiée est annexée aux présentes;

WHEREAS the subject of the presents is resolution number 172, adopted at meeting number 7/1971-72 of the Board of Directors of the Québec Broadcasting Bureau, of which a certified copy is appended hereto;

IL EST ORDONNÉ, EN CONSÉQUENCE, sur la proposition du ministre des Communications:

IT IS THEREFORE ORDERED upon the recommendation of the Minister of Communications:

QUE les règlements, dont copies sont annexées aux présentes, deviennent les règlements de l'Office de radio-télédiffusion du Québec et qu'ils entrent en vigueur à compter du jour de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en Conseil;

THAT the regulations, copies of which are appended to the presents, become the regulations governing the Québec Broadcasting Bureau and that they come into force on the day of their approval by the Lieutenant-Governor in Council;

QUE les règlements dont copies sont annexées aux présentes, une fois approuvés par le lieutenant-gouverneur en Conseil, abrogent et remplacent tous les règlements adoptés jusqu'à maintenant tant par l'Office de la Radio de Québec que par l'Office de radio-télédiffusion du Québec.

THAT the regulations, copies of which are appended to the presents, once approved by the Lieutenant-Governor in Council, repeal and replace the regulations adopted to date by the Québec Radio Bureau as well as by the Québec Broadcasting Bureau.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Office de radio-télédiffusion du Québec
Conseil d'administration
RÉSOLUTION

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

de la séance numéro 7/1971-72
du Conseil d'administration
de l'Office de radio-télédiffusion du Québec
tenue à MONTRÉAL
le 24 septembre 1971

« SUR MOTION, dûment proposée et appuyée, il est
RÉSOLU:

VU qu'en vertu de l'article 10 du chapitre 17 des Lois
de 1969, le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires
et employés de l'Office de radio-télédiffusion du Québec
sont nommés et rémunérés d'après les effectifs, normes
et barèmes établis par règlement de l'Office;

VU qu'en vertu de l'article 13 de la même loi, le prési-
dent et directeur général de l'Office de radio-télédiffu-
sion du Québec est responsable de l'administration de
l'Office dans le cadre des règlements et que lesdits règle-
ments doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés
par le lieutenant-gouverneur en Conseil, qu'ils sont
ensuite publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ET VU la nécessité qu'il y aurait à ce que les règle-
ments de l'Office soient approuvés dans les meilleurs
délais;

QUE les règlements, dont copies sont annexées aux
présentes, deviennent les règlements de l'Office de radio-
télédiffusion du Québec et qu'ils entrent en vigueur à
compter du jour de leur approbation par le lieutenant-
gouverneur en Conseil;

QUE les règlements dont copies sont annexées aux
présentes, une fois approuvés par le lieutenant-gouver-
neur en Conseil, abrogent et remplacent tous les règle-
ments adoptés jusqu'à maintenant tant par l'Office de
la Radio de Québec que par l'Office de radio-télédiffu-
sion du Québec.

Arrêté en Conseil No 4095
du 6 décembre 1971

JE CERTIFIE l'origine et la teneur de l'EXTRAIT transcrit
ci-dessus. MONTRÉAL, le 24 septembre 1971.

Le Secrétaire,
de l'Office de Radio-Télédiffusion du Québec,
Me JEAN-GUY JACQUES.

Québec Broadcasting Bureau
Board of directors
RESOLUTION

EXCERPT FROM THE MINUTES

of meeting number 7/1971-72
of the Québec Broadcasting Bureau
held in Montréal
on September 24, 1971

"FOLLOWING A MOTION duly proposed and seconded,
it is RESOLVED:

WHEREAS by virtue of Section 10, Chapter 17 of the
1969 Statutes, the secretary as well as the other officials
and employees of the Québec Broadcasting Bureau are
appointed and remunerated according to staff require-
ments, standards and scales as established by the Bu-
reau's regulations;

WHEREAS by virtue of Section 13 of the same Act,
the president and general director of the Québec Broad-
casting Bureau is responsible for the administration of
the Bureau within the meaning of the regulations and
that said regulations, in order to come into force, should
be approved by the Lieutenant-Governor in Council
and that they are then published in the *Québec Official
Gazette*;

AND WHEREAS it is necessary that the regulations gov-
erning the Bureau be approved with a minimum of
delay;

THAT the regulations, copies of which are appended
to the presents, become the regulations governing the
Québec Broadcasting Bureau and that they come into
force on the day of their approval by the Lieutenant-
Governor in Council;

THAT the regulations, copies of which are appended
to the presents, once approved by the Lieutenant-Govern-
or in Council, repeal and replace the regulations adopt-
ed to date by the Québec Radio Bureau as well as by the
Québec Broadcasting Bureau.

Order in Council No 4095
of December 6, 1971

I HEREBY CERTIFY the source and the terms of the excerpt
transcribed above.
Montréal, September 24, 1971

Me JEAN-GUY JACQUES,
Secretary
of the Québec Broadcasting Bureau.

*Règlement No. 1
concernant l'exercice général des pouvoirs*

*Québec Broadcasting Bureau
Regulation No. 1
concerning the General exercise of powers*

Chapitre I
Dispositions générales

A- DÉFINITIONS

Article 1

Dans tous les règlements de l'Office:

- a) « Conseil de l'Office » désigne l'assemblée des membres;
- b) « Directeur des services administratifs » désigne l'employé de l'Office qui détient ce titre ou assume cette fonction de façon permanente, temporaire ou supplétive;
- c) « Employé » désigne tout employé de l'Office;
- d) « Loi » désigne la « Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec »;
- e) « Membre » désigne l'un quelconque des membres qui forment l'Office;
- f) « Ministre » désigne le ministre des Communications;
- g) « Office » désigne l'Office de radio-télédiffusion du Québec;
- h) « Président » désigne le président de l'Office;
- i) « Règlement » désigne tout règlement adopté par le Conseil de l'Office et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;
- j) « Résolution » désigne toute résolution adoptée par le conseil de l'Office;
- k) « Secrétaire » désigne le secrétaire de l'Office ou, en son absence, tout employé de l'Office qui assume cette fonction de façon temporaire ou supplétive;
- l) « Vice-président » désigne le vice-président de l'Office.

B- SIÈGE SOCIAL

Article 2

Le Conseil de l'Office fixe ou change l'emplacement du siège social dans la localité déterminée en vertu de la Loi.

C- SCEAU

Article 3

Le sceau de l'Office est celui dont l'empreinte apparaît ci-contre.

Chapitre II
Le conseil de l'Office

Article 4

Le Conseil de l'Office détermine les politiques et les activités de l'Office dans le cadre de la Loi et en accord avec les politiques générales et les directives du ministre.

Article 5

Le Conseil de l'Office approuve tout accord que l'Office conclut.

Chapter I:
General Provisions

A- DEFINITIONS

Article 1

In all the regulations governing the Bureau:

- (a) "Bureau Board" shall designate the assembly of the members;
- (b) "Administrative services manager" shall designate the employee of the Bureau who holds this title or assumes this function permanently, temporarily or in an auxiliary capacity;
- (c) "Employee" shall designate any Bureau employee;
- (d) "Act" shall designate the Québec Broadcasting Bureau Act;
- (e) "Member" shall designate any one of the members constituting the Bureau;
- (f) "Minister" shall designate the Minister of Communications;
- (g) "Bureau" shall designate the Québec Broadcasting Bureau;
- (h) "President" shall designate the president of the Bureau;
- (i) "Regulation" shall designate any regulation adopted by the Bureau Board and approved by the Lieutenant-Governor in Council;
- (j) "Resolution" shall designate any resolution adopted by the Bureau Board;
- (k) "Secretary" shall designate the secretary of the Bureau or, in his absence, any Bureau employee who assumes this function in a temporary or auxiliary capacity;
- (l) "Vice-President" shall designate the vice-president of the Bureau.

B- HEAD OFFICE

Article 2

The Bureau Board shall fix or change the location of the head office in the locality determined by the Act.

C- SEAL

Article 3

The seal of the Bureau is that which is seen opposite.

Chapter II:
The Bureau Board

Article 4

The Bureau Board shall determine the policies and the activities of the Bureau within the meaning of the Act and in accordance with the general policies and directives of the Minister.

Article 5

The Bureau Board shall approve all agreements which the Bureau concludes.

Article 6

Tout accord que conclut l'Office, soit avec tout gouvernement ou ses agents, soit en qualité de mandataire du gouvernement, doit recevoir l'autorisation du ministre pour être valide.

Article 7

Le Conseil se réunit au moins 4 mois par année; il ne peut s'écouler plus de 3 mois entre deux réunions consécutives. De plus, le Conseil se réunit chaque fois que les besoins l'exigent.

Article 8

Toute séance du Conseil de l'Office a lieu au siège social à moins que la majorité des membres convienne de la tenir à tout autre endroit du Québec.

Article 9

Le secrétaire doit convoquer les membres aux séances du conseil de l'Office:

- a) soit à la demande du président;
- b) soit à la demande du vice-président au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie;
- c) soit à la demande écrite d'au moins deux membres.

Article 10

Le secrétaire expédie normalement les convocations par lettre ou par télégramme au moins deux jours francs avant l'ouverture de la séance. En cas d'urgence cependant, le secrétaire peut procéder aux convocations de vive voix ou par téléphone au moins dix-huit heures avant l'ouverture de la séance.

Article 11

Lorsqu'à l'ouverture ou au cours d'une séance il n'y a pas quorum, les membres présents peuvent valablement lever la séance ou l'ajourner et donner instruction au secrétaire d'en aviser les membres absents sans délai.

Article 12

Les irrégularités de convocation à une séance ne peuvent être invoquées que par un membre qui en est absent. Tout vice qui pourrait en résulter se trouve couvert de plein droit lorsque aucun des membres absents, assistant à la séance subséquente, n'invoque l'irrégularité dont il a connaissance.

Article 13

Le président ou, au cas d'incapacité d'agir de celui-ci par suite d'absence ou de maladie, le vice-président préside les séances du Conseil de l'Office.

Article 14

Le secrétaire assiste, en cette qualité, aux séances du Conseil de l'Office mais il n'y a pas voix délibérative.

Article 15

Chacun des membres présents lors d'une séance du Conseil de l'Office y dispose d'une voix délibérative.

Article 16

Les décisions du Conseil de l'Office se prennent à la majorité des voix délibératives. Au cas d'égalité des voix, celle du président de la séance s'affirme prépondérante.

Article 6

Any agreement which the Bureau concludes, whether it be with a government or its agents, or in the form of a government mandate, must be validated by authorization from the Minister.

Article 7

The Board shall meet at least four times a year; no more than three months shall elapse between two consecutive meetings. Moreover the Board shall meet as often as the Bureau's affairs demand.

Article 8

All meetings of the Bureau Board shall take place at the Head Office unless the majority of members agree to hold it at some other place in Québec.

Article 9

The secretary should summon members to Board meetings:

- (a) upon the request of the president;
- (b) upon the request of the vice-president in case of the incapacity to act on the part of the president by reason of absence or illness;
- (c) upon the written request of at least two members.

Article 10

Normally the secretary shall send to members notice of meetings by letter or telegram at least two clear days before said meeting. However, in case of emergency, the secretary may give notice of meetings in person or by telephone at least 18 hours before the opening of the meeting.

Article 11

If at the time of opening or in the course of a meeting there is no quorum, the members present may validly adjourn the meeting or postpone it and give instructions to the secretary to send notice of the adjournment to the members without delay.

Article 12

Irregularities in summoning a meeting can only be pleaded by a member who is absent from it. Any irregularity which might result is lawfully covered when no one of the absent members, attending the subsequent meeting, pleads the irregularity of which he has knowledge.

Article 13

The president or, in case of incapacity to act by reason of absence or illness, the vice-president shall preside at the meetings of the Bureau Board.

Article 14

The secretary shall be present, in this capacity, at the meetings of the Bureau Board but he has no right to vote.

Article 15

Each of the members present at Board meeting is entitled to one vote.

Article 16

The decisions of the Bureau Board are made according to the majority vote. In the case of an equal division of votes, the president has the casting vote.

Article 17

Les vices de forme qui se produisent lors d'une séance sont couverts de plein droit par l'adoption du procès-verbal de telle séance.

Article 18

Le Conseil de l'Office agit par résolution à moins que la Loi ou la majorité des membres présents l'oblige à procéder par règlement.

Article 19

La résolution est exécutoire dès son adoption par le Conseil de l'Office à moins qu'un autre temps n'y soit fixé.

Article 20

Le règlement est exécutoire dès son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil à moins que celui-ci fixe ou approuve un autre temps.

Chapitre III:**Délégation de pouvoirs****A- DÉLÉGATION DE SIGNATURE****Article 21**

Le président est habilité à signer seul tous les documents qui engagent l'Office conformément aux prescriptions des règlements et des résolutions mais qui n'impliquent pas une disposition formelle de fonds.

Article 22

Le président et le directeur des services administratifs sont habilités à signer conjointement tous les documents qui engagent l'Office conformément aux prescriptions des règlements et des résolutions et qui impliquent une disposition formelle de fonds.

Article 23

Le Conseil de l'Office peut, suivant les normes et les limites qu'il prescrit, habiliter tout membre ou tout employé à signer, en lieu et place du président, des documents qui engagent l'Office conformément aux prescriptions des règlements et des résolutions.

Article 24

Le Conseil de l'Office peut, suivant les normes et les limites qu'il prescrit, habiliter tout membre ou tout employé à signer, en lieu et place du directeur des services administratifs, des documents qui engagent l'Office conformément aux prescriptions des règlements et des résolutions et qui impliquent une disposition formelle de fonds.

Article 25

Aucun membre et aucun employé ne peut signer un document en lieu et place à la fois du président et du directeur des services administratifs.

Article 26

Le Conseil de l'Office peut, suivant les normes et les limites qu'il prescrit, mandater spécifiquement une personne à signer seule un ou des documents particuliers qui engagent l'Office conformément aux prescriptions des règlements et des résolutions.

Article 17

Irregularities of form which occur during a meeting are lawfully covered by the adoption of the minutes of the meeting.

Article 18

The Bureau Board shall act by resolution unless the Act or the majority of members present oblige it to proceed by regulation.

Article 19

The resolution is enforceable from the time of its adoption by the Bureau Board unless another date is specifically fixed for this purpose.

Article 20

The regulation is enforceable from the time of its approval by the Lieutenant-Governor in Council unless the latter fixes or approves another date.

Chapter III:**Delegation of powers****A- DELEGATION OF SIGNATURE****Article 21**

The president shall be empowered to sign alone all documents which involve the Bureau in accordance with the provisions of the regulations and resolutions but which do not entail a formal disposition of funds.

Article 22

The president and the administrative services manager are empowered to sign jointly all documents which involve the Bureau in accordance with the regulations and resolutions and which entail a formal disposition of funds.

Article 23

The Bureau Board may, following the standards and limits which it prescribes, empower any member or employee to sign, on behalf of the president, documents which involve the Bureau in accordance with the regulations and resolutions.

Article 24

The Bureau Board may, following the standards and limits which it prescribes, empower any member or employee to sign, on behalf of the administrative services manager, documents which involve the Bureau in accordance with the regulations and resolutions and which entail a formal disposition of funds.

Article 25

No member or employee may sign a document on behalf of both the president and the general manager.

Article 26

The Bureau Board may, following the standards and limits it prescribes, give special mandatory power to one person to sign alone one or more specific document which involve the Bureau in accordance with the regulations and resolutions.

B- MANDAT JUDICIAIRE ET CORPORATIF

Article 27

Le président ou toute personne à ce autorisée par le conseil de l'Office est habilité à répondre à tout bref de saisie avant ou après jugement, ou ordonnances sur faits et articles, à signer tout affidavit nécessaire aux procédures judiciaires, à assister, à voter à des assemblées d'actionnaires ou de créanciers, à accorder des procurations y relatives, et de façon générale à agir pour l'Office en toutes procédures et matières semblables.

Chapitre IV:

Dispositions transitoires

Article 28

Le présent règlement abroge et remplace tous les règlements adoptés jusqu'à maintenant tant par l'Office de la Radio de Québec que par l'Office de radio-télédiffusion du Québec.

*Règlement No 2
concernant la gestion financière*

Chapitre I:

Dispositions générales

Article 1

La gestion financière de l'Office est régie par les dispositions de l'Arrêté en conseil 1041 du 19 mars 1971, sous réserve des modifications suivantes:

- a) dans ledit arrêté, le mot « Ministre » est substitué à l'expression « Conseil du trésor »;
- b) les articles 9 à 17 dudit arrêté ne s'appliquent pas;
- c) l'article 7 dudit arrêté est amendé en y ajoutant le paragraphe ci-dessous:
« d) si ce montant est de \$25,000.00 ou plus sans excéder \$50,000.00 et si au moins trois soumissions jugées conformes ont été obtenues dont la plus basse a été acceptée, dans le cas d'achat d'équipement électronique »;

Article 2

Tout achat dont le montant payable excède \$50,000.00 doit faire l'objet au préalable d'une résolution du Conseil de l'Office. Au-delà de \$5,000.00, il doit être porté à la connaissance du Conseil de l'Office.

Chapitre II:

Affaires bancaires

Article 3

Le Conseil de l'Office détermine la conduite des affaires bancaires de l'Office.

Article 4

L'Office peut détenir des comptes dans toute banque, caisse populaire et société de fiducie au Québec ou au Canada, de même que dans toute institution similaire à l'étranger.

B- LEGAL AND CORPORATIVE MANDATE

Article 27

The president or any person so authorized for the purpose by the Bureau Board shall be empowered to answer any writ of execution before or after judgement, or rulings on facts and circumstances, to sign any affidavit required by legal procedures, to attend, and to vote at, shareholders' or creditors' meetings, to appoint proxies thereto, and in a general way to act on behalf of the Bureau in all such matters and proceedings.

Chapter IV:

Temporary provisions

Article 28

The present regulation shall repeal and replace all regulations adopted to date by the Québec Radio Bureau as well as by the Québec Broadcasting Bureau.

*Regulation No 2
concerning Financial Management*

Chapter I:

General provisions

Article 1

The financial management of the Bureau is governed by the provisions of Order in Council 1041 of March 19, 1971, subject to the following modifications:

- (a) In said order, the word "Minister" is substituted for the term "Treasury Board";
- (b) Articles 9 to 17 of said order do not apply;
- (c) Article 7 of said order is amended by the addition of the following paragraph:
"(d) if such amount is \$25 000 or more but does not exceed \$50 000, and at least two public tenders deemed conformable have been obtained and the lowest of these has been accepted, in the case of the purchase of electronic equipment."

Article 2

Every purchase exceeding \$50 000 should be the subject of a preliminary resolution on the part of the Bureau Board. Any expenditure beyond \$5 000 should be brought to the attention of the Bureau Board.

Chapter II:

Banking

Article 3

The Bureau Board shall determine the course of the Bureau's banking business.

Article 4

The Bureau may have accounts in any bank, caisse populaire or trust company in Québec or in Canada, or in any similar institution abroad.

Article 5

Le président et le directeur des services administratifs sont habilités à signer conjointement tous chèques, traites, ordres de paiement d'argent et autres effets de commerce.

Article 6

Le Conseil de l'Office peut habiliter, de façon générale ou spéciale, tout membre ou tout employé à signer ces chèques, traites, ordres de paiement d'argent et autres effets de commerce aux lieu et place du président.

Article 7

Le Conseil de l'Office peut habiliter, de façon générale ou spéciale, tout membre ou tout employé à signer ces chèques, traites, ordres de paiement d'argent et autres effets de commerce aux lieu et place du directeur des services administratifs.

Article 8

Aucun membre et aucun employé ne peut signer ces chèques, traites, ordres de paiement d'argent et autres effets de commerce en lieu et place à la fois du président et du directeur des services administratifs.

Article 9

Les signatures d'un effet de commerce au nom de l'Office en qualité de tireur ou d'émetteur peuvent être apposées de toute façon convenable selon les pratiques de sécurité admissibles en milieu bancaire.

Article 10

L'endossement d'un effet de commerce au nom de l'Office peut être apposé de toute façon convenable selon les pratiques de sécurité admissibles en milieu bancaire et il peut ne comporter aucune signature s'il contient la mention que cet effet doit être déposé dans un compte bancaire au nom de l'Office.

Article 11

Les chèques, traites et autres effets bancaires sont préparés et signés aux bureaux de l'Office et tirés sur son ou ses comptes de banque. Les fonds s'obtiennent suite à la présentation mensuelle, par l'Office, d'un budget de caisse.

*Règlement No. 3
concernant la gestion du personnel*

Chapitre I:

Définitions

Article 1

Dans le présent règlement:

- a) « Chef » désigne l'employé de l'Office qui détient ce titre ou assume cette fonction de façon permanente, temporaire ou supplétive;
- b) « Chef du personnel » désigne le titulaire de ce poste ou, en son absence, tout employé de l'Office qui assume cette fonction de façon temporaire ou supplétive;
- c) « Directeur » désigne l'employé de l'Office qui détient ce titre ou assume cette fonction de façon permanente, temporaire ou supplétive;

Article 5

The president and the administrative services manager are empowered to sign jointly all cheques, drafts, money orders and other bills of exchange.

Article 6

The Bureau Board may empower, for general or specific purposes, any member or employee to sign these cheques, drafts, money orders and other bills of exchange on behalf of the president.

Article 7

The Bureau Board may empower, for general or specific purposes, any member or employee to sign these cheques, drafts, money orders and other bills of exchange on behalf of the administrative services manager.

Article 8

No member or employee may sign these cheques, drafts, money orders or other bills of exchange on behalf of both the president and the administrative services manager.

Article 9

The signatures on a bill of exchange in the Bureau's name as drawer or issuer may be affixed in any appropriate manner which is consistent with security practices acceptable in banking circles.

Article 10

The endorsement of a bill of exchange in the Bureau's name may be affixed in any appropriate manner which is consistent with security practices acceptable in banking circles, but it may be deposited in a banking account in the Bureau's name, without signature, if it bears mention to this effect.

Article 11

Cheques, drafts and other bills of exchange should be prepared and signed in the Bureau offices and drawn on its bank account (s). Funds are obtained upon presentation of a monthly cash budget by the Bureau.

*Regulation No. 3
concerning personnel management*

Chapter I:

Definitions

Article 1

In the present regulation:

- (a) "Chief officer" refers to an employee of the Bureau who holds this title or acts in this capacity on a permanent, temporary or auxiliary basis;
- (b) "Chief personnel officer" refers to the occupant of this position, or, in his absence, to any Bureau employee who acts in this capacity on a temporary or auxiliary basis;
- (c) "Manager" refers to an employee of the Bureau who holds this title or acts in this capacity on a permanent, temporary or auxiliary basis;

d) « Supérieur » désigne l'employé dont relève hiérarchiquement et immédiatement un autre employé.

Chapitre II:

Les effectifs

Article 2

Les effectifs de l'Office comprennent:

- a) l'effectif régulier;
- b) l'effectif complémentaire;
- c) l'effectif supplémentaire.

Article 3

L'effectif régulier se limite aux postes permanents que prévoit la liste des postes en vigueur pour l'exercice financier en cours. Cette liste est révisée annuellement suivant les besoins en personnel, les organigrammes et les descriptions de tâches; elle est arrêtée lors de l'adoption du budget.

Article 4

L'effectif complémentaire se limite aux postes permanents créés en cours d'exercice financier. Aucun de ces postes ne peut être créé sans que le conseil de l'Office n'en approuve le bien-fondé et sans que l'Office ne détienne les disponibilités budgétaires suffisantes.

Article 5

L'effectif supplémentaire se limite aux postes temporaires créés pour répondre à un besoin pressant et particulier. Aucun de ces postes ne peut être créé sans que le président n'en approuve le bien-fondé et que l'Office ne détienne les disponibilités budgétaires suffisantes. Aucun poste temporaire ne peut être maintenu au-delà de l'exercice au cours duquel il a été créé sans être porté, à ce titre, à la liste des postes.

Chapitre III:

Les normes de gestion

A- STATUT DES EMPLOYÉS

Article 6

Tout employé appartient à l'une des trois catégories suivantes:

- a) les employés à l'essai;
- b) les employés permanents;
- c) les employés temporaires.

Article 7

L'employé à l'essai est celui que l'Office embauche pour détenir un poste permanent, prévu aux effectifs, et qui n'a pas terminé son stage de probation. L'employé à l'essai ne jouit d'aucune sécurité d'emploi et l'Office peut le congédier à discrétion.

Article 8

L'employé permanent est celui qui a complété le stage de probation et qui a rempli les formalités que détermine le Conseil de l'Office.

Article 9

L'employé temporaire est celui que l'Office embauche pour remplacer un employé absent ou pour accomplir

(d) "Superior" refers to the employee to whom another employee is immediately answerable according to his rank.

Chapter II:

Staff

Article 2

The Bureau's staff shall include the following:

- (a) The regular staff;
- (b) The complementary staff;
- (c) The auxiliary staff.

Article 3

The regular staff shall hold only those permanent positions included in the list of positions in force for the current fiscal year. This list shall be revised annually according to personnel requirements, organization charts and descriptions of functions; it shall be fixed at the time of the adoption of the budget.

Article 4

The complementary staff shall be assigned to permanent positions created during the fiscal year. None of these positions can be created before the Bureau Board has approved of their relevance and without the availability of sufficient budgetary funds.

Article 5

The auxiliary staff shall hold only those temporary positions created to meet a pressing and special need. None of these positions shall be created without the president approving its relevance and without the availability of sufficient budgetary funds. No temporary position shall be maintained for a time extending that of the fiscal year during which it was created, without being included, as such, in the list of positions.

Chapter III:

Management standards

A- STATUS OF EMPLOYEES

Article 6

Every employee shall belong to one of the three following categories:

- (a) Probationary employees;
- (b) Permanent employees;
- (c) Temporary employees.

Article 7

The probationary employee is one hired by the Bureau to hold a permanent position listed in the staff requirements, and who has not completed his period of probation. The probationary employee has no employment security and can be laid off unconditionally by the Bureau.

Article 8

The permanent employee is one who has completed the probationary period and who has complied with the formalities set down by the Bureau Board.

Article 9

The temporary employee is one hired by the Bureau to replace another employee who is absent, or to carry

out a temporary or occasional task. The temporary employee has no employment security and can be laid off unconditionally by the Bureau.

Article 10

The probationary period shall vary between three and twelve months depending on the nature of the position to be filled.

Article 11

The Bureau Board may decree that the time spent as temporary employee of the Bureau includes the probationary period, in whole or in part.

Article 12

The Bureau Board can, in individual cases, grant security of employment without probation.

Article 13

Employees who were made permanent employees before the present regulation came into force, shall retain this title and the rights and advantages related thereto.

B- MINIMAL EMPLOYMENT REQUIREMENTS

Article 14

To be hired for, or promoted to a position, the candidate involved must comply with the minimal requirements of training and experience determined by the regulations of the Bureau Board.

Article 15

The Bureau Board may, in individual cases, derogate from these minimal requirements.

Article 16

The Bureau Board shall determine the procedures which make it possible to ascertain and evaluate the required qualifications in the candidates.

C- HIRING OF PERSONNEL

Articles 17

The hiring of probationary or permanent employees shall be carried out in accordance with staff requirements budgetary estimates.

Article 18

The Bureau shall favor the promotion of its own employees rather than hire candidates from the outside insofar as this is not detrimental to professional ability.

Article 19

All nominations to the position of Manager shall be approved by the Bureau Board.

Article 20

The Bureau Board shall be informed of all nominations to a position other than that of Manager.

Article 21

The Chief personnel Officer shall conduct the procedures by which personnel is hired.

D- PROMOTION OF PERSONNEL

Article 22

The promotion of an employee shall be carried out in accordance with staff requirements and budgetary estimates.

un travail de caractère temporaire ou occasionnel. L'employé temporaire ne jouit d'aucune sécurité d'emploi et l'Office peut le congédier à discrétion.

Article 10

La durée du stage de probation varie de trois à douze mois suivant la nature du poste à combler.

Article 11

Le Conseil de l'Office peut décréter que le temps passé à l'emploi de l'Office par un employé temporaire tient compte en tout ou en partie du stage de probation.

Article 12

Le Conseil de l'Office peut, à l'égard de cas individuels, accorder la permanence sans stage de probation.

Article 13

Les employés qui sont devenus employés permanents avant l'entrée en vigueur du présent règlement conservent ce titre de même que les droits et avantages y afférents.

B- EXIGENCES MINIMALES D'EMPLOI

Article 14

Pour être embauché ou promu à un poste, le candidat concerné doit répondre aux exigences minimales de formation et d'expérience que le Conseil de l'Office détermine par règlement.

Article 15

Le Conseil de l'Office peut, à l'égard de cas individuels, déroger à ces exigences minimales.

Article 16

Le Conseil de l'Office détermine les procédures qui permettent de constater et d'évaluer les qualifications requises des candidats.

C- EMBAUICHE DU PERSONNEL

Article 17

L'embauche à titre d'employé à l'essai ou permanent s'effectue conformément à l'effectif et aux prévisions budgétaires.

Article 18

L'Office favorise la promotion de ses employés par rapport à l'embauche de candidats de l'extérieur pourvu que cela ne s'effectue pas au détriment de la compétence professionnelle.

Article 19

Toute nomination à un poste de Directeur doit être approuvée par le Conseil de l'Office.

Article 20

Toute nomination à un poste autre que celui de Directeur doit être portée à la connaissance du Conseil de l'Office.

Article 21

Le chef du personnel administre les procédures suivant lesquelles s'effectue l'embauche du personnel.

D- PROMOTION DU PERSONNEL

Article 22

La promotion d'un employé s'effectue conformément à l'effectif, et aux prévisions budgétaires.

Article 23

Le chef du personnel administre les procédures suivantes lesquelles s'effectue la promotion du personnel.

E- NORMES DISCIPLINAIRES

Article 24

L'employé accomplit les travaux inhérents aux fonctions qu'il assume. Il agit sous l'autorité d'un supérieur ou de toute autre personne que l'Office désigne.

Article 25

L'employé s'acquitte de ses fonctions au lieu de travail mis à sa disposition et au temps déterminé par le calendrier et les horaires de travail de l'Office, sauf dans la mesure où l'Office en dispose autrement. Il ne quitte ou n'interrompt son travail, hors des heures fixées, que sur autorisation. Il rend compte à demande, de son emploi du temps au service de l'Office.

Article 26

L'employé qui, par force majeure, ne peut se présenter au travail au lieu et à l'heure fixés, doit, à moins d'impossibilité, en informer ou en faire informer son supérieur en temps utile, normalement avant l'heure fixée pour le début de sa journée régulière.

Article 27

L'employé, sauf en vertu d'une entente particulière, ne s'engage à fournir que son travail et son industrie personnels. Tout apport de biens physiques qui n'a pas été convenu explicitement procède de son geste autonome et n'engage en aucune façon la responsabilité de l'Office tant en ce qui a trait à la possession et à la propriété de ces biens qu'en ce qui a trait à leur perte, à leur détérioration ou aux dommages qui puissent résulter de leur garde, de leur usage ou de leur utilisation.

Article 28

L'employé a la garde des biens physiques que l'Office met à sa disposition et il en répond hors les cas d'usage normale ou de force majeure. L'Office peut, en tout temps, exiger la signature d'un écrit par lequel l'employé constate l'état d'un bien physique mis à sa disposition.

Article 29

L'employé maintient en tout temps un comportement général compatible avec la dignité humaine, le respect des autres et les règles de la légalité.

Article 30

L'employé respecte et fait respecter les règlements et autres décisions de l'Office de même que les usages professionnels à ce compatibles.

Article 31

L'employé observe les normes générales et particulières de la prudence et de la sécurité.

Article 32

L'employé sauvegarde la discrétion en tout ce qui implique l'Office.

Article 23

The Chief personnel Officer shall conduct the procedures by which promotion is carried out.

E. DISCIPLINARY STANDARDS

Article 24

The employee shall carry out the work inherent to the function he assumes. He shall work under the authority of a superior or any other person designated by the Bureau.

Article 25

The employee shall fulfill his functions in the place of work put at his disposal and during the time determined by the calendar and the Bureau's working hours, unless ruled otherwise by the Bureau. He shall not leave or interrupt his work, without permission, except at the appointed time. He shall, upon request, account for his work schedule at the Bureau's service.

Article 26

The employee who, for reasons beyond his control, cannot be at work at the appointed time and place, shall, except in case of impossibility, inform or have someone inform his superior as soon as possible, normally before the starting time of his regular day's work.

Article 27

Except under the terms of a special agreement, the employee only commits himself to provide his personal work and skill. All material goods supplied by him and not explicitly agreed upon, shall come from his own free will and shall in no way be binding on the Bureau's responsibility, in all that concerns the possession and ownership of these goods, as well as their loss or deterioration, or in all that concerns the damage resulting from their possession, custody, use or utilization.

Article 28

The employee shall have the custody of the physical property placed at his disposal by the Bureau and shall be responsible thereof except in case of normal wear or in circumstances beyond his control. The Bureau may, at any time, require a signed statement from an employee concerning the condition of a piece of physical property placed at his disposal.

Article 29

The employee's general behaviour shall be, at all times, compatible with human dignity, the respect of others and the rules of legality.

Article 30

The employee shall respect and demand the respect of the Bureau's regulations and other decisions as well as professional practices compatible therewith.

Article 31

The employee shall comply with the general and specific standards of caution and security.

Article 32

The employee shall make use of discretion in all affairs concerning the Bureau.

Article 33

L'employé s'abstient de toute activité personnelle qui s'avère en concurrence avec celles de l'Office, qui exploite la réputation de l'Office ou qui nuit de quelque façon à la prestation de ses services auprès de l'Office.

Article 34

L'employé ne possède, par lui-même ou par personne interposée, dans une entreprise en relation d'affaires avec l'Office, aucun intérêt de nature à compromettre son indépendance. Il ne doit accepter aucun cadeau ou autre avantage de la part de personnes en relations d'affaires avec l'Office.

F- MESURES DISCIPLINAIRES

Article 35

L'employé coupable d'une infraction aux règlements de l'Office est passible de mesures disciplinaires dont l'importance varie selon la gravité ou la répétition de l'infraction. Ces mesures disciplinaires comportent:

- a) la réprimande verbale;
- b) la réprimande écrite;
- c) la suspension sans traitement;
- d) la destitution.

Article 36

Toute infraction aux règlements de l'Office relève, en première analyse, du supérieur qui compile tous les renseignements pertinents en prenant soin d'obtenir des explications de l'employé visé.

Article 37

Aucune sanction ne peut être prononcée à moins qu'en première instance l'employé n'ait eu l'occasion de se faire entendre ou, sauf dans le cas de la réprimande verbale, de faire entendre en son nom la personne de son choix.

Article 38

Tout supérieur peut, s'il le juge à la fois nécessaire et suffisant, adresser à l'un de ses subalternes une réprimande verbale dont il porte mention au dossier de l'employé. S'il s'agit d'une répétition d'infraction, s'il juge la réprimande verbale insuffisante ou s'il doute de l'opportunité de la sanction, il doit immédiatement référer le cas à son chef.

Article 39

Tout chef peut, s'il le juge à la fois nécessaire et suffisant, adresser à l'un de ses subalternes:

- a) une réprimande verbale dont il porte mention au dossier de l'employé;
- b) ou, après avoir consulté son directeur et le chef du personnel, une réprimande écrite dont il verse copie au dossier de l'employé.

S'il juge la réprimande insuffisante ou s'il doute de l'opportunité de la sanction, il doit immédiatement référer le cas à son directeur.

Article 33

The employee shall abstain from all personal activity proved to be competitive with that of the Bureau, which exploits the Bureau's reputation or which is, in any way, detrimental to his performance at the Bureau.

Article 34

The employee shall not hold, either personally or through a third party, in a firm doing business with the Bureau, any interests capable of jeopardizing his independence. He shall accept no gifts or other benefits from persons dealing with the Bureau.

F- DISCIPLINARY MEASURES

Article 35

The employee who is guilty of a breach of the Bureau regulations is liable to disciplinary measures which will vary according to the degree of seriousness of the offence, and whether it has happened repeatedly. These disciplinary measures include:

- (a) verbal reprimand;
- (b) reprimand in writing;
- (c) suspension without pay;
- (d) dismissal.

Article 36

Any breach of the Bureau regulations in the first analysis comes under the superior who compiles all pertinent information and is careful to obtain an explanation from the employee concerned.

Article 37

No sanction can be pronounced unless, in the first place, the employee has had the opportunity to be heard or, except in the case of a verbal reprimand, to have the person of his choice heard in his place.

Article 38

Any superior can, if he deems the measure both necessary and sufficient, give one of his subordinates a verbal reprimand and record it in the employee's file. If it is a repeated offence, if he feels that a verbal reprimand is sufficient, or if he doubts the advisability of the sanction, he should refer the case to his superior immediately.

Article 39

Any chief officer can, if he deems the measure both necessary and sufficient, send one of his subordinates:

- (a) a verbal reprimand which he records in the employee's file;
- (b) or, after having consulted with his manager and the chief personnel officer a reprimand in writing, copy of which becomes part of the employee's file.

If he feels that the reprimand is insufficient, or if he doubts the advisability of the sanction, he should refer the case to his manager immediately.

Article 40

Tout directeur peut, s'il le juge à la fois nécessaire et suffisant, adresser à l'un de ses subalternes:

- a) une réprimande verbale dont il porte mention au dossier de l'employé;
- b) après avoir consulté le chef du personnel, une réprimande écrite dont il verse copie au dossier de l'employé;

S'il juge la réprimande insuffisante, il doit immédiatement référer le cas au président.

Toute autre sanction ne peut être imposée sans avoir reçu l'approbation du Président et copie de telle sanction doit être versée au dossier de l'employé.

Article 41

Le président, dans tous les cas qui lui sont transmis ou référés, peut convoquer toute personne qu'il juge utile d'entendre et, il peut alors:

- a) s'en tenir à la réprimande;
- b) ou prononcer toute sanction, autre que la destitution, qu'il juge appropriée;
- c) ou référer le cas au Conseil de l'Office en prononçant ou non une sanction intérimaire.

Toute décision que rend le président est communiquée à l'employé par écrit sous la signature du président ou en son nom.

Article 42

Le Conseil de l'Office se prononce dans tous les cas qui lui sont référés par le président et il est seul habilité à prononcer, au nom de l'Office, la destitution d'un employé et ce, conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi. Toute décision que rend le Conseil de l'Office est communiquée à l'employé par écrit sous la signature du président ou en son nom.

Chapitre IV:**Les barèmes de rétribution****A- ÉCHELLES DE SALAIRES****Article 43**

Les employés de l'Office sont rémunérés conformément aux échelles de salaires que le Conseil de l'Office adopte par règlement. Ces échelles sont révisées annuellement suivant la courbe générale des salaires et les descriptions de tâches; elles sont arrêtées lors de l'adoption du budget.

B- RÉVISION DES TRAITEMENTS**Article 44**

Le traitement des employés est révisé:

- a) quant à la courbe générale des salaires: par règlement du Conseil de l'Office;
- b) quant au mérite: conformément aux critères déterminés par le Conseil de l'Office sur décision de la direction générale de l'Office prise annuellement après enquête appropriée et exécutoire soit à une date fixe pour tous les employés, soit à la date anniversaire de l'entrée de l'employé concerné au service de l'Office. Cette révision doit être portée à la connaissance du Conseil de l'Office.

Article 40

Any manager can, if he deems the measure both necessary and sufficient, send one of his subordinates: (a) a verbal reprimand which he records in the employee's file;

- (b) after having consulted with the chief personnel officer a reprimand in writing, copy of which becomes part of the employee's file.

If he feels the reprimand is insufficient, he should refer the case to the president immediately.

No other sanction can be imposed without having received the approval of the president, and a copy of such a sanction must be included in the employee's file.

Article 41

In all cases referred to him, the president may call before him any person whom he feels it would be useful to hear and, he can then:

- (a) go no further than a reprimand;
- (b) or pronounce any sanction, other than dismissal, that he deems appropriate;
- (c) or refer the case to the Bureau Board, pronouncing a temporary sanction or not.

All decisions taken by the president are transmitted to the employee in writing, under the signature of the president or on his behalf.

Article 42

The Bureau Board makes decisions in all cases referred to it by the president, and it has, alone, the power to rule on the dismissal of an employee, on behalf of the Bureau, in compliance with the provisions of section 10 of the Act. All decisions made by the Bureau Board are conveyed to the employee in writing, under the signature of the president or on his behalf.

Chapter IV:**Remuneration scales****A- SALARY SCHEDULES****Article 43**

The employees of the Bureau are remunerated in compliance with the salary schedules adopted by regulation of the Bureau Board.

These schedules are revised annually according to the general wage curve and job descriptions; they are fixed upon carrying of the budget.

B- WAGE REVISION**Article 44**

Employees' wages are revised:

- (a) with respect to the general wage curve by regulations of the Bureau Board;
- (b) with respect to merit: in compliance with the criteria determined by the Bureau Board, on the annual decision of the general management of the Bureau after an appropriate investigation and executory either at a set date for all employees, or on the anniversary date of the time the employee concerned began working for the Bureau. This revision must be made known to the Bureau Board.

C- INDEMNITÉS ET BÉNÉFICES ACCESSOIRES

Article 45

Les indemnités et les bénéfices accessoires dont bénéficient les employés font l'objet d'autres règlements ou d'autres dispositions.

Chapitre V:

Dispositions transitoires

Article 46

Le présent règlement remplace tous les arrêtés en conseil, tous les règlements, toutes les résolutions et toutes les autres mesures en vertu desquels des employés ont été engagés ou mutés.

*Règlement No. 4
concernant les congés sociaux*

Chapitre I:

Définitions

Article 1

Dans le présent règlement:

- a) « Chef du personnel » désigne le titulaire de ce poste ou, en son absence, tout employé de l'Office qui assume cette fonction de façon temporaire ou supplétive;
- b) « Directeur » désigne l'employé de l'Office qui détient ce titre ou assume cette fonction de façon permanente, temporaire ou supplétive;
- c) « Supérieur » désigne l'employé dont relève hiérarchiquement et immédiatement un autre employé.

Chapitre II:

Congés sociaux et spéciaux

Article 2

L'employé a droit, sur demande à son supérieur, à un permis d'absence pour les fins et périodes de temps suivants:

- a) son mariage: sept jours consécutifs, y compris le jour du mariage;
- b) le mariage de ses père, mère, fils, fille, frère ou sœur: le jour du mariage, à condition qu'il y assiste;
- c) la naissance ou l'adoption d'un enfant: une journée, celle de la naissance, de l'adoption ou de la célébration;
- d) le décès de son conjoint: sept jours consécutifs dont le jour des funérailles;
- e) le décès de ses père, mère, fils, fille, frère ou sœur: trois jours consécutifs dont le jour des funérailles;
- f) le décès de ses beau-père, belle-mère, beau-frère, belle-sœur, gendre, bru, grand-père ou grand-mère, lorsque le défunt demeurait au domicile de l'employé: trois jours consécutifs dont le jour des funérailles;

C- COMPENSATION AND FRINGE BENEFITS

Article 45

Compensation and fringe benefits available to the employees are governed by other regulations or provisions.

Chapter V:

Temporary provisions

Article 46

This regulation replaces all the orders in council, all the regulations, all the resolutions and all the other measures under which employees were hired or transferred.

*Regulation No. 4
concerning authorized leave*

Chapter I:

Definitions

Article 1

In this regulation:

- (a) "Chief personnel officer" designates the persons who holds this position or, in his absence, any Bureau employee who carries out such duties in a temporary or supplementary way.
- (b) "Manager" designates a Bureau employee who holds this title or who carries out such duties in a permanent, temporary or supplementary way.
- (c) "Superior" designates the employee who is directly above another employee in the hierarchy.

Chapter II:

Authorized leave and special holidays

Article 2

On request to his superior, an employee is entitled to a leave of absence for the following purposes and periods of time:

- (a) his marriage: seven consecutive days, including the wedding day;
- (b) the marriage of his father, mother, son, daughter, brother or sister: the wedding day, providing he attends the ceremony;
- (c) the birth or adoption of a child: one day, that of the birth, the adoption or celebration;
- (d) the death of his spouse: seven consecutive days, including the day of the funeral;
- (e) the death of his father, mother, son, daughter, brother or sister: three consecutive days, including the day of the funeral;
- (f) the death of his father-in-law, mother-in-law, brother-in-law, sister-in-law, stepfather, stepmother, stepbrother, stepsister, son-in-law, daughter-in-law, grandfather or grandmother, when the deceased lived at the home of the employee: three consecutive days, including the day of the funeral;

g) le décès de ses beau-père, belle-mère, beau-frère, belle-soeur, gendre, bru, grand-père ou grand-mère, lorsque le défunt ne résidait pas au domicile de l'employé: le jour des funérailles;

h) lorsqu'il change le lieu de son domicile: la journée du déménagement; cependant, un employé n'a pas droit de ce chef, à plus d'une journée de congé par année contractuelle.

Article 3

Si l'un des jours octroyés en vertu de l'article 2 coïncide avec une journée régulière de travail de l'employé visé, celui-ci ne subit aucune réduction de traitement.

Article 4

L'employé n'a droit à un permis d'absence sans perte de traitement dans les cas visés aux sous-paragraphes e) et g) de l'article 2 que s'il assiste aux funérailles du défunt; s'il y assiste et si les funérailles ont lieu à plus de cent cinquante milles du lieu de la résidence de l'employé, celui-ci a droit à un jour chômé additionnel.

(g) the death of his father-in-law, mother-in-law, brother-in-law, sister-in-law, stepfather, stepmother, stepbrother, stepsister, son-in-law, daughter-in-law, grandfather or grandmother, when the deceased did not live at the home of the employee: the day of the funeral;

(h) when he changes his place of residence: the day of the move; however, the employee is not entitled to more than one holiday per contract year for this purpose.

Article 3

If one of the days granted by virtue of Article 2 coincide with a regular working day of the employee concerned, the leave will not be deducted from his pay.

Article 4

The employee is only entitled to a leave of absence with no loss of salary in the cases alluded to in subparagraphs (e) and (g) of Article 2 if he attends the funeral of the deceased; if he attends the funeral, and it takes place more than one hundred and fifty miles from the place of residence of the employee, he is entitled to one additional holiday.

Règlement No. 5 concernant la liste des postes

	Postes occupés	Effectifs autorisés	Postes vacants
Exécutif	10	11	1
Relations publiques et Information	4	4	0
Personnel	5	5	0
Administration	45	54	9
Installations	40	50	10
Développement et Diffusion	17	35	18
Direction Production	3	3	0
Direction Production	0	15	15
Planification et Analyses	28	34	6
Visualisation	59	70	11
Réalisation	30	46	16
Services techniques	84	100	16
Textes et Recherche	7	12	5
Atelier Franco-québécois	3	5	2
	<u>335</u>	<u>444</u>	<u>109</u>

Office de radio-télédiffusion du Québec Exécutif

Titre	No de poste
Président directeur général	1100-001-001
Secrétaire	1100-002-001
Adjoint exécutif	1100-010-001
Sténo-secrétaire	1100-011-001
Vice-président directeur général adjoint	1100-101-001

Regulation No. 5 concerning the list of positions

	Positions Filled	Positions Approved	Positions Vacant
Executive	10	11	1
Public Relations and Information	4	4	0
Personnel	5	5	0
Administration	45	54	9
Installations	40	50	10
Development, Distribution and Broadcasting	17	35	18
Production management	3	3	0
Production management	0	15	15
Planning and Analysis	28	34	6
Visualization	59	70	11
Producers' services	30	46	16
Technical Services	84	100	16
Texts and Research	7	12	5
France-Québec Workshop	3	5	2
	<u>335</u>	<u>444</u>	<u>109</u>

Québec Broadcasting Bureau Executive

Designation	Position Number
President and General Manager	1100-001-001
Secretary	1100-002-001
Executive Assistant	1100-010-001
Secretary stenographer	1100-011-001
Vice-President and Assistant General Manager	1100-101-001

Secrétaire	1100-102-001	Secretary	1100-102-001
Secrétaire de l'Office	1200-001-001	Secretary of the Bureau	1200-001-001
Responsable systèmes d'information et analyses opérationnelles	1300-001-001	Information Systems and Operational Analysis Officer	1300-001-001
Analyste	1300-010-001	Analyst	1300-010-001
Conseiller juridique	1400-001-001	Legal Adviser	1400-001-001
Sténo-secrétaire	1400-002-001	Secretary stenographer	1400-002-001
<i>Relations publiques et information</i>			
Chief du Bureau d'Information	1500-001-001	Chief Information Officer	1500-001-001
Sténo-secrétaire	1500-002-001	Secretary stenographer	1500-002-001
Agent d'Information	1500-003-001	Information Officer	1500-003-001
Agent d'Information	1500-004-001	Information Officer	1500-004-001
<i>Personnel</i>			
Chief du Personnel	1600-001-001	Chief personnel Officer	1600-001-001
Secrétaire	1600-002-001	Secretary	1600-002-001
Commis de bureau	1600-003-001	Office Clerk	1600-003-001
Agent de Personnel	1600-010-001	Personnel Officer	1600-010-001
Agent d'embauchage	1600-020-001	Recruiting Officer	1600-020-001
<i>Administration</i>			
Directeur	2100-001-001	Manager	2100-001-001
Secrétaire	2100-002-001	Secretary	2100-002-001
Chief des budgets et comptabilité	2200-001-001	Chief of Budgets and Accounting	2200-001-001
Sténo-secrétaire	2200-002-001	Secretary stenographer	2200-002-001
Responsable de la paie	2200-010-001	Payroll Officer	2200-010-001
Sténodactylo	2200-011-001	Shorthand Typist	2200-011-001
Agent de bureau II - paie	2200-012-001	Office clerk II - Pay	2200-012-001
Agent de bureau II - paie	2200-012-002	Office Clerk II - Pay	2200-012-002
Responsable - coûts de revient et contrôle budgétaire	2200-020-001	Cost Price and Budgetary Control Officer	2200-020-001
Sténodactylo	2200-021-001	Shorthand Typist	2200-021-001
Agent de bureau I - engagements	2200-022-001	Office Clerk I - Commitments	2200-022-001
Agent de bureau I - coût de revient	2200-023-001	Office Clerk I - Cost Price	2200-023-001
Agent de bureau II - coût de revient	2200-024-001	Office Clerk II - Cost Price	2200-024-001
Commis - coût de revient	2200-025-001	Clerk - Cost Price	2200-025-001
Responsable - comptabilité générale	2200-030-001	General Accounting Officer	2200-030-001
Sténo-dactylo	2200-031-001	Shorthand Typist	2200-031-001
Agent de bureau I - déboursés	2200-032-001	Office Clerk I - Disbursements	2200-032-001
Agent de bureau I - frais de voyage et paie de participants	2200-033-001	Office Clerk I - Travelling Expenses and fees	2200-033-001
Agent de bureau II - opératrice machine comptable	2200-034-001	Office Clerk II - Accounting Machine Operator	2200-034-001
Agent de bureau II - inventaire et immobilisations	2200-035-001	Office Clerk II - Inventory and Capital Expenditure	2200-035-001
Agent principal - états financiers	2200-041-001	Principal Officer - Financial Statements	2200-041-001
Agent de bureau I - registre comptable	2200-042-001	Office Clerk I - Accounting records	2200-042-001
Commis - déboursés	2200-043-001	Clerk - Disbursements	2200-043-001
Chief approvisionnement et services auxiliaires	2300-001-001	Chief Supply and Auxiliary Services Officer	2300-001-001
Sténo-secrétaire	2300-002-001	Secretary stenographer	2300-002-001
Agent d'administration	2300-010-001	Administration Clerk	2300-010-001
Acheteur	2300-011-001	Purchasing Agent	2300-011-001
Chief opérateur de machine à polycopier	2300-020-001	Chief Duplicating Machine Operator	2300-020-001
Opérateur de machine à polycopier	2300-021-001	Duplicating Machine Operator	2300-021-001
Opérateur de machine à polycopier	2300-021-002	Duplicating Machine Operator	2300-021-002

Chef de la messagerie	2300-030-001	Chief of Messengers	2300-030-001
Planton	2300-031-001	Messenger	2300-031-001
Planton	2300-031-002	Messenger	2300-031-002
Planton	2300-031-003	Messenger	2300-031-003
Planton	2300-031-004	Messenger	2300-031-004
Planton	2300-031-005	Messenger	2300-031-005
Chauffeur-messenger	2300-032-001	Messenger-driver	2300-032-001
Chef téléphoniste	2300-040-001	Chief Telephone Operator	2300-040-001
Téléphoniste	2300-041-001	Telephone Operator	2300-041-001
Téléphoniste	2300-041-002	Telephone Operator	2300-041-002
Chef sécurité	2300-050-001	Chief Security Officer	2300-050-001
Préposé à l'accueil	2300-051-001	Receptionist	2300-051-001
Receveur-expéditeur	2300-060-001	Shipping and Receiving Officer	2300-060-001
Manutentionnaire	2300-061-001	Handler	2300-061-001
Manutentionnaire	2300-061-002	Handler	2300-061-002
Analyste des procédures administratives	2400-001-001	Management Analyst	2400-001-001
Agent de bureau	2200-	Office Clerk	2200-
Agent de bureau	2200-	Office Clerk	2200-
Agent de bureau	2200-	Office Clerk	2200-
Commis - paie	2200-	Pay Clerk	2200-
Commis - achats	2200-	Purchasing Clerk	2200-
Agent de bureau	2200-	Office Clerk	2200-
Agent de bureau	2200-	Office Clerk	2200-
Agent de bureau	2200-	Office Clerk	2200-
	<i>Installations</i>		<i>Installations</i>
Directeur	3100-001-001	Manager	3100-001-001
Secrétaire	3100-002-001	Secretary	3100-002-001
Technologue conseil	3100-010-001	Technological Consultant	3100-010-001
Sténo-secrétaire	3100-011-001	Secretary stenographer	3100-011-001
Chef des aménagements	3200-001-001	Chief Installation Officer	3200-001-001
Sténo-secrétaire	3200-002-001	Secretary stenographer	3200-002-001
Agent de bureau	3200-003-001	Office clerk	3200-003-001
Dessinateur	3200-004-001	Draftsman	3200-004-001
Chef de l'implantation et de l'entretien technique	3300-001-001	Chief Technical Installation and Maintenance Officer	3300-001-001
Sténo-secrétaire	3300-002-001	Secretary stenographer	3300-002-001
Technicien implantation	3300-011-001	Installation Technician	3300-011-001
Technicien implantation	3300-011-002	Installation Technician	3300-011-002
Technicien implantation	3300-011-003	Installation Technician	3300-011-003
Technicien implantation	3300-011-004	Installation Technician	3300-011-004
Dessinateur technique	3300-012-001	Technical draftsman	3300-012-001
Dessinateur technique	3300-012-002	Technical draftsman	3300-012-002
Technicien de normes	3300-013-001	Technical standards technician	3300-013-001
Chef-adjoint de l'implantation et de l'entretien technique	3400-001-001	Assistant Chief Technical Installation and Maintenance Officer	3400-001-001
Agent de bureau	3400-003-001	Office clerk	3400-003-001
Superviseur	3400-010-001	Supervisor	3400-010-001
Technicien entretien	3400-011-001	Maintenance Technician	3400-011-001
Technicien entretien	3400-011-002	Maintenance Technician	3400-011-002
Technicien entretien	3400-001-003	Maintenance Technician	3400-011-003
Technicien entretien	3400-011-004	Maintenance Technician	3400-011-004
Technicien entretien	3400-011-003	Maintenance Technician	3400-011-005
Technicien entretien	3400-011-006	Maintenance Technician	3400-011-006
Technicien entretien	3400-011-007	Maintenance Technician	3400-011-007
Technicien entretien	3400-011-008	Maintenance Technician	3400-011-008

Technicien entretien	3400-011-009	Maintenance Technician	3400-011-009
Technicien entretien	3400-011-010	Maintenance Technician	3400-011-010
Technicien entretien	3400-011-011	Maintenance Technician	3400-011-011
Technicien entretien	3400-011-012	Maintenance Technician	3400-011-012
Chef technicien entretien	3400-011-013	Chief Maintenance Technician	3400-011-013
Technicien entretien	3400-011-014	Maintenance Technician	3400-011-014
Technicien entretien	3400-011-015	Maintenance Technician	3400-011-015
Technicien entretien	3400-011-016	Maintenance Technician	3400-011-016
Technicien entretien	3400-011-017	Maintenance Technician	3400-011-017
Technicien entretien	3400-011-018	Maintenance Technician	3400-011-018
Technicien entretien	3400-011-019	Maintenance Technician	3400-011-019
Assistant-technicien	3400-012-001	Assistant Technician	3400-012-001
Chef technicien entretien (mécanique)	3400-013-001	Chief Maintenance Technician (Mechanical)	3400-013-001
Technicien entretien (mécanique)	3400-013-002	Maintenance Technician (Mechanical)	3400-013-002
Chef magasinier	3500-001-001	Chief Storeman	3500-001-001
Sténodactylo	3500-002-001	Shorthand Typist	3500-002-001
Magasinier	3500-003-001	Storeman	3500-003-001
Magasinier	3500-003-002	Storeman	3500-003-002
Magasinier	3500-003-003	Storeman	3500-003-003
Magasinier	3500-003-004	Storeman	3500-003-004
Magasinier	3500-003-005	Storeman	3500-003-005
Technicien en laboratoire	3600-001-001	Laboratory Technician	3600-001-001
<i>Développement et diffusion</i>		<i>Development, distribution and broadcasting</i>	
Directeur	4100-001-001	Manager	4100-001-001
Secrétaire	4100-002-001	Secretary	4100-002-001
Sténodactylo	4100-003-001	Shorthand Typist	4100-003-001
Sténodactylo	4100-003-002	Shorthand Typist	4100-003-002
Sténodactylo	4100-003-003	Shorthand Typist	4100-003-003
Sténodactylo	4100-003-004	Shorthand Typist	4100-003-004
Commis	4100-004-001	Clerk	4100-004-001
Conseiller	4100-010-001	Consultant	4100-010-001
Responsable Développement	4200-001-001	Chief of Development	4200-001-001
Sténo-secrétaire	4200-002-001	Secretary stenographer	4200-002-001
Agent de développement	4200-010-001	Development Officer	4200-010-001
Agent de développement	4200-010-003	Development Officer	4200-010-003
Agent de développement	4200-010-004	Development Officer	4200-010-004
Agent de développement aux projets	4200-010-005	Project Development Officer	4200-010-005
Agent de développement aux projets	4200-010-006	Project Development Officer	4200-010-006
Agent de développement aux projets	4200-010-007	Project Development Officer	4200-010-007
Agent de développement aux projets	4200-010-008	Project Development Officer	4200-010-008
Agent de développement aux stages	4200-010-009	Development Officer (Workshop)	4200-010-009
Agent de développement aux stages	4200-010-010	Development Officer (Workshop)	4200-010-010
Agent de développement inventaire et documentation	4200-010-011	Development Officer Inventory and Documentation	4200-010-011
Agent de développement inventaire et documentation	4200-010-012	Development Officer Inventory and Documentation	4200-010-012
Agent de développement recherche et rétroaction	4200-010-013	Development Officer Research and Feedback	4200-010-013
Responsable Diffusion	4300-001-001	Chief Distribution and Broadcasting Officer	4300-001-001
Agent de bureau II	4300-002-001	Office Clerk II	4300-002-001
Agent de distribution	4300-003-001	Distribution Officer	4300-003-001
Commis	4300-004-001	Clerk	4300-004-001
Commis	4300-004-002	Clerk	4300-004-002

Responsable Droits	4400-001-001	Intellectual Rights Officer	4400-001-001
Sténo-secrétaire	4400-002-001	Secretary stenographer	4400-002-001
Documentaliste	4400-003-001	Documentalist	4400-003-001
Agent de développement au marketing	4400-010-001	Marketing Development Officer	4400-010-001
Agent de développement marketing et approvisionnement	4400-010-002	Marketing Development and Supply Officer	4400-010-002
Agent de développement marketing et approvisionnement	4400-010-003	Marketing Development and Supply Officer	4400-010-003
Responsable Bureau de Québec	4500-001-001	Head of the Québec Office	4500-001-001
Sténo-secrétaire	4500-002-001	Secretary stenographer	4500-002-001
<i>Production</i>		<i>Production</i>	
Directeur	5100-001-001	Manager	5100-001-001
Secrétaire	5100-002-001	Secretary	5100-002-001
Assistante du Directeur	5100-003-001	Assistant to the Manager	5100-003-001
<i>Planification et analyse</i>		<i>Planning and analysis</i>	
Responsable planification et analyse administrative	5210-001-001	Officer in charge of planning and administrative analysis	5210-001-001
Sténo-secrétaire	5210-002-001	Secretary stenographer	5210-002-001
Agent de bureau principal	5210-003-001	Principal office Officer	5210-003-001
Agent de bureau II	5210-004-001	Office Clerk II	5210-004-001
Dactylo	5210-005-001	Typist	5210-005-001
Responsable planification opérationnelle	5220-001-001	Officer in charge of operational planning	5220-001-001
Agent de bureau II	5220-003-001	Office Clerk II	5220-003-001
Secrétaire de production	5230-002-001	Production secretary	5230-002-001
Secrétaire de production	5230-002-002	Production secretary	5230-002-002
Secrétaire de production	5230-002-003	Production secretary	5230-002-003
Secrétaire de production	5230-002-004	Production secretary	5230-002-004
Secrétaire de production	5230-002-005	Production secretary	5230-002-005
Secrétaire de production	5230-002-006	Production secretary	5230-002-006
Secrétaire de production	5230-002-007	Production secretary	5230-002-007
Secrétaire de production	5230-002-008	Production secretary	5230-002-008
Responsable centrale dactylographique	5240-001-001	Officer in charge of typing pool	5240-001-001
Sténodactylo	5240-002-001	Steno Typist	5240-002-001
Sténodactylo	5240-002-002	Steno Typist	5240-002-002
Sténodactylo	5240-002-003	Steno Typist	5240-002-003
Sténodactylo	5240-002-004	Steno Typist	5240-002-004
Sténodactylo	5240-002-005	Steno Typist	5240-002-005
Sténodactylo	5240-002-006	Steno Typist	5240-002-006
Sténodactylo	5240-002-007	Steno Typist	5240-002-007
<i>Production</i>		<i>Production</i>	
Dactylo	5240-003-001	Typist	5240-003-001
Dactylo	5240-003-002	Typist	5240-003-002
Dactylo	5240-003-003	Typist	5240-003-003
Dactylo	5240-003-004	Typist	5240-003-004
Dactylo	5240-003-005	Typist	5240-003-005
Bibliothécaire	5250-001-001	Librarian	5250-001-001
Sténodactylo	5250-002-001	Steno Typist	5250-002-001
Bibliotechnicien	5250-003-001	Library technician	5250-003-001
Discothécaire	5260-001-001	Record librarian	5260-001-001
Sténodactylo	5260-002-001	Steno Typist	5260-002-001
Commis	5260-003-001	Clerk	5260-003-001
<i>Visualisation</i>		<i>Visualization</i>	
Chef du Service de la Visualisation	5310-001-001	Chief of visualization service	5310-001-001
Sténo-secrétaire	5310-002-001	Secretary stenographer	5310-002-001

Commis-dactylo	5310-003-001	Clerk-typist	5310-003-001
Coordonnatrice	5310-010-001	Coordinator	5310-010-001
Chef conception visuelle	5320-001-001	Chief of design division	5320-001-001
Concepteur senior	5321-001-001	Senior designer	5321-001-001
Concepteur senior	5321-001-002	Senior designer	5321-001-002
Concepteur senior	5321-001-003	Senior designer	5321-001-003
Concepteur senior	5321-001-004	Senior designer	5321-001-004
Concepteur senior	5321-001-005	Senior designer	5321-001-005
Concepteur senior	5321-001-006	Senior designer	5321-001-006
Concepteur	5321-002-001	Designer	5321-002-001
Concepteur	5321-002-002	Designer	5321-002-002
Concepteur	5321-002-003	Designer	5321-002-003
Concepteur	5321-002-004	Designer	5321-002-004
Concepteur	5321-002-005	Designer	5321-002-005
Concepteur	5321-002-006	Designer	5321-002-006
Concepteur	5321-002-007	Designer	5321-002-007
Concepteur junior	5321-003-001	Junior designer	5321-003-001
Chef graphiques, costumes et maquillage	5330-001-001	Chief of graphics, costumes and makeup division	5330-001-001
Magasinier	5330-002-001	Stock-keeper	5330-002-001
Dessinateur spécialiste	5331-001-001	Special graphic artist	5331-001-001
Dessinateur graphiste	5331-002-001	Graphic artist	5331-002-001
Dessinateur graphiste	5331-002-002	Graphic artist	5331-002-002
Dessinateur graphiste	5331-002-003	Graphic artist	5331-002-003
Dessinateur graphiste	5331-002-004	Graphic artist	5331-002-004
Dessinateur graphiste	5331-002-005	Graphic artist	5331-002-005
Dessinateur graphiste	5331-002-006	Graphic artist	5331-002-006
Dessinateur graphiste	5331-002-007	Graphic artist	5331-002-007
Dessinateur graphiste	5331-002-008	Graphic artist	5331-002-008
Dessinateur graphiste	5331-002-009	Graphic artist	5331-002-009
Assistant dessinateur	5331-003-001	Assistant artist	5331-003-001
Chef atelier photo-composition	5332-001-001	Chief of photocomposition workshop	5332-001-001
Photographe et graphiste	5332-002-001	Photographer and graphist	5332-002-001
Chef atelier couture	5340-001-001	Chief of sewing workshop	5340-001-001
Coupeuse	5340-002-001	Cutter	5340-002-001
Première habilleuse	5340-003-001	Frist dresser	5340-003-001
Habilleuse	5340-004-001	Dresser	5340-004-001
Couturière	5340-005-001	Seamstress	5340-005-001
Chef atelier maquillage, coiffure	5350-001-001	Chief of makeup and coiffure workshop	5350-001-001
Maquilleuse	5350-002-001	Makeup artist	5350-002-001
Maquilleuse	5350-002-002	Makeup artist	5350-002-002
Chef des aménagements visuels	5360-001-001	Chief of Staging	5360-001-001
Agent de bureau II	5360-002-001	Office Clerk II	5360-002-001
Magasinier accessoires	5360-003-001	Stage Accessory keeper	5360-003-001
Responsable atelier scénique	5360-010-001	Staging Workshop Officer	5360-010-001
Responsable traffic et entreposage	5360-020-001	Staging Traffic and Warehousing Officer	5360-020-001
Maquettiste	5361-002-001	Model Maker	5361-002-001
Maquettiste	5361-002-002	Model Maker	5361-002-002
Maquettiste	5361-002-003	Model Maker	5361-002-003
Aménagiste-accessoiriste	5362-001-001	Stage accessory man	5362-001-001
Aménagiste-accessoiriste	5362-001-002	Stage accessory man	5362-001-002
Aménagiste (chef atelier peinture)	5363-001-001	Chief of sets paint workshop	5363-001-001
Aménagiste (menuisier)	5363-002-001	Set carpenter	5363-002-001
Aménagiste (menuisier)	5363-002-002	Set carpenter	5363-002-002
Aménagiste (peintre de décors)	5363-003-001	Set painter	5363-003-001

Aménagiste (chef d'équipe)	5364-001-001	Crew leader of stagehands	5364-001-001
Aménagiste (chef d'équipe)	5364-001-002	Crew leader of stagehands	5364-001-002
Aménagiste (chef d'équipe)	5364-001-003	Crew leader of stagehands	5364-001-003
Aménagiste (chef d'équipe)	5364-001-004	Crew leader of stagehands	5364-001-004
Aménagiste (chef d'équipe)	5364-001-005	Crew leader of stagehands	5364-001-005
Aménagiste	5364-002-001	Stagehand	5364-002-001
Aménagiste	5364-002-002	Stagehand	5364-002-002
Aménagiste	5364-002-003	Stagehand	5364-002-003
Aménagiste	5364-002-004	Stagehand	5364-002-004
Aménagiste	5364-002-005	Stagehand	5364-002-005
Aménagiste	5364-002-006	Stagehand	5364-002-006
Aménagiste	5364-002-007	Stagehand	5364-002-007
Aide (manutentionnaire)	5364-003-001	Stagehand helper	5364-003-001
Aide (manutentionnaire)	5364-003-002	Stagehand helper	5364-003-002
	<i>Réalisation</i>		<i>Program Production</i>
Chef de la réalisation	5410-001-001	Chief Production Officer	5410-001-001
Sténo-secrétaire	5410-002-001	Steno-secretary	5410-002-001
Réalisateur	5420-001-001	Producer	5420-001-001
Réalisateur	5420-001-002	Producer	5420-001-002
Réalisateur	5420-001-003	Producer	5420-001-003
Réalisateur	5420-001-004	Producer	5420-001-004
Réalisateur	5420-001-005	Producer	5420-001-005
Réalisateur	5420-001-006	Producer	5420-001-006
Réalisateur	5420-001-007	Producer	5420-001-007
Réalisateur	5420-001-008	Producer	5420-001-008
Réalisateur	5420-001-009	Producer	5420-001-009
Réalisateur	5420-001-010	Producer	5420-001-010
Réalisateur	5420-001-011	Producer	5420-001-011
Réalisateur	5420-001-012	Producer	5420-001-012
Réalisateur	5420-001-013	Producer	5420-001-013
Réalisateur	5420-001-014	Producer	5420-001-014
Réalisateur	5420-001-015	Producer	5420-001-015
Réalisateur	5420-001-016	Producer	5420-001-016
Réalisateur	5420-001-017	Producer	5420-001-017
Réalisateur	5420-001-018	Producer	5420-001-018
Réalisateur	5420-001-019	Producer	5420-001-019
Réalisateur	5420-001-020	Producer	5420-001-020
Réalisateur	5420-001-021	Producer	5420-001-021
Réalisateur	5420-001-022	Producer	5420-001-022
Réalisateur	5420-001-023	Producer	5420-001-023
Responsable des réalisateurs	5425-001-001	Officer in charge of producers	5425-001-001
Assistant-réalisateur	5430-001-001	Assistant producer	5430-001-001
Assistant-réalisateur	5430-001-002	Assistant producer	5430-001-002
Assistant-réalisateur	5430-001-003	Assistant producer	5430-001-003
Assistant-réalisateur	5430-001-004	Assistant producer	5430-001-004
Assistant-réalisateur	5430-001-005	Assistant producer	5430-001-005
Assistant-réalisateur	5430-001-006	Assistant producer	5430-001-006
Assistant-réalisateur	5430-001-007	Assistant producer	5430-001-007
assistant-réalisateur	5430-001-008	Assistant producer	5430-001-008
Assistant-réalisateur	5430-001-009	Assistant producer	5430-001-009
Assistant-réalisateur	5430-001-010	Assistant producer	5430-001-010
Assistant-réalisateur	5430-001-011	Assistant producer	5430-001-011
Assistant-réalisateur	5430-001-012	Assistant producer	5430-001-012
Assistant-réalisateur	5430-001-013	Assistant producer	5430-001-013
Assistant-réalisateur	5430-001-014	Assistant producer	5430-001-014
Assistant-réalisateur	5430-001-015	Assistant producer	5430-001-015
Assistant-réalisateur	5430-001-016	Assistant producer	5430-001-016

Assistant-réalisateur	5430-001-017
Assistant-réalisateur	5430-001-018
Assistant-réalisateur	5430-001-019
Assistant-réalisateur	5430-001-020

Services techniques

Services techniques	5510-001-001
Sténo-secrétaire	5510-002-001
Chef exploitation électronique	5520-001-001
Coordonnateur	5520-010-001
Agent de bureau II	5520-011-001
Superviseur à la magnétoscopie	5522-001-001
Sténodactylo	5522-002-001
Technicien magnétoscopie	5523-001-001
Technicien magnétoscopie	5523-001-002
Technicien magnétoscopie	5523-002-003
Technicien magnétoscopie	5523-002-004
Technicien magnétoscopie	5523-001-005
Technicien magnétoscopie	5523-001-006
Technicien magnétoscopie	5523-001-007
Technicien magnétoscopie	5523-001-008
Technicien magnétoscopie	5523-001-009
Superviseur technique	5524-001-001
Superviseur technique	5524-001-002
Superviseur technique	5524-001-003
Superviseur technique	5524-001-004
Superviseur technique	5524-001-005
Superviseur technique	5524-001-006
Superviseur technique	5524-001-007
Cameraman	5525-001-001
Cameraman	5525-001-002
Cameraman	5525-001-003
Cameraman	5525-001-004
Cameraman	5525-001-005
Cameraman	5525-001-006
Cameraman	5525-001-007
Cameraman	5525-001-008
Aiguilleur	5525-002-001
Aiguilleur	5525-002-002
Aiguilleur	5525-002-003
Technicien son	5525-003-001
Technicien son	5525-003-002
Technicien son	5525-003-003
Technicien son	5525-003-004
Technicien son	5525-003-005
Éclairagiste	5525-004-001
Éclairagiste	5525-004-002
Éclairagiste	5525-004-003
Perchiste	5525-005-001
Perchiste	5525-005-002
Perchiste	5525-005-003
Perchiste	5525-005-004
Projectionniste	5525-006-001
Projectionniste	5525-006-002
Projectionniste	5525-006-003
Bruiteur	5525-007-001
Bruiteur	5525-007-002

Assistant producer	5430-001-017
Assistant producer	5430-001-018
Assistant producer	5430-001-019
Assistant producer	5430-001-020

Technical Services

Chief of technical services	5510-001-001
Steno-secretary	5510-002-001
Chief of electronic operations	5520-001-001
Coordinator	5520-010-001
Office Clerk II	5520-011-001
Videotape supervisor	5522-001-001
Steno typist	5522-002-001
Videotape technician	5523-001-001
Videotape technician	5523-001-002
Videotape technician	5523-002-003
Videotape technician	5523-002-004
Videotape technician	5523-001-005
Videotape technician	5523-001-006
Videotape technician	5523-001-007
Videotape technician	5523-001-008
Videotape technician	5523-001-009
Technical supervisor	5524-001-001
Technical supervisor	5524-001-002
Technical supervisor	5524-001-003
Technical supervisor	5524-001-004
Technical supervisor	5524-001-005
Technical supervisor	5524-001-006
Technical supervisor	5524-001-007
Cameraman	5525-001-001
Cameraman	5525-001-002
Cameraman	5525-001-003
Cameraman	5525-001-004
Cameraman	5525-001-005
Cameraman	5525-001-006
Cameraman	5525-001-007
Cameraman	5525-001-008
Switcher	5525-002-001
Switcher	5525-002-002
Switcher	5525-002-003
Sound technician	5525-003-001
Sound technician	5525-003-002
Sound technician	5525-003-003
Sound technician	5525-003-004
Sound technician	5525-003-005
Lighting man	5525-004-001
Lighting man	5525-004-002
Lighting man	5525-004-003
Boomman	5525-005-001
Boomman	5525-005-002
Boomman	5525-005-003
Boomman	5525-005-004
Projectionist	5525-006-001
Projectionist	5525-006-002
Projectionist	5525-006-003
Sound effects man	5525-007-001
Sound effects man	5525-007-002

Tirage son	5525-008-001	Sound dubbing technician	5525-008-001
Assistant-technicien	5525-009-001	Assistant technician	5525-009-001
Assistant-technicien	5525-009-002	Assistant technician	5525-009-002
Assistant-technicien	5525-009-003	Assistant technician	5525-009-003
Assistant-technicien	5525-009-004	Assistant technician	5525-009-004
Assistant-technicien	5525-009-005	Assistant technician	5525-009-005
Assistant-technicien	5525-009-006	Assistant technician	5525-009-006
Assistant-technicien	5525-009-007	Assistant technician	5525-009-007
Assistant-technicien	5525-009-008	Assistant technician	5525-009-008
Assistant-technicien	5525-009-009	Assistant technician	5525-009-009
Assistant-technicien	5525-009-010	Assistant technician	5525-009-010
Magasinier	5525-011-001	Stock-keeper	5525-011-001
Magasinier	5525-011-002	Stock-keeper	5525-011-002
Technicien (recouvrable)	5525-030-001	Technician (recoverable)	5525-030-001
Technicien (recouvrable)	5525-030-002	Technician (recoverable)	5525-030-002
Technicien (recouvrable)	5525-030-003	Technician (recoverable)	5525-030-003
Technicien (recouvrable)	5525-030-004	Technician (recoverable)	5525-030-004
Technicien (recouvrable)	5525-030-005	Technician (recoverable)	5525-030-005
<i>Film</i>		<i>Film</i>	
Chef exploitation film	5530-001-001	Chief of film operations Officer	5530-001-001
Sténo-secrétaire	5530-002-001	Steno-secretary	5530-002-001
Coordonnatrice	5530-010-001	Coordinator	5530-010-001
Agent de bureau II	5530-011-001	Office Clerk II	5530-011-001
Commis dactylo	5530-012-001	Clerk typist	5530-012-001
Chef cinécameraman	5531-001-001	Chief movie cameraman	5531-001-001
Cinécameraman	5531-002-001	Movie cameraman	5531-002-001
Électricien	5531-003-001	Electrician	5531-003-001
Électricien	5531-003-002	Electrician	5531-003-002
Chef monteur	5532-002-001	Chief film editor	5532-002-001
Monteur négatif	5532-003-001	Negative film editor	5532-003-001
Assistant-monteur	5532-004-001	Assistant film editor	5532-004-001
Assistant-monteur	5532-004-002	Assistant film editor	5532-004-002
Assistant-cinécameraman	5533-001-001	Assistant movie cameraman	5533-001-001
Assistant-cinécameraman	5533-001-002	Assistant movie cameraman	5533-001-002
Aide de plateau	5533-002-001	Platform helper	5533-002-001
Aide de plateau	5533-002-002	Platform helper	5533-002-002
Chef ingénieur du son	5534-001-001	Chief sound engineer	5534-001-001
Ingénieur du son	5534-002-001	Sound engineer	5534-002-001
Ingénieur du son	5534-002-002	Sound engineer	5534-002-002
Perchiste	5534-003-001	Boomman	5534-003-001
Chef photographe	5540-001-001	Chief photographer	5540-001-001
Photographe	5540-002-001	Photographer	5540-002-001
Photographe	5540-002-002	Photographer	5540-002-002
Aide photographe	5540-003-001	Photographer's assistant	5540-003-001
Chef cinémathécaire	5550-001-001	Chief film librarian	5550-001-001
Cinémathécaire	5550-002-001	Film librarian	5550-002-001
Assistant-cinémathécaire	5550-003-001	Assistant film librarian	5550-003-001
Assistant-cinémathécaire	5550-003-002	Assistant film librarian	5550-003-002
Technicien à l'inspection	5550-004-001	Inspection technician	5550-004-001
Aide cinémathécaire	5550-005-001	Film library assistant	5550-005-001
Chef textes et recherche	5710-001-001	Chief Texts and Research Officer	5710-001-001
Scénariste	5720-001-001	Scriptwriter	5720-001-001
Scénariste	5720-001-002	Scriptwriter	5720-001-002
Scénariste	5720-001-003	Scriptwriter	5720-001-003
Scénariste	5720-001-004	Scriptwriter	5720-001-004
Scénariste	5720-001-005	Scriptwriter	5720-001-005

Scénariste	5720-001-006
Scénariste	5720-001-007
Scénariste	5720-001-008
Recherchiste	5730-001-001
Recherchiste	5730-001-002
Recherchiste	5730-001-003

Atelier Franco-québécois

Responsable de l'Atelier	5810-001-001
Sténo-secrétaire	5813-002-001
Ingénieur	5810-003-001
Animateur d'atelier	5810-004-001
Dactylo	5810-005-001

N.B. Il y a 5 nouveaux postes définis comme suit:

- 1 réalisateur ODEQ
- 2 réalisateurs A.F.Q.
- 2 assistant-réalisateur
- 1 superviseur technique
- 7 techniciens unité mobile
- 2 postes en réserve

LES NUMÉROS
seront déterminés
plus tard

Service du Personnel, 31 août 1972

Scriptwriter	5720-001-006
Scriptwriter	5720-001-007
Scriptwriter	5720-001-008
Researcher	5730-001-001
Researcher	5730-001-002
Researcher	5730-001-003

France-Québec Workshop

Chief Workshop Officer	5810-001-001
Secretary stenographer	5813-002-001
Engineer	5810-003-001
Animator	5810-004-001
Typist	5810-005-001

Note: There are 15 new positions defined as follows:

- 1 Producer ODEQ
- 2 Producers France-Québec Workshop
- 2 Assistant Producers
- 1 Technical Supervisor
- 7 mobile Unit Technicians
- 2 Spare Positions

NUMBERS
will be assigned
later

Personnel Service, August 31, 1972

*Règlement No. 6
concernant les exigences minimales d'emploi.*

Exigences minimales d'emploi

NOTES EXPLICATIVES

A) Une formation universitaire (FU) comporte un minimum de seize années de scolarité, quel que soit le système d'éducation dans lequel ait étudié le candidat.

B) Une formation collégiale (FC) comporte un minimum de treize années de scolarité, quel que soit le système d'éducation dans lequel ait étudié le candidat. Cette formation comprend également la formation donnée dans les écoles techniques reconnues.

C) Une formation secondaire (FS) comporte un minimum de onze années de scolarité, quel que soit le système d'éducation dans lequel ait étudié le candidat. Cette formation comprend également la formation du personnel de secrétariat (sténographie et dactylographie).

D) Les exigences minimales de l'Office, en ce qui a trait à l'expérience que doivent avoir les candidats lors de leur embauchage, se situent à l'un ou l'autre des quatre niveaux suivants:

- (O) - aucune expérience n'est nécessaire;
- (P) - un peu d'expérience;
- (B) - une bonne expérience;
- (S) - une solide expérience.

À titre indicatif, ces mentions correspondent aux ordres de grandeur suivants:

- (O) - de 0 à 6 mois;
- (P) - de 6 mois à 2 ans;
- (B) - de 2 à 5 ans;
- (S) - de 5 à 10 ans;
- (S+) - plus de 10 ans.

*Regulation No. 6
governing minimum requirements for employment*

Minimum requirements for employment

EXPLANATORY REMARKS

(A) University training (UT) entails a minimum of sixteen years of school education regardless of the educational program followed by the applicant.

(B) College training (CT) entails a minimum of thirteen years of school education regardless of the educational program followed by the applicant. This training also includes training received in recognized technical schools.

(C) Highschool training (HT) entails a minimum of eleven years of school education regardless of the educational program followed by the applicant. This training also includes training of secretarial personnel (short-hand and typing).

(D) The Bureau's minimum requirements with respect to the applicants' experience at the time of employment vary between the four following levels:

- (O) - no experience necessary;
- (L) - a little experience;
- (G) - a good experience;
- (S) - a sound experience.

These levels correspond to the following periods used as indicators:

- (O) - from 0 to 6 months;
- (L) - from 6 months to 2 years;
- (G) - from 2 to 5 years;
- (S) - from 5 to 10 years;
- (S+) - more than 10 years.

Poste	Exigence minimale quant à la formation	Exigence minimale quant à l'expérience	Observations	Position	Minimum educational requirement	Minimum experience required	Remarks
Directeur				Managers			
Production	FU	S+		Production	UT	S+	
Développement et Diffusion	FU	S+		Development, Distribution and Broadcasting	UT	S+	
Installations	FU	S		Installation	UT	S	
Administration	FU	S		Administration	UT	S	
Conseiller				Adviser			
Juridique	FU	S		Legal	UT	S	
Adjoint exécutif	FU	B	FC et S	Executive Assistant	UT	G	CT and S
Chef du Bureau d'Information	FU	B		Chief Information Officer	UT	G	
Secrétaire de l'Office	FU	P	FC et S	Secretary of the Bureau	UT	L	CT and S
Chef de Service				Chief of Division Officers			
Texte et Recherche	FU	B		Text and Research	UT	G	
Visualisation	FU	S		Visualization	UT	S	
Exploitation technique	FC	S		Technical Operation	CT	S	
Film	FC	S	FS et S-	Film	CT	S	ST and S+
Planification et Analyse	FU	B		Planning and Analysis	UT	G	
Développement	FU	B		Development	UT	G	
Diffusion	FU	B		Broadcasting	UT	G	
Droits	FU	B		Rights	UT	G	
Implantation technique	FC	S		Technical Installations	CT	S	
Entretien technique	FC	S		Technical Maintenance	CT	S	
Aménagements	FU	B		Buildings and Furnishings	UT	G	
Gestion financière	FU	B		Finance Management	UT	G	
Personnel	FU	S		Personnel	UT	S	
Approvisionnements	FC	B	FU et P	Supply	CT	G	UT and L
Services auxiliaires	FC	B	FS et S-	Auxiliary Services	CT	G	HT and S+
Technologue-Conseil	FC	S		Technological Consultant	CT	S	
Chef de Section				Chiefs of Sections			
Planification opérationnelle	FC	B	FU et P	Operational Planning	CT	G	UT and L
Planification administrative	FC	B	FU et P	Administrative Planning	CT	G	UT and L
Secrétariat	FS	S		Secretariate	HT	S	
Coordination	FS	B		Coordination	HT	G	
Conception visuelle	FC	S	FC et S-	Design	UT	S	CT and S+
Aménagement visuel	FS	S	FC et B	Staging, graphic, costumes and makeup	UT	S	CT and G
Organisation et Méthodes	FU	B		Organization and Methods	UT	G	
Budgets	FC	B	FU et P	Budgets	CT	G	UT and L
Comptabilité générale	FC	P	FU et P	General Accounting	CT	L	UT and L
Prix de revient	FC	P	FU et P	Cost Price	CT	L	UT and L
Paye	FC	B	FS et S	Payroll	CT	G	HT and S
Scénaristes	FU	B		Scriptwriters	UT	G	
Concepteurs visuels	FU	B		Designers	UT	G	
Réalisateurs	FU	S	FC et S-	Producers	UT	S	CT and S+
Assistants-réalisateurs	FU	O	FC et P	Assistant Producers	UT	O	CT and L
Superviseurs technique et film	FC	S		Technical and Film Supervisors	CT	S	
Imprimerie	FC	P	FS et B	Printing	CT	L	HT and G
Messagerie	FS	B		Messenger Service	HT	G	
Standard téléphonique	FS	B		Switchboard Operator	HT	G	
Sécurité	FS	B	FC et P	Security	HT	G	CT and L
Réception-Expédition	FS	B	FC et P	Shipping and Receiving	HT	G	CT and L
Agents				Officers			
Développement	FU	B		Development	UT	G	

Marketing	FU	B	FC et S	Marketing	UT	G	CT and S
Embauchage	FU	P	FC et S	Recruiting	UT	L	CT and S
Rémunération	FU	P	FC et S	Account's payable	UT	L	CT and S
Agent				Clerk			
Bureau (services)	FS	P	FC et B	Office (services)	HT	L	CT and G
Auxiliaires de bureau et commis	FS	P	FC et O	Office Assistants and Clerks	HT	L	CT and O
Responsable				Officer in charge			
Bibliothèque	FU	P	FC et S	Library	UT	L	CT and S
Discothèque	FS	S	FC et B	Record Library	HT	S	CT and G
Cinémathèque	FS	S	FC et B	Film Library	HT	S	CT and G
Technicien				Technician			
d'entretien	FC	B		Maintenance	CT	G	
d'implantation	FC	B		Installation	CT	G	
d'exploitation	FC	P		Operations	CT	L	
film	FC	B	FS et S	Film	CT	G	HT and S
Assistant-technicien				Assistant Technician			
Exploitation	FC	O		Operations	CT	O	
Film	FC	O	FS et P	Film	CT	O	HT and L
Entretien	FC	O		Maintenance	CT	O	
Graphiste-dessinateur	FC	P		Graphic artist	CT	L	
Maquilleur	FC	B	FS et S	Makeup artist	CT	G	HT and S
Couturière	FS	P		Seamstress	HT	L	
Typographe	FC	P	FS et B	Typographer	CT	L	HT and G
Maquettiste	FC	B		Model Maker	CT	G	
Aménagistes visuels	FS	B		Stagehands	HT	G	
Aide-aménagistes	FS	O		Assistant stagehands	HT	O	
Secrétaire de production	FC	B	FS et S	Production Secretary	CT	G	HT and S
Secrétaire	FS	S		Secretary	HT	S	
Sténo-secrétaire	FS	B		Secretary stenographer	HT	G	
Sténo-dactylo	FS	O		Shorthand Typist	HT	O	
Commis messenger	FS	O		Clerk Messenger	HT	O	
Agents de sécurité	FS	O		Security Officer	HT	O	
Magasiniers	FS	B		Storekeepers	HT	G	
Manutentionnaires (magasin)	FS	O		Storemen	HT	O	

Règlement No. 7

concernant les échelles de salaires

Échelles de salaires et Classifications

des employés de l'Office de radio-télédiffusion du Québec

1- Cadres et assimilés:

a) du 1^{er} juillet 1970 au 31 mars 1971:

approuvées par A/C No 1950 du 26 mai 1971

b) du 1^{er} avril 1971 au 31 mars 1973:

approuvées par A/C No du

2- Professionnels (non syndiqués):

a) du 1^{er} juillet 1970 au 31 mars 1971:

approuvées par A/C No 1950 du 26 mai 1971

b) du 1^{er} avril 1971 au 31 mars 1973:

approuvées par A/C No du

3- Personnel de bureau (non inclus dans les certificats d'accréditation obtenus par les syndicats du Commissaire-enquêteur):

a) secrétaire principale:

régies par A/C No 476 du 4 février 1970

Regulation No. 7

governing salary schedules

Salary Schedules and Classifications

Employees of the Québec Broadcasting Bureau

1- Senior and integrated staff:

(a) from July, 1970 to March 31, 1971:

approved by Order in Council No. 1950, dated May 26th, 1971

(b) from April 1, 1971 to March 31, 1973:

approved by Order in Council No. , dated

2- Professionals (non-union):

(a) from July 1, 1970 to March 31, 1971:

approved by Order in Council No. 1950, dated May 26, 1971

(b) from April 1, 1971 to March 31, 1973:

approved by Order in Council No. , dated

3- Office Personnel (not included in the certification documents obtained by unions from the Investigating Commissioner):

(a) Chief Secretary:

governed by Order in Council No. 476, dated February 4, 1970

- b) autres:
mêmes échelles que les employés de bureau correspondants, régies par la convention collective du Syndicat Général des Employés de Radio-Québec.
- 4- *Association des réalisateurs (Division Radio-Québec)*
Entente, pour la période du 1er janvier 1971 au 30 juin 1972, signée le 8 septembre 1971:

approuvées par A/C No du

- 5- *Syndiqués NABET*:
Conventions collectives, pour la période du 1er juillet 1970 au 30 juin 1972, signées le 9 décembre 1970:
- a) aménagistes: approuvées par A/C No 4713 du 16/12/70
b) techniciens: approuvées par A/C No 4714 du 16/12/70
- 6- *Syndicat Général des Employés de Radio-Québec: (CSN)*
Convention collective, pour la période du 1er juillet 1970 au 30 juin 1972, signée le 24 septembre 1971:
- approuvées par A/C No du

*Règlement No. 8
concernant les frais de voyages et de déplacements*

RÈGLEMENT SUR LES FRAIS DE VOYAGES
ET DE DÉPLACEMENTS

Section A: Voyages et déplacements à l'intérieur du Québec et à Ottawa.

1:00 Introduction
1:01

Le présent règlement énonce les responsabilités qui incombent à tous les employés de l'Office ainsi que les formalités auxquelles ils doivent se soumettre lorsqu'ils sont autorisés à voyager à l'intérieur des limites du Québec ou à Ottawa.

1:02

Il revient au conseil de l'Office de fixer les modalités d'application du présent règlement.

2:00 Définitions
2:01

« EMPLOYÉ »: Toute personne faisant partie des effectifs réguliers, temporaires ou contractuels de l'Office ou encore toute personne faisant partie du personnel de métiers ou des auxiliaires.

À la suite de décisions du lieutenant-gouverneur en conseil, les fonctions de président et de vice-président de l'Office sont régies dans ce domaine des frais de voyages par une directive spéciale (A.C.2496/67 et amendements). Les prescriptions du présent règlement sont donc considérées comme non applicables pour les per-

- (b) Others:
same scales as corresponding office personnel and governed by the collective agreement signed by the *Syndicat Général des Employés de Radio-Québec* (General Union of Radio-Québec Employees).
- 4- *Proceder's Association (Radio-Québec Division)*
Agreement covering the period extending from January 1, 1971, to June 30, 1972, signed on September 8, 1971:

approved by Order in Council No. 3357, dated September 29, 1971

- 5- *NABET members*:
Collective agreement covering the period extending from July 1, 1970 to June 30, 1972, signed on December 9, 1970:
- (a) stagehands: approved by Order in Council No. 4713, dated December 16, 1970
(b) technicians: approved by Order in Council No. 4714, dated December 16, 1970
- 6- *Syndicat Général des Employés de Radio-Québec: (CNTU)*
Collective agreement covering the period extending from July 1, 1970 to June 30, 1972, signed on September 24, 1971:
- approved by Order in Council No. , dated

*Regulation No. 8
concerning travelling expenses*

REGULATION GOVERNING TRAVELLING EXPENSES

Section A - Travelling within Québec or to Ottawa.

1.00 Introduction
1.01

This regulation formulates the responsibilities of all Bureau employees as well as the formalities required of them when they are authorized to travel within the limits of Québec or to Ottawa.

1.02

It is the responsibility of the Bureau to determine the methods of application of this regulation.

2.00 Definitions
2.01

“EMPLOYEE”: any person forming part of the regular, temporary or contractual staff of the Bureau or any person forming part of the technical personnel or of the auxiliary staff.

As a result of decisions made by the Lieutenant-Governor in Council, the functions of president and vice-president of the Bureau are governed as far as travelling expenses are concerned by a special directive (O.C. 2496/67 and amendments). The prescriptions of this regulation therefore are not considered applicable

sonnes concernées dans la mesure où ladite directive prévoit un mode de remboursement des frais encourus.

2:02

« AVANCE »: Toute somme avancée à l'employé afin de lui permettre de défrayer les voyages qu'il est autorisé à faire pour le compte de l'Office.

2:03

« VOYAGE »: Tout déplacement autorisé hors de la localité où l'employé a son lieu de travail.

2:04

« LOCALITÉ »: Territoire de limite conformément aux recommandations, faites par le directeur de service ou son délégué.

3:00 Formalités

3:01

Pour obtenir l'autorisation de voyager, l'employé doit remplir et signer la formule prescrite et la présenter à son directeur ou chef de service ou au délégué de ce dernier, et ce, avec un délai suffisant.

3:02

L'autorisation de l'avance est accordée à la lumière de la nécessité du voyage, de la disponibilité des fonds et de l'observance des prescriptions du présent règlement.

3:03

De même, un compte de dépenses reçoit l'approbation du supérieur hiérarchique de l'employé après que ce dernier s'est assuré de son bien fondé et du caractère raisonnable de la réclamation, conformément au présent règlement.

4:00 Dépenses admissibles

L'employé peut demander à l'Office de lui rembourser les frais suivants, subordonné aux restrictions prévues par le présent règlement:

4:01

Prix du transport aller-retour des services de transport en commun: (exemple: autobus, train, avion).

4:02

Taxis.

4:03

Indemnité quotidienne pour:

- logement (dans un établissement hôtelier)
- repas
- couchette de train
- blanchissage
- pourboires
- frais accessoires

5:00 Automobiles privées

5:01

L'employé peut se servir de son automobile quand il voyage pour le compte de l'Office, seulement dans les cas suivants:

- a) Si aucun véhicule de l'Office n'est disponible ou s'il est impossible d'utiliser un moyen de transport en commun.

to the persons concerned insofar as said directive provides for a method of reimbursement of the expenses incurred.

2.02

"ADVANCE": any sum of money advanced to an employee to defray expenses for trips he is authorized to make on behalf of the Bureau.

2.03

"TRAVELLING": any authorized trip outside the locality in which the employee works.

2.04

"LOCALITY": an area which is limited in accordance with recommendations made by the manager or his delegate.

3.00 Formalities

3.01

To obtain authorization to travel, the employee must fill out and sign the prescribed form and present it to his manager or chief officers or the delegate of the latter, sufficiently in advance of time of travelling.

3.02

Authorization for an advance is granted according to the requirements of the trip, to the availability of funds and to the prescriptions of this regulation.

3.03

In the same way, an expense account shall receive approval from the employee's superior after the latter has assured himself of the legitimacy and the reasonable character of the claim, in conformity with this regulation.

4.00 Admissible expenses

The employee may ask the Bureau to reimburse him for the following expenses, in conformity with the restrictions provided for in this regulation:

4.01

Cost of return fares on public transport: for example, bus, train, plane.

4.02

Taxis

4.03

Daily allowance for:

- lodging (except private homes)
- meals
- sleeping accommodation on the train
- laundry
- tips
- miscellaneous expenses

5.00 Private automobiles

5.01

The employee may use his own automobile for travelling on Bureau business only under the following circumstances:

- (a) when no office vehicle is available or it is impossible to use public transportation

b) Si le directeur de service ou son délégué le juge à propos, pour des raisons d'efficacité, d'économie ou d'urgence.

5.02

Quand un employé choisit d'utiliser son automobile, lorsque l'autorisation qu'il a reçue implique l'utilisation d'un moyen de transport en commun, il peut réclamer une indemnité égale au prix d'un billet de train ou d'autobus aller-retour en première classe, fauteuil et couchette non compris.

5.03

Les indemnités prévues au présent règlement couvrent tous les frais accessoires découlant de l'utilisation de la voiture, exception faite des frais de stationnement qui sont remboursables sur présentation de pièces justificatives.

5.04

Aucun employé ne doit utiliser son automobile dans l'exercice de ses fonctions à moins d'avoir fourni à la Direction de l'Office une preuve satisfaisante attestant qu'il est dûment assuré pour la responsabilité publique et les dommages causés à la propriété d'autrui.

5.05

L'Office ne se rend pas responsable des infractions, des contraventions et des coûts attenants découlant de l'utilisation d'un véhicule par un employé.

5.06

Le fait d'accepter par l'intermédiaire d'un de ses directeurs, chefs de service ou autres personnes autorisées qu'un employé utilise son automobile dans l'exercice de ses fonctions n'engage en rien la responsabilité de l'Office quant aux pertes matérielles et aux blessures corporelles que cet employé ou les occupants de l'automobile pourraient encourir.

5.07

Dans le cas d'un voyage d'une durée supérieure à quinze (15) jours, l'employé peut réclamer les frais attenants à un aller-retour en automobile, de son lieu de travail temporaire à son domicile. Cette réclamation n'est recevable qu'une fois par période complète de quinze (15) jours.

6:00 Tarifs des indemnités

6:01

L'indemnité quotidienne de base est de vingt-cinq dollars (\$ 25.00).

6:02

L'employé dont la mission dure de dix-huit à vingt-quatre heures d'affilée a droit à cette indemnité s'il doit procéder à la location d'une chambre d'hôtel.

6:03

L'employé dont la mission dure plus de douze (12) heures mais moins de dix-huit (18) heures aura droit à l'indemnité quotidienne de base si cette mission implique la location d'une chambre pour des raisons de travail valables. Si la mission dure plus de douze heures

(b) when the chief of service or his delegate judges it best for reasons of efficiency, economy or emergency.

5.02

When an employee chooses to use his automobile and the authorization from the Bureau is for public transport, he may claim the equivalent of the cost of a first class return train or bus ticket, not including parlor car or sleeping accommodation on the train.

5.03

The allowance provided for in this regulation covers all miscellaneous expenses arising from the use of the automobile, with the exception of parking costs which are reimbursable upon presentation of vouchers.

5.04

No employee may use his automobile in carrying out his work without first providing the Bureau administration with sufficient proof that he holds public and property liability insurance.

5.05

The Bureau shall not be responsible for infractions or their attendant costs, arising from the use of a vehicle by an employee.

5.06

The fact that the employee has been authorized by one of the managers, chief officers or other authorized persons to use his automobile in carrying out his work, does not make the Bureau responsible for any material loss or physical injury suffered by this employee or by other occupants of the automobile.

5.07

In the case of a trip lasting more than 15 days, the employee may claim running expenses for travelling between his temporary place of work and his home. This claim may be made only once for each complete period of 15 days.

6.00 Allowance rates

6.01

The basic per diem allowance is in the amount of twenty-five dollars (\$25.00).

6.02

The employee whose mission lasts between eighteen and twenty-four hours at a stretch, shall have a right to this allowance if he must rent a hotel room.

6.03

The employee whose mission lasts between twelve and eighteen hours shall have a right to this basic per diem allowance of his mission entails renting a room for valid reasons pertaining to work. If the mission lasts more than twelve hours but does not entail renting a

mais n'implique pas de location d'une chambre, il aura droit à la moitié de l'indemnité quotidienne de base, soit douze dollars et cinquante (\$ 12.50).

6:04

Pour les missions durant moins de douze (12) heures, seuls les frais raisonnables sont remboursés, conformément aux barèmes énumérés ci-bas:

- repas: lorsque le départ en voyage s'effectue *avant*:

- 7 heures
- 11 heures 30
- 17 heures 30

et lorsque le retour de voyage s'effectue *après*:

- 13 heures 30
- 19 heures

Les repas normalement et effectivement pris après les heures de départ et avant les heures de retour mentionnées sont admis pour fin de remboursement. Le montant réclamé pour chaque repas est remboursé sans pièce justificative, mais doit se limiter aux maximum suivants:

- \$1.25 pour le déjeuner
- 2.75 pour le dîner
- 3.00 pour le souper

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, sur présentation de pièces justificatives et après approbation, il pourra être accordé les montants suivants:

- \$1.50 pour le déjeuner
- 3.50 pour le dîner
- 4.00 pour le souper

- Autres frais incidents: les pourboires et tous les autres frais raisonnables, sans pièces justificatives.

6:05

Pour ce qui a trait aux moyens de transport, les indemnités suivantes s'appliquent:

- Transport en commun: le coût réel, sur présentation de pièces justificatives. Lorsque l'on utilise l'avion, seul le passage en classe économique est admissible pour fins de remboursement.

- Automobiles privées:

a) l'employé voyageant *seul* entre Montréal, Québec et Ottawa (Hull) reçoit, en guise de remboursement unique de tous les frais inhérents à l'utilisation de son véhicule personnel (roulage, péage, stationnement), les sommes forfaitaires suivantes:

Trajet aller-retour:

Montréal-Québec	\$ 25.00
Montréal-Ottawa (Hull)	20.00
Québec-Ottawa (Hull)	40.00

Toutefois, s'il doit effectuer *plusieurs* déplacements officiels sur les lieux de sa destination, il reçoit une allocation de \$ 0.14 du mille parcouru sur présentation et autorisation d'un compte rendu détaillé. Ces sommes sont payables après présentation d'une pièce justificative pour un service à l'automobile obtenu sur les lieux de destination.

room, he shall be allowed half of the basic per diem allowance, that is, twelve and a half dollars, or ten dollars.

6.04

For missions of less than twelve hours duration, only reasonable expenses shall be refunded, in accordance with the following scale:

- meals: when the departure takes place *before*

- 07.00 hours
- 11.30 hours
- 17.30 hours

and when the return trip takes place *after*

- 13.30 hours
- 19.00 hours

The meals normally and effectively taken after the time of departure and before the returning hours mentioned, are accepted for refund. The amount claimed for each meal is refundable without voucher, but must lie within the following maximum amounts:

- \$1.25 for breakfast
- 2.75 for lunch
- 3.00 for dinner

However, in special circumstances, upon the presentation of vouchers and after approval, the following amounts can be allowed:

- \$1.50 for breakfast
- 3.50 for lunch
- 4.00 for dinner

- Other incidental expenses: tips and all additional reasonable expenses, without vouchers.

6.05

As far as means of transportation are concerned, the following allowances apply:

- Public transportation: the actual cost, upon presentation of vouchers. In the case of air travel, only the economy class, fares are refundable.

- Private automobiles:

(a) The employee who travels *alone* between Montréal, Québec and Ottawa (Hull), shall receive a single allowance to cover all expenses (mileage, tools and parking) incurred by the use of his personal vehicle. These fixed allowances apply as follows:

Return trip:

Montréal-Québec	\$ 25.00
Montréal-Ottawa (Hull)	20.00
Québec-Ottawa (Hull)	40.00

However, if *any amount* of official travelling has to be done within the place of destination, \$0.14 per mile shall be allowed upon presentation and approval of a detailed account.

The above mentioned amounts are payable only upon presentation of a voucher for service to the automobile obtained at the place of destination.

Dans des cas exceptionnels, après justification des circonstances et autorisation du président ou du vice-président, un employé peut être soustrait de l'application de cette section du présent règlement.

b) dans les autres circonstances, il est accordé un montant de \$ 0.14 du mille parcouru sur présentation d'une preuve de voyage sauf pour un déplacement local, où aucune pièce n'est requise. Les frais de péage sont également remboursés.

- *Taxis* :

Les frais raisonnables, lorsque encourus au cours d'un voyage ou d'un déplacement autorisé. Des pièces justificatives sont exigées pour une course excédant \$3.00 et pour tout déplacement à l'intérieur des limites de la localité de travail de l'employé.

7:00

Calcul du temps passé en voyage (pour fin de détermination des indemnités).

7:01

Voyages par avion, train, bateau ou autobus: à compter de l'heure où le véhicule part de l'aéroport, de la gare ou du quai à l'aller, jusqu'à celle où il y revient.

7:02

Voyages en automobile privée: à compter de l'heure où il quitte sa demeure ou son lieu de travail (selon l'endroit qu'il quitte en dernier) jusqu'à celle où il revient à sa demeure ou à son lieu de travail (selon l'endroit où il revient en premier).

8:00 *Délais et modalités du règlement des comptes*

8:01

L'employé doit rendre compte des avances reçues au moyen de la formule prescrite dans les deux jours ouvrables suivant la fin du voyage.

8:02

L'employé doit s'assurer que les pièces justificatives nécessaires sont jointes à la formule prescrite.

8:03

Lorsqu'un employé ne rend pas compte d'une avance dans le délai prescrit ou ne rembourse pas la somme due, l'Office prélève l'avance ou la somme due, sur son traitement.

8:04

L'Office peut refuser de consentir une avance à un employé, mais exiger quand même son départ pour le voyage prévu, si cet employé n'a pas rendu compte d'une avance accordée pour un voyage précédent.

Section B: Voyages en dehors du Québec

9:00 *Généralités*

Pour les voyages, en dehors du Québec, les mêmes principes que dans le cas des voyages au Québec s'appliquent, sauf que:

In exceptional cases, when circumstances are justified and approval by the President or Vice President has been obtained, an employee may be excluded from the application of this section of the present regulation.

(b) In other cases, \$0.14 per mile shall be allowed upon presentation of evidence that a trip has been made, except in the case of local travelling when no voucher is required. Toll charges shall be refunded as well.

- *Taxis*

Reasonable expenses incurred in the course of authorized travelling. Fares in excess of \$3.00 and those incurred within the limits of the employee's place of work, shall require vouchers.

7:00

Calculation travelling time (for the purpose of determining allowances)

7:01

Travelling by air, train, boat or bus: From the time the vehicle leaves the airport, the station or the pier to the time it returns.

7:02

Travelling by private automobile: From the time the employee leaves his home or his place of work (depending on which one he leaves last) to the time he returns home or to his place of work (depending on which one he returns to first).

8:00 *Settlement of accounts: delays and methods*

8:01

The employee shall account for advanced money received on forms provided for that purpose, within two working days following his return.

8:02

The employee must make sure that the necessary vouchers accompany the prescribed form.

8:03

Should an employee not account for advanced money within the prescribed time, or not refund the amount due, the Bureau shall deduct from his salary the amount advanced or due.

8:04

The Bureau can refuse to grant any advance of money to an employee although he may be required to leave for a planned mission, if this employee has neglected to account for money advanced for a previous mission.

Section B: Travels outside Québec

9:00 *General remarks*

The principles governing travels outside Québec are the same as those applying to travels within Québec, with the following exceptions:

9.01

Un employé de l'Office ne peut faire un voyage en dehors du Québec pour le compte de l'Office que s'il y a eu recommandation du service impliqué et approbation du directeur général ou de son adjoint.

9.02

Les frais encourus au cours de tels voyages sont remboursables suivant le critère des frais réellement engagés et décrits par des pièces justificatives. En l'absence de pièces justificatives, l'employé peut choisir d'être remboursé suivant les taux forfaitaires qui s'appliquent aux voyages dans le Québec.

9.03

Lorsqu'il le jugera opportun, l'Office peut procéder au ré-examen de tout compte rendu des dépenses et appliquer les critères du sens commun et de la prudence dans l'emploi des fonds de l'Office par un employé qui a fait un voyage en dehors du Québec.

Règlement No 9

concernant l'allocation pour repas lors de surtemps au travail

1.00 Introduction

1.01

Le présent règlement traite des circonstances qui peuvent entraîner l'allocation pour repas lors de surtemps au travail de même que du quantum de telle allocation.

2.00 Les circonstances de l'allocation

2.01

L'allocation pour repas lors de surtemps au travail peut être attribuée seulement:

- a) lorsque l'employé visé effectue plus de deux heures de surtemps lors d'une journée régulière de travail;
- b) ou lorsque l'employé visé poursuit le travail au delà d'une période normale ou légitime de repas lors d'un jour de repos ou d'un jour férié qui lui était alloué.

2.02

Aucune allocation pour repas lors de surtemps au travail ne doit être attribuée:

- a) lorsque l'employé visé se trouve déjà sous l'effet des dispositions du règlement sur les frais de voyage et de déplacements, du règlement concernant les frais de représentation ou du règlement concernant les frais de réception;
- b) ou lorsque l'Office assume déjà de quelque façon le coût du repas en question.

3.00 Le quantum de l'allocation

3.01

Le montant de l'allocation pour repas lors de surtemps au travail se chiffre à deux dollars par employé par repas.

3.02

Le directeur général ou le directeur général adjoint peut, à titre exceptionnel et lorsque les circonstances le

9.01

An employee from the Bureau shall not travel outside Québec on behalf of the Bureau, without the recommendation of the service concerned and the approval of the general manager or his assistant.

9.02

Expenses incurred in the course of such travels are refundable according to criteria applied to expenses actually incurred and supported by vouchers. In the absence of vouchers, the employee may choose to be reimbursed according to the contractual rates applying to travels within Québec.

9.03

Whenever the Bureau deems it advisable, it can proceed to the reexamination of any expense account to see whether common sense and prudence were applied in the use of the Bureau's funds by an employee travelling outside Québec.

Regulation No 9

concerning meal allowances for overtime

1.00 Introduction

1.01

This regulation deals with the circumstances which can involve an allowance for meals due to overtime, as well as the amount of such allowance.

2.00 The circumstances of the allowance

2.01

The meal allowance for meals during overtime can only be paid for the following reasons:

- (a) when the employee concerned does more than two overtime hours in one regular working day;
- (b) or when the employee concerned continues to work beyond a normal or legitimate meal period during a day off or holiday which was granted him.

2.02

No allowance for meals during overtime shall be paid:

- (a) when the employee concerned is already governed by the provisions of the regulation concerning travelling expenses, the regulation concerning entertainment expenses, or the regulation concerning reception expenses;
- (b) or when the Bureau is already paying the cost of the meal involved in any way.

3.00 The amount of the allowance

3.01

The amount of the allowance for meals during overtime is two dollars per employee per meal.

3.02

The general manager or the assistant general manager can exceptionally, and when circumstances justify

justifient, autoriser le paiement, sur production d'une facture ou sur énoncés explicatifs, du coût réel d'un repas en lieu et place de l'allocation.

*Règlement No 10
concernant les frais de représentation*

RÈGLEMENT SUR LES FRAIS DE REPRÉSENTATION

1:00 *Définition*

1:01

Les frais de représentation sont, en sus des frais ordinaires de voyages et de déplacements les frais engagés par un employé dans l'exercice de ses fonctions ou lors d'un voyage autorisé, et qui sont nécessaires à la bonne renommée de l'Office ou à la poursuite efficace de ses buts.

2:00 *Généralités*

2:01

Les frais de représentation doivent toujours rester dans les limites des pratiques courantes, de l'usage, du sens commun et de la prudence. L'Office peut refuser de rembourser des frais qui ne seraient pas conformes à ces critères.

2:02

Le conseil de l'Office dresse et peut amender de temps en temps la liste des fonctions et des personnes ayant droit aux remboursements pour frais de représentation. Dans le cas des fonctions, il peut préciser les circonstances spéciales qui donnent un tel droit.

3:00 *Dépenses admissibles*

3:0

Les frais de représentation appuyés par des pièces justificatives et pour lesquels une explication satisfaisante est fournie sont remboursés conformément aux dispositions du présent règlement, après autorisation du président ou du vice-président ou de son délégué.

3:02

Des frais de représentation ne peuvent être réclamés en relation avec un ou des employés de l'Office.

3:03

Le Conseil de l'Office peut de temps en temps expliciter les circonstances dans lesquelles les frais de représentation sont justifiables.

*Règlement No. 11
concernant les frais de réception*

RÈGLEMENT SUR LES FRAIS DE RÉCEPTION

1:00 *Définition*

1:01

Les frais de réception sont ceux occasionnés par la réunion d'un groupe relativement élevé de personnes de l'extérieur invitées à un dîner, à un cocktail, ou autres

it, authorize payment of the real cost of a meal instead of the allowance, if the bill or an explanation is provided.

*Regulation No. 10
concerning entertainment expenses*

REGULATION GOVERNING ENTERTAINMENT EXPENSES

1.00 *Definition*

1.01

Entertainment expenses, above and beyond ordinary travelling expenses, are those expenses incurred by an employee in carrying out his duties or during an authorized trip, and which are necessary to the good reputation of the Bureau or to the efficient pursuit of its goals.

2.00 *General remarks*

2.01

Entertainment expenses should always remain within the limits of common practice, custom, common sense and discretion. The Bureau can refuse to reimburse expenses which are not in accordance with these criteria.

2.02

The Bureau Board draws up, and can amend from time to time, the list of positions and individuals who are entitled to reimbursement for entertainment expenses. In the case of positions, it can specify the special circumstances which warrant such a right.

3.00 *Allowable expenses*

3.01

Entertainment expenses supported by vouchers and for which a satisfactory explanation is provided are reimbursed in compliance with the provisions of this regulation, after authorization by the president or vice president or his delegate.

3.02

Reimbursement for entertainment expenses cannot be claimed in connection with any Bureau employee or employees.

3.03

From time to time, the Bureau Board may clarify the circumstances in which entertainment expenses are justifiable.

*Regulation No 11
concerning reception expenses*

REGULATION GOVERNING RECEPTION EXPENSES

1.00 *Definition*

1.01

Reception expenses are those occasioned by a getting together of a relatively large group of outside guests invited to a dinner, cocktail or other gathering and who

manifestations et qui sont avantageux pour la bonne renommée de l'Office et la poursuite efficace de ses buts.

2:00 *Généralités*

2:01

Les frais de réception doivent toujours rester dans les limites des pratiques courantes, de l'usage, du sens commun et de la prudence.

2:02

Il incombe au conseil de l'Office de déterminer les circonstances et la ou les personnes de l'Office pouvant décider de la tenue d'une réception.

3:00 *Dépenses admissibles*

3:01

Sur présentation des pièces justificatives, les frais réels encourus sont remboursés, conformément aux dispositions du présent règlement.

44606-o

are beneficial to the good reputation of the Bureau and the efficient pursuit of its goals.

2.00 *General remarks*

2.01

Reception expenses must always remain within the limits of common practice, custom, common sense and discretion.

2.02

It is the responsibility of the Bureau Board to determine the circumstances and the person or persons at the Bureau who can make decisions concerning the holding of a reception.

3.00 *Allowable expenses*

3.01

On presentation of supporting documents, the real expenses incurred are reimbursed, in compliance with the provisions of this regulation.

44606-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4186

Québec, 8 décembre 1971

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de l'Office de radio-télédiffusion du Québec.

ATTENDU QUE les règlements de l'Office de radio-télédiffusion du Québec ont fait l'objet de la résolution numéro 172 adoptée par le Conseil d'administration lors de sa séance numéro 7/1971-72 et ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4095 du 1er décembre 1971.

ATTENDU QUE le Conseil d'administration de l'Office de radio-télédiffusion du Québec a adopté à sa séance numéro 9/1971-72 la résolution numéro 180 modifiant la résolution numéro 172.

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver la résolution numéro 180.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des communications:

QUE la résolution numéro 180 ci-annexée soit approuvée.

QUE les règlements approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4095 du 1er décembre 1971 soient modifiés en conséquence.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 4186

Québec, December 8, 1971

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations governing the Québec Broadcasting Bureau.

WHEREAS the regulations governing the Québec Broadcasting Bureau are the subject of resolution number 172 adopted at meeting number 7/1971-72 of the Board of Directors and have been approved by Order in Council number 4095 of December 1, 1971;

WHEREAS the Board of Directors of the Québec Broadcasting Bureau adopted at its meeting number 9/1971-72 resolution number 180 which modifies resolution number 172;

WHEREAS there are good grounds for approving resolution number 180;

IT IS THEREFORE ORDERED upon the recommendation of the Minister of Communications:

THAT resolution number 180 appended hereto be approved.

THAT the regulations approved by Order in Council number 4095 be consequently amended.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Office de radio-télédiffusion du Québec
Conseil d'administration

RÉSOLUTION

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
de la séance numéro 9/1971-1972
du Conseil d'administration
de l'Office de radio-télévision du Québec
tenue à Montréal
le 22 novembre 1971

« SUR MOTION, dûment proposée et appuyée, il est
RÉSOLU:

QUE les règlements de l'Office de radio-télédiffusion
du Québec approuvés par le Conseil de l'Office en vertu
de la résolution No 172 de la séance 7/1971-72 tenue à
Montréal le 24 septembre 1971 soient amendés pour se
lire:

1^o Règlement No 3 concernant la gestion du personnel
article 43: les employés de l'Office de radio-télédiffusion
du Québec sont rémunérés conformément aux
échelles de salaire et aux règles d'administration de
salaires établies par le Conseil de l'Office avec l'assen-
timent du ministère de la Fonction Publique et ap-
prouvées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.
Ces échelles sont révisées périodiquement avec l'as-
sentiment du ministère de la Fonction Publique sui-
vant la courbe générale des salaires et les descriptions
de tâches et approuvées par le Lieutenant-Gouver-
neur en Conseil.

2^o Règlement No 8 concernant les frais de voyage et de
déplacement article 6.01: une indemnité quotidienne
est versée pour les frais de séjour (chambre et repas),
sans pièce justificative pourvu qu'il y ait preuve de
voyage en qualité officielle, selon les barèmes sui-
vants:

- a) Ile de Montréal, Québec, Ste-Foy, Côte-Nord (à
partir de Forestville) et autres localités à l'extérieur
de la province de Québec (au Canada): \$25.00 par
jour;
b) toute autre localité de la province de Québec:
\$20.00 par jour.

JE CERTIFIE l'origine et la teneur de l'EXTRAIT transcrit
ci-dessus. Lundi, le 22 novembre 1971.

Le Secrétaire,
de l'Office de Radio-Télédiffusion du Québec,
Me JEAN-GUY JACQUES.

44606-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 486-72

Québec, le 16 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'in-
dustrie de la construction dans la province de Québec

Québec Broadcasting Bureau
Board of Directors

RESOLUTION

EXCERPT FROM THE MINUTES
of meeting number 9/1971-72
of the Board of Directors
of the Québec Broadcasting Bureau
held in Montréal
on November 22, 1971

FOLLOWING A MOTION duly proposed and seconded,
it is RESOLVED:

THAT the regulations governing the Québec Broad-
casting Bureau approved by the Bureau Board by virtue
of resolution number 172 of meeting number 7/1971-
72 held in Montréal on September 24, 1971, be amend-
ed as follows:

1. Regulation number 3 concerning personnel manage-
ment, article 43: employees of the Québec Broad-
casting Bureau are remunerated in compliance with the
salary schedules and the administrative rules govern-
ing salaries established by the Bureau Board with the
approval of the Civil Service Department and the
Lieutenant-Governor in Council. These schedules are
revised periodically with the approval of the Civil
Service Department, in accordance with the general
salary curve and the definition of functions, and ap-
proved by the Lieutenant-Governor in Council.

2. Regulation number 8 concerning travelling expenses,
article 6.01: a daily allowance is given for stop-over
expenses (room and meals), without voucher provid-
ed that there is official proof of the trip according to
the following norms:

- (a) Montréal Island, Québec City, Ste. Foy, Côte-
Nord (from Forestville) and other localities out-
side the Province of Québec, but within Canada:
\$25.00 per day;
(b) any other locality in the Province of Québec:
\$20.00 per day.

I HEREBY CERTIFY the source and the terms of the excerpt
transcribed above. Monday, November 22, 1971.

Me JEAN-GUY JACQUES,
Secretary
of the Québec Broadcasting Bureau.

44606-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 486-72

Québec, February 16, 1972

Présent: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING an amendment to the Decree Respecting
the Construction Industry in the Province of Québec.

ATTENDU QUE le décret numéro 4599 du 16 décembre 1970 et modifications prévoyait un régime patronal temporaire;

ATTENDU QUE la modification proposée est prévue au paragraphe 12.06 de l'article 12.00 dudit décret qui stipule que seul le régime convenu entre les associations patronales représentatives fera partie du décret;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi sur les relations du Travail dans l'industrie de la construction, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre a reçu une requête des parties concernées à l'effet de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QU'il y a unanimité de la part des parties concernées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 4599, soit amendé pour se lire comme suit:

L'article 12.00 est remplacé par le suivant:
« Article 12.00 — Régime patronal

12.01 Obligations:

Tout employeur professionnel est tenu d'appartenir à l'une des cinq (5) associations patronales représentatives ci-après mentionnées:

Association Provinciale des Constructeurs d'Habitations du Québec,

Association des Constructeurs de Routes et Grands Travaux du Québec,

Corporation des Maîtres Électriciens du Québec,

Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec,

Fédération de la Construction du Québec.

12.02 Associations régionales:

En fonction du paragraphe ci-dessus, lorsque l'association patronale représentative est constituée d'un ensemble d'associations régionales, l'employeur doit être membre ou cotisant de l'association régionale où il a son siège social ou sa principale place d'affaires.

12.03 Numéro d'immatriculation:

Tout employeur doit mentionner le numéro d'immatriculation qui lui a été donné par son association représentative sur tout rapport qu'il doit faire au Comité paritaire, sous peine de voir ledit rapport refusé.

12.04 Obligation du Comité paritaire:

Le Comité paritaire doit, entre le 15 et le 30 de chaque mois, transmettre aux cinq (5) associations patronales représentatives la liste des employeurs qui n'ont pas donné ce numéro d'immatriculation.

12.05 Preuves:

Dans toute poursuite pour infraction au régime patronal, la preuve du respect de l'une ou l'autre des condi-

WHEREAS Decree No. 4599 of December 16, 1970 and amendments, provided temporary employer-association security;

WHEREAS, the proposed amendment has been provided for in paragraph 12.06 of article 12.00 of the said decree which stipulates that only the association agreed upon between the representative employer-associations shall be part of the decree;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Labour Relations Act in the Construction Industry, the parties concerned have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS there has been unanimity on the part of the parties concerned;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 4599 be amended to read as follows:

Article 12.00 is replaced by the following:

"Article 12.00 — Employer-association security

12.01 Obligations:

Every professional employer must belong to one of the five (5) representative employer-associations hereafter mentioned:

"Association Provinciale des Constructeurs d'Habitation du Québec",

"Association des Constructeurs de Routes et Grand Travaux du Québec",

The Corporation of Master Electricians of Québec,

The Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec,

"Fédération de la Construction du Québec".

12.02 Regional association:

Subject to the above paragraph, when the representative employer-association is made up of a group of regional associations, the employer must be a member of the regional association of the region in which his corporate seat or principal place of business is located.

12.03 Registration number:

The employer must mention, on any report that he has to make to the Parity Committee, the registration number that was given to him by his representative association, under penalty of seeing the said report refused.

12.04 Parity Committee's obligation:

Between the 15th and the 30th of each month, the five (5) representative employer-associations the list of the employers who have not mentioned their registration number.

12.05 Proof:

In any legal proceedings for violation of employer-association security, it rests with the employer to prove

tions mentionnées à l'article 12.00 incombe à l'employeur. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44702 — o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 487-72

Québec, le 16 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'extension juridique d'une convention collective de travail relative aux employés de garages régions de Trois-Rivières et Shawinigan.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté une requête au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

« L'Association des marchands d'Automobiles de la Mauricie »;

« L'Association des grossistes en pièces d'automobiles de la région de Trois-Rivières »;

« L'Union commerciale mauricienne inc., section garagistes et détaillants d'essence et vendeurs d'automobiles »;

D'UNE PART, ET

« La Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers, local 298 »;

« Les Ouvriers unis des textiles d'Amérique, local 390, section garages »;

D'AUTRE PART,

suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 18 septembre 1971.

ATTENDU QUE, les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et occupations visés et dans le champ d'application territorial indiqués dans ladite requête;

ATTENDU QUE, les prescriptions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE, les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 18 septembre 1971.

that he has respected either of the terms mentioned in article 12.00.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44702 — o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 487-72

Québec, February 16, 1972

Présent: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the juridical extension of a collective labour agreement respecting the Garage Employees — Trois-Rivières and Shawinigan regions.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties mentioned hereinafter have petitioned the Minister of Labour and Manpower to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association des marchands d'Automobiles de la Mauricie;

L'Association des grossistes en pièces d'automobiles de la région de Trois-Rivières;

L'Union commerciale mauricienne inc., section garagistes et détaillants d'essence et vendeurs d'automobiles;

AND, ON THE OTHER PART:

The Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers, local 298

The United Textile Workers of America, local 390, garage section;

according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* of September 18, 1971.

WHEREAS, the provisions of the said agreement have taken on a significance and a preponderant importance for the establishment of labour conditions in the trades and occupations governed and for the territorial jurisdiction of the said petition;

WHEREAS, the regulations of the Act have been duly followed as to the publication of Notices;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the said petition be accepted, with however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Québec Official Gazette* of September 18, 1971.

ARTICLE I

SECTION I

Définitions:

Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.01 *Accessoires de véhicules à moteur:*

comprend les silencieux, les amortisseurs, les courroies d'éventail, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les essuie-glaces, les phares, les filtres et toutes autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au fonctionnement normal des véhicules à moteur.

1.02 *Aide-commis ou préposé aux pièces:*

toute personne affectée au déballage, à la classification, à l'emmagasiner et à l'expédition de la marchandise, et qui assiste le commis au comptoir ou le commis-vendeur.

1.03 *Apprenti:*

toute personne qui apprend un des métiers régis par le présent décret.

1.04 *Artisan:*

toute personne qui, individuellement ou autrement, exploite un établissement ou une entreprise régi par le présent décret, et exécute, en partie ou en entier, une ou plusieurs des opérations faisant l'objet du présent décret, que ce soit à forfait, à commission ou autrement.

Toute personne qui entreprend, dans une même année, la réparation de plus d'un véhicule à moteur dans un but de vente ou de spéculation est réputée réparer des véhicules à moteur.

1.05 *Assembleur:*

toute personne qui fait le montage d'une partie de véhicules à moteur telle que : moteur, boîte de vitesses, embrayage, démarreur, alternateur, générateur, etc.

1.06 *Atelier de mécanique:*

un établissement où l'on ajuste, refait, règle, remet en état, répare ou travaille les moteurs ou diverses pièces de véhicules à moteur sans en faire nécessairement le montage sur le véhicule même. Le travail de soudure faisant partie du travail ci-haut énuméré est compris dans la présente définition.

1.07 *Atelier de peinture ou atelier de débosselage:*

tout endroit où l'on effectue les tâches mentionnées à la définition de « peintre » ou à la définition de « débosseleur », et où l'on enlève ou met en place toute pièce de véhicules à moteur pour les fins de peinture ou de débosselage. Le travail d'estimation qui peut être fait dans un tel établissement n'est pas visé par le présent décret.

1.08 *Atelier spécialisé:*

tout endroit où l'on fait, soit exclusivement, soit comme travail principal, des spécialités comme : radiateur, suspension, carburation et système d'allumage, boîte de vitesses automatiques, silencieux, vitrerie, alignement de roues.

1.09 *Centre de vente de pièces et accessoires au détail:*

tout endroit où l'on fait, comme commerce principal, la vente au détail de pièces ou d'accessoires de véhicules

Definitions:

For the purpose of the present decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them:

1.01 *Motor vehicle accessories:*

includes mufflers, shock absorbers, belts, batteries, hoses, thermostats, windshield wipers, head-lights, filters, and all other parts that can be added to or removed from any motor vehicle without impairing its normal operation.

1.02 *"Clerk's helper" or "Parts man":*

any person who unpacks, classifies, stores, and ships merchandise, and who helps the counter clerk or the sales clerk.

1.03 *Apprentice:*

any person learning one of the trades subject to the present decree.

1.04 *Artisan:*

any person, alone or in partnership, who operates an establishment or an enterprise subject to the present decree, and who carries out in whole or in part, one or more operations covered by the present decree, be it by contract, on a commission basis or otherwise.

Anyone who, within a given year, undertakes the repair of more than one motor vehicle for sale of speculation purposes is considered as repairing motor vehicles.

1.05 *Assembler:*

Any person who assembles parts of motor vehicles such as: the motor, transmission, clutch, starter, alternator, generator, etc.

1.06 *Machine shop:*

Any establishment where motors or other miscellaneous parts of motor vehicles are rebuilt, set back in order, repaired, adjusted or worked on, but not necessarily installed on vehicles as such. Welding work done in connection with the above mentioned operations is comprised in the present definition.

1.07 *Paint shop or Body-shop:*

any place where are performed the operations mentioned in the definitions of "painter" and "body man", and where any part of a motor vehicle is removed or put on in order to paint or to perform body work. The work of estimating that may be done in such an establishment is not subject to the present decree.

1.08 *Specialized shop:*

any place where the exclusive or principal work includes such specialties as: radiator, suspension, carburation and ignition system, automatic transmission, muffler, glass, and wheel alignment.

1.09 *Parts and accessories retail centre:*

any place where parts and accessories for motor vehicles, or any other products for motor vehicles are

à moteur ou de tout produit destiné aux véhicules à moteur.

1.10 Centre de vente de pièces et accessoires au gros :

tout endroit où la majeure partie du commerce se fait au gros, et où l'on vend des pièces ou accessoires de plusieurs agences et manufacturiers, ou des équipements ou pièces d'équipement (neuf ou usagé) de garage, ou tout produit destiné aux véhicules à moteur.

1.11 Chasseur ou commissionnaire :

toute personne dont les fonctions principales sont la conduite et le déplacement des véhicules à moteur, et l'exécution des tâches suivantes : vérifier la pression des pneus, le niveau du liquide dans le radiateur et dans l'accumulateur, nettoyer le pare-brise, remplir le réservoir d'essence, et faire les commissions autre que les livraisons de pièces et d'accessoires.

1.12 Commis au comptoir ou commis-vendeur :

toute personne qui a la responsabilité de répondre aux clients et aux autres salariés, pour chercher et déterminer l'outillage ou les pièces exactes requises par ceux-ci, et en faire la vente.

1.13 Compagnon :

toute personne qui a terminé son apprentissage et a obtenu le certificat de qualification exigé pour pratiquer l'un des métiers de l'industrie de l'automobile visés par le présent décret.

1.14 Conducteur de remorqueuse ou de dépanneuse :

toute personne qui conduit ou opère une remorqueuse ou une dépanneuse.

1.15 Débrosseur :

toute personne qui bâtit, assemble, construit, remet en état, débosse, change, soude et ajuste les parties de la carrosserie, ou du châssis d'un véhicule à moteur (que ces parties soient détachées ou non), applique les différents produits de remplissage à froid et à chaud; fait les réparations des carrosseries en fibre de verre à l'aide des produits spéciaux à cet effet, applique des couches primaires de peinture et fait le ponçage; de plus, il peut faire les ajustements des phares et des feux avant et arrière, ainsi que les connexions électriques nécessaires.

1.16 Démanteleur :

tout salarié qui, dans un terrain de démantèlement, démantèle un véhicule-moteur, en tout ou en partie.

1.17 Démolisseur :

toute personne qui défait et démolit un ou des véhicules à moteur pour le métal de rebut.

1.18 Démoniteur :

tout salarié qui, dans un atelier de mécanique, spécialisé ou non, défait, pièce par pièce toute partie d'un véhicule à moteur.

1.19 Entrepôt :

tout endroit (qu'il fasse partie d'un établissement ou qu'il en soit détaché) où l'on met des pièces ou accessoires en dépôt pour un certain temps.

1.20 Garage :

tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage ou le remisage des véhicules à moteur

retailed, as part of the main business.

1.10 Parts and accessories wholesale centre :

any place where the major part of the business is done on a wholesale basis, and where are sold parts and accessories from several agencies and manufacturers, or new or used garage equipment or parts, or any products for motor vehicles.

1.11 Car jockey or messenger :

Any person whose main duties are the driving or moving of motor vehicles, and the following services : checking tire pressure and the level of the liquid in the radiator and in the battery, cleaning the windshield, filling the gas tank, and performing errands other than the delivery of parts and accessories.

1.12 Counter clerk or sales clerk :

any employee who waits on customers and other employees, finds, determines and sells them the exact equipment or parts they require.

1.13 Journeyman :

any person who has completed his apprenticeship and has obtained the necessary competency certificate for plying one of the trades of the automobile industry subject to the present decree.

1.14 Tow-truck driver :

any person who drives or operates a tow-truck.

1.15 Bodyman :

any person who builds, assembles, constructs, repairs, removes dents, changes, welds and adjusts parts of the body or chassis of a motor vehicle (whether these parts are attached to the vehicle or not), applies the different hot and cold filling products; does the fiberglass repairs on vehicles with the aid of special products for this purpose, applies the primary coats of paint and does the sanding : in addition, he may adjust the headlights and any other lights in front and in back, as well as the necessary electrical connections.

1.16 Dismantler :

any employee who dismantles all or part of a motor vehicle on a dismantling lot.

1.17 Wrecker :

any person who takes apart or demolishes one or more motor vehicles for the scrap metal.

1.18 Disassembler :

any employee in a machine shop, whether specialized or not, who takes apart piece by piece any part of a motor vehicle.

1.19 Warehouse :

any place (whether it be part of an establishment or apart from it) where parts and accessories are stored for a certain time.

1.20 Garage :

any place where motor vehicles are repaired, transformed, dismantled or stored, or where new or used cars

ou la préparation de véhicules neufs ou usagés pour fins de vente; l'installation, la réparation ou la mise en état de moteurs, de la carrosserie, des accessoires ou pièces de véhicules à moteur, que ces pièces soient séparées ou non du véhicule à moteur.

1.21 Gardien-concierge :

toute personne qui, en dehors des périodes habituelles de commerce, a la garde, la surveillance, l'entretien des lieux, et le chauffage s'il y a lieu, d'un établissement ou annexe d'un établissement. Cette fonction ne doit pas comprendre le service à la clientèle.

1.22 Graisseur :

tout salarié dont le principal travail consiste à graisser un véhicule à moteur et d'en faire la vidange d'huile entièrement ou partiellement. Pour les fins du présent décret, un graisseur est assimilé à un préposé au service.

1.23 Laveur :

toute personne qui lave, nettoie, essuie, cire, ou polit, au complet ou en partie, tout véhicule à moteur ou toute pièce, ou opère tout machine à cet effet.

1.24 Livreur :

toute personne dont le travail principal est de faire la livraison ou le transport de matériel aux clients.

1.25 Métier : toute profession manuelle qui requiert un apprentissage.

1.26 Opérateur de machine :

toute personne dont le travail principal est de faire fonctionner les rectifieuses pour arbres à cames et vilebrequins; les aléseuses, les polisseuses et finisseuses de pistons, axes et bielles, et autres machines.

1.27 Peintre :

toute personne qui fait le ponçage et la préparation finale de la carrosserie pour la peinture; s'occupe des apprêts spéciaux, des diluants, du mélange des couleurs à partir des couleurs de base, ou opère les appareils spéciaux de mélange ainsi que des peintures spéciales; applique les couleurs et voit à leur séchage suivant le mode approprié; fait les retouches nécessaires; entretient son pistolet vaporisateur ainsi que les régulateurs, les boyaux, etc.

1.28 Peintre-débosselleur :

toute personne qui exécute les travaux décrits dans les définitions de peintre et de débosselleur.

1.29 Pièces de véhicules à moteur :

tout objet, élément ou partie d'un véhicule à moteur, ou toute composante d'une partie d'un véhicule à moteur.

1.30 Pompiste :

tout salarié qui travaille dans un poste d'essence, ou tout salarié qui, dans un autre établissement assujéti à ce décret, fait exclusivement le plein d'essence, ajoute de l'huile dans le moteur, ou de l'eau dans le radiateur et l'accumulateur, nettoie les vitres du véhicules à moteur.

1.31 Poste d'essence :

tout endroit fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou d'huile pour l'usage des véhicules

are prepared in order to be sold; where motors, bodies, parts and accessories of motor vehicles are installed, repaired and put in good working order whether these parts are attached to the motor vehicle or not.

1.21 Watchman-janitor :

any person who, outside regular business hours, guards, watches and cleans the premises and if need be takes care of the heating of an establishment or its annex. This function does not include customer service.

1.22 Greaser :

any employee whose work consists mainly in lubricating motor vehicles and changing the oil thereof in whole or in part. For the purpose of the present decree, greasers are on the same footing as servicemen.

1.23 Washer :

any person who washes, cleans, waxes, polishes, or wipes any motor vehicle in whole or in part, or operates any machine in order to do the above operations.

1.24 Deliveryman :

any person whose main work consists in delivering or transporting goods to customers.

1.25 Trade :

any manual profession requiring apprenticeship.

1.26 Machine operator :

any person whose main work is to operate the rectifiers for cam-shafts and crank-shafts; the reborring, polishing and finishing machines for pistons, shafts and connecting-rods, and also to operate other machines.

1.27 Painter :

any person who does the sanding and the final preparations of car bodies before painting; prepares and applies special primers, uses thinners, mixes colours by using the basic colours or operates the special mixing apparatus as well as that for the mixing of special paints; applies the colours and sees that they dry according to the appropriate method; makes the necessary touch-ups; keeps in good condition his spray-gun, as well as the regulators, hoses, etc.

1.28 Painter-bodyman :

any person who performs the operations described in the definitions of "painter" and of "bodyman".

1.29 Motor vehicle part :

any object, component or part of a motor vehicle, or any component of any part of a motor vehicle.

1.30 Pump Attendant :

any employee who works in a gas station, or any employee who, in any other establishment subject to this decree, works exclusively at filling gas tanks, adding motor oil or water in the radiator and the battery, cleaning the windows of a motor vehicle.

1.31 Gasoline station :

any mobile or stationary establishment where only motor vehicle gasolines and lubricants are sold, wether

à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire, un locataire, un concessionnaire, ou toute personne travaillant à commission sur les ventes, comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal.

1.32 Poste de lavage :

tout endroit où se fait exclusivement le nettoyage, le lavage, le cirage ou le polissage des véhicules à moteur, que ledit endroit soit un établissement spécifique ou une annexe d'un établissement principal.

1.33 Poste de vente de pneus ou atelier de pneus :

tout commerce de gros ou de détail, où exclusivement l'on vend, échange, répare ou change tout pneu où chambre à air, où l'on fait la vulcanisation, le rechapage et où l'on fait l'alignement et l'équilibrage des roues.

1.34 Préposé à l'entretien :

toute personne qui, durant les périodes de commerce, ou avant ou après celles-ci, a comme tâche principale de tenir en bon état les outils, équipements ou bâtisses d'un établissement assujéti au décret, qui lave ou nettoie lesdits lieux et objets, qui garde, surveille et chauffe l'établissement ou annexe et qui effectue les divers services d'urgence autres que ceux régis par le présent décret.

1.35 Préposé à la préparation des autos :

un salarié qui, sans accomplir le travail d'un compagnon ou d'un apprenti, a comme tâche principale de préparer une automobile neuve ou d'occasion, particulièrement en vue de la revente, en nettoyant le moteur, les tapis, les housses, etc., et en s'occupant des accessoires tels que rétroviseurs, enjoliveurs de roues, etc. Cette fonction est aussi assumée par un préposé au service et y est assimilée à toutes fins d'application du présent décret.

1.36 Préposé au service :

- toute personne qui :
- 1° vend de l'essence et des lubrifiants;
 - 2° graisse, lave, remise ou conduit des véhicules à moteur;
 - 3° vend, monte ou répare les pneus;
 - 4° nettoie, entretient ou chauffe l'établissement ou le terrain;
 - 5° vérifie les jauges d'huiles;
 - 6° remplit d'eau le radiateur ou l'accumulateur au besoin;
 - 7° remplace des accessoires comme ceux énumérés au paragraphe 1.01;
 - 8° met de l'anti-gel;
 - 9° facture pour les pièces vendues ou la main-d'oeuvre requise;
 - 10° perçoit les factures ou complète les cartes de crédit;
 - 11° fait du service de remorquage;
 - 12° sans accomplir le travail d'un compagnon ou apprenti, fait l'entretien des véhicules à moteur neufs

such place be operated, as a main establishment or as an accessory theret, by a proprietor, a lessee, a franchised dealer or any other person working on commission.

1.32 Car wash :

any place where the work being done is exclusively the cleaning, washing, waxing or polishing of motor vehicles, whether the said place is a specific establishment or an annex of a main establishment.

1.33 Tire store or tire shop :

any wholesale or retail establishment whose services consist solely in : selling, exchanging, repairing or changing any tire or inner tube, or vulcanizing tires, retreading tires and balancing or aligning wheels.

1.34 Maintenance man :

any person whose work, during business hours or before or after these hours, consists mainly in keeping in good condition the tools, equipment or buildings of an establishment subject to the decree, cleaning the premises and equipment, watching the establishment and guarding it, looking after the heating of the establishment or annex and carrying out various emergency services other than those governed by the present decree.

1.35 Automobile make-ready mechanic :

any employee who, without performing the work of a journeyman or apprentice, has as his main work the preparation of a new or used car, for the particular purpose of resale, by cleaning the motor, the mats, seat covers, etc. and by checking the accessories such as the mirrors, the hub caps, etc. This function is also assumed by a serviceman and for the purposes of the present decree, is on the same footing as the function of serviceman.

1.36 Serviceman :

- Any person who :
1. sells gasoline and lubricants;
 2. greases, washes, stores or drives motor vehicles;
 3. sells, puts on or repairs tires;
 4. cleans, maintains and looks after the heating of the establishment or the lot;
 5. checks oil gauges;
 6. fills the radiator or the battery with water as needed;
 7. replaces accessories such as those listed in subsection 1.01;
 8. puts in anti-freeze;
 9. makes out invoices for parts sold or labour required;
 10. collects payment of invoices or completes credit cards;
 11. performs tow-service;
 12. He can also, without doing the work of a journeyman or apprentice, carry out maintenance work on

ou usagés, dans le but de les préparer à la vente ou à la livraison.

1.37 Receveur-expéditeur aux pièces et accessoires :

toute personne affectée à la réception, au déballage, à l'emmagasinage ou à l'expédition des pièces ou accessoires de véhicules à moteur.

1.38 Sableur ou ponceur :

toute personne qui, sable opère la sableuse ou la ponceuse, ou polit un véhicule à moteur.

1.39 Service continu :

la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continue : les jours de maladie si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel et les absences autorisées, pourvu que le travailleur n'ait pas occupé un autre emploi rémunéré durant ces journées.

1.40 Spécialiste :

toute personne qui a obtenu le certificat d'un métier de spécialiste non autrement précisé dans les présentes définitions.

1.41 Spécialiste de la carburation et du système système d'allumage ou électricien :

toute personne qui a obtenu un certificat à cette effet et qui vérifie la compression des cylindres, les systèmes d'allumage et d'alimentation, en change les parties, en fait la mise au point par la mise en place et le réglage de ces systèmes.

1.42 Spécialiste ou soudeur de radiateur :

toute personne qui a obtenu un certificat à cet effet et qui, vérifie les radiateurs, les nettoie, bouche les fissures, change les nids d'abeilles, réservoirs tubulaires et autres pièces ou parties du radiateur et fait les soudures nécessaires.

1.43 Spécialiste de la suspension :

toute personne qui a obtenu un certificat à cet effet et qui vérifie le système de la suspension, en change ou en ajuste les parties, fait l'équilibrage et l'alignement des roues ou le redressement du châssis.

1.44 Spécialiste de la boîte de vitesse automatique :

toute personne qui a obtenu un certificat à cet effet et qui, fait le diagnostic des troubles, enlève la boîte de vitesse automatique des véhicules à moteur, la nettoie, en vérifie les pièces et la reconstruit, en fait l'installation sur le véhicule à moteur, fait les raccords et les ajustements nécessaires à sa bonne opération.

1.45 Station-service :

tout endroit où :

- 1° on vend de l'essence et des lubrifiants;
- 2° on graisse les véhicules à moteur;
- 3° on lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules à moteur;

new or used motor vehicles for the purposes of preparing them for sale or delivery.

1.37 Parts and accessories receiver-shipper :

any employee who receives, unpacks, stores or ships motor vehicle parts or accessories;

1.38 Sander or Polisher :

any person who sands, operates the sanding machine or the sand-papering machine, or who polishes a motor vehicle.

1.39 Continuous service :

the period during which an employee is bound to his employer by a labour contract, even if this period of time was interrupted without the contract being cancelled. The following are not considered as interruptions in the period of continuous service : absences through illness, if the contract was not cancelled, closing days, annual vacation periods, authorized absences, provided the employee did not hold another paying occupation during the said days.

1.40 Specialist :

any person who has obtained a certificate for a specialized trade not otherwise defined in the present definitions.

1.41 Carburation and Ignition specialist :

any person who has obtained a certificate for this speciality and who checks the compression in the cylinders, the ignition and fuel supply systems, changes parts thereof, does tune-ups and "timing" by putting into position and adjusting these systems.

1.42 Radiator specialist or welder :

any person who has obtained a certificate for this speciality and who tests, inspects and cleans radiators, blocks up fissures, changes radiator cores (honeycomb, etc.) tubular reservoirs and other parts of the radiator and does the soldering or welding required.

1.43 Suspension specialist :

any person who has obtained a certificate for this speciality and who inspects the suspension system and changes or adjusts its parts, balances and aligns the wheels or straightens the frame or chassis.

1.44 Automatic transmission specialist :

any person who has received a certificate for this speciality diagnoses any problems, removes automatic transmissions from motor vehicles, cleans and inspects the parts thereof and rebuilds such transmissions, installs automatic transmissions in motor vehicles and makes the necessary connections and adjustments for the necessary connections and adjustments for the proper functioning of such transmissions.

1.45 Service-station :

any place where :

1. gasoline and lubricants are sold;
2. motor vehicles are greased;
3. motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored;

- 4° on vend, monte et répare les pneus;
 5° on donne un service de dépannage ou de remorquage;
 6° on vérifie les jauges d'huiles;
 7° on remplit d'eau le radiateur ou l'accumulateur et où on remplit le radiateur d'anti-gel;
 8° on remplace des accessoires comme ceux énumérés au paragraphe 1.01;
 9° on fait l'entretien des véhicules à moteur dans le but de les préparer à la vente ou à la livraison dans les établissements où un commerce existe à cet effet;
 10° on pose toute autre pièce qui peut être ajoutée ou enlevée sans nuire au fonctionnement normal des véhicules à moteur;
 11° on pose et soude les silencieux;
 12° on change ou pose les bougies ou les thermostats;
 13° on fait les soudures nécessaires;
 14° on remplace des parties du système électrique ou de refroidissement, de la carburation, tels que : distributeur, régulateur, pompe à eau ou à gazoline, carburateur. Toutefois, s'il y a réparation ou ajustement de ces pièces, l'établissement doit alors être défini comme garage;
 15° Si une station-service possède une section de mécanique, ou de réparation de véhicules à moteur ou de pièces ci-haut mentionnées, ladite section est considérée, pour les fins d'application du décret, comme garage ou comme atelier de mécanique, et elle est assujettie aux normes établies pour ces derniers.
- 1.46 *Terrain ou poste de stationnement :*
 tout endroit réservé exclusivement au stationnement ou au remisage des véhicules à moteur, et où l'on donne les services (en entier ou en partie) mentionnés dans la définition « poste d'essence ».
- 1.47 *Terrain de démantèlement :*
 tout endroit où les véhicules à moteur (ou certaines de leurs pièces) sont défaits ou démontés dans le but de vendre ou d'emmagasiner ou de les destiner à la ferraille. Si l'on fait, au même endroit, la réparation ou l'installation desdites pièces sur des véhicules à moteur, c'est alors un garage.
- 1.48 *Véhicule à moteur :*
 tout moyen de transport mù par une force autre que la force musculaire et adaptée soit à la traction soit au transport des personnes ou des choses. Pour les fins du présent décret, cependant, ces termes ne comprennent pas : trains, motocyclettes, bateaux motorisés ou hors-bord, moto-luges, moteur dits « à deux temps », moteurs électriques.
- 1.49 *Vitrierie :*
 tout endroit où l'on fait exclusivement ou principalement, l'installation ou le remplacement des glaces de tout véhicule à moteur. En tout cas où un tel établissement serait déjà assujetté à un décret du verre plat, il n'est pas visé par le présent décret.
4. tires are sold, put on and repaired;
 5. tow-service or break-down service is given;
 6. oil gauges are checked;
 7. the radiator and battery are filled with water and antifreeze is put in the radiator;
 8. accessories, such as those mentioned in 1.01, are replaced;
 9. maintenance work is carried out on motor vehicles in order to prepare them for sale or for delivery to establishments which deal in motor vehicles;
 10. is installed, any other part that may be added or removed without impairing the normal functioning of the motor vehicle;
 11. mufflers are installed and welded;
 12. spark-plugs or thermostats are installed or changed;
 13. necessary welding is done;
 14. parts of the electrical system, cooling system or carburation system are replaced such as : distributor, regulator, water pump or gazoline pump, carburetor. However, if any of the above-mentioned parts are repaired or adjusted, the establishment must be defined as a garage.
 15. If a service-station has a machine section or a section for the repairing of motor vehicles or of the above-mentioned parts, the said section, for the purposes of the present decree, is considered as a garage or as a machine shop and is therefore subject to the standards established for the latter.
- 1.46 *Parking lot or parking garage :*
 any place reserved exclusively for the parking or storing of motor vehicles, and where the services mentioned in the definition "gazoline station" are given in whole or in part.
- 1.47 *Dismantling lot :*
 any place where motor vehicles (or certain parts of motor vehicles) are taken apart or removed for the purpose of selling or storing them, or for scrap. If, on the same lot, the said parts are repaired or installed on motor vehicles, it is the considered a garage.
- 1.48 *Motor vehicle :*
 any means of transport operated by any force other than muscular force and adapted for hauling, or for transporting persons or things. For the purpose of this decree, however, the words "motor vehicle" do not include : trains, motorcycles, in-board or out-board motor boats, snowmobiles, two-stroke engines, electric motors.
- 1.49 *Glaziery :*
 any place where the principal or exclusive work is the installation or replacement of glass on any motor vehicle. In any case where such an establishment is already subject to a decree respecting the flat glass industry, it is not subject to the present decree.

1.50 *Vitrier* :

toute personne qui effectue principalement l'installation ou le remplacement des glaces de tout véhicule à moteur. Pour les fins d'application des taux de ce décret au vitrier, celui-ci est assimilé à un préposé au service.

1.51 *Vulcanisateur ou rechargeur* :

toute personne dont le travail principal est de vulcaniser ou de recharger les pneus.

ARTICLE II — *Champ d'application*

2.01 *Champ d'application professionnel* :

Le présent décret s'applique aux artisans, aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux salariés et à toute autre personne qui travaillent dans l'un ou l'autre des établissements suivants et situés dans le champ d'application territorial du décret : atelier de débosselage, atelier de peinture, atelier spécialisé, atelier de mécanique, centre de vente de pièces et accessoires au détail et au gros, garage, poste d'essence, poste de lavage, poste de vente de pneus, atelier de pneus, station-service, terrain de démantèlement, terrain ou poste de stationnement, entrepôt, vitrerie ou tout autre établissement qui fait la vente ou la réparation de pièces ou accessoires relatifs à un véhicule à moteur, soit comme établissement principal, soit comme annexe à un commerce principal.

2.02 *Exemptions* :

Ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret :

a) un atelier de mécanique ou un garage, qui est la propriété d'une corporation municipale ou scolaire, ou qui est sous le contrôle de cette dernière, pourvu que les conditions de travail y soient fixées par convention collective au sens du Code du Travail;

b) un établissement industriel ou commercial qui exploite de façon accessoire un atelier de mécanique, une station-service ou un poste d'essence, qui limite exclusivement ses services à ses besoins et à ses propres biens et qui n'accomplit pour la clientèle publique aucun travail visé par le présent décret;

c) un atelier où se font exclusivement le montage et la réparation de machineries agricoles;

d) un atelier où se fait exclusivement du travail de rembourrage;

e) un poste de démolition ainsi que les démolisseurs;

f) le personnel de bureau; le personnel de maîtrise s'occupant principalement de gérance ou de supervision, tel le vendeur de service, gérant de crédit, gérant de pièces ou gérant de service,

g) un commis-voyageur;

h) le conjoint ou un enfant de l'employeur;

i) un étudiant qui travaille au cours de l'année scolaire dans un établissement choisi par la direction d'une école en vertu d'un programme d'initiation au travail dûment approuvé par un ministère. L'employeur, toutefois, doit inscrire les nom et prénoms de cet étudiant sur son rap-

1.50 *Glazier* :

any person whose main work is the installation or replacing of glass on any motor vehicle. For the purpose of applying the wage rates of this decree to the glazier, this person is put on the same footing as a serviceman.

1.51 *Vulcanizer or retreader* :

"Vulcanizer" or "retreader" means any person whose main work is to vulcanize or retread tires.

Section II — *Jurisdiction* :

2.01 *Professional jurisdiction* :

The decree shall apply to artisans, employers, professional employers, employees and to any other persons who work in either of the following establishments situated in the territorial jurisdiction of the decree : body shop, paint shop, specialized shop, machine shop, parts and accessories centre, wholesale and garage, gasoline station, car wash, tire store, tire shop, service station, dismantling lot, parking lot or parking garage, warehouse, glazery or any other establishment which effects sales or repairs of parts and accessories for motor vehicles as its main business, or as an annex of a main business.

2.20 *Exceptions* :

Are not subject to the provisions of the present decree :

(a) machine shops or garages owned by a municipal or school corporation, or under the control of theaforesaid, provided that the working conditions are fixed by collective agreement as understood in the Labour Code;

(b) industrial or commercial establishments which run as a secondary business a machine shop, service station or gasoline station, and which limit their services to their own needs and to their own property and which do not perform for the public any work governed by the present decree;

(c) shops where the work is exclusively the assembling and repairing of agricultural machines;

(d) shops where upholstering is the only work being performed;

(e) wrecking lots as well as wreckers;

(f) office personnel, the executive personnel concerned mainly with management or supervision, as for example : customer-service supervisor, credit manager, parts manager, service manager etc.

(g) salesmen;

(h) the spouse or child of the employer;

(i) a student who works during the school year in an establishment chosen by the authorities of a school as part of a work-initiation programme fully approved by a department. However, the employer shall write in his monthly report the first name and the family name of

port mensuel, avec mention de l'école ou de l'institution concernée;

j) un étudiant dûment inscrit à une école ou à un institut d'enseignement pour l'année scolaire à venir, ou fréquentant telle école durant l'année scolaire en cours, ceci quant à un emploi pendant une vacance ou un congé scolaire de cet étudiant;

k) un établissement industriel qui fabrique en série des pièces pour véhicules à moteur.

ARTICLE III — *Champ d'application territoriale*

3.01 Le présent décret s'applique au territoire visé par les zones ci-après décrites.

Zone I :

Région « A » : Les cités de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, la ville de Trois-Rivières-Ouest, les municipalités de paroisse de Baie-Jolie, Pointe-du-Lac, la Visitation-de-la-Pointe-du-Lac, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, Saint-Louis-de-France et Saint-Maurice.

Région « B » : Les villes et municipalités de Shawinigan, Shawinigan-Sud, Grand'Mère, Baie-de-Shawinigan, Saint-Boniface-de-Shawinigan, Saint-Étienne-des-Grès, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Sainte-Flore, Saint-Georges-de-Champlain, Saint-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue.

Zone II :

Région « A » : La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de neuf (9) milles de ses limites, comprenant les municipalités de village de Yamachiche, Maskinongé et Champlain, les municipalités de paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, Saint-Joseph-de-Maskinongé, Sainte-Anne d'Yamachiche, Saint-Justin, Sainte-Ursule, Saint-Sévère, Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Angèle-de-Prémont, Saint-Luc et la Visitation-de-Champlain, ainsi que le district électoral de Nicolet.

Région « B » : Les villes et municipalités de Saint-Tite, Saint-Thècle, Saint-Barnabé, Saint-Élie-de-Caxton, Saint-Thomas-de-Caxton, Saint-Mathieu, Lac Bellemare, Saint-Gérard-des-Laurentides, Charette, Saint-Jean-des-Piles, Saint-Jacques-des-Piles, Saint-Thimothee-d'Hérouxville, Saint-Séverin-de-Prouxville, Saint-Paulin, Saint-Alexis, Hervey-Jonction, Lac-au-Sable, Saint-Stanilas, Saint-Adelphe, Saint-Narcisse.

ARTICLE IV — *Heures normales de travail*

4.01 Compte tenu des paragraphes 4.05, 4.06, 4.08 et 4.09, s'ils doivent recevoir application, dans les établissements de vente de pièces et accessoires au gros, les heures normales de travail sont de quarante-deux heures et demie (42 ½) par semaine avec les assignations quotidiennes régulières suivantes :

a) la semaine normale de travail de l'équipe de jour s'étend du lundi au vendredi, et la journée normale est de huit heures et demie (8 ½) consécutives, entre 7h 30 et

this student and the name of the school or the institution concerned.

(j) a student fully registered for the coming school year in a school or an academic institution, or attending such a school during the current school year is not subject to this decree when he is employed during a school holiday or vacation.

(k) an industrial establishment which manufactures serially parts for motor vehicles.

Section III — Territorial jurisdiction :

3.01 The decree shall apply to the territory governed by the zones hereinafter described.

Zone I :

Region "A" : The towns of Trois-Rivières and of Cap-de-la-Madeleine, the town of Trois-Rivières-Ouest, the parish municipalities of Baie-Jolie, Pointe-du-Lac, la Visitation-de-la-Pointe-du-Lac, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, Saint-Louis-de-France and Saint-Maurice.

Région "B" : The towns and municipalities of Shawinigan-Sud, Grand'Mère, Baie-de-Shawinigan, Saint-Boniface-de-Shawinigan, Saint-Étienne-des-Grès, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Sainte-Flore, Saint-Georges-de-Champlain, Saint-Théophile-du-Lac-à-la-Tortue.

Zone II :

Region "A" : The town of Louiseville and the territory within a nine (9) mile radius of its limits, taking in the village municipalities of Yamachiche, Maskinongé and Champlain, the parish municipalities of Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, Saint-Joseph-de-Maskinongé, Sainte-Anne-d'Yamachiche, Saint-Justin, Sainte-Ursule, Saint-Sévère, Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Angèle-de-Prémont, Saint-Luc and la Visitation-de-Champlain, as well as the electoral district of Nicolet.

Region "B" : The towns and municipalities of Saint-Tite, Sainte-Thècle, Saint-Barnabé, Saint-Élie-de-Caxton, Saint-Thomas-de-Caxton, Saint-Mathieu, Lac Bellemare, Saint-Gérard-des-Laurentides, Charette, Saint-Jean-des-Piles, Saint-Jacques-des-Piles, Saint-Thimothee d'Hérouxville, Saint-Séverin-de-Prouxville, Saint-Paulin, Saint-Alexis, Hervey-Jonction, Lac-au-Sable, Saint-Stanilas, Saint-Adelphe, Saint-Narcisse.

Section IV — Standard Working Hours :

4.01 Taking into account subsections 4.05, 4.06, 4.08 and 4.09 if they are to be enforced, in concerns as heretofore defined, the standard working hours are forty-two and one half (42 ½) hours per week with the regular weekly breakdown of these hours as follows :

(a) the standard workweek on the day shift extends from Monday through to Friday; and the standard workday is eight and one half (8 ½) hours scheduled

18 h, avec une interruption d'une heure pour le repas du midi.

b) la semaine normale de travail de l'équipe du soir ou de nuit s'étend de lundi soir au samedi soir, et la journée normale est de huit heures et demie (8 ½) consécutives dont la majeure partie des heures est située en dehors de celles de l'équipe de jour.

4.02 Compte tenu des paragraphes 4.05, 4.06, 4.07 et 4.09 s'ils doivent recevoir application, dans les terrains ou postes de stationnement, postes de lavage, postes d'essence et les stations-service la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures, étalée sur (6) jours de neuf (9) heures chacun. Le salarié a droit à un (1) jour complet de repos hebdomadaire.

4.03 Compte tenu des paragraphes 4.05, 4.06, 4.08 et 4.09 s'ils doivent recevoir application, dans les centres de vente de pièces et accessoires au détail, la semaine normale de travail est de quarante-huit (48) heures, étalée entre 8 h et 18 h du lundi au mercredi inclusivement, entre 8 h et 21 h le jeudi et le vendredi, et entre 8 h et 17 h le samedi (exception faite pour la période du 11 au 23 décembre : entre 8 h et 21 h, et pour les 24 et 31 décembre : entre 8 h et 18 h.) Les cédules individuelles d'heures normales de travail doivent comprendre une interruption d'une (1) heure pour les repas du midi et du soir et elles peuvent être changées moyennant avis préalable de quinze (15) jours au Comité paritaire chargé de l'application du présent décret. Un salarié ne doit travailler à temps normal, qu'un seul soir par semaine.

4.04 Compte tenu des paragraphes 4.05, 4.06, 4.07, 4.08 et 4.09 s'ils doivent recevoir application, dans tout établissement autre que ceux spécifiquement visés aux paragraphes 4.01, 4.02 et 4.03, les heures normales de travail sont les suivantes :

1) À compter de l'entrée en vigueur : la semaine normale est de quarante-trois heures et trois-quarts (43 ¾) avec les assignations quotidiennes régulières suivantes :

a) la semaine normale de travail de l'équipe du jour s'étend de lundi au vendredi inclusivement, et la journée normale est de huit heures et trois quarts (8 ¾) consécutives entre 7 h 30 et 18 h, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

b) la semaine normale de travail de l'équipe du soir ou de nuit s'étend de lundi soir au samedi avant-midi, et la journée normale est de huit heures et trois quarts (8 ¾) consécutives dont la majeure partie des heures est située en dehors de celles de l'équipe de jour avec une interruption d'une (1) heure pour un repas.

c) quant aux assignations quotidiennes pour une équipe de jour, sous réserve de l'alinéa d) et sauf s'il y a entente au contraire dans une convention collective au sens du Code du travail, elles doivent se situer :

between 7:30 a.m. and 6:00 p.m., with one hour off for the noon meal.

(b) the standard workweek for the night or evening shift extends from Monday evening through to Saturday evening, and the standard workday is eight and one half (8 ½) consecutive hours, of which the major part is outside the day shift's working hours.

4.02 Taking into consideration subsections 4.05, 4.06, 4.07 and 4.09 of this section, if they are to be enforced, in parking lots or parking garages, car washes, gasoline stations, and service stations as heretofore defined the standard workweek is fifty-four (54) hours scheduled over six (6) days, each day being of a nine (9) hours duration. The employee is entitled to one (1) day off per week.

4.03 Taking into consideration 4.05, 4.06, 4.08 and 4.09 of this section if they are to be enforced, in parts and accessories centres as heretofore defined, the standard workweek is forty-eight (48) hours, scheduled between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Wednesday inclusively, between 8.00 a.m. and 9.00 p.m. Thursday and Fridays, and between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Saturdays (exceptions are made for the period December 11-23: between 8.00 a.m. and 9.00 p.m., and for the 24th and the 31st of December : between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.). Individual schedules for standard working hours shall include a one hour interruption for the noon and the evening meal and these hours may be changed on condition that a fifteen day notice be given to the Parity Committee charged with the administration of this decree. An employee shall not work regular hours more than one evening out of two per week.

4.04 Taking into consideration subsections 4.05, 4.06, 4.07, 4.08 and 4.09 of this article, if they are to be enforced, in any other establishment than those specially governed in the clauses 4.01, 4.02 and 4.03 of this section, standard working hours are as follows :

(1) From the moment this decree is put into force, the standard workweek is forty-three and three quarter hours (43 ¾) with the standard weekly breakdown of these hours as follows :

(a) the standard workweek for the day shift extends from Monday to Friday inclusively, and the standard workday is eight and three-quarter (8 ¾) consecutive hours scheduled between 7:30 a.m. and 6.00 p.m. with a one hour interruption for the noon meal;

(b) the standard workweek for the night or evening shift extends from Monday evening through to Saturday forenoon, and the standard workday is eight and three-quarter (8 ¾) consecutive hours of which the major part is scheduled outside the day shift's working hours, with one hour off for a meal;

(c) as to the daily schedules for the day shift, with respect to paragraph (d) and except if there is an agreement to the contrary in a collective agreement as defined in the Labour Code, these hours shall be scheduled :

i) entre 8 h 15 et 18 h pour tout établissement situé dans la région « A » d'une des zones I et II définies au paragraphe 3.01 de l'article 3;

ii) entre 8 h et 17 h 45 pour tout établissement situé dans la région « B » d'une des zones I et II définies au paragraphe 3.01 de l'article 3;

d) L'alinéa c) qui précède s'applique à la totalité des travailleurs d'un établissement visé par le présent décret, ou il peut l'être à la majorité de ceux-ci moyennant avis préalable de quinze (15) jours au Comité paritaire chargé de l'application du présent décret.

2) À compter du 10 avril 1972, la semaine normale est de quarante-deux heures et demies (42 ½) avec les assignations quotidiennes régulières suivantes :

a) la semaine normale de travail de l'équipe de jour s'étend du lundi au vendredi inclusivement, et la journée normale est de huit heures et demie (8 ½) consécutives entre 7 h 30 et 18 h, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi;

b) la semaine normale de travail de l'équipe du soir ou de nuit s'étend du lundi soir au samedi avant-midi et la journée normale est de huit heures et demie (8 ½) consécutives dont la majeure partie des heures est située en dehors de celles de l'équipe de jour, avec interruption d'une (1) heure pour un repas;

c) quant aux assignations quotidiennes pour une équipe de jour, sous réserve de l'alinéa d) et sauf s'il y a entente au contraire dans une convention collective au sens du Code du travail, elles doivent si situer :

i) entre 8 h 15 et 17 h 45 pour tout établissement situé dans la région « A » d'une des zones I et II définies au paragraphe 3.01 de l'article 3;

ii) entre 8 h et 17 h 30 pour tout établissement situé dans la région « B » d'une des zones I et II définies au paragraphe 3.01 de l'article 3;

d) l'alinéa c) est applicable à la totalité des travailleurs d'un établissement visé par le présent décret, ou il peut l'être à la majorité de ceux-ci moyennant avis préalable de quinze (15) jours au Comité paritaire chargé de l'application du présent décret.

4.05 Tout travail sur une équipe du soir ou de nuit, alors que le temps de cet équipe chevauche sur deux (2) jours, est réputé fait entièrement durant le premier de ces deux jours.

4.06 Les gardiens et les concierges ont une semaine normale de soixante (60) heures étalée sur six (6) jours de dix (10) heures consécutives chacun.

4.07 Le conducteur de dépanneuse n'a pas de durée déterminée de travail.

4.08 Le livreur ou camionneur, pour longue distance a une semaine normale de cinquante-quatre (54) heures.

4.09 Le préposé à l'entretien a la semaine normale prévue pour l'établissement où il travaille. Ses assignations quotidiennes sont indéterminées et elles peuvent être modifiées moyennant avis préalable de quinze (15)

(i) between 8.15 a.m. and 6.00 p.m. for any establishment located in region "A" in one of the zones I and II defined in subsection 3.01 of Section III;

(ii) between 8.00 a.m. and 5.45 p.m. for any establishment located in region "B" in one of the zones I and II defined in subsection 3.01 of Section III;

(d) paragraph (c) which precedes is applicable to all workers in an establishment governed by the present decree, or it can be applied to the majority of these workers, on condition that fifteen days notice be given to the Parity Committee charged with the administration of this decree.

(2) Beginning from April 10, 1972, the standard workweek shall be forty-two and one half (42 ½) hours with the following daily breakdown of these hours :

(a) the standard workweek of the day shift extends from Monday to Friday inclusively, and the standard workday is eight and one half (8 ½) consecutive hours between 7:30 a.m. and 6.00 p.m., with one (1) hour off for the noon meal;

(b) the standard workweek of the night or evening shift extends from Monday evening through to Saturday forenoon, and the standard day is eight and one half (8 ½) consecutive hours of which the major part is outside the hours of the day shift, with one (1) hour off for a meal;

(c) as to the daily schedules for the day shift, with respect to paragraph (d) and if there is no agreement to the contrary in a collective agreement as defined in the Labour Code, these hours shall be scheduled :

(i) between 8.15 a.m. and 5.45 p.m. for any establishment located in region "A" in one of the zones I and II defined in subsection 3.01 of Section III;

(ii) between 8.00 a.m. and 5.30 p.m. for any establishment located in region "B" of one of the zones I and II defined in subsection 3.01 of Section III;

(d) paragraph (c) is applicable to all workers of an establishment governed by the present decree, or by the majority of these workers on condition that fifteen days' notice be given to the Parity Committee charged with the administration of the present decree.

4.05 Any work performed by a night or evening shift which overlaps on two (2) days is considered time worked on the first of these two days.

4.06 Watchmen and caretakers have a standard workweek of sixty (60) hours divided over six (6) days; each of these days being ten (10) consecutive hours duration.

4.07 Tow-truck drivers have no set hours of work.

4.08 Deliverymen or truck drivers (for long distance deliveries) have a 54-hour standard workweek.

4.09 Maintenance men have the standard workweek fixed for the establishment for which they work. The daily work schedules are not fixed and they can be modified provided that a fifteen (15) days notice be given to

jours au Comité paritaire chargé de l'application du présent décret.

ARTICLE V — *Surtemps* :

5.01 Tout travail exécuté avant ou après les heures normales, ou lors d'un jour férié et payé, est rémunéré au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%), y compris la prime pour travail du soir ou de nuit, avec rémunération minimale de deux (2) heures dans le cas d'un salarié rappelé pour n'avoir pas été avisé avant de quitter sa dernière période de travail, pourvu que le salarié accomplisse tout travail que l'employeur pourra lui confier.

5.02 Toute tâche entreprise avant la fin d'une période normale de travail et terminée dans les quinze (15) minutes suivantes est rémunérée au taux normal.

ARTICLE VI — *Jours fériés* :

6.01 Les jours suivants sont des jours fériés chômés et payés :

- 1er janvier
- 2 janvier
- 24 juin
- 1er juillet
- 1er lundi de septembre (Fête du Travail)
- l'après-midi du 24 décembre
- 25 décembre
- 26 décembre
- l'après-midi du 31 décembre.

Pour les centres de vente de pièces et accessoires au détail définis au paragraphe 1.09 de l'article 1, les après-midi des 24 et 31 décembre sont remplacés par le deuxième lundi d'octobre.

6.02 À l'occasion de ces jours fériés, un salarié doit recevoir une indemnité égale à la rémunération à laquelle il a droit pour le nombre d'heures qu'il aurait travaillées si ce jour avait été ouvrable pourvu :

- a) qu'il ait été en service continu pour son employeur depuis au moins un (1) mois;
- b) qu'il ait travaillé ou qu'il ait été en congé d'absence autorisée, le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le jour férié;
- c) qu'il n'ait pas été embauché, d'une façon irrégulière ou temporaire, en qualité de préposé au service ou de pompiste dans une station-service ou un poste d'essence, terrain ou poste de stationnement.

6.03 Si l'un des jours ci-haut mentionnés comme fériés coïncide avec un jour non ouvrable, il doit être payé selon les autres dispositions du présent article, et le paiement doit être calculé sur la base du nombre d'heures prévues pour une journée normale de travail à son taux horaire normal.

6.04 Toutes les heures travaillées le jour de l'observance d'un jour férié sont des heures de surtemps au sens de l'article V et elles doivent être payées en plus de ce que déjà payé selon cet article V.

the Parity Committee charged with the administration of the present decree.

Section V — *Overtime* :

5.01 Any work performed before or after the standard hours of work or on a paid holiday, is remunerated at the rate of time and one half, this includes the differential for night or evening work, and a minimum of two hours' pay for an employee who is called back to work because he was not informed before leaving his last period of work, provide that this employee performs any work that the employer might give him.

5.02 Any work begun before the end of the standard work period and finished in the following fifteen (15) minutes is paid at the standard rate.

Section VI — *Holidays* :

6.01 The following days are general holidays with pay :

- January 1st (New Year's Day)
- January 2nd
- June 24th (Saint John the Baptist Day)
- July 1st (Dominion Day)
- The first Monday of September (Labour Day)
- The afternoon of December 24th
- December 25th (Christmas)
- December 26th
- The afternoon of December 31st

In parts and accessories retail centres as defined in subsection 1.09 of Section I the afternoons of December 24th and December 31st are replaced by the second Monday of October.

6.02 When a holiday falls on a non-working day, an employee shall receive a remuneration equal to the amount which he would have received if the said day had been a working day, provided that :

- (a) he has been in the service of his employer continuously for at least one (1) month.
- (b) he worked or was on an authorized leave or holiday, the working day before and the working day following the paid holiday;
- (c) he was not hired, on an irregular or temporary basis, as a serviceman or pump attendant in a service station or gasoline station, or on a parking lot or in a parking garage.

6.03 If one of the above mentioned holidays falls on a non-working day, it shall be paid according to the other provisions of this section, and payment shall be calculated on the basis of the number of working hours in the standard working day of the employee paid at his regular hourly wage.

6.04 All hours worked on an authorized holiday are overtime hours as defined in Section V and these hours shall be paid over and above the regular rate according to Section V.

6.05 Dans le but d'assurer le service permanent et continu d'une station-service, d'un poste d'essence ou d'un terrain de stationnement, l'employeur peut accorder, à tour de rôle, aux préposés au service et aux pompistes non visés par le paragraphe 6.02, des jours chômés et payés dans la quinzaine précédant ou suivant les jours énumérés au paragraphe 6.01.

6.06 Le paragraphe 6.01 ne s'applique pas lorsque le salarié est assujéti à une convention collective au sens du Code du travail qui prévoit au moins le même nombre de jours fériés dans une année, mais à des dates différentes.

ARTICLE VII — *Congés sociaux :*

7.01 Tout salarié qui justifie de trois (3) mois de service continu chez un employeur, bénéficiaire de son plein salaire habituel pour les heures normales qu'il aurait travaillées, et pour un certain nombre de jours ouvrables dans les cas suivants :

a) décès du père, de la mère, du conjoint, ou d'un enfant : trois (3) jours, à condition qu'il s'agisse de jours ouvrables survenant entre le jour du décès et celui des funérailles inclusivement;

b) décès d'un frère ou d'une sœur : le jour des funérailles, pour autant qu'il s'agisse d'un jour ouvrable.

7.02 Le paragraphe 7.01 s'applique seulement si le salarié prend part ou participe aux funérailles ou à ses préparatifs, à condition qu'il signe toute déclaration prévue à cet effet par l'employeur et que sur demande de ce dernier il produise toute preuve attestant du décès survenu.

ARTICLE VIII — *Congés payés annuels :*

8.01 *Période de référence :*

La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé intégral s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

8.02 *Droit au congé :*

Tout salarié qui, au 1er mai de l'année en cours, ou pendant la période de référence ci-haut définie, justifie de :

a) moins d'un an de service continu pour un même employeur, a droit à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de travail sans que la durée totale de ce congé excède deux (2) semaines;

b) un (1) an, mais moins de dix (10) ans, de service continu pour un même employeur, a droit à un congé payé continu d'une durée de deux (2) semaines;

c) dix (10) ans et plus de service continu pour un même employeur, a droit à un congé payé d'une durée totale de trois (3) semaines, dont deux doivent former un congé continu.

8.03 *Indemnités de congé :*

Tout salarié qui a droit à deux (2) semaines ou moins de congé a droit, pour ce congé, à une indemnité équiva-

6.05 For the purpose of assuring a permanent and continuing service in a service station, gasoline station or on a parking lot, the employer may grant by turns, to his servicemen and pump attendants not governed by subsection 6.02, general holidays with pay during the fifteen days preceding or the fifteen days following the days listed in subsection 6.01.

6.06 The provisions of subsection 6.01 do not apply in cases where a collective agreement as defined in the Labour Code provides the same number of holidays in a year, but on different dates.

Section VII — Compassionate leave :

7.01 Any employee who has three (3) months of continuous service with an employer, receives his full, regular salary for the standard hours he would have worked, and a certain number of working days in the following cases :

(a) death of father, mother, spouse, child; three (3) days on condition that these occurring between the day of death and the funeral day inclusively.

(b) death of a brother, or a sister : one (1) day, the funeral day, in as much as it is a working day.

7.02 It is understood that subsection 7.01 applies only if the employee takes part in or attends the funeral services or helps with the arrangements. In order to benefit, the employee shall sign a declaration prepared for this purpose by the employer, and, at the employer's request, produce any proof attesting to the death in question.

Section VIII — Annual holidays with pay :

8.01 *The qualifying period*

The period in which an employee progressively acquires the right to the full, yearly vacation period falling within May 1st of the preceding year and April 30th of the current year.

8.02 *Vacation entitlement*

Any employee who on May 1st of the current year or during the period defined above, has :

(a) less than one year of continuous service for the same employer is entitled to one day's vacation with pay for every month worked provided this period does not exceed two (2) weeks;

(b) one (1) year, but less than ten (10) years of continuous service for the same employer is entitled to two weeks' vacation with pay;

(c) ten (10) years or more of continuous service for the same employer is entitled to three weeks' vacation with pay, two (2) weeks of which must be continuous.

8.03 *Vacation pay :*

Any employee who is entitled to two weeks or less of holidays is entitled to receive an indemnity equal to

lente à quatre pour cent (4%) du gain brut durant la période de référence. Pour le salarié qui a droit à trois (3) semaines cette indemnité est équivalente à six pour cent (6%) du gain brut durant la période de référence.

8.04 Paiement de l'indemnité :

Le salarié doit recevoir l'indemnité qui lui est due avant son départ en vacances.

8.05 Période des congés :

Chaque congé doit être pris entre le 1er mai et le 31 octobre sauf que la troisième (3e) semaine de congé, peut être prise dans les six (6) mois suivants. Cette troisième semaine seule peut être fractionnée; elle peut aussi être compensée par une indemnité s'il y a entente entre l'employeur et le salarié.

8.06 Préavis :

Le salarié a le droit de connaître la période de son congé, au moins seize (16) jours à l'avance.

8.07 Indemnité au départ :

À l'occasion de la résiliation d'un contrat de travail, à cause de l'expiration de celui-ci, ou d'un départ volontaire ou de tout autre motif, le salarié doit recevoir :

a) l'indemnité qui lui est en vertu du paragraphe 8.03, s'il n'a pu jouir du congé auquel il avait droit;

b) le pourcentage, établi au paragraphe 8.03, du salaire qu'il a gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

8.08 Jours fériés :

Si un ou plusieurs jours fériés, chômés et payés, tombent pendant la période de congé de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours de congé compensatoire qu'il y a de tels jours fériés ou, s'il le désire, à l'indemnité prévue pour ces jours fériés.

8.09 Lorsque les dispositions du présent décret relatives aux congés annuels payés sont ou deviennent moins avantageuses pour le salarié que les dispositions actuelles ou futures prévues dans l'ordonnance 3, 1969, de la Commission du salaire minimum, les dispositions moins avantageuses du présent décret sont ajustées automatiquement au niveau de celles de ladite ordonnance.

ARTICLE IX — Outils :

9.01 Le salarié engagé comme homme de métier doit fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier jusqu'à un pouce et quart (1 ¼) de calibre. L'employeur doit fournir les limes, scies à fer et papier sablé.

ARTICLE X — Salaires :

10.01 Les taux de salaire minimaux sont les suivants :

four percent (4%) of the salary earned during the qualifying period. the employee entitled to three (3) weeks' paid vacation is entitled to an indemnity equal to six percent (6%) of the salary earned during the qualifying period.

8.04 Time of payment :

the employee shall receive the indemnity due before leaving for his vacation.

8.05 Vacation periods :

Each vacation period shall be taken between May 1st and October 31st except for the third week of vacation, which shall be taken in the following six (6) months. Only this third week may be divided, or it can be compensated for by an indemnity, if this latter has been agreed upon by the employer and the employee.

8.06 Notice of holidays :

The employee has the right to know the period of his vacation at least sixteen (16) days in advance.

8.07 Severance Pay :

At the termination of a work contract, because it has expired, or the employee voluntarily quits, or for any other reason, the employee is entitled to receive

(a) the indemnity due to him according to subsection 8.03 if he has not taken the vacation to which he was entitled

(b) the percentage, established by subsection 8.03, of the salary which he earned from May 1st preceding the date of his departure.

8.08 Holidays :

If one or more general holidays with pay fall during the vacation period of any employee, he is entitled to an additional day's vacation for each such general holiday, or if he so wishes, he may receive a monetary compensation for each such general holiday.

8.09 When the conditions of the present decree respecting annual paid vacations are or become less advantageous to the employee than the present or future conditions provided for in Ordinance No. 3, 1969, of the Minimum Wage Commission, the less advantageous conditions of the present decree are automatically adjusted to the level of those of the said ordinance.

Section IX — Tools

9.01 An employee hired as tradesman shall supply all tools (up to 1 ¼ in.) required to ply his trade. The employer shall supply files, steel saws and sandpaper.

Section X — Wages :

10.01 The minimum wage rates are as follows :

Taux horaires minimaux — Minimum hourly rates

Zone I

Emplois — Occupations:	Au 10 avril 1972	Au 10 oct. 1972	Au 10 avril 1973	
	From April 10, 1972	From Oct. 10, 1972	From April 10, 1973	
Receveur-expéditeur — Receiver-shipper :				
1er semestre — 1st six months	\$2.09	\$2.17	\$2.26	\$2.35
2e semestre — 2nd six months	2.32	2.41	2.51	2.61
2e année — 2nd year	2.48	2.59	2.69	2.80
3e année — 3rd year	2.60	2.70	2.81	2.92
4e année — 4th year	2.71	2.82	2.93	3.05
Livreur — Deliveryman :				
Local — Local	1.84	1.91	1.99	2.07
Longue distance — Long distance	.84	1.91	1.99	2.07
Préposé aux pièces ou aide-commis — Parts man or clerk's helper :				
1er semestre — 1st six months	2.09	2.17	2.26	2.35
2e semestre — 2nd six months	2.32	2.41	2.51	2.61
2e année — 2nd year	2.48	2.59	2.69	2.80
3e année — 3rd year	2.60	2.70	2.81	2.92
4e année — 4th year	2.71	2.82	2.93	3.05
Commis — Clerk :				
Classe « C » — Class "C"	2.78	2.89	3.01	3.13
Classe « B » — Class "B"	2.88	3.00	3.12	3.24
Classe « A » — Class "A"	3.01	3.13	3.26	3.39
Tout métier — Any trade				
Compagnon — Journeyman :				
Classe « C » ou spécialiste — Class "C", or specialist	2.95	3.07	3.19	3.32
Classe « B » ou spécialiste — Class "B", or specialist	3.11	3.23	3.36	3.49
Classe « A » ou spécialiste — Class "A", or specialist	3.29	3.42	3.56	3.70
Apprenti — Apprentice :				
1er semestre — 1st six months	2.09	2.17	2.26	2.35
2e semestre — 2nd six months	2.32	2.41	2.51	2.61
2e année — 2nd year	2.48	2.59	2.69	2.80
3e année — 3rd year	2.65	2.76	2.87	2.98
Opérateur de machines — Machine operator :				
Groupe 1 : — Group 1 :				
machine à enligner pour arbres à cames et vilebrequins — cam-shaft and crank-shaft rectifying machine :				
Après entraînement de 1,000 heures — After 1,000 hours' training				
	2.78	2.89	3.01	3.13
Avant cette période — Before such period				
	2.48	2.59	2.69	2.80

Groupe 2 : — Group 2 :

Alésage et polissage, finition de piston, axe et bielle —
boring, polishing and finishing machines for pistons,
shafts and connecting-rods :

Après entraînement de 500 heures — After 500 hours' training	2.48	2.59	2.69	2.80
Avant cette période — Before such period	2.32	2.41	2.51	2.61

Groupe 3 : autres machines — Group 3 : other machines :

Après entraînement de 150 heures — After 150 hours' training	2.32	2.41	2.51	2.61
Avant cette période — Before such period	2.19	2.27	2.36	2.45

Assembleur et préposé à la mise au point — Assembler and tune-up specialist (Carburation and ignition specialist):

Après entraînement de 1,000 heures — After 1,000 hours' training	3.01	3.13	3.26	3.39
Avant cette période — Before such period	2.83	2.94	3.06	3.18

Démonteur — Disassembler :

1ère année — 1st year	2.14	2.23	2.32	2.41
2e année — 2nd year	2.25	2.34	2.43	2.53
3e année — 3rd year	2.37	2.46	2.56	2.66

Sableur (ponceur) — Sander (polisher)	2.44	2.56	2.68	2.79
----------------------------------------------------	------	------	------	------

Aide-sableur — Sander's helper	2.23	2.34	2.44	2.54
---------------------------------------------	------	------	------	------

Vulcanisateur (rechapeur) — Vulcanizer (retreader):

1er semestre — 1st six months	1.61	1.72	1.72	1.72
2e semestre — 2nd six months	1.74	1.79	1.85	1.91
2e année — 2nd year	2.05	2.10	2.16	2.23
3e année — 3rd year	2.24	2.31	2.38	2.45

Préposé à l'entretien — Maintenance man	1.73	1.80	1.87	1.94
------------------------------------------------------	------	------	------	------

Préposé au service — Serviceman :

1er semestre — 1st six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e semestre — 2nd six months	1.51	1.56	1.61	1.66
2e année — 2nd year	1.78	1.83	1.88	1.94
3e année — 3rd year	1.95	2.01	2.07	2.13

Pompiste — Pump attendant :

1er semestre — 1st six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e semestre — 2nd six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e année — 2nd year	1.62	1.67	1.72	1.77
3e année — 3rd year	1.68	1.73	1.78	1.83

Général — General :

Chasseur, commissionnaire, concierge, gardien et autre fonction non autrement déterminée. — Car-jockey, messenger, janitor, watch-man and other occupations otherwise undertermined	1.61	1.68	1.75	1.83
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	------	------	------

Taux horaires minimaux — Minimum hourly rates

Zone II

Zone II

*Emplois — Occupations :**Receveur-expéditeur — Receiver-shipper :*

1er semestre — 1st six months	1.99	2.07	2.16	2.25
2e semestre — 2nd six months	2.22	2.31	2.41	2.51
2e année — 2nd year	2.38	2.49	2.59	2.70
3e année — 3rd year	2.50	2.60	2.71	2.82
4e année — 4th year	2.61	2.72	2.83	2.95

Livreur — Deliveryman :

Local-Local	1.74	1.81	1.89	1.97
Longue distance — Long distance	1.74	1.81	1.89	1.97

Préposé aux pièces ou aide-commis — Parts man or clerk's helper :

1er semestre — 1st six months	1.99	2.07	2.16	2.25
2e semestre — 2nd six months	2.22	2.31	2.41	2.51
2e année — 2nd year	2.38	2.49	2.59	2.70
3e année — 3rd year	2.50	2.60	2.71	2.82
4e année — 4th year	2.61	2.72	2.83	2.95

Commis — Clerk :

Classe « C » — Class "C"	2.68	2.79	2.92	3.03
Classe « B » — Class "B"	2.78	2.90	3.02	3.12
Classe « A » — Class "A"	2.91	3.03	3.16	3.29

*Tout métier — Any trade**Compagnon — Journeyman :*

Classe « C » ou spécialiste — Class "C", or specialist	2.85	2.97	3.09	3.22
Classe « B » ou spécialiste — Class "B", or specialist	3.01	3.13	3.26	3.39
Classe « A » ou spécialiste — Class "A", or specialist	3.19	3.32	3.46	3.60

Apprenti — Apprentice :

1er semestre — 1st six months	1.99	2.07	2.16	2.25
2e semestre — 2nd six months	2.22	2.31	2.41	2.51
2e année — 2nd year	2.38	2.49	2.59	2.70
3e année — 3rd year	2.55	2.66	2.77	2.88

*Opérateur de machines — Machine operator :**Groupe I : — Group I :*

machine à enligner pour arbres à cames et vilebrequins — cam-shaft and crank-shaft rectifying machine :				
Après entraînement de 1,000 heures — After 1,000 hours' training	2.68	2.79	2.81	3.03
Avant cette période — Before such period	2.38	2.49	2.59	2.70

Groupe 2 — Group 2 :

Alésage et polissage, finition de piston, axe et bielle : —
re boring, polishing and finishing machines for pistons,
shafts and connecting-rods :

Après entraînement de 500 heures — After 500 hours' training	2.38	2.49	2.59	2.70
Avant cette période — Before such period	2.22	2.31	2.41	2.51

Groupe 3 : autres machines — Group 3 : other machines :

Après entraînement de 150 heures — After 150 hours' training	2.22	2.31	2.41	2.51
Avant cette période — Before such period	2.09	2.17	2.26	2.35

Assembleur et préposé à la mise au point — Assembler and tune-up specialist (Carburation and ignition specialist) :

Après entraînement de 1,000 heures — After 1,000 hours' training	2.91	3.03	3.16	3.29
Avant cette période — Before such period	2.73	2.84	2.96	3.08

Démonteur — Disassembler :

1ère année — 1st year	2.04	2.13	2.22	2.31
2e année — 2nd year	2.15	2.24	2.33	2.43
3e année — 3rd year	2.27	2.36	2.46	2.56

Sableur (ponceur) — Sander (polisher)	2.34	2.46	2.58	2.69
Aide-sablur — Sander's helper	2.13	2.24	2.34	2.44

Vulcanisateur (rechapeur) — Vulcaniser (retreader) :

1er semestre — 1st six months	1.51	1.62	1.62	1.62
2e semestre — 2nd six months	1.64	1.69	1.75	1.81
2e année — 2nd year	1.95	2.00	2.06	2.13
3e année — 3rd year	2.14	2.21	2.28	2.35

Préposé à l'entretien — Maintenance man	1.63	1.70	1.77	1.84
------------------------------------------------------	------	------	------	------

Préposé au service — Serviceman :

1er semestre — 1st six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e semestre — 2nd six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e année — 2nd year	1.68	1.73	1.78	1.84
3e année — 3rd year	1.85	1.91	1.97	2.03

Pompiste — Pump attendant :

1er semestre — 1st six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e semestre — 2nd six months	1.50	1.50	1.50	1.50
2e année — 2nd year	1.50	1.50	1.50	1.52
3e année — 3rd year	1.50	1.50	1.53	1.58

Général — General :

Chasseur, commissionnaire, concierge, gardien et autre fonction non autrement déterminée — Car-jockey, messenger, janitor, watchman and other occupations otherwise undetermined	1.51	1.58	1.65	1.73
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	------	------	------

10.02 Garantie quotidienne :

La mention d'un nombre quelconque d'heures normales de travail ne constitue pas une garantie de travail. Cependant, tout salarié doit être rémunéré selon les dispositions du présent décret pour toutes les heures où il a été présent et disponible durant sa journée normale de travail, que son temps ait été vendu ou non. Cette disposition n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de faire des licenciements pourvu que l'intéressé en ait été avisé avant de quitter son travail lors de la dernière période de travail effectuée. Tout salarié à qui on demande de se présenter au travail au début d'une journée normale doit recevoir une rémunération égale à celle qui est fixée pour cette journée.

10.03 Travail d'une catégorie inférieure :

L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle qui est déterminée dans son certificat de qualification pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire auquel lui donne droit son certificat de qualification, tel qu'il en a fait la preuve à son employeur.

10.04 Paiement du salaire :

La paie doit être remise au salarié, une fois par semaine, au plus tard le vendredi qui suit la fin de telle semaine de travail, soit par chèque, soit en espèces, soit par dépôt au compte du salarié si ce mode de paiement est prévu dans une convention collective au sens du Code du Travail.

Toutefois, l'alinéa précédent ne s'applique pas à un établissement qui, pour des raisons de mécanisation, utilise un mode de paiement différent.

10.05 Bulletin de paie :

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

- le nom de l'employeur,
- les nom et prénoms du salarié,
- le matricule du salarié,
- l'emploi occupé par le salarié,
- la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement,
- le nombre d'heures normales,
- le nombre d'heures majorées de 50%,
- le taux horaire du salaire,
- le montant du salaire brut,
- la nature et le montant des retenues opérées,
- le montant du salaire net versé au salarié.

10.06 Travail à taux fixe :

Le travail au taux fixe est permis lorsqu'il est prévu et régi par une convention collective au sens du Code du Travail.

10.07 Primes d'équipe :

Les salariés des équipes du soir ou de nuit prévues dans l'article IV ont droit à une prime de dix cents (\$0.10) l'heure.

10.02 Daily wage guarantee :

Mention of any number of standard working hours does not constitute a work guarantee. However, every employee shall be paid according to the provisions of the present decree for any days during which he was present and available during the course of his standard working day, whether he actually worked or not during such day. This provision shall not prevent an employer from laying off an employee, provided the employee concerned has been notified thereof before leaving-time on the previous working day. Any employee required to report for work at the beginning of a regular work day shall receive payment at least equal to the regular work period fixed for that day.

10.03 Inferior type of work :

Employers may require that any employee of their establishments perform work inferior to that of his competency certificate, provided that such employee continues to be paid the wages to which his competency certificate entitles him, as proven to his employer.

10.04 Payment of wages :

Employees shall be paid once a week by at least the Friday that follows the end of such work week, either by cheque, cash or by means of a deposit in the employee's name, provided that such deposit be provided for in collective agreement as defined in the Labour Code.

However, the preceding paragraph does not apply to establishments which, by reason of mechanization, use another pay system.

10.05 Earnings Statement :

The following particulars shall be listed on the pay envelope, cheque or separate earnings statement :

- employer's name;
- employee's name in full;
- employee number;
- employee's occupation;
- payment date and corresponding work period;
- number of regular hours;
- number of hours at time and a half;
- hourly wage rate;
- gross amount of wages;
- type and amount of deductions made;
- take-home pay.

10.06 Flat rate work :

Work on a flat rate basis is allowed if it has been provided for, and governed by a collective agreement as defined in the Labour Code.

10.07 Shift differential :

The employees of the day or night shifts as provided for in Section IV are entitled to a shift differential of ten cents (\$0.10) per hour.

10.08 *Salaire minimum :*

Lorsque la rémunération hebdomadaire du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret, est ou devient inférieure à la rémunération à laquelle il aurait droit si elle était calculée selon les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, l'employeur doit verser au salarié la rémunération calculée selon les dispositions de ladite ordonnance.

ARTICLE XI — *Comité paritaire*

11.01 Le Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie est chargé de surveiller et d'assurer l'observance du présent décret.

ARTICLE XII — *Durée*

12.01 Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, et il demeure en vigueur jusqu'au 9 octobre 1974 inclusivement.

Le décret se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins qu'une des parties contractantes ne donne à toutes les autres parties un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 10 octobre 1974 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44702 — o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil exécutif
Numéro 353-72

Québec, le 2 février 1972

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT les modifications à la réglementation de l'accréditation des libraires.

ATTENDU QUE le paragraphe *a*) de l'article 10 de la Loi de l'accréditation des libraires permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour déterminer les qualités requises et les conditions à remplir d'une personne qui sollicite l'accréditation ou un renouvellement;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les règlements relatifs à l'accréditation des libraires (A.C. 2800 du 2 août 1971).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles :

QUE soient approuvées les modifications apportées aux règlements relatifs à l'accréditation des libraires.

Les règlements se liront dorénavant comme suit : voir annexe A.

L.R-174

10.08 *Minimum Wage :*

Whenever the weekly remuneration of the employee, determined according to the conditions of the present decree, is or becomes inferior to the remuneration to which he has a right according to the provisions of Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, the employer shall give the employee the remuneration fixed according to the provisions of the said ordinance.

Section XI Parity Committee :

11.01 The automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley is charged with the enforcement of the present decree.

Section XII Duration :

12.01 The present decree comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, and it remains in force until October 9, 1974, inclusively.

The present decree renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary in writing, at least sixty days (60) and not less than thirty (30) days before October 10, 1974, or any subsequent year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour and Manpower.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44702-o

Order in Council
Executive Council Chamber
Number 353-72

Québec, February 2, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the amendments to the Regulation respecting booksellers accreditation

WHEREAS under paragraph *a* of sections 10 of the Booksellers Accreditation Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the qualifications required of and the conditions to be fulfilled by any person applying for accreditation or renewal;

WHEREAS it is expedient to amend the regulation respecting booksellers accreditations (O.C. 2800 of August 2, 1971).

Therefore, it is ordered, on the recommendation of the Minister of Cultural Affairs :

THAT the amendments to the Regulation respecting booksellers accreditation be approved.

The regulation shall hereafter read as follows : See Schedule A.

QUE les arrêtés en conseil numéro 2800 en date du 2 août 1971, numéro 3298 en date du 29 septembre 1971 et numéro 168-72 en date du 19 janvier 1972 soient abrogés.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE A

Règlements concernant l'agrément des librairies

1.0 *Définition* : Dans le présent règlement, l'expression « agrément des librairies » équivaut à « accréditation des librairies »; l'expression « requérant » désigne toute personne qui sollicite un certificat d'agrément pour une librairie;

2.0 *Conditions d'agrément d'une librairie* : Pour que soit accordé un certificat d'agrément à une librairie, le requérant doit en tout temps posséder les qualités décrites ci-dessous et répondre aux conditions suivantes :

2.1 *Qualités requises*

- a) avoir sa principale place d'affaires au Québec;
- b) tenir un établissement accessible de la voie publique ou du mail d'un centre commercial, avec enseigne et vitrine en façade, ouvert toute l'année conformément aux règlements municipaux et aux usages commerciaux de l'endroit;
- c) dans une municipalité de plus de 10,000 habitants, posséder un stock de livres neufs en langue française et/ou en langue anglaise, sans compter les manuels scolaires qui apparaissent sur les listes des manuels agréés par le ministre de l'éducation :
 - 1° d'une valeur d'au moins \$15,000 au coût d'achat;
 - 2° comportant un nombre minimum de 5,000 titres à l'étalage, dont au moins 700 d'auteurs canadiens, dans le cas des librairies qui tiennent un rayon de littérature générale, et de 400 d'auteurs canadiens dans le cas des autres librairies;
- d) dans une municipalité de moins de 10,000 habitants, posséder un stock de livres neufs et variés en langue française et/ou en langue anglaise, sans compter les manuels scolaires qui apparaissent sur les listes des manuels agréés par le ministre de l'éducation :
 - 1° d'une valeur de \$10,000 au prix d'achat;
 - 2° comportant un nombre minimum de 3,000 titres à l'étalage, dont au moins 500 d'auteurs canadiens, dans le cas des librairies qui tiennent un rayon de littérature générale, et de 300 d'auteurs canadiens dans le cas des autres librairies;
- e) posséder un équipement bibliographique suffisant dans la langue et le domaine de sa spécialité, comprenant au moins les catalogues les plus récents des principaux éditeurs, les répertoires de l'année courante des ouvrages disponibles, les catalogues collectifs et les listes d'ouvrages approuvés ou recommandés par le Gouvernement, ainsi qu'un abonnement aux bulletins bibliographiques professionnels;

THAT Orders in Council numbers 2800 of August 2, 1971, 3298 of September 29, 1971 and 168-72 of January 19, 1972 be repealed.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE A

Regulation respecting booksellers accreditation

1.0 *Definition* : In this regulation the expression "booksellers accreditation" is equivalent to "booksellers accreditation" and the expression "applicant" means any person applying for a certificate of accreditation for a bookshop.

2.0 *Conditions for the accreditation of a bookshop* : For the granting of a certificate of accreditation to a bookshop the applicant must at all times be qualified as hereinafter described and comply with the following conditions :

2.1 *Qualifications required*

- (a) to have his chief place of business in Québec;
- (b) to keep a shop accessible from the street or the mall of a commercial centre, with sign and shop-window in front; such shop shall be open during the whole year in compliance with the local municipal by-laws and business customs;
- (c) in any municipality of more than 10,000 inhabitants, to have on hand unused French and/or English books, excluding the school-books on the lists approved by the Minister of Education :
 1. of a value of at least \$15,000 at purchase price;
 2. with a minimum of 5,000 titles on display, including at least 700 titles by Canadian authors in the case of bookshops with a general literature department and 400 by Canadian authors in the case of other bookshops;
- (d) in any municipality of less than 10,000 inhabitants, to have on hand a variety of unused French and/or English books, excluding the school-books on the lists approved by the Minister of Education :
 1. of a value of \$10,000 at purchase price;
 2. with a minimum of 3,000 titles on display, including at least 500 titles from Canadian authors in the case of bookshops with a general literature department and 300 from Canadian authors in the case of other bookshops;
- (e) to have adequate bibliographical equipment in the language and field of its specialty, including at least the latest catalogues from the main publishers, the current year's lists of available books, the general catalogues and the lists of books approved or recommended by the Government, and receive through subscription professional bibliographical publications;

f) avoir à son emploi un personnel permanent capable d'utiliser l'équipement bibliographique mentionné ci-dessus;

2.2 Conditions générales

- a) accepter de vendre de façon régulière et continue les livres neufs dans la langue et le domaine de sa spécialité aux institutions subventionnées et aux individus;
- b) exécuter dans un délai raisonnable les commandes de livres neufs des institutions subventionnées, dans la langue et le domaine de sa spécialité;
- c) vendre aux institutions subventionnées, conformément aux normes et conditions déterminées dans l'arrêté en conseil relatif à l'aide aux librairies agréées, les livres neufs en langue française et/ou anglaise;
- d) fournir, sur demande, au ministre des affaires culturelles tous les renseignements pertinents à l'application du présent règlement;
- e) n'être partie à aucune collusion, ne pas être en conflit d'intérêt, n'exercer aucune pression indue, ne se livrer à aucun trafic d'influence, à l'occasion de transactions avec une ou des institutions subventionnées;

2.3 Conditions particulières

A — Si le requérant est un individu, il faut qu'il soit un citoyen canadien domicilié au Québec;

B — Si le requérant est une société, il faut :

- a) que celle-ci soit constituée par les lois du Québec;
- b) que le directeur général, le directeur général adjoint et le contrôleur soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;
- c) que 50% de l'ensemble du capital versé par les associés et de l'excédent acquis appartiennent à un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec;

C — Si le requérant est une compagnie ou une corporation, il faut :

- a) que celle-ci soit constituée par les lois du Québec; cette règle, relative à l'incorporation, ne s'applique pas aux compagnies qui, constituées par les lois du Canada, exploitaient une librairie au Québec au 1er mai 1971;
- b) que la majorité des administrateurs soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;
- c) que le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;
- d) que 50% des actions émises, représentant au moins 50% des voix pouvant être exprimées, en toutes circonstances, à une assemblée d'actionnaires et 50% de l'ensemble du capital versé et de l'excédent acquis appartiennent à l'une et/ou à l'autre des personnes suivantes :
 - i) à un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec
 - ii) à une ou plusieurs compagnies ou corporations
 - aa) constituées par les lois du Québec,

(f) to have a permanent personnel trained to use the bibliographical material above-mentioned.

2.2 General conditions

- (a) to agree to sell regularly and without interruption unused books in the language and field of its specialty to subsidized institutions and to individuals;
- (b) to fill within a reasonable delay the orders of subsidized institutions for unused books, in the language and field of its specialty;
- (c) to sell subsidized institutions, in accordance with the standards and conditions determined in the order in council respecting assistance to accredited bookshops, unused French and/or English books;
- (d) upon request, to supply the Minister of Cultural Affairs with any information useful for the application of this regulation;
- (e) to take no part in any collusion, nor have any conflict of interest, nor use undue influence, nor trade in influence when dealing with one or more subsidized institutions.

2.3 Special conditions

A — If the applicant is an individual, he must be a Canadian citizen domiciled in Québec;

B — If the applicant is a partnership :

- (a) it must be incorporated under the laws of Québec;
- (b) the general manager, assistant general manager and supervisor must be Canadian citizens domiciled in Québec;
- (c) 50% of the aggregate of the capital paid up by the partners and of the acquired surplus must be owned by one or more Canadian citizens domiciled in Québec;

C — If the applicant is a company or corporation :

- (a) it must be incorporated under the laws of Québec; such rule respecting incorporation shall not apply to companies which, after having been incorporated under the laws of Canada, were operating a bookshop in Québec on the 1st of May 1971;
- (b) the majority of the directors must be Canadian citizens domiciled in Québec;
- (c) the president, general manager, assistant general manager and secretary-treasurer must be Canadian citizens domiciled in Québec;
- (d) 50% of the shares issued, representing at least 50% of the notes that might be registered at any time at a shareholders' meeting and 50% of the aggregate of the paid-up capital and of the acquired surplus, must be owned by a single one or each of the following persons :
 - (i) one or more Canadian citizens domiciled in Québec;
 - (ii) one or more companies or corporations;
 - (aa) incorporated under the laws of Québec;

- bb*) dont la majorité des administrateurs sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec,
- cc*) dont le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec,
- dd*) dont 50% des actions émises, représentant au moins 50% des voix pouvant être exprimées, en toutes circonstances, à une assemblée d'actionnaires et 50% de l'ensemble du capital versé et de l'excédent acquis appartiennent à des citoyens canadiens domiciliés au Québec et/ou, directement ou indirectement, au gouvernement du Québec;
- D — Si le requérant est une corporation régie par la Loi des associations coopératives (S.R. 1964, ch. 292) ou par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (S.R. 1964, ch. 293), il faut que la majorité des membres ou des administrateurs, de même que le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;
- E — Quel que soit le requérant : individu, société, compagnie ou corporation, il faut que 50% de sa dette soit représentée par des engagements pris envers des personnes répondant aux conditions mentionnées à l'alinéa C, sous-alinéa *d*) ci-dessus ou envers des institutions financières faisant affaires au Québec et enregistrées au ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives;
- F — Aucun requérant ne peut recevoir un certificat d'agrément pour une librairie qui, détenant l'exclusivité de vente d'un fonds d'édition ou d'un livre quelconque, refuse de vendre aux autres librairies agréées à des conditions correspondant à celles que les librairies agréées obtiennent ordinairement d'un éditeur sur des ouvrages de même catégorie;
- 3.0 Déclaration :** Le requérant doit fournir avec sa demande d'agrément une déclaration assermentée ou solennelle certifiant qu'il possède les qualités décrites ci-dessus, qu'il répond aux conditions générales et particulières du présent règlement et qu'il donne accès à ses livres et à tous autres documents pertinents aux autorités du gouvernement du Québec pour fins de vérification.
- 4.0 Vente de manuels scolaires aux institutions subventionnées :** Une librairie agréée, pour vendre des manuels scolaires aux institutions subventionnées, doit posséder de façon permanente au moins un exemplaire de chacun des manuels proprement dits — en langue française et/ou en langue anglaise — identifiés comme tels sur les listes des manuels agréés par le ministre de l'éducation;
- 5.0 Renouvellement de l'agrément**
- 5.1 Dans les 2 mois qui précèdent l'expiration de son certificat d'agrément, toute librairie agréée qui désire obtenir le renouvellement doit adresser une demande
- (bb)* the majority of the directors of which are Canadian citizens domiciled in Québec;
- (cc)* the president, general manager, assistant general manager and secretary-treasurer of which are Canadian citizens domiciled in Québec;
- (dd)* of which 50% of the shares issued, representing at least 50% of the votes that may be exercised in all circumstances at a shareholders' meeting and 50% of the aggregate of the paid-up capital and of the acquired surplus, are owned by Canadian citizens domiciled in Québec and/or, directly or indirectly, by the Québec Government.
- D — If the applicant is a corporation governed by the Cooperative Associations Act (R.S. 1964, ch. 292) or the Savings and Credit Unions Act (R.S. 1964, ch. 293), the majority of the members or directors as well as the president, general manager, assistant general manager and secretary-treasurer must be Canadian citizens domiciled in Québec;
- E — Whoever the applicant may — individual, partnership, company or corporation — 50% of the debt thereof must consist of liabilities towards persons fulfilling the conditions mentioned in sub-paragraph *d* of paragraph C above or towards finance companies operating in Québec and registered with the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;
- F — No applicant may receive a certificate of accreditation for a bookshop if he refuses, while having exclusive rights to the sale of publications or any book, to sell to another accredited bookshop on conditions corresponding to those usually obtained from a publisher by accredited bookshops for books of the same kind.
- 3.0 Declaration :** The applicant must supply, along with his application for certification, a sworn or solemn declaration to certify that he is qualified as above described, complies with the general and special conditions of this regulation and keeps his books and every other pertinent document at the disposal of the authorities of the Québec Government for auditing purposes.
- 4.0 Sale of school-books to subsidized institutions :** To sell school-books to subsidized institutions any accredited bookshop must always have on hand at least one copy of each of the French and/or English school-books properly so called and mentioned as such on the lists of the text-books approved by the Minister of Education.
- 5.0 Accreditation renewed**
- 5.1 Any accredited bookshop wishing to have its certificate of accreditation renewed must send, within 2 months before the expiry of the latter, an application

à cette fin, en la forme prescrite, au ministre des affaires culturelles qui la soumet pour avis au Comité consultatif du Livre.

5.2 Lors d'un réaménagement de locaux, ou d'un déménagement, le détenteur d'un certificat d'agrément doit faire, dans les 8 jours de son réaménagement ou de son déménagement, une nouvelle demande d'agrément, son certificat demeurant en vigueur jusqu'à ce que le ministre des affaires culturelles se soit prononcé sur sa nouvelle demande;

5.3 Lors de l'acquisition d'une librairie agréée, le nouveau propriétaire doit faire une nouvelle demande d'agrément.

6.0 Dispositions transitoires

6.1 Toutes les librairies dont le certificat d'agrément expirait le 31 mars 1971 qui ne possèdent pas les qualités requises par l'article 2.1, ont jusqu'au 1er avril 1972 pour se conformer auxdites exigences;

6.2 Toutes les librairies qui détenaient au 31 mars 1971 un certificat d'agrément et qui ne répondent pas aux conditions particulières prévues au présent règlement, ont jusqu'au 30 avril 1973 pour se conformer auxdites conditions particulières sous réserve de la clause contenue dans C, a) concernant l'incorporation, de l'article 2.3.

7.0 Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

44703-o

**Arrêté en Conseil
Chambre du Conseil Exécutif
Numéro 354-72**

Québec, le 2 février 1972

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide aux librairies agréées.

ATTENDU qu'il y a lieu de favoriser la diffusion du livre au Québec et son accessibilité au public.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles :

1.0 *Modalités d'achats que doivent respecter les institutions subventionnées*

QUE pour bénéficier de subventions, autres que statutaires, du gouvernement du Québec pour fins d'achats de livres neufs (dans le présent arrêté ministériel, ce terme comprend aussi les éléments pédagogiques, tels que guides du maître, tests, fiches, matériel audiovisuel qui apparaissent sur les listes des manuels agréés par le ministre de l'éducation ou qui complètent lesdits manuels), en langues française et anglaise, de toutes provenances, les institutions subventionnées telles que bibliothèques publiques, corporations municipales, commissions scolaires, hôpitaux et institutions d'enseignement, doivent effectuer lesdits achats dans les librairies

for such purpose, in the prescribed form, to the Minister of Cultural Affairs who shall submit such application to the appreciation of the Advisory Committee on Books.

5.2 When renovating the premises or moving, the holder of a certificate of accreditation must apply again, within 8 days after such renovating or moving, for accreditation, his certificate remaining in force until the Minister of Cultural Affairs has come to a decision as to such new application.

5.3 When an accredited bookshop is sold, the new owner must send a new application for accreditation.

6.0 *Transitional provisions*
6.1 Every bookshop the certificate of accreditation of which has expired on the 31st of March 1971 and which does not comply with the qualifications required by section 2.1 shall have until the 1st of April 1972 to comply with the said requirements.

6.2 Every bookshop which held, on the 31st of March 1971, a certificate of accreditation, and does not comply with the special conditions provided in this regulation shall have until the 30th of April 1973 to comply with the said special conditions subject to the clause contained in sub-paragraph a) of paragraph C in section 2.3, respecting incorporation.

7.0 This regulation shall come into force from the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

44703-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 354-72

Québec, February 2, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING assistance to accredited bookshops.

WHEREAS it is expedient to promote the distribution of books in Québec and make them more readily available to the public.

THEREFORE, it is ordered, on the recommendation of the Minister of Cultural Affairs :

1.0 *Purchasing clauses to be complied with by subsidized institutions*

THAT, in order to be eligible to non-statutory grants from the Québec Government towards the purchase of unused French and English books from all points of origin (in this order in council such term also includes pedagogical materials such as teachers handbooks, tests, index cards and audio-visual material mentioned in the lists of books approved by the Minister of Education or complementary to such books), subsidized institutions such as public libraries, municipal corporations, school boards, hospitals and educational establishments must purchase such books from bookshops accredited by the Minister of Cultural Affairs and prepared to supply

ries agréées par le ministre des affaires culturelles, qui sont en mesure de leur fournir les livres et le service requis. Dans le présent arrêté en conseil, l'expression « librairie agréée » équivaut à « librairie accréditée ».

2.0 Régionalisation des achats

2.1 QUE les institutions subventionnées doivent effectuer lesdits achats dans les librairies agréées situées dans leur région administrative, telle qu'établie par l'arrêté en conseil numéro 524 en date du 29 mars 1966;

2.2 QUE les institutions universitaires, collégiales, les bibliothèques publiques, les bibliothèques médicales des institutions hospitalières peuvent cependant acheter de toute librairie agréée, qu'elle soit ou non située dans leur région administrative, et qu'elles répartissent équitablement leurs achats entre au moins 3 librairies agréées n'appartenant pas à la même personne;

2.3 QUE les institutions subventionnées qui achètent des livres en langue anglaise (autres que les manuels scolaires qui apparaissent sur les listes de manuels agréés par le ministre de l'éducation) :

a) les achètent des librairies agréées, qu'elles soient ou non situées dans leur région administrative;

b) répartissent équitablement leurs achats entre au moins 3 librairies agréées n'appartenant pas à la même personne;

c) achètent lesdits livres dans des librairies agréées dans une proportion de 30% au cours de leur exercice financier actuellement en cours, de 60% au cours de leur prochain exercice financier, et de 100% au cours des exercices financiers subséquents.

3.0 Répartition des achats

3.1 QUE les institutions subventionnées, autres que celles mentionnées à l'article 2.2, répartissent équitablement leurs achats entre au moins 3 librairies agréées de leur région administrative n'appartenant pas à la même personne;

3.2 QUE les institutions subventionnées doivent présenter sur demande des pièces justificatives établissant que telle répartition équitable a été effectuée;

3.3 QUE les institutions subventionnées n'achètent pas dans les librairies dans lesquelles elles détiennent, ou des institutions subventionnées détiennent, ou des associations de telles institutions détiennent un intérêt direct ou indirect, à titre de propriétaires, ou d'associés, ou d'actionnaires, ou de membres ayant droit de vote;

3.4 QUE les institutions subventionnées n'achètent pas dans les librairies agréées dans lesquelles une ou des personnes participant aux décisions administratives desdites institutions détiennent un intérêt direct ou indirect à titre de propriétaires, ou d'associés, ou d'actionnaires, ou de membres ayant droit de vote;

3.5 Nonobstant les alinéas 3.3 et 3.4, les institutions universitaires à cause de la nature de leurs besoins, peuvent se procurer dans les librairies agréées dont elles sont les propriétaires.

such institutions with the necessary books and services. In this order in council the expression "librairie agréée" in the French text is equivalent to "librairie accréditée" (accredited bookshop).

2.0 Regionalization of purchases.

2.1 THAT subsidized institutions must purchase the said books in the accredited bookshops located in their administrative regions as determined by order in council number 524 of March 29, 1966.

2.2 THAT university and College institutions, public libraries and the medical libraries of hospital institutions may however purchase from any accredited bookshop, whether or not the latter be located in their administrative region, provided they divide such purchases fairly among at least 3 accredited bookshops not owned by the same person.

2.3 THAT the subsidized institutions purchasing English books (other than the school-books on the lists approved by the Minister of Education) :

(a) shall purchase such books from accredited bookshops, whether or not the latter be located in their administrative region;

(b) shall divide such purchases fairly among at least 3 accredited bookshops not owned by the same person;

(c) shall purchase the said books in accredited bookshops in a proportion of 30% during their present fiscal year, 60% during their next fiscal year and 100% during subsequent fiscal years.

3.0 Dividing purchases.

3.1 THAT the subsidized institutions not mentioned in section 2.2 shall divide their purchases fairly among at least 3 accredited bookshops of their administrative region and not owned by the same person.

3.2 THAT subsidized institutions must supply upon request vouchers proving that such fair division has been made.

3.3 THAT subsidized institutions shall not purchase, from bookshops in which they themselves or subsidized institutions or any association of such institutions hold a direct or indirect interest as owners, partners, shareholders or members qualified to vote.

3.4 THAT subsidized institutions shall not purchase, from accredited bookshops wherein one or more persons taking part in the administrative decisions of the said institutions hold a direct or indirect interest as owners, partners, shareholders or members qualified to vote.

3.5 Notwithstanding sections 3.3 and 3.4, university institutions may purchase, on account of the nature of their needs, from accredited bookshops owned by themselves.

4.0 Prix que doivent payer les institutions subventionnées

4.1 QUE les institutions subventionnées ne sont assujetties à l'obligation d'acheter les livres neufs en langues française ou anglaise dans les librairies agréées que pour autant :

- a) que les librairies agréées — pour les livres étrangers non soumis à une exclusivité au Canada que lesdites librairies peuvent acheter en monnaies étrangères de l'éditeur étranger original (ou de son diffuseur exclusif étranger) — leur vendent lesdits livres aux taux de conversion des monnaies étrangères en dollars canadiens qui apparaissent au tableau A ci-joint;
- b) que les librairies agréées — pour les livres sous copyright canadien que lesdites librairies peuvent acheter de l'éditeur canadien original (ou de son diffuseur exclusif) — leur vendent lesdits livres aux prix de catalogue fixés par l'éditeur canadien, soit diminués d'une remise, soit majorés, le cas échéant, d'une marge pour services rendus, toutes deux déterminées comme il est indiqué au tableau B ci-joint;
- c) que les librairies agréées — pour les livres étrangers soumis à une exclusivité au Canada que lesdites librairies peuvent acheter du diffuseur exclusif — leur vendent lesdits livres aux prix de catalogue fixés par le diffuseur exclusif, soit diminués d'une remise, soit majorés, le cas échéant, d'une marge pour services rendus, comme il est indiqué au tableau B ci-joint;
- d) que les librairies agréées — pour les manuels scolaires agréés par le ministre de l'éducation que lesdites librairies peuvent acheter en monnaie canadienne de l'éditeur original (ou de son diffuseur exclusif) — leur vendent lesdits manuels aux prix de catalogue fixés par l'éditeur (ou son diffuseur), soit diminués d'une remise, soit majorés, le cas échéant, d'une marge pour services rendus comme il est indiqué au tableau C ci-joint;

4.2 Lorsqu'en appliquant les taux de conversion des monnaies étrangères mentionnés au tableau A et/ou les remises et marges mentionnées aux tableaux B et C, les librairies agréées arrivent à des prix nets unitaires en dollars canadiens qui comportent une fraction, les prix nets unitaires que doivent payer les institutions subventionnées sont arrondis au cent supérieur si la fraction est de 5/10 et plus et au cent inférieur si la fraction est inférieure à 5/10;

4.3 QUE les prix établis selon les modalités prévues aux tableaux A, B et C n'incluent pas le coût des reliures, ajoutées à la demande de l'acheteur, de la préparation matérielle pour bibliothèques (inscription de la cote, fourniture de fiches et de pochettes, encollage des couvertures originales sur la reliure, revêtement protecteur, etc.) ni les frais de transport qui ne peuvent être facturés si l'institution subventionnée est située dans la même région administrative que le fournisseur;

4.0 Price to be paid by subsidized institutions.

4.1 THAT subsidized institutions shall be bound by the obligation to purchase unused French or English books in accredited bookshops only insofar as :

- (a) accredited bookshops — as regards foreign books not under exclusive distributing rights in Canada which the said bookshops may purchase in foreign currency from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor) — sell them the said books at the Canadian dollar exchange rates shown on table A hereto annexed;
- (b) accredited bookshops — as regards the books under Canadian copyright which the said bookshops may purchase from the original Canadian publisher (or his exclusive distributor) — sell them the said books at the list price fixed by such Canadian publisher, either at a discount or as the case may be, at a marginal increase for services rendered, both determined as shown on table B hereto annexed;
- (c) accredited bookshops — as regards foreign books, under exclusive distributing rights in Canada which the said bookshops may purchase from the exclusive distributor — sell them the said books at the list price fixed by such exclusive distributor, either at a discount or, as the case may be, at a marginal increase for services rendered, as shown on table B hereto annexed;
- (d) accredited bookshops — as regards the school-books — approved by the Minister of Education which the said bookshops may purchase in Canadian currency from the original publisher (or his exclusive distributor) — sell them the said books at the list prices fixed by such publisher (or his distributor), either at a discount or, as the case may be, at a marginal increase for services rendered, as shown on table C hereto annexed.

4.2 When accredited bookshops, by applying the exchange rates for foreign currency mentioned in table A and/or the discounts and margins mentioned in tables B and C, arrive at net unit prices in Canadian dollars which entail a fraction, the net unit prices to be paid by subsidized institutions shall be rounded off to one cent higher of such fraction is 5/10 or more and to one cent lower if such fraction is less than 5/10.

4.3 THAT the prices established under the clauses provided in tables A, B and C do not include the costs of binding added at the purchaser's request, of technical adjustments for libraries (marking catalogue numbers, supplying index-cards and pockets, gluing original covers over bindings, dust-covers, etc.) or transport costs, which may not be charged if the subsidized institution is located in the same administrative region as the supplier.

4.4 QUE les prix établis ainsi qu'il est dit dans le présent article ne peuvent être ni augmentés ni diminués de quelque façon que ce soit, par des avantages déguisés ou par des remises et escomptes autres que ceux prévus au présent règlement;

4.5 QUE la ristourne attribuée à ses membres ou à ses usagers par une corporation régie par la Loi des associations coopératives ou par la Loi des caisses d'épargne et de crédit constitue une remise au sens du paragraphe précédent.

5.0 *Service des achats du gouvernement, ministères et organismes gouvernementaux*

QUE le Service des Lettres du ministère des Affaires culturelles fasse tenir périodiquement au Service général des achats, aux ministères et organismes gouvernementaux, la liste complète des librairies agréées, classées par région administrative, où ils pourront acheter leurs livres.

6.0 *Renseignements exigés des librairies et marquage des livres*

6.1 QUE, lorsque les librairies agréées vendent aux institutions subventionnées des livres étrangers non soumis à une exclusivité au Canada que lesdites librairies ont achetés ou qu'elles pouvaient acheter de l'éditeur étranger original (ou de son diffuseur exclusif étranger) en monnaies étrangères, les institutions subventionnées exigent que les librairies agréées fassent figurer sur leurs factures, en regard de chaque titre ou, dans le cas de livres qui font partie d'une collection à prix uniforme, en regard du nom de la collection, les mentions suivantes :

- 1) le prix de catalogue étranger en vigueur au moment de la commande du livre ou de la collection;
- 2) le code tiré du tableau A ci-joint qui donne le pays d'origine et le taux de conversion applicable;
- 3) le prix net unitaire en dollars résultant de cette conversion;

QUE, pour fins de contrôle, les librairies agréées fassent figurer dans ces livres à l'endroit habituel ledit prix de catalogue étranger desdits livres, ainsi que le code;

6.2 QUE, dans le cas des livres autres que ceux mentionnés à l'article 6.1, les institutions subventionnées exigent que les librairies agréées fassent figurer sur leurs factures :

- 1) le prix de catalogue en dollars canadiens du livre ou de la collection;
- 2) le code tiré des tableaux B et C ci-joints;
- 3) le prix net unitaire en dollars canadiens;

QUE, pour fins de contrôle, les librairies agréées fassent figurer dans ces livres à l'endroit habituel ledit prix de catalogue de l'éditeur ainsi que le code;

6.3 QUE les librairies agréées fassent apparaître en fin de facture, séparément des livres, le prix des reliures

4.4 THAT the prices established in the manner described in this section may not be increased or lowered in any way by concealed benefits or commissions and discounts other than those provided in this regulation.

4.5 THAT the refund granted to its members or clients by any corporation governed by the Cooperative Associations Act or the Savings and Credit Unions Act shall constitute a commission within the meaning of the preceding section.

5.0 *The Government Purchasing Service and Government departments and bodies.*

THAT the Literary Service of the Department of Cultural Affairs shall send periodically, to the Government Purchasing Service and to the Government departments and bodies, a complete list of accredited bookshops, classified by administrative regions, where they may purchase their books.

6.0 *Information required from bookshops and marking the price of books.*

6.1 THAT, when accredited bookshops sell, to subsidized institutions, foreign books not under exclusive distributing rights in Canada and which the said bookshops have bought or could buy from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor) in foreign currency, subsidized institutions shall see that accredited bookshops enter in their invoices, opposite each title or, in the case of books of a collection at a uniform price, opposite the name of such collection, the following particulars :

- (1) the foreign list price in force at the time when the book or collection is ordered;
- (2) the code number from table A hereto annexed indicating the name of the country of origin and the applicable exchange rate;
- (3) the net unit price in dollars after such exchange rate has been applied.

THAT, for control purposes, accredited bookshops mark in such books and at the usual place the said foreign list prices of the said books and the code numbers.

6.2 THAT, in the case of books other than those mentioned in section 6.1, subsidized institutions shall see that accredited bookshops enter in their invoices :

- (1) the list price in Canadian dollars of the book or collection;
- (2) the code number from tables B and C hereto annexed;
- (3) the net unit price in Canadian dollars.

THAT, for control purposes, accredited bookshops mark in such books and at the usual place the said list price of the publisher and the code number.

6.3 THAT accredited bookshops enter at the end of the invoice, after the amount for books, the price of the

binding added at the purchasers's request, of the technical adjustment for libraries and the transport costs, if any.

7.0 Exceptions

THAT the following unused French and English books may be purchased elsewhere than in accredited bookshops:

7.1 Scientific, technical and medical books in French which retail for more than \$11. and are listed among the titles subject to a grant when sold in universities under Franco-Québec agreements.

7.2 Books — other than school-books on the lists of books approved by the Minister of Education — which publishers (or their exclusive distributors) have chosen to distribute solely through other channels than bookshops and which have been entered in the register of books, collections and goewill, such register being kept at the Department of Cultural Affairs and open to inspection by subsidized institutions and accredited bookshops;

7.3 Old and rare books, that is those the publisher (or the exclusive distributor) of which has ceased to supply them to accredited bookshops for at least one year and the reprint of which has not yet been announced.

7.4 Collectors' books, that is those in limited and numbered editions distinguished by the quality of the paper, the typography, or, on occasion, the illustrations.

7.5 The tentative publishing of school-books not yet approved by the Minister of Education ceded or sold by a publisher to a subsidized institution, on special terms, so that the latter may test such books in certain classes.

7.6 Official publications of the Government and international organizations.

8.0 Special provision.

THAT this regulation not restrict the agreements signed between the Government of Québec and any other Government.

9.0 Final provision.

THAT order in council number 2801 of August 4, 1971, be repealed.

DULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

ajoutées à la demande de l'acheteur, de la préparation matérielle pour bibliothèques et les frais de transport, s'il y a lieu.

7.0 Exceptions

QUE les livres neufs suivants en langues française et anglaise peuvent être achetés ailleurs que dans les librairies agréées:

7.1 Les livres scientifiques, techniques et médicaux, en langue française, qui ont un prix de détail excédant et qui apparaissent sur la liste des titres bénéficiant d'une subvention à la vente en milieux universitaires en vertu des accords franco-québécois;

7.2 Les livres — autres que les manuels scolaires qui apparaissent sur les listes des manuels agréées par le ministre de l'éducation — que les éditeurs (ou leurs diffuseurs exclusifs) ont choisi de distribuer uniquement par des circuits autres que celui de la librairie et qui ont été inscrits au registre des livres, collections ou fonds, registre tenu à cet effet au ministère des affaires culturelles pour consultation par les institutions subventionnées et par les librairies agréées;

7.3 Les livres anciens et les livres rares, c'est-à-dire ceux dont l'éditeur (ou le diffuseur exclusif) a cessé la fourniture aux librairies agréées depuis au moins un an et dont la réimpression n'est pas annoncée;

7.4 Les livres de bibliophilie, c'est-à-dire les ouvrages à tirage limité et numéroté, caractérisé par la qualité du papier, de la typographie et éventuellement des illustrations;

7.5 Les éditions de rodage de manuels scolaires non encore agréés par le ministre de l'éducation qu'un éditeur cède ou vent à une institution subventionnée, à des conditions spéciales, pour que celle-ci en fasse l'expérimentation dans certaines classes;

7.6 Les publications officielles des gouvernements et des organisations internationales.

8.0 Disposition particulière

QUE le présent règlement ne porte pas atteinte aux ententes conclues entre le gouvernement du Québec et tout autre gouvernement.

9.0 Disposition finale

QUE l'arrêté en conseil numéro 2801 en date du 4 août 1971 soit abrogé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Définitions des expressions employées dans les tableaux A, B et C

(a) « Livres étrangers, non soumis à une exclusivité au Canada, que les librairies agréées peuvent acheter en monnaies étrangères » désigne les livres publiés à l'étranger, sous copyright étranger, que les librairies

Définitions of the expressions used in tables A, B and C

(a) "Foreign books not under exclusive distributing rights in Canada and that accredited bookshops may purchase in foreign currency" means books published outside Canada, under foreign copyright, which may be

TABLEAU A

PRIX QUE DOIVENT PAYER LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

Livres étrangers, non soumis à une exclusivité au Canada, que les librairies agréées peuvent acheter de l'éditeur étranger original (ou de son diffuseur exclusif) et qui leur sont facturés en monnaies étrangères;

Remise de base obtenues par les librairies agréées	Catégories de livres correspondant en général aux remises de base ci-contre	Taux de conversion des monnaies étrangères servant à déterminer les prix nets que doivent payer les institutions sur les livres provenant de					
		France	Belgique	Suisse	É.U. soumis à aucun droit de douane	É.U. soumis à des droits de douane	Grande-Bretagne
40% et 38%	Littérature générale, ouvrages pour la jeunesse, livres d'art, littérature religieuse, utilité pratique, collections de poche, etc.	.206 (F-1)	.024 (B-1)	.27 (S-1)	.90 (E-1)	1.00 (ED-1)	2.7 (G-1)
35% et 33 1/3%	-idem-	.215 (F-2)	.0255 (B-2)	.285 (S-2)	.90 (E-2)	1.00 (ED-2)	2.85 (G-2)
30% et 25%	Dictionnaires, encyclopédies, livres scientifiques et techniques, médecine, droit, érudition, enseignement, manuels scolaires agréés par le min. de l'éducation, etc.	.23 (F-3)	.027 (B-3)	.30 (S-3)	1.05 (E-3)	1.15 (ED-3)	3.0 (G-3)
20%	Érudition, encyclopédies, etc.	.26 (F-4)	.031 (B-4)	.34 (S-4)	1.05 (E-4)	1.15 (ED-4)	3.4 (G-4)
15%	-idem-	.26 (F-5)	.031 (B-5)	.34 (S-5)	1.20 (E-5)	1.30 (ED-5)	3.4 (G-5)
10%	-idem-	.26 (F-6)	.031 (B-6)	.34 (S-6)	1.20 (E-6)	1.30 (ED-6)	3.4 (G-6)
0%	-idem-	.26 (F-7)	.031 (B-7)	.34 (S-7)	1.20 (E-7)	1.30 (ED-7)	3.4 (G-7)

TABLEAU B

PRIX QUE DOIVENT PAYER LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

- Livres canadiens que les librairies agréées peuvent acheter en monnaie canadienne de l'éditeur canadien original (ou de son diffuseur exclusif);
- Livres étrangers soumis à une exclusivité au Canada que les librairies agréées peuvent acheter en monnaie canadienne du diffuseur exclusif;
 - ...à l'exception dans les deux cas, des manuels scolaires agréés par le ministre de l'éducation;

TABLE A

PRICES TO BE PAID BY SUBSIDIZED INSTITUTIONS

Foreign books not under exclusive distributing rights in Canada, that accredited bookshops may purchase from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor) and for which they are billed in foreign currency.

Basic discounts obtained by accredited bookshops	Categories of books generally corresponding to the basic discounts oppo-	Foreign currency exchange rate used to determine the net prices to be paid by institutions for books from					
		France	Belgium	Switzerland	U.S.A. When there are customs duties	U.S.A. When there are customs duties	Great Britain
40% and 38%	General literature, books for youth, art books, religious and applied literature, pocket-book collections, etc.	.206 (F-1)	.024 (B-1)	.27 (S-1)	.90 (E-1)	1.00 (ED-1)	2.7 (G-1)
35% and 33½%	-idem-	.215 (F-2)	.0255 (B-2)	.285 (S-2)	.90 (E-2)	1.00 (ED-2)	2.85 (G-2)
30% and 25%	Dictionaries, encyclopaediae, scientific and technical, medical, law, scholarly and teaching books, school-books approved by the Dept. of Education, etc.	.23 (F-3)	.027 (B-3)	.30 (S-3)	1.05 (E-3)	1.15 (ED-3)	3.0 (G-3)
20%	Scholarly books, encyclopaediae, etc.	.26 (F-4)	.031 (B-4)	.34 (S-4)	1.05 (E-4)	1.15 (ED-4)	3.4 (G-4)
15%	-idem-	.26 (F-5)	.031 (B-5)	.34 (S-5)	1.20 (E-5)	1.30 (ED-5)	3.4 (G-5)
10%	-idem-	.26 (F-6)	.031 (B-6)	.34 (S-6)	1.20 (E-6)	1.30 (ED-6)	3.4 (G-6)
0%	-idem-	.26 (F-7)	.031 (B-7)	.34 (S-7)	1.20 (E-7)	1.30 (ED-7)	3.4 (G-7)

TABLE B

PRICES TO BE PAID BY SUBSIDIZED INSTITUTIONS

- Canadian books which may be purchased by certified bookshops in Canadian currency from the original Canadian publisher (or his exclusive distributor);
- Foreign books under exclusive distributing rights in Canada and that may be purchased by certified bookshops in Canadian currency from the exclusive distributor;
- ... except, in both cases, school books approved by the Minister of Education.

Remises de base obtenues par les librairies agréées	Catégorie de livres correspondant en général aux remises de base ci-contre	Remises que doivent obtenir les institutions sur les prix de catalogue canadiens	Marges pour services rendus à ajouter aux prix de catalogue canadiens que doivent payer les institutions
40% et 38%	Littérature générale, ouvrages pour la jeunesse, livres d'art, littérature religieuse, utilité pratique, collections de poche, etc.	15% (X-1)	
35% et 33 1/3%	-idem-	5% (X-2)	
30% et 25%	Dictionnaires, encyclopédies, livres scientifiques et techniques, médecine, droit, érudition, enseignement.	0% (X-3)	
20%	-idem-	0% (X-4)	
15%	Érudition, encyclopédies, etc.	0% (X-5)	
10%	-idem-		5% (X-6)
0%	-idem-		15% (X-7)

TABLEAU C

PRIX QUE DOIVENT PAYER LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

Manuels scolaires agréés par le ministre de l'éducation que les librairies agréées peuvent acheter en monnaie canadienne de l'éditeur original (ou de son diffuseur exclusif);

Remises de base obtenues par les librairies agréées	Catégories de livres correspondant en général aux remises de base ci-contre	Remises que doivent obtenir les institutions sur les prix de catalogue canadiens	Marges pour services rendus à ajouter aux prix de catalogues canadiens que doivent payer les institutions
40% et 38%	Dictionnaires, livres de lecture collective	20% (Y-1)	
35% et 33 1/3%	Dictionnaires, livres de lecture collective, etc.	20% (Y-2)	

Basic discounts obtained by accredited bookshops	Categories of books generally corresponding to the basic discounts opposite.	Discounts to be allowed to institutions on the Canadian list prices	Margins for services rendered and to be added to Canadian list prices to be paid by institutions
40% and 38%	General literature, books for youth, art books, religious and applied literature, pocket-book collections, etc.	15% (X-1)	
35% and 33½%	-idem-	5% (X-2)	
30% and 25%	Dictionaries, encyclopaediae, scientific and technical, medical, law, scholarly and teaching books	0% (X-3)	
20%	-idem-	0% (X-4)	
15%	Scholarly books, encyclopaediae, etc.	0% (X-5)	
10%	-idem-		5% (X-6)
0%	-idem-		15% (X-7)

TABLE C

PRICES TO BE PAID BY SUBSIDIZED INSTITUTIONS

School-books approved by the Minister of Education which may be purchased by accredited bookshops in Canadian currency from the original publisher (or his exclusive distributor).

Basic discounts obtained by accredited bookshops	Categories of books generally corresponding to be basic discounts opposite.	Discounts to be allowed to institutions on the Canadian list prices	Margins for services rendered and to be added to Canadian list prices to be paid by institutions
40% and 38%	Dictionaries, group reading textbooks	20% (Y-1)	
35% and 33½%	Dictionaries, group reading textbooks, etc.	20% (Y-2)	

30% et 25%	-idem-	15% (Y-3)
20%	Manuels de l'élève, tests, fiches	8% (Y-4)
15%	Manuels de l'élève	0% (Y-5)
10%	Livres du maître	5% (Y-6)
0%	-idem-	15% (Y-7)

agréées peuvent acheter directement de l'éditeur original étranger (ou de son diffuseur exclusif étranger), sans intermédiaire, et qui leur sont facturés dans la monnaie du pays étranger, au prix de catalogue de l'éditeur original (ou de son diffuseur exclusif) diminués d'une remise;

b) « livres canadiens » désigne les livres publiés au Canada, sous copyright canadien, que les librairies agréées peuvent acheter directement de l'éditeur original canadien (ou de son diffuseur exclusif canadien), sans intermédiaire, au prix de catalogue de l'éditeur (ou de son diffuseur exclusif) diminués d'une remise;

c) « Livres étrangers soumis à une exclusivité au Canada » désigne les livres publiés à l'étranger, sous copyright étranger, dont l'éditeur original a cédé la distribution exclusive au Canada à un diffuseur canadien qui a seul qualité pour les importer de l'étranger et pour en fixer le prix de catalogue au Canada et que les librairies agréées peuvent acheter directement de ce diffuseur au prix de catalogue fixés diminués d'une remise;

d) « Livres étrangers, non soumis à une exclusivité au Canada, que les librairies agréées peuvent acheter en monnaie canadienne » désigne les livres publiés à l'étranger, sous copyright étranger, que les librairies agréées peuvent acheter directement de l'éditeur original étranger (ou de son diffuseur exclusif étranger), sans intermédiaire, au prix de catalogue fixés en monnaie canadienne par ledit éditeur original étranger (ou de son diffuseur exclusif) diminués d'une remise;

e) « Manuels scolaires agréés par le ministre de l'éducation » désigne les manuels proprement dits, c'est-à-dire les livres qui sont entre les mains des élèves à l'année longue, qui apparaissent sur les listes des manuels agréés par le ministre de l'éducation, ainsi que les éléments pédagogiques tels que guides du maître, cahiers d'exer-

purchased by accredited bookshops directly from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor), without any agent, and for which they are billed in the currency of the foreign country, at the list prices of the original publisher (or his exclusive distributor), less a discount.

(b) "Canadian books" means books published in Canada, under Canadian copyright, which may be purchased by accredited bookshops directly from the original Canadian publisher (or his exclusive Canadian distributor), without any agent, at the list prices of such publisher (or his exclusive distributor), less a discount.

(c) "Foreign books under exclusive distributing rights in Canada" means books published outside Canada, under foreign copyright, the original publisher of which has granted exclusive distribution in Canada to a Canadian distributor who is the only person authorized to import them from outside Canada and fix the list prices thereof in Canada; such books may be purchased by accredited bookshops directly from such distributor at the fixed list prices, less a discount.

(d) "Foreign books not under exclusive distributing rights in Canada, which may be purchased by accredited bookshops in Canadian currency" means books published outside Canada, under foreign copyright, which may be purchased by accredited bookshops directly from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor), without any agent, at the list prices fixed in Canadian currency by the said original foreign publisher (or his exclusive distributor), less a discount.

(e) "School-books approved by the Minister of Education" means text-books properly so called, that is the books used by students the whole year long and on the lists of text-books approved by the Minister of Education, and pedagogical materials such as teachers' handbooks, exercise copy-books, tests, index cards and

30% and 25%	-idem-	15% (Y-3)
20%	Student text-books tests, index cards	8% (Y-4)
15%	Student text-books	0% (Y-5)
10%	Teachers' hand-books	5% (Y-6)
0%	-idem-	15% (Y-7)

cices, tests, fiches, matériel audiovisuel qui complètent lesdits manuels;

f) « Livres américains soumis à des droits de douane » désigne les livres en langue anglaise publiés aux États-Unis, sous copyright américain, non soumis à une exclusivité au Canada, que les librairies agréées peuvent acheter directement de l'éditeur original américain (ou de son diffuseur exclusif américain), sans intermédiaire, qui leur sont facturés en monnaie américaine, aux prix de catalogue de l'éditeur original (ou de son diffuseur exclusif), diminués d'une remise, et qui, à l'entrée au Canada, sont soumis à un droit de douane de 10% en vertu des numéros tarifaires 16900-1 et 17100-1 du tarif douanier canadien. Il s'agit en général d'ouvrages de littérature, de livres pour la jeunesse et de dictionnaires. Par opposition, les livres en langue anglaise publiés aux États-Unis qui servent à l'enseignement ne sont soumis à aucun droit de douane;

g) « Peuvent acheter » signifie que les librairies agréées peuvent se procurer les livres concernés de la façon indiquée. Si, pour des raisons de commodité, une librairie agréée achète d'un intermédiaire (grossiste canadien, grossiste étranger, commissionnaire étranger, librairie locale, etc.) des livres qu'elle aurait pu acheter directement de la façon indiquée, cela ne change pas la nature desdits livres, et les prix que doivent payer les institutions pour ces livres sont ceux qu'elles auraient eu à payer si la librairie agréée se les était procurés directement de la façon indiquée;

h) « Remises de base » désigne les remises que les éditeurs (ou leurs diffuseurs exclusifs), qu'ils soient canadiens ou étrangers, consentent, au moment de la vente, sur les prix de catalogue fixés par eux à toute librairie agréée qui achète le strict minimum d'exemplaires requis. Elle ne doit pas être confondue avec les remises surbaissées que certains éditeurs accordent à une librairie qui n'achète pas le strict minimum d'exem-

plaires, tel matériel audiovisuel, tel matériel complémentaire à la dite œuvre.

(f) "American books subject to customs duties" means English books published in the United States, under American copyright and not under exclusive distributing rights in Canada, which may be purchased by certified bookshops directly from the original American publisher (or his exclusive American distributor), without any agent, and for which they are billed in American currency at the list prices of the original publisher (or his exclusive distributor), less a discount, and which are, upon entering Canada, subject to a 10% customs duty under tariff items 16900-1 and 17100-1 of the Customs Tariff of Canada. Most of such books are literary works, books for youth and dictionaries. However, English books published in the United States and used for teaching shall be subject to no customs duties.

(g) "May be purchased" means that the books concerned may be purchased by accredited bookshops in the manner prescribed. If, on grounds of expediency, any accredited bookshop purchases from an agent (Canadian or foreign wholesaler, foreign agent, local bookstore, etc.) books that it could have purchased directly in the manner prescribed, such purchase shall not change the nature of the said books and the prices to be paid by institutions for such books shall be those which they would have had to pay if such accredited bookshop had purchased them directly in the manner prescribed. (h) "Basic discounts" means the discounts allowed by Canadian and foreign publishers (or their exclusive distributors) at the time of sale on the list prices fixed by them, to any accredited bookshop purchasing the required strict minimum of books. Such discount must not be mistaken for the lesser discounts allowed by certain publishers to a bookshop that does not purchase the strict minimum of books to be ordered in a single

plaires à commander en une seule fois, ni ne comprend les escomptes de caisse, les conditions spéciales ou surremises qui peuvent être consenties à une librairie agréée pour tenir compte de services exceptionnels qu'elle rend à l'éditeur;

i) « Prix de catalogue » désigne les prix de détail suggérés par les éditeurs ou les diffuseurs exclusifs, qui servent de base à la facturation aux librairies agréées. Dans le cas des prix de catalogue en monnaies étrangères, ces prix s'entendent parfois toutes taxes comprises, parfois hors taxes locales. Au Canada, il n'y a pas de taxe sur la vente des livres;

j) « Catégories de livres » désigne les genres de livres sur lesquels les éditeurs ou les diffuseurs exclusifs accordent en général aux librairies agréées les remises de base indiquées en regard de chaque catégorie dans les tableaux ci-joints. Cependant les éditeurs ne respectent pas tous rigoureusement lesdites catégories et certains d'entre eux pratiquent sur certains ouvrages des remises différentes de celles qui sont mentionnées dans les tableaux. On trouve, par exemple, des éditeurs étrangers qui n'accordent qu'une remise de base de 30% sur certains livres d'art; on trouve des éditeurs canadiens dont la remise de base aux librairies atteint 33½% sur des dictionnaires, etc.;

k) « Taux de conversion » désigne les coefficients par lesquels les librairies agréées doivent multiplier les prix de catalogue en monnaies française, belge, suisse, américaine, anglaise, selon le cas, pour déterminer les prix nets en dollars canadiens que doivent payer les institutions subventionnées.

Exemple: un livre scientifique d'un prix de catalogue de 10 francs français doit être vendu aux institutions \$2.30; un livre d'érudition d'un prix de catalogue de 10 francs suisses doit être vendu aux institutions \$3.20;

l) « Remises aux institutions » désigne les pourcentages des prix de catalogue en dollars canadiens, au moment de la vente, que les librairies agréées doivent déduire de ces prix pour établir les prix que doivent payer les institutions;

m) « Marges pour services rendus » désigne les pourcentages des prix de catalogue en dollars canadiens, au moment de la vente, que les librairies agréées doivent ajouter à ces prix pour établir les prix que doivent payer les institutions.

44703-0

order; it shall also not include any cash discount, special condition or additional discount which may be allowed to any accredited bookshop to take into account special services rendered by the latter to the publisher.

(i) "List prices" means the retail prices suggested by publishers or exclusive distributors and used as fixed prices in making out invoices for accredited bookshops. As to list prices in foreign currency, such prices sometimes mean all taxes included, and sometimes, excluding local taxes. There is no sales tax on books in Canada.

(j) "Categories of books" means the kinds of books on which publishers and exclusive distributors generally allow accredited bookshops the basic discounts given opposite each category in the above tables. However, publishers do not all take strict account of the said categories and some of them allow, for certain works, discounts which do not correspond with those mentioned in the tables. For instance, some foreign publishers allow as basic discount a mere 30% on some art books; there are some Canadian publishers whose basic discount to bookshops is as much as 33½% on dictionaries, etc.

(k) "Exchange rate" means the coefficient by which accredited bookshops must multiply the list prices given in French, Belgian, Swiss, American or English currency, as the case may be, to determine the net prices in Canadian dollars to be paid by subsidized institutions. For example: a scientific book listed at 10 French francs must be sold at \$2.30 to institutions; a scholarly book listed at 10 Swiss francs must be sold at \$3.20 to institutions.

(l) "Discounts to institutions" means the percentages of list prices in Canadian dollars, at the time of sale, that accredited bookshops must deduct from such prices to determine the prices to be paid by the institutions.

(m) "Margins for services rendered" means the percentages of the list prices in Canadian dollars, at the time of sale, that accredited bookshops must add to such prices to determine the prices to be paid by the institutions.

44703-0

Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

Department (s) Labour and Manpower

Avis de modification

Industrie du Camionnage — région de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les pré-

Notice of amendment

Cartage Industry — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Ho-

sentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du Camionnage dans la région de Québec rendue obligatoire par le décret 952 du 11 mars 1970 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1) Remplacer (l'article 14.02 a) par le suivant:

« 0.08 cents pour chaque mille parcouru pendant son absence pour le chauffeur, et 0.07 cents pour l'aide ou le taux de salaire horaire pour sa classe d'emploi. »

2) Remplacer l'article 16.01 par le suivant:

« 1er mars 1972 — March 1, 1972

Chauffeur de chargeuse, bull-dozzer, niveleuse, fardler — Operator: loader, bulldozer, grader, float	\$2.50	\$115.00
Chauffeur de camion de 20,000 livres, tracteur et tandem — Driver, 20,000 pounds truck, tractor and tandem	\$2.40	\$110.00
Chauffeur de camion de livraison ou autres — Driver, delivery truck or others	\$2.10	\$ 95.00
Manutentionnaire d'entrepôt — Warehouseman	\$2.00	\$ 90.00
Manoeuvre ou aide — Labourer or helper	\$1.80	\$ 85.00
Mécanicien — Mechanic	\$2.70	\$120.00
Commis de bureau — Office Clerk:		
Sténo-dactylo — Stenographer-typist		\$ 65.00
Autres commis de bureau — Other office clerks		\$ 55.00

3) Remplacer l'échelle de salaire de l'article 17 (service de transport d'argent, documents et valeurs) par la suivante:

« 1er mars 1972 — March 1, 1972

(Salariés employés de façon permanente à plein temps — Regular full-time employees:)	
Caissier adjoint — Assistant cashier	\$3.64
Messenger — Messenger	\$3.57
Chauffeur et préposé à la manutention de l'argent — Driver and employee handling money	\$3.43
Garde — Guard	\$3.30
Courrier — Courier	
Salariés à temps partiel: — Part-time employees:)	
Chauffeur et préposé à la manutention de l'argent — Driver and employee handling money	\$1.97
Courrier — Courier	
Garde - Guard	\$1.90 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

nourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Québec region, rendered obligatory by Decree number 952 of March 11, 1970, as amended, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

(1) Paragraph (a) of section 14.02 will be replaced by the following:

“(a) truck drivers shall be paid eight cents (0.08) for every mile covered while away; helpers shall be paid seven cents (\$0.07) for every mile covered while away, or the hourly wage rate for their classification. ”

(2) Section 16.01 will be replaced by the following:

	<i>Horaire</i> <i>Hourly</i>	<i>Hebdomadaire</i> <i>Weekly</i>
Chauffeur de chargeuse, bull-dozzer, niveleuse, fardler — Operator: loader, bulldozer, grader, float	\$2.50	\$115.00
Chauffeur de camion de 20,000 livres, tracteur et tandem — Driver, 20,000 pounds truck, tractor and tandem	\$2.40	\$110.00
Chauffeur de camion de livraison ou autres — Driver, delivery truck or others	\$2.10	\$ 95.00
Manutentionnaire d'entrepôt — Warehouseman	\$2.00	\$ 90.00
Manoeuvre ou aide — Labourer or helper	\$1.80	\$ 85.00
Mécanicien — Mechanic	\$2.70	\$120.00
Commis de bureau — Office Clerk:		
Sténo-dactylo — Stenographer-typist		\$ 65.00
Autres commis de bureau — Other office clerks		\$ 55.00

(3) The wage scale given in section 17 (Transport of currency, documents and valuables) will be replaced by the following:

L'heure — Per hour

(Salariés employés de façon permanente à plein temps — Regular full-time employees:)	
Caissier adjoint — Assistant cashier	\$3.64
Messenger — Messenger	\$3.57
Chauffeur et préposé à la manutention de l'argent — Driver and employee handling money	\$3.43
Garde — Guard	\$3.30
Courrier — Courier	
Salariés à temps partiel: — Part-time employees:)	
Chauffeur et préposé à la manutention de l'argent — Driver and employee handling money	\$1.97
Courrier — Courier	
Garde - Guard	\$1.90 »

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 26 février 1972.
44702-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.R.I.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 26, 1972.
44702-o

Industrie et Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-3.2.1., région s'étendant de Pointe de la Baie des 1,000 Vaches, (Pointe de la péninsule de Portneuf) 1,000 pieds au sud-ouest du dépotoir municipal de Ste-Anne de Portneuf.

N-3.2.6., région s'étendant de la partie extérieure de l'Île du Havre.

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
CLAUDE SIMARD.

Québec, le 27 janvier 1972.
44704-o

Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-3.2.1. the area extending from Poite de la Baie des 1,000 Vaches, (Point of the Portneuf Peninsula) - 1,000 feet south-west of the St. Anne de Portneuf municipal dump.

N-3.2.6 the area extending from the outer part of Ile du Havre.

are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

THEREFORE, and pursuant to section 38, paragraph 2, of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

CLAUDE SIMARD,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, January 27, 1972.
44704-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Accréditation de Sonab Inc.

Prenez avis que Sonab Inc., 5, rue du Parloir, Québec 4 a été accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec le 2 février 1972 pour représenter, aux fins prévues à l'article 27 de la loi des marchés agricoles.

Québec Agricultural Marketing Board

Notice

Accreditation of Sonab Inc.

Take notice that Sonab Inc., 5 du Parloir Street, Québec 4, was accredited by the Québec Agricultural Marketing Board, on February 2, 1972, to represent, for the purposes provided for in section 27 of the Agricultural

toute personne achetant des producteurs visés par les plans conjoints des producteurs de bois de Rimouski-Rivière-du-Loup et de Portneuf le bois brut destiné à l'industrie du bois de sciage.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

Marketing Act, any person buying roundwood, to be used by the sawmill industry, from the producers concerned by the Rimouski-Rivière-du-Loup and Portneuf wood producers' joint plan.

Québec Agricultural Marketing Board.
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Avis

Contribution des producteurs visés par le plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay

Prenez avis que lors de son assemblée du 9 février 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé la résolution qui lui a été présentée par le Syndicat des producteurs de bois du Saguenay ayant pour effet d'augmenter, de \$0.35 à \$0.50 la corde de bois à pâte mise en marché, ou son équivalent, la contribution prévue à la section XII du plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

Avis

Avis aux producteurs de bois du comté de Pontiac

Le plan conjoint des producteurs de bois du comté de Pontiac régit présentement la mise en marché du bois à dans cette région. La Régie des marchés agricoles du Québec a reçu une requête de l'Office des producteurs de bois du comté de Pontiac demandant d'étendre la juridiction de ce plan afin qu'il vise la mise en marché de tout bois (bois dur et bois mou) vendu pour toute fin par les producteurs et propriétaires de lots boisés du comté de Pontiac.

Prenez avis que la Régie tiendra une audience publique concernant cette demande où toutes les parties intéressées auront l'occasion de se faire entendre. Cette audience aura lieu jeudi, le 2 mars 1972, à 10h.30 du matin, au St. Paul Anglican Church Hall, Shawville.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

Notice

Contribution of the producers covered by the Saguenay Wood Producer's Joint Plan

Notice is given that at its meeting of February 9, 1972 the Québec Agricultural Marketing Board approved the resolution made by the Saguenay Wood Producers' Syndicate for the purpose of increasing, from \$0.35 to \$0.50 the cord of pulp wood marketed, or its equivalent, the contribution mentioned in Section XII of the Saguenay Wood Producers' Joint Plan.

Québec Agricultural Marketing Board.
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Notice

Notice to Pontiac County Wood Producers

The Pontiac Forest Products Producers' Plan now covers the marketing of pulpwood only in that region. The Québec Agricultural Marketing Board has received a petition from the Pontiac Forest Products Producers' Board asking an extension of the jurisdiction of the plan, so that it would govern the marketing of all woods (hard wood and soft wood) sold for any purpose by Pontiac County producers and woodlots owners.

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board will hold a public hearing relative to this petition where all interested parties will be able to express their opinions. The hearing will be held at St. Paul Anglican Church Hall, Shawville, on March 2, 1972, at 10h.30.

Québec Agricultural Marketing Board
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Avis

Liquidation de l'Office des producteurs de lait de la Laiterie Victoria

Les producteurs autrefois visés par le plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs à la Laiterie Victoria, réunis en assemblée générale convoquée à cette fin, ont approuvé les modalités et le résultat de la liquidation de leur office et la Régie des marchés agricoles du Québec a ratifié les décisions prises par cette assemblée.

En conséquence, prenez avis qu'à compter de la date de la présente publication, l'Office des producteurs de lait de la Laiterie Victoria est dissous.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

Avis

Liquidation des affaires du Syndicat des producteurs de lait du marché de St-Jean à titre d'administrateur du plan conjoint des producteurs de lait nature du marché de St-Jean

Les producteurs autrefois visés par le plan conjoint des producteurs de lait nature du marché de St-Jean, réunis en assemblée générale convoquée à cette fin, ont approuvé les modalités et le résultat de la liquidation des affaires du Syndicat des producteurs de lait du marché de St-Jean à titre d'administrateur du plan conjoint précité et la Régie des marchés agricoles du Québec a ratifié les décisions prises par cette assemblée.

En conséquence, prenez avis qu'à compter de la date de la présente publication, les affaires du Syndicat des producteurs de lait du marché de St-Jean à titre d'administrateur du plan conjoint des producteurs de lait nature du marché de St-Jean sont liquidées.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

Avis

Liquidation des affaires du Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel à titre d'administrateur du plan conjoint des producteurs de lait de la région de Sorel

Les producteurs autrefois visés par le plan conjoint des producteurs de lait de la région de Sorel, réunis en assemblée générale convoquée à cette fin, ont approuvé les modalités et le résultat de la liquidation des affaires

Notice

Winding-up of the Victoria Dairy Milk Producers' Board

At a general meeting call for the purpose, the producers formerly covered by the Victoria Dairy Milk Producers' Joint Plan approved the conditions and the outcome of the winding-up of their Board and the Québec Agricultural Marketing Board has ratified the decisions taken at this meeting.

Consequently, take notice that, effective upon the date of the present publication, the Victoria Dairy Milk Producers' Board is dissolved.

Québec Agricultural Marketing Board
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Notice

Winding-up of the affairs of the Milk Producers' Syndicate of the Saint John Market as administrator of the Joint plan of raw milk producers of the Saint John Market

At a general meeting called for the purpose, the producers formerly covered by the Joint plan of raw milk producers of the Saint John Market have approved the conditions and the outcome of the winding-up of the affairs of the Milk Producers' Syndicate of the Saint John Market as administrator of the aforesaid joint plan, and the Québec Agricultural Marketing Board has ratified the decisions taken at this meeting.

Consequently, take notice that, effective upon the date of the present publication, the affairs of the Milk Producers' Syndicate of the Saint John Market as administrator of the Joint plan of raw milk producers of the Saint John Market, are wound up.

Québec Agricultural Marketing Board
Per: (ME) MILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Notice

Winding-up of the affairs of the "Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel" as administrator of the Joint Plan of Milk Producers of the Region of Sorel

At a general meeting called for the purpose, the producers formerly covered by the Joint Plan of Milk Producers of the Region of Sorel have approved the conditions and the outcome of the winding-up of the affairs

du Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel à titre d'administrateur du plan conjoint précité et la Régie des marchés agricoles du Québec a ratifié les décisions prises par cette assemblée.

En conséquence, prenez avis qu'à compter de la date de la présente publication, les affaires du Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel à titre d'administrateur du plan conjoint des producteurs de lait de la région de Sorel sont liquidées.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

of the "Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel" as administrator of the aforesaid joint plan, and the Québec Agricultural Marketing Board has ratified the decisions taken at this meeting.

Consequently, take notice that, effective upon the date of the present publication, the affairs of the "Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel" as administrator of the Joint Plan of Milk Producers of the Region of Sorel, are wound up.

Québec Agricultural Marketing Board
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Avis

Liquidation des affaires du Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St-Hyacinthe à titre d'administrateur du plan conjoint des producteurs de lait de la région de St-Hyacinthe

Les producteurs autrefois visés par le plan conjoint des producteurs de lait de la région de St-Hyacinthe, réunis en assemblée générale convoquée à cette fin, ont approuvé les modalités et le résultat de la liquidation des affaires du Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St-Hyacinthe à titre d'administrateur du plan conjoint précité et la Régie des marchés agricoles du Québec a ratifié les décisions prises par cette assemblée.

En conséquence, prenez avis qu'à compter de la date de la présente publication, les affaires du Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St-Hyacinthe à titre d'administrateur du plan conjoint des producteurs de lait de la région de St-Hyacinthe sont liquidées.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

44705-o

Avis

Fusion d'offices de producteurs

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a homologué, le 2 février 1972, l'acte d'accord intervenu le 13 décembre 1971, entre l'Office des producteurs de bois de pulpe du Nord-Ouest Québécois et l'Office des producteurs de bois du Témiscamingue, en vue de se fusionner, selon la section VI de la loi des marchés agricoles du Québec.

LR-194

Notice

Winding-up of the affairs of the "Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St-Hyacinthe" as administrator of the St. Hyacinthe Region Milk Producers' Plan

At a general meeting called for the purpose, the producers formerly covered by the St. Hyacinthe Region Milk Producers' Plan have approved the conditions and the outcome of the winding-up of the affairs of the "Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St-Hyacinthe" as administrator of the aforesaid joint plan, and the Québec Agricultural Marketing Board has ratified the decisions taken at this meeting.

Consequently, take notice that, effective upon the date of the present publication, the affairs of the "Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St-Hyacinthe" as administrator of the St. Hyacinthe Region Milk Producers' Joint Plan, are wound up.

Québec Agricultural Marketing Board
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

44705-o

Notice

Amalgamation of Boards of Producers

Take notice that, on February 2, 1972, the Québec Agricultural Marketing Board ratified the deed of agreement signed by the Québec Northwest Pulpwood Producers' Board and The Témiscamingue Pulpwood Producers' Board, with a view to their amalgamation, in conformity with Division VI of the Québec Agricultural Marketing Act.

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec ordonne la publication de cet acte d'accord dans la *Gazette officielle du Québec*.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (ME) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Québec, le 2 février 1972.

ACTE D'ACCORD intervenu en l'an mil neuf cent soixante-onze, ce 13^{ième} jour de décembre, entre

L'OFFICE DES PRODUCTEURS DE BOIS DE PULPE DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS, corps politique constitué en vertu de la Loi des Marchés Agricoles, ici représenté par M.M. Henri Brière, J.P. Pelletier, respectivement Président et vice-président dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution dudit Office dont copie conforme est annexée aux présentes,

et
L'OFFICE DES PRODUCTEURS DE BOIS DU TÉMISCAMINGUE, corps politique constitué en vertu de la Loi des marchés Agricoles, ici représenté par M.M. Georges Gilbert et Sylvio Lacasse respectivement président et vice-président, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution dudit Office dont copie conforme est annexée aux présentes.

I^o En prévision de la fusion des Offices de producteurs, signataires du présent acte, les parties déclarent avoir mutuellement échangé les renseignements suivants et conviennent de respecter les conditions et la procédure suivantes:

Chaque Office a fait préparer les pièces suivantes dont les signataires se déclarent satisfaits, en date du 18 octobre 1971 les a soumis à toutes les parties intéressées qui les ont portées à la connaissance des producteurs dont ils administrent le plan conjoint de mise en marché:

1. Un bilan et un état des opérations depuis la fin du dernier exercice financier dûment vérifiés et signés par son vérificateur;
2. Une liste des comptes payables apparaissant au passif et des comptes recevables apparaissant à l'actif du bilan;
3. Une liste de ses engagements à court et à long terme;
4. Un état de ses frais fixes d'administration.

II^o En vertu des dispositions de la Loi des Marchés Agricoles du Québec, les offices signataires sont fusionnés à compter de la date de la publication du présent acte d'accord dans la *Gazette officielle du Québec*, et le nouvel Office de producteurs résultant de cette fusion est chargé d'administrer et d'exécuter le plan conjoint de chacun des offices signataires;

III^o Il est, par les présentes, convenu que le nouvel office des producteurs résultant de la fusion, succède

Accordingly, the Québec Agricultural Marketing Board orders the publication of this deed of agreement in the *Québec Official Gazette*.

Québec Agricultural Marketing Board
Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

Québec, February 2, 1972.

DEED OF AGREEMENT signed in the year nineteen hundred and seventy-one, this thirteenth day of December by

THE QUÉBEC NORTHWEST PULPWOOD PRODUCERS' BOARD, a body politic incorporated under the Agricultural Marketing Act, represented here by Messrs. Henri Brière, J.P. Pelletier, respectively Chairman and Vice-Chairman, duly authorized for the purposes of the presents by a resolution of the said Board, a copy of which is appended to the presents,

and by

THE TÉMISCAMINGUE PULPWOOD PRODUCERS' BOARD, a body politic incorporated under the Agricultural Marketing Act, represented here by Messrs. Georges Gilbert and Sylvio Lacasse, respectively Chairman and Vice-Chairman, duly authorized for the purposes of the presents by a resolution of the said Board, a copy of which is appended to the presents.

I. In anticipation of the amalgamation of the Producers' Boards, signers of the present agreement, the parties declare that they have mutually exchanged the following information and agree to abide by the following conditions and procedure:

Each Board had the following documents prepared, which the signers declared to be to their satisfaction, on October 18, 1971; these documents have been submitted to all the parties concerned, who have brought them to the attention of the producers whose joint marketing plan they administer:

1. A balance-sheet and statement of operations transacted since the end of the fiscal year, duly audited and signed by its auditor;
2. A list of accounts payable shown under liabilities and a list of accounts receivable shown under assets, on the balance-sheet;
3. A list of its short-term and long-term commitments;
4. A statement of its standing administrative expenses.

II. Pursuant to the provisions of the Québec Agricultural Marketing Act, the signing Boards shall be amalgamated, to take effect upon the date of publication of the present deed of agreement in the *Québec Official Gazette*, and the new Board of producers formed as a result of this amalgamation shall be responsible for administering and carrying out the joint plan of each of the signing boards;

III. It is hereby agreed that the new Board of producers formed as a result of the amalgamation shall suc-

aux offices signataires, en acquiert les biens et les droits et en assume les obligations et engagements. Il en exerce les pouvoirs, attributions et prérogatives et en remplit les devoirs.

IV° Les décisions prises par chacun des offices signataires ainsi que les conventions conclues par eux, sont sensées avoir été prises ou conclues par le nouvel office résultant de la fusion. Le nouvel office est donc subrogé légalement et conventionnellement auxdites décisions et conventions.

Ces dernières demeurent en vigueur et doivent être exécutées, mais peuvent être modifiées ou abrogées, ou bien, dans le cas des conventions, être renouvelées et/ou négociées par le nouvel office.

V° Chaque office signataire s'engage, par les présentes:

1. À payer toutes ses dettes liquides et exigibles, sans délai;
2. À ne pas se départir d'aucun de ses actifs, à ne pas les grever de quelque charge, ni les louer ou échanger;
3. À s'acquitter de sa charge d'administrateur dans l'intérêt de la fusion éventuelle et à n'encourir aucune obligation et à n'acquitter aucun frais autres que ceux prévus par son administration courante;
4. À rendre compte de son administration pour la période du 18 octobre à la date où la fusion est légalement effectuée;
5. À remettre, dès la fusion consommée, toutes ses archives, ainsi que son fichier de producteurs au nouvel Office constitué.

VI° L'administration provisoire du nouvel Office est confiée aux personnes suivantes, tous producteurs déjà liés par l'un ou l'autre des plans conjoints administrés par les Offices signataires:

MM. Georges Gilbert	Henri Brière
Sylvio Lacasse	Jean Paul Pelletier
Louis Clouâtre	Joseph Gagnon
Urbain Bourrassa	Sylva Cloutier
Louis Manseau	Hector Dumont
Roger Lévesque	Maurice Landry
Conrad Rivest	Georges-Noël

VII° Les administrateurs provisoires sont en fonction jusqu'à la tenue d'une assemblée générale des producteurs régis par le nouvel office qui doit avoir lieu dans les deux (2) mois qui suivent la date où le nouvel office est légalement constitué, dans le but de nommer ou d'élire les administrateurs permanents.

Les producteurs seront suffisamment convoqués par un avis écrit posté quinze (15) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale. Les administrateurs provisoires ne peuvent faire d'autres dépenses que les dépenses de stricte administration.

Ils doivent recevoir la reddition de comptes des offi-

ceed to the signing Boards and that it shall take over their property and rights and assume their obligations and commitments. It shall exercise the powers, functions and prerogatives and perform the duties of the signing boards.

IV. The decisions taken by each of the signing Boards, as well as the agreements concluded by them shall be deemed to have been taken or concluded by the new Board formed by amalgamation. Thus, the new Board shall be legally and contractually bound by the said decisions and agreements.

V. Each of the signing Boards hereby agrees:

1. To pay all its active liquid debts without delay;
2. Not to transfer any of its assets, not to encumber them in any way, and not to lease or exchange them;
3. To perform its administrative duties in the interest of the forthcoming amalgamation and not to incur any obligation or make any expenditure other than those provided for its current administration.
4. To give an account of its administration for the period between October 18 and the date upon which the amalgamation will legally take effect;
5. As soon as the amalgamation has been effected, to hand over all its archives, together with its producers' files, to the newly formed Board.

VI. The interim administration of the new Board shall entrusted the following persons, all of whom are producers already bound by either one of the joint plans administered by the signing Boards:

Messrs. Georges Gilbert	Henri Brière
Sylvio Lacasse	Jean-Paul Pelletier
Louis Clouâtre	Joseph Gagnon
Urbain Bourrassa	Sylva Cloutier
Louis Manseau	Hector Dumont
Roger Lévesque	Maurice Landry
Conrad Rivest	Georges Noël

VII. The interim administrators shall remain in office until a general meeting of the producers governed by the new Board is held, for the purpose of appointing or electing the permanent administrators. This meeting shall be held within the two (2) months following the date upon which the new Board has been legally incorporated.

The producers shall be duly convened by written notice mailed fifteen (15) days prior to the date fixed for the general meeting. The interim administrators may not incur any expenses other than those pertaining strictly to administration.

The accounts of the amalgamated Boards shall be

ces fusionnés et peuvent en donner quittance à leurs administrateurs.

Les administrateurs provisoires informeront de cette fusion les acheteurs déjà tenus de par l'existence des plans conjoints administrés par les Offices fusionnés à remplir certaines obligations contractuelles ou légales, par malle enregistrée, dès qu'elle sera consommée. Sur réception de cet avis, ces acheteurs doivent faire remise des prélevés pour l'administration des plans conjoints au nouvel office.

VIII° L'assemblée générale convoquée dans le but de nommer ou d'élire les administrateurs permanents détermine la durée de leur mandat et peut passer tout règlement, dans les limites prévues par la loi, relatif à leur administration et au mode d'élection.

IX° Le nouvel office résultant de la fusion est autorisé à ne tenir qu'une seule comptabilité et une seule assemblée générale annuelle des producteurs liés par les plans conjoints qu'il doit administrer.

X° Le nouvel office résultant de la fusion porte le nom de: « Office des Producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue » et son siège social est situé à Rouyn.

XI° Les offices signataires autorisent et sanctionnent toute autre mesure nécessaire qui peut-être prise par le nouvel office, dans les limites de la Loi des Marchés Agricoles du Québec, pour autrement pourvoir à la fusion, à l'administration, à l'exécution et au bon fonctionnement dudit office résultant de la fusion.

XII° Les frais encourus par la fusion des offices signataires sont à la charge du nouvel office.

XIII° Et les parties ont signé en présence l'une de l'autre et en présence du témoin soussigné.

Pour l'Office de bois de pulpe du Nord Ouest Québécois.

HENRI BRIÈRE,

JEAN-PAUL PELLETIER

Pour l'Office de bois du Témiscamingue.

GEORGES GILBERT

SYLVIO LACASSE

Témoin: PAUL DICKEY.

44705-o

handed over to the interim administrators, who may discharge the former Boards' administrators of all responsibilities pertaining thereto.

The interim administrators shall give notice of the amalgamation, by registered mail, to the purchasers already bound, under joint plans administered by the amalgamated Boards, to fulfill certain contractual or legal obligations. Upon receipt of this notice, such purchasers shall forward to the new Board the sums levied for the administration of the joint plans.

VIII. The general assembly convened in order to appoint or elect the permanent administrators shall determine the duration of the latter's term of office and may adopt, within the limits provided for by law, any regulation pertaining to their administration and the mode of election.

IX. The new Board established by amalgamation shall be authorized to keep only one system of accounts and to hold only one general meeting of producers subject to the joint plan administered.

X. The new Board established by amalgamation shall operate under the name "Office des Producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue" and its head office shall be located in Rouyn.

XI. The signing Boards shall authorize and ratify any other necessary measure that the new Board may adopt, within the authority of the Québec Agricultural Marketing Act, to make further provision for the amalgamation and for its implementation, and for the efficient operation of the Board thus formed.

XII. The expenses incurred in amalgamating the signing Boards shall be borne by the new Board.

XIII. And the parties have signed in each other's presence, and in the presence of the undersigned witness.

For the Québec Northwest Pulpwood Producer's Board

HENRI BRIÈRE

JEAN-PAUL PELLETIER

For the Témiscamingue Pulpwood Producers' Board

GEORGES GILBERT

SYLVIO LACASSE

Witness: PAUL A. DICKEY.

44702-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.

[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms

et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels a été sanctionnée le 1er décembre 1971;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de ce bill, cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 1er mars 1972.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 497-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (Bill 83) entre en vigueur le 1er mars 1972.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

ANDRÉ DESJARDINS,
JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 179

44603-o

and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Crime Victim Compensation Act was assented to on December 1, 1971;

WHEREAS pursuant to section 27 of this Bill, this Act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that this coming into force be fixed for March 1, 1972.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 497-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the Crime Victims Compensation Act (Bill 83) come into force on March 1, 1972.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

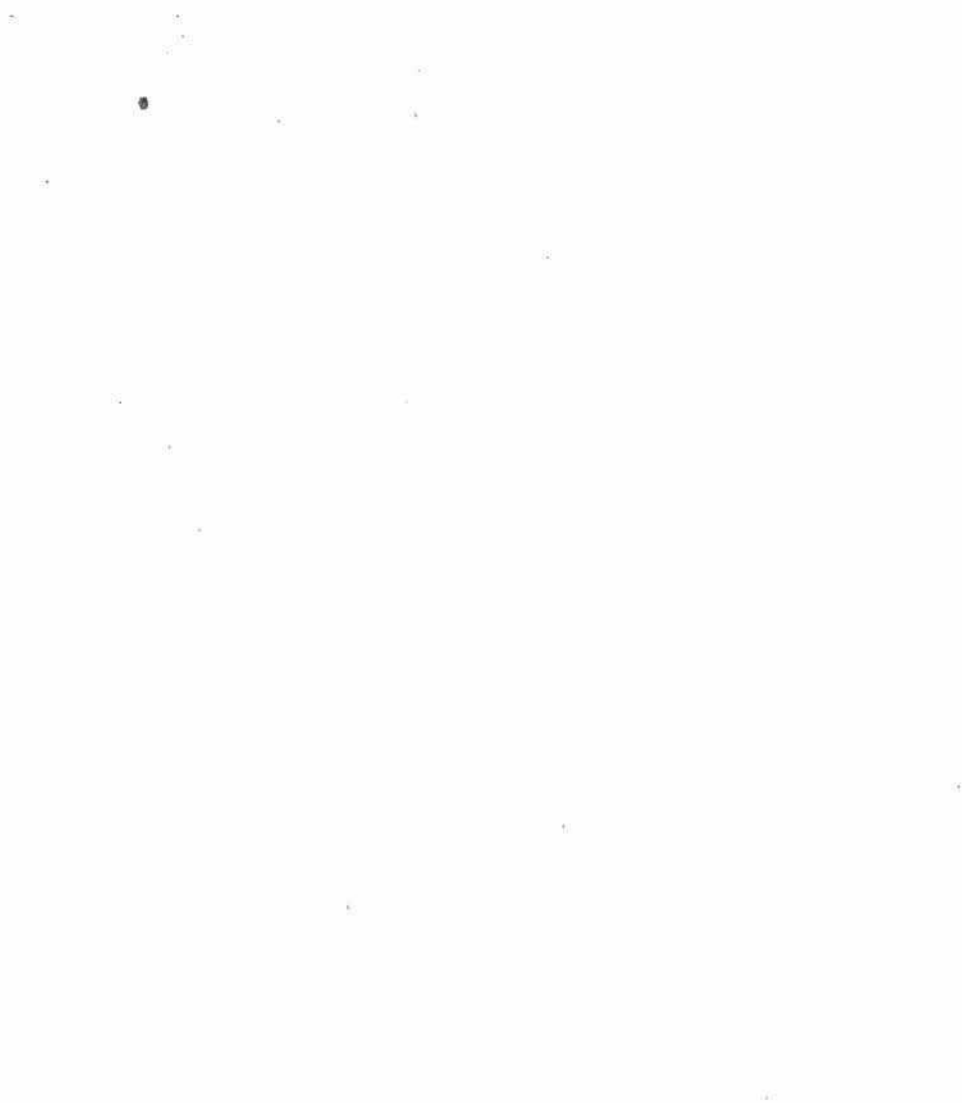
Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

ANDRÉ DESJARDINS,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 179

44603-o



INDEX No 8

Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL

4095 — (1971) Office de radio-télévision du Québec (<i>Règlements</i>)	1899
4095 — (1971) Québec Broadcasting Bureau (<i>Regulations</i>)	1899
4186 — (1971) Office de radio-télévision du Québec (<i>Mod. aux règlements</i>)	1931
4186 — (1971) Québec Broadcasting Bureau (<i>Amend. to regulations</i>)	1931
353 — Accréditation des libraires (<i>modifications à la réglementation</i>)	1953
353 — Booksellers accreditation (<i>amendments to the Regulation</i>)	1953
354 — Aide aux libraires agréés	1957
354 — Assistance to accredited bookshops	1957
486 — Construction, Province (<i>Modification au décret</i>)	1932
486 — Construction, Province (<i>Amendment to the Decree</i>)	1932
487 — Employés de garages, régions de Trois-Rivières et Shawinigan	1934
487 — Garage Employees, Trois-Rivières and Shawinigan regions	1934

ORDERS IN COUNCIL

Régie des marchés agricoles du Québec

Québec Agricultural Marketing Board

Wood Producers (Pontiac County) (<i>Request</i>)	1971
Wood Producers (Saguenay) (<i>Contribution</i>)	1971

Milk Producers' Syndicate of the Saint John Market (<i>Winding-up</i>)	1972
Office des producteurs de lait de la Laiterie Victoria (L') (<i>Liquidation</i>)	1972
Office des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (<i>Fusion-Amalgamation</i>)	1973
Producteurs de bois du comté de Pontiac (<i>Demande</i>)	1971
Producteurs de bois du Saguenay (<i>Contribution</i>)	1971
Sonab Inc. (<i>Accréditation</i>)	1970
Syndicat des producteurs de lait du marché de St-Jean (<i>Liquidation</i>)	1972
Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel (<i>Liquidation-Winding-up</i>)	1972
Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St. Hyacinthe (<i>Liquidation-Winding-up</i>)	1973
Victoria Dairy Milk Producers' Board (<i>Winding-up</i>)	1972

MINISTÈRES

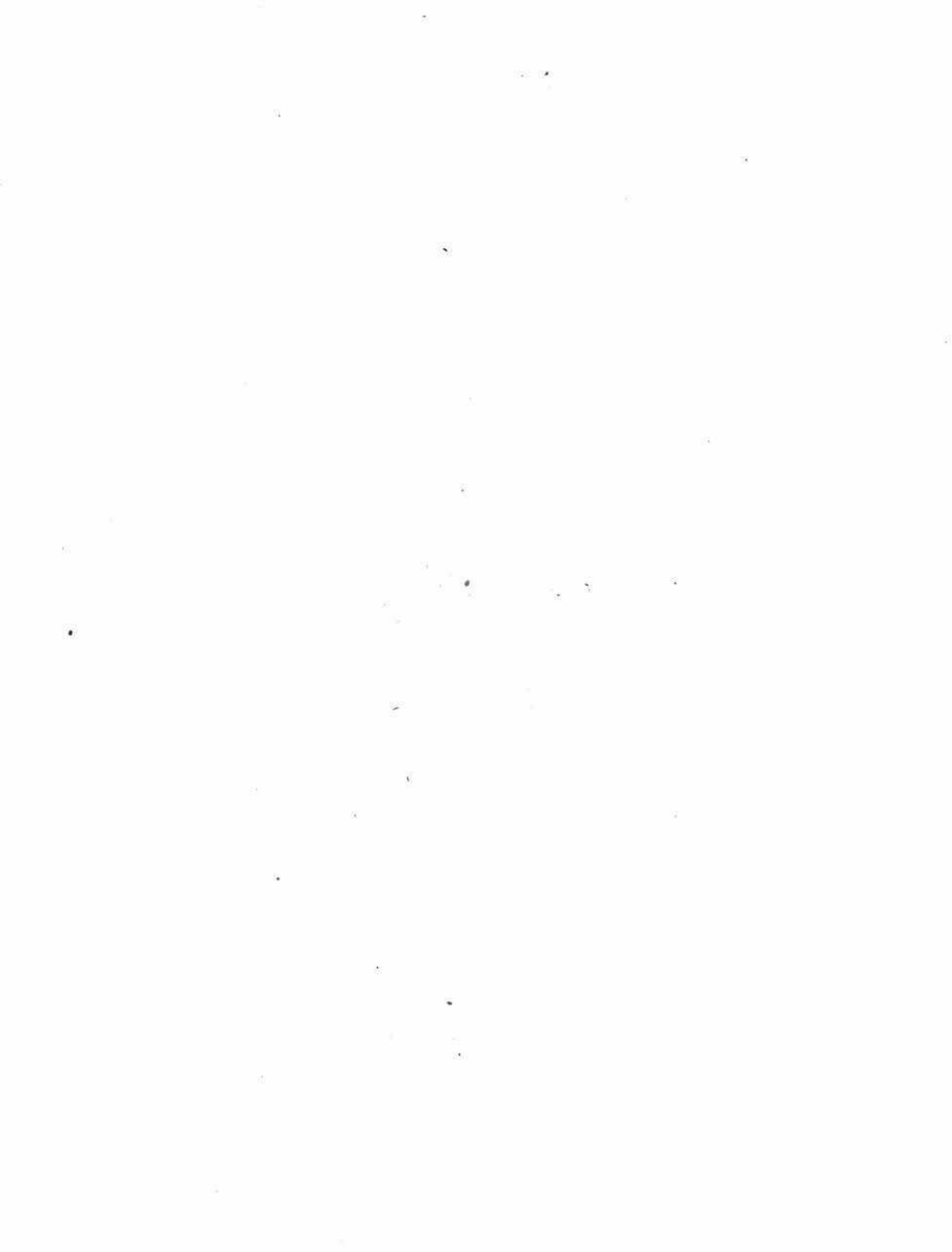
DEPARTMENTS

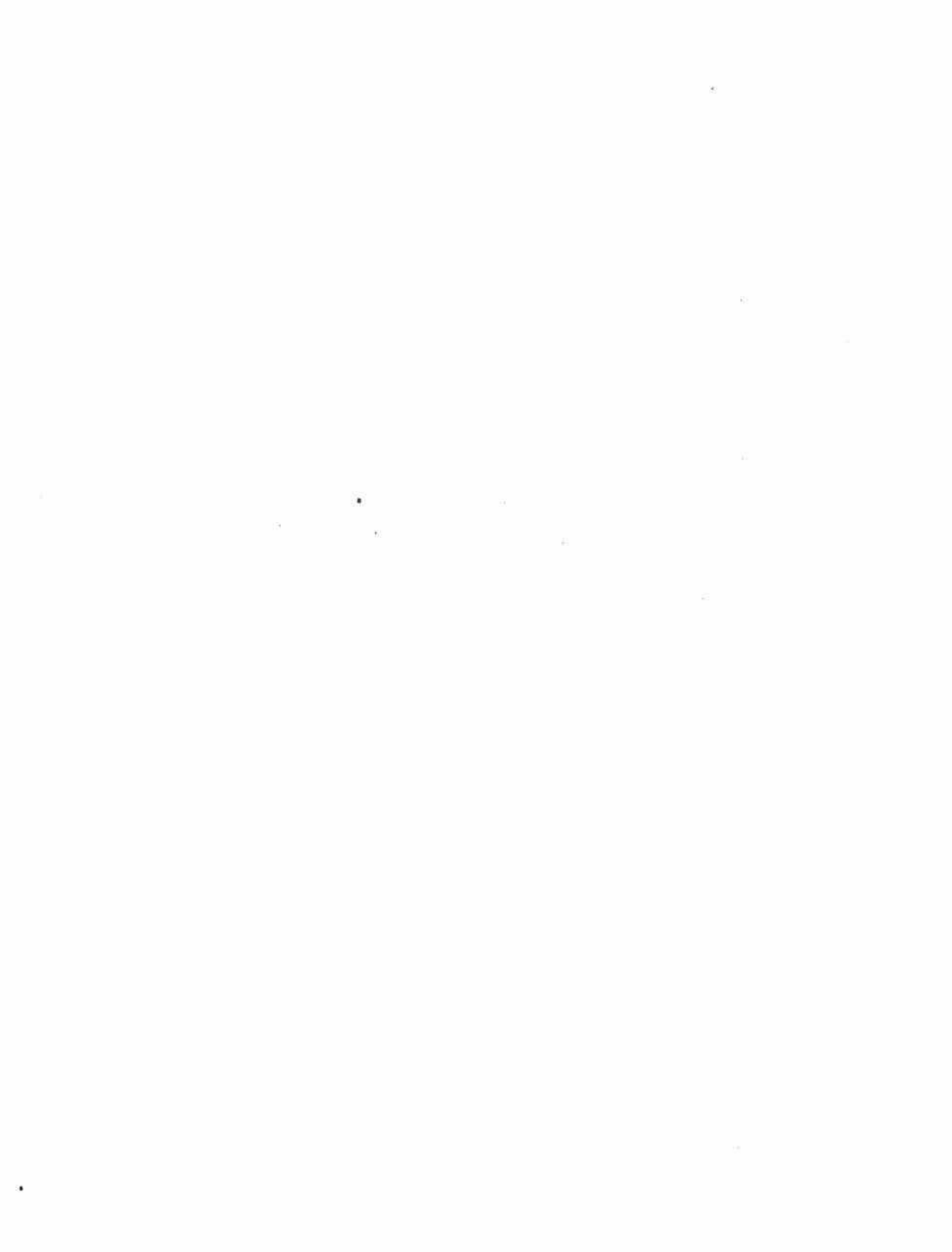
Industrie et commerce	Industry and Commerce	
Avis de pêche aux coquillages		1970
Notice respecting Shellfishing		1970
Travail et de la Main-d'oeuvre	Labour and Manpower	
Camionnage, région de Québec (<i>Mod.</i>)		1968
Cartage, Québec region (<i>Amend.</i>)		1968

PROCLAMATION

PROCLAMATION

Crime Victims Compensation Act (Bill 83, 1971) (<i>coming into force of the Act</i>)	1976
Indemnisation des victimes d'actes criminels (Bill 83, 1971) (<i>entrée en vigueur de la Loi</i>)	1976





SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	1899
ASSEMBLÉE NATIONALE.....	1850
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES.....	1857
AVIS DIVERS.....	1867
CHANGEMENT DE NOM.....	1832-1850
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES.....	1850
COMPAGNIES:	
Dissoutes.....	1833
Divers.....	1837
Lettres patentes.....	1740
Lettres patentes supplémentaires.....	1825
Sièges sociaux.....	1841
DEMANDES À LA LÉGISLATURE.....	1852
LIQUIDATION DES COMPAGNIES.....	1852
MINISTÈRES:	
Affaires municipales.....	1855
Industrie et Commerce.....	1970
Institutions financières.....	1864
Terres et forêts.....	1834
Travail et Main-d'oeuvre.....	1968
PROCLAMATIONS.....	1864-1976
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES.....	1970
RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES.....	1888
SOUMISSIONS.....	1869
SYNDICATS PROFESSIONNELS.....	1855
VENTE PAR LICITATION.....	1857
VENTES PAR SHÉRIFS.....	1889
VENTE POUR TAXES.....	1863

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE.....	1852
CHANGE OF NAME ACT.....	1832-1850
COMPANIES ACT:	
Dissolved.....	1833
Head Office.....	1841
Letters patent.....	1740
Letters patent, supplementary.....	1825
Miscellaneous.....	1837
COMPANIES INFORMATION ACT.....	1888
CORPORATIVE ASSOCIATIONS.....	1857
DEPARTMENTS:	
Industry and Commerce.....	1970
Financial Institutions.....	1864
Lands and Forests.....	1834
Municipal Affairs.....	1855
Labour and Manpower.....	1968
EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES.....	1850
MISCELLANEOUS NOTICES.....	1867
NATIONAL ASSEMBLY.....	1850
ORDERS IN COUNCIL.....	1899
PROCLAMATIONS.....	1864-1976
PROFESSIONAL SYNDICATES.....	1855
QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD..	1970
SALE BY LICITATION.....	1857
SALES BY SHERIFFS.....	1889
SALE FOR TAXES.....	1863
TENDERS.....	1869
WINDING-UP ACT.....	1852



Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

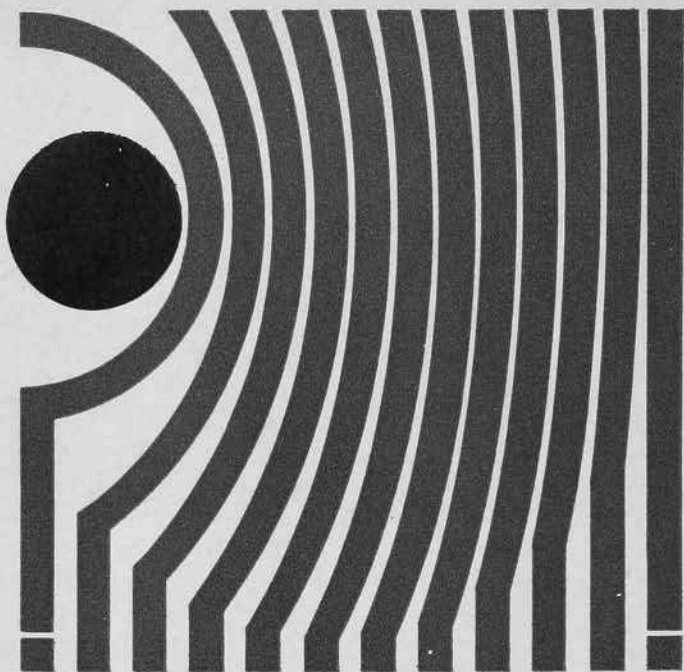
**l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.**



l'étudiant québécois
**DÉFI ET
DILEMMES**
rapports de recherches

\$3.00



en vente

QUÉBEC :

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

Librairie Garneau Itée,
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
310 ouest, rue Ste-Catherine

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Itée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal